

Cahiers du GRM

Groupe de Recherches Matérialistes

Cahier 2

La séquence rouge italienne



EuroPhilosophie

Cahiers du GRM

Groupe de Recherches Matérialistes

CAHIER 2

LA SEQUENCE ROUGE ITALIENNE

Le travail en cours du Groupe de Recherches Matérialistes est consultable en ligne
à partir de la Page d'accueil du GRM :

<http://www.europhilosophie.eu/recherche/spip.php?rubrique182>

Cahiers du GRM

Groupe de Recherches Matérialistes

Coordinateur de ce Cahier

Andrea Cavazzini

Comité Scientifique

Etienne Balibar, Jacques Bidet, Florence Caeymaex, Sandro Chignola, Yves Duroux, Vittorio Morfino, Enzo Traverso, Maria Turchetto, Jean-Claude Zancarini.

Comité de Rédaction

Livio Boni, Fabrizio Carlino, Andrea Cavazzini, Antoine Janvier, Patrick Marcolini, Marco Rampazzo Bazzan, Stéphane Pihet, Pierre Sauvêtre, Guillaume Sibertin-Blanc.

Pour faire un lien ou citer ce texte :

Groupe de Recherches Matérialistes, *Cahiers du GRM*, n° 2 : *La Séquence rouge italienne*,

EuroPhilosophie Editions, 2011

<http://www.europhilosophie-editions.eu>

Dépôt légal : Octobre 2011

© EuroPhilosophie / GRM

Site : www.europhilosophie-editions.eu

N° ISSN : 1775-3902

SOMMAIRE

Editorial	5
Diego MELEGARI Negri et Tronti, entre social et politique. L'opéraïsme et la question de l'organisation.....	27
Michele FILIPINI Mario Tronti e l'operaismo politico degli anni Sessanta.....	76
<i>Résumé français</i> : Mario Tronti et l'opéraïsme politique des années soixante.....	131
Andrea CAVAZZINI Le bon usage des ruines. Franco Fortini et la question des intellectuels dans la Séquence rouge italienne.....	140
Diego MELEGARI Le battaglie e le idee. Politicità del lavoro intellettuale in Fortini e Foucault	235
<i>Résumé français</i> : Les batailles et les idées. Politicité du travail intellectuel chez Fortini et Foucault.	281
Fabrizio CARLINO Autonomisation de la catégorie de <i>Lumpenproletariat</i> et pratique de la violence. Les enjeux de la transition de <i>Lotta continua</i> aux <i>Nuclei armati proletari</i>	290

Editorial

Ce deuxième Cahier est consacré à une exploration de la « Séquence rouge » italienne (1960-1980) que le GRM a plusieurs fois abordé dans ses recherches¹. Cette exploration portera moins sur le *récit* de la séquence et du trajet de ses protagonistes – l’archipel politico-théorique de la *Nuova Sinistra* – que sur les formes d’inscription politique cherchées par les groupes, mouvements et partis, ainsi que par les théoriciens, en fonction des conditions historiques de l’époque. Ainsi, notre attention s’est portée principalement, et conformément à la problématique du GRM, sur les effets produits par cette conjoncture singulière sur les analyses et les propositions organisationnelles.

On comprendra que le « cas italien » nous intéresse pour des raisons bien différentes de celles qui animent la plupart des études et des analyses consacrées à ce pays à l’histoire tourmentée, l’identité souvent insaisissable et l’avenir incertain.

Dans les commentaires et les analyses qui portent sur l’actualité italienne, ou sur des séquences plus étendues de la période contemporaine (l’histoire de l’Etat national fondé au XIX^{ème} siècle, ou celle de la République italienne née en 1946), résonnent toujours

¹ Ainsi la seconde partie de la première année du séminaire du GRM fut consacrée à l’opéraïsme italien (voir *Séminaire du GRM*, séance du 26 avril 2008, http://www.euophilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_16_26-04.pdf ; et http://www.euophilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/Alunni_L_operaismo_de_finitif.pdf) ; plusieurs séances du séminaire de la troisième année ont traité des luttes étudiantes en Italie (voir *Séminaire du GRM*, séance du 1 mai 2010, http://www.euophilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_3annee.1mai2010.Cavazzini.luttes_etudiantes.pdf). Enfin, une partie du travail de certains d’entre nous a pour objet la remise au jour d’une séquence trop longtemps déniée et refoulée dans la mémoire historique et politique (voir Andrea Cavazzini, *Le printemps des intelligences, La Nouvelle gauche en Italie*, Bibliothèque de philosophie sociale et politique, Euophilosophie-Editions, 2009, <http://www.euophilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article18>).

les mêmes questions, comme autant de spectres qui hantent, et brouillent, la saisie de l'histoire réelle. Ces questions concernent les potentialités que la Péninsule recèle d'accéder à une modernité enfin accomplie ; les raisons de ce qui semblerait bien représenter une histoire de rencontres manquées avec les formes institutionnelles et sociales « normales » propres aux libéral-démocraties des pays « avancés » ; le bilan, optimiste ou pessimiste, des tendances à la « normalisation » de la vie nationale. Les italiens refuseront-ils le « populisme » ? Développeront-ils un sain et vertueux « patriotisme constitutionnel » ? L'Italie est-elle d'ores et déjà une démocratie achevée et viable, ou bien représente-t-elle un échec du point de vue des critères institutionnels et « moraux » de l'Occident démocratique ?

Il faudrait écrire la généalogie de ce discours selon lequel le salut de l'Italie consisterait dans une normalisation qui la rapprocherait des libertés économiques anglo-saxonnes, de l'efficacité étatique politique et administrative française et de la discipline sociale et productive allemande – ces éternels clichés (qui contiennent un grain de vérité) indissociables de cet autre cliché (lui aussi non dénué de vérité) d'une Italie éternellement anarchique, archaïque, corrompue et « incivile ». Mais peu importe son trajet généalogique : ce discours a été profondément intériorisé, en particulier après la chute du mur de Berlin et la crise des options communistes, par la Gauche italienne, dont le programme s'est définitivement réduit depuis longtemps à faire de l'Italie un pays « normal » selon les critères du Nouvel Ordre mondial issu de la dissolution du bloc soviétique : à savoir, un espace lisse, « ouvert » à la circulation désentravée des capitaux et des marchandises². De son

² Une analyse impitoyable de la dérive de la gauche post-communiste italienne est celle de Perry Anderson, « An Invertebrate Left », in *London review of books* 5, 31 march 2009, p. 12-18, version on-line <http://www.lrb.co.uk/v31/n05/perry-anderson/an-invertebrate-left>. Anderson reproche aux héritiers du Parti Communiste Italien le gaspillage d'une tradition et d'un patrimoine politiques imposants, et leur connivence vis-à-vis de la Droite et de ses intérêts plus ou moins légitimes. Le texte de P. Anderson, qui esquisse un profil idéologique et politique de la gauche italienne et de ses contradictions, est riche en analyses, tantôt impeccables tantôt discutables. Il insiste assez peu sur la distance que la gauche post-communiste a pris vis-à-vis des classes laborieuses qui furent le « socle dur » de sa base sociale, et qui est au moins autant responsable de ses dérives politiques que les matrices idéologiques

côté, la Droite qui s'organisa au début des années 1990 autour d'un entrepreneur à succès et qui était également à la recherche d'une identité post-fasciste, préconisait l'instauration d'une vaste modernisation libérale « thatcherienne » ou « reaganienne ».

Mais qu'il s'agisse de la version néo-labouriste (« blairienne ») ou de celle néo-libérale (« reaganienne »), cet idéal de « modernité » et de « normalité » s'est construit précisément *contre* ce qui reste d'impossible à « normaliser » dans l'histoire italienne des années 1960 et 1970, et qui représente pour nous tout ce qu'il y a d'intéressant dans la Séquence rouge : à savoir, comme l'énonça la Commission Trilatérale des Années 1970, que l'Italie représenta, pendant de longues années, un « milieu » hautement défavorable à la reproduction des rapports capitalistes et au gouvernement sans partage de leurs fondés de pouvoir.

Si l'on voulait caractériser la Séquence rouge par une formule, inévitablement simplificatrice, on pourrait proposer la suivante : les années 1960 et 1970 ont été les années de la *centralité ouvrière*, et de la jonction politique entre, d'une part, la classe ouvrière de la grande industrie « fordiste », incarnée par le grand Léviathan turinois FIAT, et, de l'autre, de fractions de l'intelligentsia provenant d'abord des partis de la gauche entrés dans une crise profonde à la fin des années 1950, et, ensuite, des jeunes générations étudiantes subissant les contradictions de la scolarisation de masse et de la soumission directe de la production de savoirs aux rapports capitalistes. Cette

« tacticistes » et historicistes que privilégie l'analyse de l'historien anglais. Il nous semble pourtant que ce passage exprime assez bien le contexte idéologique dont la gauche fut, à partir des années 1990, l'un des piliers : « Under the Second Republic [la phase politique ouverte immédiatement après la dissolution du bloc soviétique et des partis dominants depuis l'après-guerre, communistes, démo-chrétiens et socialistes], opinion in the central organs of Italian print culture has rarely deviated from the neoliberal doxa of the period. Most of its output in this period was indistinguishable from what could be found in the neo-tabloid papers of Spain, France, Germany, England or elsewhere. No self-respecting commentator failed to call for reforms to cure society's ills, for which the remedy was always the need for more competition in services and education, more freedom for the market in production and consumption, and a more disciplined and streamlined state, variations turning only on the sweeteners to be offered to those on the receiving end of the necessary adjustments ».

rencontre représenta le ressort d'un processus politique qui, sans jamais avoir réussi à se stabiliser, parviendra à bouleverser les coordonnées théoriques et organisationnelles des pratiques politiques de toute une époque.

Bien entendu, il ne s'agit aucunement de *réduire* le foisonnement d'expérimentations et de mouvements qui caractérisa la Séquence rouge à la logique simple de la contradiction capital/travail et à ses prolongements organisationnels. Des expériences telles que le mouvement féministe ou la mouvance anti-psychiatrique demandent sans aucun doute une analyse immanente en mesure de saisir leur singularité irréductible : d'ailleurs, la spécificité de la Séquence rouge consiste justement dans la massivité et la force du processus de déplacement des sites de la politique qui a fini par transformer les contenus, les buts et les formes d'exercice de la pratique politique. Les années 1960 et 1970 connurent une re-politisation radicale de tout ce que la « gestion des affaires courantes » assignerait plutôt aux dynamiques aléatoires des opinions, des mœurs privées, et en dernière instance de la « société civile » – cette sphère que les théories libéral-démocratiques de l'Etat de droit considèrent comme le lieu par excellence de la neutralisation, voire de l'impolitique.

Dans la Séquence rouge, toute sorte de pratiques et de relations, y compris les plus apparemment anodines, furent investies en tant qu'enjeux politiques, d'où ressortaient des problèmes de pouvoir, d'affrontement, de libération collective. Mais cette politisation diffuse et radicale supposait la possibilité de soustraire tous ces contenus « émergents » à la neutralisation du Grand Animal « social » ou « sociétal », et de les inscrire dans une tendance stratégique – certes discontinue, ouverte à la contingence et à l'hétéronomie consubstantielles à la politique, mais néanmoins effective – une tendance à traiter des points politiques décisifs : l'autonomie politique des classes laborieuses, le contrôle collectif de l'économie par les producteurs, la praticabilité d'une option communiste dans un pays à capitalisme avancé...³

³ L'historien Giovanni de Luna, ancien membre de *Lotta Continua*, a récemment caractérisé l'option stratégique des protagonistes de la Séquence rouge italienne comme visant la constitution d'« un réseau très serré d'associations et d'institutions

Il faut se doter d'outils conceptuels, à la fois historiques et théoriques, aptes à saisir la dimension proprement politique – alors même que notre hypothèse est qu'il n'y a de politique qu'impropre – des différents aspects de la Séquence rouge, non pas pour effacer, mais au contraire pour faire ressortir le chiasme entre le devenir impropre de la politique et le devenir politique de l'impropre. Bref, il s'agit d'éviter à tout prix la mythologie qui oppose le « social » polymorphe à la politique castratrice pour saisir au contraire la double inscription réciproque qui articule contingence et stratégie, éclatement et convergence, hétéronomie et décision.

Historiquement, l'articulation décisive qui a soutenu la consistance politique des innombrables expérimentations de la Séquence rouge fut celle entre : 1) la force de la conflictualité et du contre-pouvoir ouvriers dans les structures industrielles du capitalisme avancé ; 2) les mutations internes aux processus de production et de diffusion des savoirs ; 3) la présence d'une culture politique « moléculaire » et diffuse, d'une éducation politique de masse, que garantissait l'existence des grands partis de la Gauche historique (parti communiste et parti socialiste), mais aussi celle des innombrables noyaux dissidents héritant des gauches hérétiques, des activismes locaux et du militantisme de base – tout un patrimoine subjectif permettant la contestation de ses propres scléroses. Les catastrophes historiques et la destruction organisée de la mémoire – qui a atteint en Italie un véritable et grotesque paroxysme – ont jeté un voile d'opacité et de méfiance vis-à-vis tant du référentiel ouvrier de la politique d'émancipation du XX^{ème} siècle que de ses formes organisées (les partis et les syndicats de masse). Mais la « tenue » de ces deux référentiels était, au moins dans la seconde moitié du siècle

à construire directement dans la société civile, à même la spontanéité et la créativité des mouvements de base. De cette position jaillirent quelques-unes des propositions politiques les plus intéressantes de l'époque : l'activisme dans les prisons, dans les institutions les plus "séparées", comme l'armée ou la magistrature, la lutte contre les asiles et la ségrégation de la folie » (G. de Luna, *Le ragioni di un decennio. 1969-1979. militanza, violenza, sconfitta, memoria*, Milan, Feltrinelli, p. 77). Le positionnement dont parle G. de Luna fut en effet en premier lieu celui de *Lotta Continua*, qui interpréta exemplairement la dialectique entre centralité ouvrière et multiplicité des émergences sociales. Mais tous les groupes nés de la rencontre ouvriers-étudiants après 1969 seront marqués par cette dialectique qui représentait la condition de possibilité de leur existence.

passé, la condition de la capacité des activismes et des mobilisations à produire des résultats généralisables, à modifier des rapports de force et à changer l'état des situations données à l'échelle de l'ensemble des rapports sociaux.

La clarté de cette dialectique de la Séquence rouge italienne fait de celle-ci un objet d'étude privilégié pour poser des questions qui ont partie liée avec le programme de recherche du GRM, centré sur l'analyse des *conjonctures*. D'abord, la question de l'éclipse des référentiels de la politique émancipatrice du XX^{ème} siècle. Cette disparition, loin de représenter la fin du sommeil dogmatique dont les signifiants-maîtres de la Classe et du Parti sont considérés aujourd'hui comme les paradigmes, est ce qui fait actuellement de la politique un exercice difficile, souvent impuissant, toujours rare. L'épuisement de ces référentiels rend sans aucun doute impossible leur répétition directe et immédiate, mais cette impossibilité ressemble moins à la prise de conscience de leurs limites internes qu'à une impasse vis-à-vis d'un problème sans solution. L'étude de la Séquence rouge pourrait nous aider à penser le lien, aujourd'hui fort opaque, entre la politique d'émancipation et ses conditions, par définition hétéronomes, d'efficacité. Mieux, la Séquence rouge elle-même fut l'histoire des tentatives d'articuler ce lien, de transformer en projet et en pratique efficaces le potentiel que ces référentiels représentaient, voire la *différence* de potentiel qu'ils déterminaient dans les rapports sociaux de l'Italie du capitalisme avancé. Cette différence de potentiel, sur laquelle une initiative politique générale pouvait s'appuyer, était la condition de la persistance d'un rapport de forces défavorable à la reproduction de l'ordre capitaliste : des processus politiques inédits purent s'y développer et faire prise. La Séquence rouge fut dominée par l'urgence d'articuler et de consolider ces processus, et donc de préserver l'état des rapports de forces qui garantissait une maîtrise au moins partielle sur le champ politique et social. Tout le problème consistait dès lors à trouver les formes politiques et les analyses théoriques les plus aptes à se saisir de cette situation chargée de potentialité, et à établir des liens efficaces entre les différents foyers de mobilisation et de rupture avec l'ordre établi. Les groupes d'enquête des années 1960, les nombreuses revues théoriques et/ou militantes (*Quaderni Rossi*, *Quaderni Piacentini*, *classe operaia*, *Lotta Continua*...), les

formations politiques constituées après 1969, jusqu'aux collectifs autonomes : toutes ces expérimentations témoignent de la recherche d'*opérateurs transversaux de politisation* visant à établir des liens entre les différents sites ouverts à l'action politique.

La nature plurielle et novatrice de ce processus n'est aucunement en contradiction avec l'efficacité des référentiels qu'on vient d'indiquer ; au contraire, cette efficacité impulsait l'invention organisationnelle et théorique en lui fournissant des assises matérielles et un ordre du jour contraignant, déclenchant une dialectique ouverte, et souvent très conflictuelle, entre les nécessités propres à ce cadre et le processus de l'expérimentation politique. En particulier, la rencontre des ouvriers et des étudiants devait avoir lieu dans le cadre d'une initiative globale où le rôle stratégique de la grande usine n'excluait nullement, mais au contraire soutenait et inspirait, la contestation-transformation d'autres sphères des rapports sociaux. Pour montrer les enjeux de cette vision de la « centralité ouvrière », il suffira de citer un texte datant de 1968, dont les auteurs, Luigi Bobbio et Guido Viale, furent des dirigeants du Mouvement étudiant et ensuite de *Lotta Continua* :

La rencontre entre étudiants et classe ouvrière ne doit pas avoir lieu sur la base de l'"attention" populiste pour les travailleurs, ni sur celle de la formation idéologique de petits noyaux ouvriers de la part d'étudiants qui, tout en étant dépourvus d'une formation réellement fondée sur le rapport avec la Classe, s'autoproclament cadres révolutionnaires, mais à partir de la possibilité d'une lutte contre le système social tout entier, lutte gérée et dirigée en première personne par les ouvriers eux-mêmes⁴.

Cette vision de l'intervention politique, qui s'oppose tant à la pratique des grands partis de masse parlementarisés qu'au modèle de l'établissement, vise à généraliser, par transfert et « traduction » d'un site social aux autres, *l'actualité d'un rapport de force favorable* qui se fonde sur l'existence en acte d'une pratique de lutte victorieuse.

Un autre ordre de réflexion pourrait dès lors être suggéré, portant sur les retournements et les détournements dont les

⁴ L. Bobbio et G. Viale, « Torino », dans *Problemi del socialismo*, n. 32, 1968, cité par G. de Luna, *op. cit.*, p. 79.

conjonctures et les processus de politisation sont susceptibles lorsque les différences de potentiel basculent en faveur du camp des classes dominantes. Il ne fait aucun doute que, après la fin de la Séquence rouge, l'Italie devint un laboratoire des stratégies institutionnelles et idéologiques typiques de la « contre-révolution » néo-libérale. En Italie, la vague « contre-révolutionnaire » fut directement proportionnelle à l'intensité du processus qui l'avait précédée : on peut parler d'une véritable vengeance, voire d'une persécution, que les classes dominantes italiennes mirent en acte contre tous les groupes sociaux qui avaient « pris la parole » en devenant des sujets politiques à part entière au cours des années 1960-1970. Nous faisons allusion aux attaques sauvages contre les conditions de vie des classes laborieuses et leur visibilité publique ; à la destruction programmée et fanatique des institutions d'éducation et de recherche, de l'École primaire à l'Université ; à la misogynie haineuse oscillant entre la marchandisation du corps féminin dans les médias et les campagnes de criminalisation contre l'avortement et l'assistance médicale à la grossesse ; à la xénophobie et aux fantasmes d'invasion de la part de « hordes » d'immigrés clandestins ; à la transformation de tout phénomène social en problème d'ordre public. Tout cela fait partie de la stricte actualité italienne, mais il s'agit d'un phénomène plus complexe qu'une simple involution réactionnaire. L'irrationalité apparente de ces dérives – la difficulté à les ramener à une rationalité simplement politique ou économique – correspond en effet à l'exigence persistante d'en finir avec un moment traumatique de contestation des partages sociaux habituels, des ordres et des hiérarchies les plus incontestées et tenaces. Cette exigence résonne dans l'effacement du mot « travail » du vocabulaire politique et dans l'invisibilité publique des problématiques liées au travail salarié, ainsi que dans les appels, aujourd'hui bien fréquents, à restaurer le respect de l'autorité et des valeurs traditionnelles contre les excès du féminisme, de la contestation étudiante et des revendications irraisonnées des travailleurs ; tout se passe comme si le spectre de la Séquence rouge ne pouvait être exorcisé que par la montée aux extrêmes de la violence exercée contre les sites et les strates qui gardent un lien – souvent bien faible, voire uniquement symbolique – avec la Grande Peur que ressentirent les classes dominantes pendant ladite Séquence. Ce qui soulève des questions à propos de la

mémoire des conjonctures, de la manière dont elles continuent à résonner dans les formes de leur propre liquidation, et de la nécessité pour ces formes de garder en vie quelque chose de la conjoncture pour continuer à fonder leur propre légitimité sur son effacement.

Il s'agirait donc de penser les formes de la durée historique – « événements », « conjonctures », « séquences » – et les manières dont ces formes d'inscription dans la durée peuvent constituer la condition tant d'une réactivation que de la réitération de l'effacement. Il faudrait donc problématiser les disjonctions simples que tend à proposer la pensée politique radicale contemporaine entre le *statu quo* et la rupture, l'état de la situation et l'événement, le pouvoir constitué et l'irruption constituante, la « police » et la « politique » : la valeur d'exception des irruptions et des discontinuités peut devenir le fondement de la légitimité contre-révolutionnaire à partir du moment où l'exception elle-même est érigée en *Schreckbild*, en image terrifiante dont il faut à tout prix dépister et détruire préventivement les manifestations. La construction fantasmatique des « années de plomb » qui détermine aujourd'hui la mémoire publique de la Séquence rouge italienne se fonde justement sur la perpétuation du spectre d'une exception meurtrière qu'il s'agit de traquer et de combattre dans tous les sites – usines écoles, universités, syndicats, mouvements, manifestations... – qui pourraient être susceptibles de la reproduire. L'effet de paralysie de l'exception permanente, mythologisée par les pouvoirs en place, devrait amener à réfléchir sur les effets d'inversion qui sont indissociables de la frappe événementielle lorsqu'elle est séparée de la spécification des conditions sous lesquelles ses propres conséquences peuvent avoir lieu. Il faudrait prendre en considération la possibilité que l'insistance unilatérale sur les aspects d'irruption et d'interruption pourrait représenter un piège intellectuel si le moment de la *surrection* n'est pas articulé à celui de la construction patiente de nouveaux ordres⁵. Ce qui suppose de s'interroger sur ce qui

⁵ Selon G. de Luna, l'exigence propre à la Séquence rouge ne consistait pas « à briser l'Etat bourgeois, mais à trouver le temps pour s'organiser, pour développer et déployer des alternatives et des propositions politiques » (G. de Luna, *op. cit.*, p. 77).

confère réellement une valeur et une consistance à ce que nous nommons « conjoncture ».

Quelle est la valeur critique du concept d'exception lorsque les pouvoirs en place imposent un état d'exception permanent comme dispositif de désagrégation préventive de toute initiative antagoniste ? Quelle est la valeur critique du concept de « crise » lorsque la pérennisation de la crise fonctionne comme imposition d'une temporalité accélérée, d'une urgence perpétuelle, face à laquelle les processus politiques ne parviennent que très rarement à opposer une consistance autonome ? Peut-on assigner à l'affirmation théorique ou discursive de l'exceptionnel, de l'imprévisible et de l'événementiel une valeur critique exclusive et nécessaire vis-à-vis des idéologies dominantes ? Peut-on considérer comme évident que la destruction des formes idéologiques qui soutiennent des rapports de force donnés ne saurait être possible que par une pensée de la différence, de la rupture évanouissante, du fragment et de la nouveauté – comme si le *statu quo* ne pouvait se reproduire que par la staticité, l'immobilisme et la volonté d'unification, et comme si la synthèse du multiple et le ralentissement du rythme de l'action n'avaient été de tout temps des tâches ou des opérations *révolutionnaires*, visant précisément à garder l'initiative et le contrôle de la situation. L'idée que la tâche primaire de la pensée politique critique consisterait à enregistrer, à traduire en discours, et du coup à mimer, les effets de déstructuration d'une émergence historique en quelque sorte traumatique s'avèrerait fort unilatérale : la tâche que la conjoncture présente à la pensée, et la possibilité pour cette pensée de déjouer les dispositifs intellectuels et idéologiques qui sont solidaires des rapports de domination existants, pourraient en effet consister dans l'élaboration d'une stratégie intellectuelle en mesure de maîtriser la multiplicité, le dynamisme et l'articulation complexes que déploie une séquence historique. Cette problématique de la consistance interne de la pensée et de ses effets critiques est cruciale pour l'intelligence de la Séquence rouge et de ses efforts théoriques : on la retrouve bien sûr chez les opéraïstes, et représente un héritage du marxisme dialectique centre-européen des années 1920 réactivé au cœur de la conjoncture italienne.

La Séquence rouge montre très clairement l'importance de cette construction difficile et périlleuse d'une temporalité propre, d'un rythme singulier du processus politique dans lequel les différents épisodes de rupture et d'irruption sont reliés et reconnus par une visée de totalisation comme autant de moments internes d'un devenir stratégique des luttes et des expérimentations. Cette visée de totalisation représente le nœud crucial de ce qu'on a appelé les « opérateurs transversaux de politisation » ; ce n'est que cette construction d'une totalité en mouvement qui permet de hiérarchiser et organiser du point de vue d'une perspective cohérente les différentes phases d'avancée ou de recul, les victoires et les défaites : cette construction renvoie à ce que Gramsci visait par les notions de « guerre de position » et d'« hégémonie » et à ce qu'Althusser évoquait dans ses derniers écrits publics lorsqu'il essayait de définir la dictature du prolétariat comme la présence permanente de formes politiques émancipatrices capables d'imposer une orientation à la situation donnée et à l'ensemble des rapports sociaux.

Or, le problème de l'hégémonie renvoie inéluctablement au problème du pouvoir – de la prise et de l'exercice du pouvoir. Si l'on admet que la Séquence rouge vit la mise en place de formes durables de contre-pouvoir auxquelles il s'agissait de trouver une forme politique adéquate, on sera amené à reconnaître que, en elle, l'expérimentation multiforme d'une politique d'émancipation fut indissociable d'une perspective réelle d'orientation vis-à-vis de la société. Le « contrôle ouvrier », l'« autonomie ouvrière », le « pouvoir étudiant », l'« organisation des intellectuels » : on a toujours affaire, dans tous ces mots d'ordres, à une hypothèse d'expérimentation politique virtuellement hégémonique et d'investissement politique organisé de la vie sociale.

Une réflexion supplémentaire mériterait à ce propos l'usage du référentiel « social » comme opérateur anti-politique dans les stratégies de contre-révolution (que l'on songe au discours thermidorien après la chute de Robespierre ou au néo-confucianisme introduit en Chine depuis la prise du pouvoir par Deng Xiaoping). Encore une fois, le cas italien est hautement instructif. A la fin des années 1970, un opérateur idéologique crucial fut l'évocation d'une « société radicale » dont les besoins et les formes spontanées d'auto-organisation – où pouvaient coexister la convoitise de marchandises

et le retour du sacré et de la Tradition – étaient opposés à la logique totalitaire de la politisation diffuse. Depuis les années 1980 – et l'évocation du proudhonisme par Bettino Craxi – la production d'un discours anti-politique et « sociocratique » a accompagné les processus traditionnels de la répression étatique et de l'érosion planifiée des « forteresses » des classes laborieuses par la délocalisation, la dé-industrialisation, la précarisation du travail et la financiarisation de l'économie (phénomènes incessamment présentés comme autant de manifestations de la créativité du Social). Aujourd'hui encore, anti-politique veut dire fétichisation de la société en tant que lieu impolitique des jouissances individuelles et communautaires, de la libre circulation des goûts et des opinions, des connivences entre particularismes, des transactions informelles et clientélistes, des fixations identitaires aux traditions et aux idiotismes, des agrégations éphémères de narcissismes médiatiques et consomméristes – bref, de toute la Grande Bouillie qui est le fruit habituel du découplage entre une société livrée à l'inertie de ses automatismes inégalitaires et la politique réduite à l'expropriation totalitaire de l'immanence vitale.

Or, la Séquence rouge italienne montre au contraire des tentatives extrêmement complexes d'articuler théoriquement et pratiquement rapports sociaux et projets politiques (que l'on songe aux réflexions d'origine opéraïste sur le rapport usine/société, ou encore à la question des intellectuels, qui suppose tant l'analyse des transformations des activités culturelles que la détermination politique « gramscienne » des fonctions de direction et stratégie). Les opérateurs politiques sont en premier lieu des opérateurs de cette double inscription qui doit sauvegarder tant l'excès de la politique par rapport à l'immédiateté sociale que l'efficacité de l'intervention dans les sites stratégiques de la société⁶.

⁶ Donnons encore une fois la parole au bilan esquissé par G. de Luna : « Cette "longue marche à travers les institutions" (...) se fondait sur une analyse approfondie du fonctionnement concret des appareils étatiques (...) Dans une perspective de longue durée, par-delà les abstraites fureurs insurrectionnalistes, il s'agissait de généraliser la formule expérimentée avec succès dans les universités : un puissant mouvement collectif qui investissait de l'intérieur toutes les institutions, en en brisant la "séparation" vis-à-vis de l'ensemble des rapports sociaux (...) *Dig where you stand*, "creuse là où tu es", le slogan qui résumait efficacement cette

Si ces hypothèses sont pertinentes, des conséquences sont à tirer à propos de la notion même de « conjoncture » : la Séquence rouge nous suggère, entre autres choses, qu'il faut éviter toute identification trop rigide de la conjoncture avec le modèle insurrectionnel-urbain de 1848, 1871, 1917, dont la ponctualité décourage, voire interdit, toute réflexion à propos du travail politique sur la structure interne de la conjoncture ou de la séquence. Il faudra peut-être imaginer la possibilité d'une conjoncture étendue, définie moins par la « saillance » éphémère d'un « événement » que par la durée propre d'un « ordre du jour » qui enveloppe les conditions virtuelles d'une alternative politique effective. Pour utiliser ici – très provisoirement – le vocabulaire d'Alain Badiou dans *Logiques des mondes*, il faudrait situer l'objet-conjoncture, non seulement au niveau des moments où la consistance d'un « monde » donné bascule, mais aussi bien, et peut-être surtout, à celui des conditions auxquelles devient pensable la mise en place systématique d'un « nouveau monde » régi par une consistance interne différente.

Ces questions impliquent des conséquences au niveau de l'étude des pensées « en conjoncture ». La réflexion dans et par la pensée d'une irruption ponctuelle impose des contraintes différentes de celles qui sont propres à l'intervention théorique dans une séquence étendue. On ne peut passer sous silence que la « surface d'inscription » propre aux interventions « en conjoncture » de la Séquence rouge fut caractérisée moins par la confrontation à ce qu'il y a d'insaisissable et de traumatique dans les discontinuités et les ruptures que par les problèmes jumeaux de la *concrétisation*⁷ et de

ligne, voulait dire critiquer l'ordre établi depuis le site où chacun se trouvait » (G. de Luna, *op. cit.*, p. 78). Ce qu'il importe de souligner, c'est que la *précision* dans l'analyse et l'intervention politique vis-à-vis de rapports sociaux déterminés s'oppose diamétralement à toute affabulation sur les vertus fluides et liquides du Social.

⁷ Sur cette notion chez Lénine, voir le *Lénine* de G. Lukács (1924 ; traduction française Paris, EDI, 1965) et *Séminaire du GRM*, séance du 30 octobre 2010, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_4e_Cavazzini_30_octobre_Actualite_et_decision.Lukacs_devant_Lenine-2.pdf. Lukács, dont l'importance pour bien de protagonistes de la Séquence rouge est incalculable, définit la « concrétisation » conjoncturelle du discours *théorique* comme une opération *pratique* de totalisation des déterminations internes à la conjoncture : « L'actualité

l'articulation des différentes formes d'interruption des « affaires courantes ». La concrétisation implique toute une problématique du *projet* et du *programme*, des conditions de leur effectuation dans une conjoncture donnée, et suppose l'articulation entre le présent, le passé et l'avenir, donc la maîtrise du retentissement du passé dans le présent et du prolongement de l'action présente dans un avenir discernable. Penser (dans) la conjoncture pourrait vouloir dire, de ce point de vue, savoir se situer dans une totalité dynamique, au concept de laquelle est essentielle non seulement la dimension temporelle, mais aussi la dimension spatiale, du double point de vue du contexte géopolitique et de la topique sociale.

On dira donc que l'urgence même des problèmes de la conjoncture a imposé aux tentatives de penser la Séquence rouge de l'intérieur tant une confrontation serrée avec les paradigmes pratiques et théoriques de l'histoire du mouvement communiste (l'Octobre, le léninisme...) qu'une réflexion sur la topologie de l'action politique en acte : rapport au contexte international, bien sûr, pour pouvoir formuler une hypothèse de « révolution en Occident », mais aussi détermination des marges d'action politique propres à l'articulation des rapports sociaux typiques du capitalisme avancé. La communication des sphères sociales, des *lieux* où l'action militante doit s'inscrire, devient un problème crucial à cause, justement, du choix stratégique en faveur d'une généralisation « horizontale » des pratiques de lutte. Il s'agissait de réaliser un *partage* de ces pratiques qui ne pouvaient que s'activer localement, dans des lieux déterminés et souvent très hétérogènes⁸. Les

de la révolution signifie (...) ceci : traiter tout problème quotidien particulier en liaison concrète avec la totalité historico-sociale ; les considérer comme moments de l'émancipation du prolétariat. L'enrichissement que le marxisme doit à Lénine consiste (...) dans la liaison la plus intime (...) des actions isolées avec le destin général, le destin révolutionnaire de la classe ouvrière tout entière. Il signifie simplement que chaque question actuelle (...) est en même temps devenue un problème fondamental de la révolution » (p. 30).

⁸ Pour l'élaboration théorico-stratégique du mouvement des étudiants, « il s'agissait d'amorcer une expansion progressive au travers des nœuds multiples de la société capitaliste, par-delà toute mythologie de l'assaut donné au cœur de l'Etat. On ne visait plus un centre unique, un pouvoir concentré et absolu. La prise en compte de la complexité du rapport entre institutions et société était le point de départ de la "longue marche" : depuis l'université, il était possible de réaliser des rencontres

problèmes de l'extérieur et de l'intérieur, du centre et des marges, de la sécession et de l'intégration, et finalement de l'exode et la « longue marche à travers les institutions », font constamment surface dans les interventions, et les querelles, à propos des rapports entre intellectuels, industrie culturelle et organisations politiques ; ou encore entre lieux de la production, subjectivation politique et « société civile ». Pour ne mentionner que les bifurcations internes à l'opéraïsme, on peut interpréter l'« autonomie du politique » de Tronti comme une tentative de *sortir* du cadre de la production vers l'agir politique et d'*entrer* dans la sphère du pouvoir étatique ; symétriquement, l'hypothèse de l'Autonomie ouvrière implique de *sortir* de l'usine pour ancrer les pratiques politiques à *l'intérieur* du territoire urbain et des innervations du corps social – quitte à penser le rapport à ce corps social en termes de *soustraction* ou d'*exode* vis-à-vis de la société devenue complètement *interne* au capital. Dans un autre domaine, la traversée de la fausse conscience proposée par les théoriciens des fonctions intellectuelles implique également toute une dialectique entre le dedans et le dehors, l'exode et l'enracinement. Le problème est donc toujours celui d'une *forme* politique en mesure d'opérer concrètement cette inscription dans les moments et les lieux qui définissent la structure interne de la situation.

Il s'agira également de jeter une lumière différente sur les phénomènes tragiques et obscurs associés aux « années de plomb »⁹.

successives avec d'autres strates sociales, notamment les étudiants des lycées et des écoles professionnelles et les jeunes ouvriers, dans une stratégie visant non pas des alliances, mais un développement de la conscience politique à la fois autonome et commun, et qu'il aurait fallu expérimenter sous des formes inédites » (G. de Luna, *op. cit.*, p. 79). Ces prémisses, déterminées par la ligne politique choisie, expliquent la rencontre (souvent ambiguë) de la Nouvelle Gauche extraparlamentaire italienne avec la pensée de Foucault et de Deleuze-Guattari qui se produira au cours des années 1970.

⁹ « La logique de l'état d'urgence a marqué toute cette époque du nom d'"années de plomb", années d'ensauvagement des rapports sociaux et de cultures politiques délirantes et perverses. L'état d'urgence ayant détruit toute trace de ces cultures, il est très difficile aujourd'hui de réinscrire dans la mémoire collective ce que les années 1970 furent réellement. A cette situation objective il faut ajouter la destruction de la mémoire et l'abjuration de leur propre passé de la part de

Bien que notre but consiste justement à opposer à la lecture « noire » des années 1970 l'anamnèse des créations politiques de la Séquence rouge, nous ne voulons pas exorciser une réalité incontournable : dans la phase finale de la séquence la violence comme pratique diffuse a connu une extension et une intensité rares. Si l'on veut éviter de superposer la condamnation morale au travail d'analyse, il faudra chercher des raisons à cette dynamique que l'auto-défense vis-à-vis de la répression étatique n'explique que partiellement. D'ailleurs, l'image sombre que la fin de la décennie 1970 a laissée dans la mémoire générale, y compris celle de ceux qui sont restés fidèles à la Séquence rouge, n'est que partiellement liée à la montée en puissance de la violence « militarisée » des Brigades rouges et des autres formations armées. La même image de dissolution et d'impasse émerge des déchirures subjectives sur lesquelles débouchèrent la réactivation de contre-cultures et les tentatives d'articuler politique militante et critique de la vie quotidienne.

Si l'on veut continuer à donner une lecture politique de la crise finale de la Séquence rouge dans les années 1970, on est amené à considérer ces manifestations de dissolution comme des effets de l'impossibilité d'un débouché politique adéquat à la puissance des mobilisations. Autrement dit, la virulence et la radicalité du processus, l'ampleur de la mobilisation, la variété des sites et des enjeux investis, la profondeur des racines idéologiques et organisationnelles de la Séquence – qui engagea des milliers de personnes « dans ce qu'ils avaient de plus profond » –, ne purent trouver aucune forme de stabilisation politique à la mesure de leur

nombreux protagonistes de ces années-là » (Sergio Bologna, "Ambiente e ideologia", dans *Classe*, n. 2-3, 1988). Le *Schreckbild* des « années de plomb » fut construit et mis en circulation dans l'opinion publique essentiellement par les *mass media*, ce qui représenta également l'inauguration de leur rôle décisif dans la formation idéologique des Italiens suite à la crise des cultures politiques traditionnelles. La contribution de l'histoire savante fut très limitée et celle des souvenirs et des bilans des protagonistes fut rudement effacée. Encore aujourd'hui, certains organes de presse – en premier lieu le quotidien *La Repubblica*, qui se trouve être le principal « formateur d'opinion » des sympathisants de la gauche respectable – affirment plus ou moins ouvertement la nécessité morale (« par respect des familles des victimes ») d'interdire aux anciens terroristes toute prise de parole publique visant à fournir leur propre vision de la séquence historique dont ils ont été des acteurs.

envergure, si bien que la totalisation stratégique des déterminations temporelles et spatiales s'avéra constamment insuffisante. D'où toute une série de rapports « pathologiques » à ces déterminations – imitation mécanique des solutions politiques du passé et/ou rupture fantasmée avec tout modèle préexistant ; réduction de l'horizon politique à l'activisme local et/ou articulation immédiate purement verbale de l'ensemble hétéroclite des émergences et des criticités sociales ; crispation sectaire ou « communautaire » et/ou fuite en avant vers la dissolution de toute organisation dans l'indistinct du « mouvement » : chacune de ces positions cherchant à répondre dans l'imaginaire à l'incapacité réelle à maîtriser les déterminations de la conjoncture¹⁰.

Il faudrait peut-être incorporer à l'analyse de l'inscription des pratiques théoriques et politiques dans les conjonctures la prise en compte des différences d'échelle dans leurs effets de blocage et de ce qu'Althusser évoquait sous le nom de « sous-détermination ». Qu'est-ce qui se passe lorsque les processus qui définissent la conjoncture ne peuvent être traités sur un plan adéquat à leur ampleur par aucun des instruments théoriques et organisationnels disponibles ? Quelles sont les conséquences de l'impuissance de l'action politique vis-à-vis de sa propre inscription conjoncturelle ? Les paroxysmes de violence des séquences révolutionnaires seraient donc, très souvent, autant de passages à l'acte cherchant à forcer le blocage d'une situation qui ne dispose pas de solution stratégique réelle au niveau de formes politiques disponibles.

¹⁰ Selon G. de Luna, « le mouvement italien avait été capable de mélanger les langages et les appartenances, de faire rencontrer des gens très différents et de leur permettre de se comprendre mutuellement, au sein d'une communauté à bien des égards inédite par rapport aux identités révolutionnaires traditionnelles. [Avec la défaite de la lutte ouvrière] tous ces langages retombèrent dans le silence, il redevint impossible de se comprendre mutuellement, la communication cessa et la centralité ouvrière s'avéra inadéquate à saisir la complexité d'une réalité éclatée où refaisaient surface des nouvelles identités "féodalisées", des fragments d'idéologie, le séparatisme des "genres" (...). La déroute ouvrière fut l'équivalent de l'empoisonnement des sources d'eau pour les communautés rurales ; le processus de la communication fut interrompu, les idées perdirent toute plasticité pour devenir des schèmes ossifiés, le soupçon et la méfiance réciproques ouvrirent la voie à cet égoïsme qui devint bientôt, se répandant au delà de la sphère personnelle, une pratique politique » (G. de Luna, *op. cit.*, p. 134-135)

Une autre forme de réaction à ces blocages consiste dans une rationalisation faisant des caractères spécifiques de l'impasse autant de caractères positifs de la conjoncture et de son inscription politique. L'élaboration théorique liée à l'Autonomie a utilisé, dans les années 1970, un jargon « post-structuraliste » emprunté assez éclectiquement à Foucault et à Deleuze-Guattari, pour réduire toute problématique de la totalisation à une notion téléologique et apologétique de « dialectique », finissant par attribuer à l'intervention politique « juste » les traits qui en avaient scellé au contraire l'échec : l'éclatement des actions, l'impossibilité à articuler les différentes échelles, la difficulté à fixer des priorités et des hiérarchies, le rétrécissement de l'horizon de l'expérience politique qui empêche l'inscription dans la durée et force à tout recommencer à chaque nouvelle initiative... La dissolution de la continuité historique et la représentation éclatée et inarticulée des rapports sociaux ont été vues comme des ressorts des pratiques d'émancipation, alors qu'elles ont accompagné l'enlisement définitif de tout projet politique généralisable : ce rapport assez pervers à l'histoire représente encore aujourd'hui un obstacle majeur à la réappropriation de la Séquence rouge (et sans aucun doute à l'intelligence du présent). Il exerce des effets idéologiques, vraisemblablement néfastes, dans les éloges contemporains de la non-organisation, et dans l'invention de toutes pièces d'un « nouveau » modèle de forme politique désignable comme forme-émeute ou forme-tumulte, alors que le problème posé par les « tumultes » est exactement celui de la forme politique apte à les traiter afin qu'ils puissent déboucher sur un basculement réel des rapports de force.

Les impasses de la Séquence rouge soulèvent par conséquent des questions ultérieures à propos des rapports entre la politique et l'histoire – l'histoire dans laquelle la politique intervient, et l'histoire écrite à partir de l'intervention politique.

D'abord, le destin de la séquence italienne nous confronte au problème d'une histoire des séquences politiques qui serait différente d'une histoire des référentiels étatiques (et des partis politiques en tant qu'appareils d'Etat ou Etats *in nuce*). La possibilité d'une histoire politique extérieure à l'Etat semblerait représenter l'un des

enjeux des oppositions conceptuelles proposées par les théoriciens contemporains : opposant le pouvoir constituant au pouvoir constitué, l'exception au compter-pour-un, la politique à la police, bien de théories contemporaines cherchent à penser l'écart entre les devenirs de l'émancipation et la forme étatique de l'agir politique. Mais pour éviter que la pensée de cet écart se contente de répéter compulsivement l'opposition simple et brute qui le structure, il faudrait peut-être introduire une dialectique plus serrée entre la forme-Etat et les processus censés l'excéder. Finalement, on pourrait penser que l'une des impasses mortelles du communisme au XX siècle ait été, non pas la confrontation à l'Etat en tant que telle (il ne s'agissait pas d'un choix, après tout...), mais l'incapacité de prolonger le processus politique émancipateur à l'échelle du cadre étatique – tant l'impossibilité d'empêcher la « déviation » des Etats post-révolutionnaires que la défaite des mouvements d'opposition vis-à-vis des Etats capitalistes semblent témoigner de l'incapacité des opérateurs historiques des hypothèses politiques émancipatrices à maîtriser, éventuellement pour les désarticuler, les « échelles » et les structures propres à la forme-Etat moderne.

En raison de sa durée et de son ampleur, la Séquence rouge montre précisément une longue recherche, contradictoire et difficile, d'un débouché stratégique et organisationnel qui, sans être étatique, déploierait pourtant un degré d'efficacité au moins comparable à celui des appareils d'Etat. Inutile de souligner que la form(ul) politique capable d'articuler durablement l'excès de la politique par rapport à l'Etat *et* les facteurs de puissance nécessaires pour s'imposer à l'Etat comme contre-pouvoir permanent ne fut jamais trouvée : l'incapacité d'atteindre le même degré d'efficacité et la même ampleur du champ d'action que connurent des organisations comme le PCI, entièrement territorialisées sur la forme-Etat, contribua à épuiser les protagonistes de la Séquence rouge, ne laissant que la double impasse d'une réintégration dans l'Etat capitaliste ou de l'affrontement armé.

Voilà donc toute la redoutable difficulté : comment penser un processus en excès vis-à-vis de l'Etat mais de même portée que celui-ci ? Comment éviter tant la simple suture étatique que le minoritarisme assumé ? Quelle forme politique nouvelle pourrait durablement s'opposer à la forme-Etat tout en la remplaçant au

moins partiellement ? Question qui hante, par-delà la Séquence rouge et les mouvements oppositionnels du capitalisme avancé, la thématique léninienne du dépérissement de l'Etat, et les efforts du communisme chinois pour ne pas répéter le trajet soviétique...

Or, cette différence d'échelle par laquelle l'action politique se trouve constamment ramenée en-deçà d'une inscription efficace dans le nœud surdéterminé de la conjoncture a des implications qui touchent directement aux concepts de l'histoire et de l'agir historico-politique. Selon l'historien allemand Reinhart Koselleck, le fait que « le langage et l'histoire, le discours et l'action ne se superposent jamais parfaitement » représente une « donnée anthropologique préalable » qui gouverne *a priori* la possibilité même de l'historicité comme unité de *res gestae* et *historia rerum gestarum* : « [Thucydide] a articulé l'expérience anthropologique originelle, l'existence d'un hiatus fondamental entre l'ensemble des événements composant une histoire et ce qui est dit lors de la constitution de cette histoire »¹¹ – constitution réflexive qui commence déjà avec les discours des acteurs directement impliqués dans les séquences historiques, si bien que la « différence existant entre les séquences événementielles et les discours qui les accompagnent avant, pendant et après »¹² est immédiate et indépassable.

Le projet théorique de R. Koselleck visait à dégager les conditions *a priori* de l'historicité comme dimension ontologique de l'homme ; nous essayerons de reformuler ses remarques par la problématique qui est la nôtre et qui concerne en premier lieu le statut hétéronome de l'agir politique. La conjoncture – telle que nous cherchons à la penser dans toutes ses déterminations – est le lieu où se manifeste l'hétéronomie de la politique. Les torsions qu'elle impose aux discours et aux pensées en acte de la politique, et qui peuvent relever tant de la violence d'une irruption que du long défi de la concrétisation, renvoient toujours aux limites immanentes que rencontre l'agir politique dans ses tentatives de ne faire qu'un avec la situation où il s'inscrit. La non-transparence de l'agir, voire sa finitude, ne sont que les noms donnés à l'hétéronomie par laquelle

¹¹ R. Koselleck, *L'expérience de l'histoire*, Paris, Seuil/Gallimard, 1997 ; Collection Folio, 2011, p. 301.

¹² *Ibid.*

l'étude des séquences politiques est une analyse (interminable) relevant de ce qu'il faudra appeler le matérialisme historique. Mais si la conjoncture révèle l'hétéronomie de la politique par le biais d'un événement ou d'une séquence événementielle gouvernée par un « ordre du jour » durable qui contraint l'agir, alors il faudra peut-être incorporer à son concept toutes ces situations où ladite hétéronomie se manifeste comme le blocage presque total des initiatives politiques. Autrement dit, si l'hétéronomie structurelle de la politique est ce que rend visible son inscription conjoncturelle, il faudra peut-être incorporer au concept de cette inscription, non seulement le mode spécifique d'hétéronomie impliqué par les tâches de la situation donnée, mais également la passivité comportée par des situations où l'écart entre les séquences événementielles et la pratique politique se creuse jusqu'à entraîner l'impossibilité de la politique. Si l'unité de la conjoncture en tant qu'objet déterminé est donnée non pas par de simples « faits » (émeutes, insurrections...) relevant immédiatement de la chronique – ce qui correspondrait à un historicisme empiriste naïf – mais par la consistance réflexive de *problèmes* déterminés que « ce qui se passe » fait surgir à l'intérieur d'une position politique comme autant de *symptômes* de la nécessité d'un repositionnement ; si c'est la dimension problématique qui soutient l'inscription réciproque de la politique et de l'histoire, il faudra pouvoir nommer les situations où les problèmes posés excèdent toute capacité réelle d'y répondre par une concrétisation effective. Et cet excès se manifeste souvent, sinon invariablement, par l'incapacité à opérer une mise-en-forme politique adéquate des processus actifs dans la conjoncture.

Encore une fois, la Séquence rouge italienne peut nous apprendre beaucoup à propos de ces situations d'impasse : les différentes propositions organisationnelles et stratégiques qu'esquissèrent les opéraïstes, les critiques du statut des intellectuels, les groupes comme *Lotta continua* ou encore le courant autonome peuvent être lus comme autant de tentatives de réorienter la pratique afin d'éviter un écrasement de toute initiative sous le poids de conditions de plus en plus difficiles à maîtriser. Finalement, la Séquence rouge aura montré, de manière paradigmatique, la difficulté de la politique à se confronter à l'excès qu'apporte avec elle toute *histoire* – leçon première de toute « conception matérialiste

de l'histoire » qui ne tomberait pas dans le piège du politicisme. L'épuisement de la mobilisation, et de toute initiative politique efficace, marque le degré maximal de disjonction entre la trame matérielle des séquences historiques et l'efficacité réelle des inscriptions politiques théoriquement et discursivement réfléchies. La conjoncture apparaît alors comme le lieu de la séparation entre les conditions historiques et le savoir avec lequel la politique s'oriente ; si bien que le sujet qui s'en trouve constitué n'a de consistance que par l'écart, voire le retard, qui éloigne de l'actualité son gain réflexif d'expérience.

La division entre les conditions d'inscription de la politique et son propre positionnement réflexif débouche ainsi sur une paralysie. Ce constat peut engendrer une certaine mélancolie, surtout vis-à-vis de notre incapacité actuelle à discerner les conditions sous lesquelles le processus d'inscription pourrait être réactivé. Et l'Italie d'aujourd'hui pourrait également s'avérer paradigmatique concernant ces effets de mélancolie : symptômes, et ressorts, d'une séparation d'avec l'histoire, voire d'une volonté obscure de ne plus agir et exister dans la politique et l'histoire, de tels effets risquent d'être récupérés comme stratégies gouvernementales délibérées. A cette possibilité nous ne pouvons qu'opposer, dans les limites de notre propre pratique, le souvenir inactuel d'un passé inappropriable, mais aussi inachevé, qui peine à être intégré au continuum de l'expérience, mais qui, en vertu de cette inactualité même, ne paraît pas avoir épuisé, dans le cadre étroit de l'époque qui fut la sienne, toutes ses ressources et ses significations.

Negri et Tronti, entre social et politique.

L'opéraïsme et la question de l'organisation

DIEGO MELEGARI

Les idées à la base de cette intervention ont été développées dans le cadre d'une lecture des différentes interprétations italiennes de l'événement-1968. Si Antonio Negri n'a eu de cesse de mettre en valeur l'« explosion » des mouvements et, plus généralement, le cycle de luttes des années 1970, comme une étape fondamentale dans la constitution de nouvelles formes de subjectivité échappant aux systèmes disciplinaires, on peut en revanche reconnaître dans les écrits de Mario Tronti une critique de plus en plus marquée de « l'esprit de 1968 », qui aurait détourné l'impulsion théorique de l'opéraïsme des années 1960 en direction d'un « simple progrès civil et générationnel ». Loin d'avoir ouvert la voie à une nouvelle subjectivité antagoniste, 1968 a été, d'après Tronti, un grand processus de « modernisation » vers une « Italie certes nouvelle, mais nullement une Italie différente de celle capitaliste »¹. En réalité, en 1968 commence, selon Tronti, une « petite histoire », la plus petite du XX siècle : l'impossibilité de distinguer « conflit » et « contestation » aurait gaspillé les ressources de toute une époque par une urgence éphémère, en étouffant le « politique » dans le social ou dans l'éthique et en vidant de tout contenu la « grande politique » moderne, dont le mouvement ouvrier aura été le dernier héritier².

¹ « Intervista a Mario Tronti », in Guido Borio, Francesca Pozzi, Gigi Roggero, *Gli operaisti*, Rome, Deriveapprodi, 2005, p. 30-305. Sur la lecture trontienne de 1968, voir Marco Baldassari, « Una politica per l'estremismo. Una lettura del Sessantotto a partire da Mario Tronti e Carl Schmitt », in M. Baldassari e D. Melegari (a cura di), *La rivoluzione dietro di noi. Filosofia e politica prima e dopo il '68*, Rome, Manifestolibri, 2008, pp. 127-146.

² M. Tronti, *La politica al tramonto*, Turin, Einaudi, 1998, p. 39

Totalement opposé est le jugement d'Antonio Negri sur la politicité intrinsèque de 1968 : celui-ci aurait représenté « non une révolution », mais « la réinvention de la production de la vie ». « L'un des slogans des années 70 – écrit Negri – disait "nous voulons tout". C'est cela qui est important : tout »³. Ce sont, donc, deux dimensions différentes du rapport entre « événement politique » et « subjectivité » qui s'opposent. Pour les deux auteurs, la politique, pour être vraiment telle, doit être pensée comme *irréductibilité* par rapport à l'existant, mais, pour Tronti, elle vit de sa propre *distinction* – on pourrait dire, avec Althusser, du « vide d'une distance prise » – vis-à-vis du « monde » de la vie historico-sociale, tandis que pour Negri elle est appelée à saisir la *puissance productive* de la réinvention de la vie et à collaborer à son intensification à n'importe quel endroit du « Tout » de la coopération sociale, linguistique, bio-politique.

De toute évidence il s'agit de conclusions qui font référence aux phases les plus récentes du travail des deux auteurs, perspectives lointaines, donc, du contexte de l'opéraïsme des années 60. Cependant, le thème de l'organisation peut nous aider à repérer, au cœur du paradigme opéraïste originaire, l'émergence d'une division dans l'opéraïsme lui-même concernant la notion de subjectivité politique. En effet, si la spécificité de l'opéraïsme a consisté, pour utiliser une belle expression de Giairo Daghini, à saisir « une insurrection de souveraineté à l'intérieur de la production »⁴, la thématique de l'organisation, de la construction du Parti, elle, a toujours été le point-limite à travers lequel les « opéraïsmes » de Tronti et de Negri ont posé la question de déterminer le genre d'agencement qui serait le plus apte à intensifier, renforcer et rendre indépendante cette apparition souveraine. Dans ce contexte, le nom « parti » indique toujours l'insistance actuelle d'un saut à accomplir et le risque d'un manqué. C'est le parti « comme problème », d'après Tronti, ou comme « contradiction en acte », d'après Negri, qui refait constamment surface dans les reformulations successives de la pensée des deux auteurs : en construisant la fidélité à la classe aux

³ A. Negri, *Du retour*, Paris, Calmann-Lévy, 2002, p. 40-41.

⁴ Entretien avec Giairo Daghini, in Collectif, *Gli operaisti*, Rome, DeriveApprodi, 2005, p. 116.

niveaux toujours différents de la capacité opérationnelle et de la pensée, *ou bien* en s'enracinant dans les noyaux constitutifs de la production de subjectivité, et en se dilatant jusqu'au point où la puissance du sujet pourra coïncider avec sa propre vie. En revenant aux années 60, nous remarquerons que la thématique de l'organisation se trouve au centre d'un jeu complexe de renvois entre « politique » et « social », « subjectif » et « objectif ». Il faut rappeler que les deux sensibilités différentes de l'opéraïsme s'étaient déjà divisées bien avant 1968. Déjà en 1966, en effet, Tronti avait prononcé auprès du Centre Giovanni Francovich de Florence sa conférence « La nuova sintesi, dentro e contro », qui rendait officielle la dissolution du petit groupe réuni autour de la revue *Classe operaia* (dont Negri était l'un des collaborateurs) : il s'agissait d'une tentative théorique et politique fondée sur l'hypothèse de la maturité d'un « nouveau parti révolutionnaire », qui aurait dû naître sous l'égide du développement de l'initiative de classe pensée comme *continuum* sur lequel ré-articuler les moments de la tactique. Le premier éditorial de Tronti dans *Classe operaia*, « Lenin in Inghilterra », affirmait :

Il faut que tous sachent bien qu'au moins depuis ce mois de juin 1848, mille fois maudit par les bourgeois, les ouvriers ont occupé la scène et ne l'ont plus quittée : c'est volontairement qu'ils ont choisi de se présenter, selon les circonstances, dans des rôles différents, comme acteurs, comme souffleurs, comme machinistes, comme travailleurs, avant de descendre dans le parterre agresser les spectateurs⁵.

Comme Raffaele Sbardella l'a remarqué, cette position ne se limitait pas à accomplir la « révolution copernicienne » opéraïste, consistant à lire le développement du Capital comme réponse aux luttes ouvrières, mais elle tendait aussi à supposer une intensité subjective identique sous-jacente à tous les différents comportements de la classe (y compris les plus déterminés par le capital ou les plus passifs vis-à-vis des institutions historiques du mouvement ouvrier)

⁵ M. Tronti, « Lenin in Inghilterra » (1964), in Id., *Operai e capitale*, Turin, Einaudi, 1971, p. 89. Nous utilisons la traduction française réalisée par Yann Moulier, avec la collaboration de Giuseppe Bezza, publiée en 1977 chez Christian Bourgois. Ce texte est accessible maintenant depuis le site de la revue *Multitudes* : <http://multitudes.samizdat.net/-Tronti-Ouvriers-et-Capital->.

en tant que susceptibles d'« usage ouvrier », c'est-à-dire en tant qu'espaces pour l'intervention tactique en fonction de l'autonomie de la classe⁶.

Je reviendrai après sur les différentes phases qui ont éloigné la position du groupe de *Classe operaia* lié à Tronti de la perspective de construction d'une nouvelle organisation : des thèses sur le « parti en usine » et sur l'usage révolutionnaire du PCI, à celles de la « lutte unie contre la social-démocratie », jusqu'au choix de l'entrisme vis-à-vis du Parti communiste, tous ces « tournants » représentant une recherche ininterrompue des « médiations concrètes » pour l'indépendance stratégique de la classe. Ce fut cette solution « entriste » qui conduira à la dissolution de *Classe operaia* en 1967, et c'est dans ce contrepoint entre continuité du sujet prolétaire et discontinuité assumée, acceptée, dans la tactique, que nous tenterons de lire la spécificité de la « fonction-parti » d'après Tronti.

Je voudrais aborder ces points, fonctionnant comme prémisses historiques pour un discours sur le thème de l'organisation dans l'opéraïsme italien, en traitant d'abord de l'évolution de la pensée de Negri, au moins depuis le troisième numéro de *Classe operaia* (lorsque la revue avait déjà développé une certaine interprétation du « retour » au sein du PCI de la part de nombreux cadres ouvriers formés politiquement dans les luttes des premières années 1960). J'analyserai certains écrits de Negri des années 1970, en essayant de m'opposer à une lecture, aujourd'hui très répandue, de sa pensée en termes « néo-anarchistes », une lecture, donc, purement négative par rapport à la question du parti. Ensuite je reviendrai sur la pensée de Tronti dans les années 1960.

Le « léninisme persistant » de Negri

1) Le parti selon Negri dans les années 60.

Dès le troisième numéro de *Classe operaia* (mars 1964), Negri propose une lecture du niveau d'organisation atteint par l'antagonisme de classe qui se posait en contradiction objective avec

⁶ R. Sbardella, « La NEP di "Classe operaia" », in *Classe*, n. 17, juin 1980.

la ligne de Tronti. Il s'agissait de reprendre, écrivait Negri, le problème des « alliances de classe », entre « ouvriers et paysans », entre secteurs avancés et arriérés, réminiscence théorique du parti de masse de Togliatti, mais qui visait plutôt la destruction de celui-ci :

Une question nous est posée avec sollicitude paternelle : quel est le « bloc historique » que vous proposez dans la phase actuelle de la lutte politique de la classe ouvrière ? Et nous répondons tout simplement : le bloc de la classe ouvrière avec elle-même, le bloc de la classe ouvrière contre l'adversaire de classe.

La planification de la société par le capital se présente comme « intégration », comme rémunération de la collaboration de « classe », et, en effet, par cette insistance sur la rationalisation, le capital retrouve sa propre unité, mais ne cesse de rencontrer aussi l'insubordination de la classe :

La classe ouvrière est de plus en plus fermée et compacte sur elle-même, et elle essaie d'articuler en son sein l'unité organisationnelle la plus large.

Il s'agit, donc, d'un conflit entre deux formes de totalisation se posant au plus haut niveau du rapport entre le capital et la classe, en brisant par là le concept même de démocratie selon une logique qui excède toute la problématique des alliances. Negri écrit :

Ce n'est pas par hasard si le capital est aujourd'hui « démocratique » : dans la démocratie, il trouve les formules et les techniques les plus aptes à décharger sur le mouvement des alliances son exigence de rééquilibrage intérieur, sa nécessité d'intégration. Sans démocratie, sans alliances, sans collaboration l'usine ne marche pas, le pouvoir du capital ne tient pas debout (...). Par contre, au niveau actuel de son développement, la classe ouvrière réunifie en son propre sein *toute* l'insubordination sociale. Aux alliances elle oppose la reconnaissance de l'unification capitaliste, par quoi elle (...) la bouleverse dans sa propre recomposition organisée.

Ainsi, la forme d'organisation rompt définitivement avec la logique des alliances, en rabattant l'idée traditionnelle d'avant-garde sur le « bloc de la classe avec elle-même », sur cette re-totalisation qu'elle englobe et qui fait voler en éclats tous les fantasmes de la médiation :

Aujourd'hui l'avant-garde est la classe ouvrière en lutte tout entière, parce que dans la classe ouvrière en lutte se représente et se dispose pratiquement *toute* l'insubordination sociale.

D'ailleurs, dans des écrits consacrés au droit constitutionnel et à la requalification de l'Etat contemporain comme « Etat social », planifié, « Etat du travail », l'auteur s'efforce d'articuler, d'un côté, cette idée-limite de la collision entre intégration et insubordination et, de l'autre, ce qui deviendra le pivot de toute sa réflexion ultérieure. Dans la nouvelle situation, dit Negri, dans la « société-usine » du présent, le refus ouvrier recouvre l'espace total de la production sociale, dans l'exacte mesure où le capital collectif a rendu inopérante toute distinction entre « constitution politique » et « constitution sociale », en faisant de l'État son propre « organe »⁷. À ce niveau-là, le capital, pour contrôler l'insubordination de la classe ouvrière, « doit l'organiser en tant que telle et, paradoxalement, s'organiser en elle ». Cette dynamique se présente comme éminemment procédurale et diffusive, forçant le droit à ne plus pouvoir trouver sa propre positivité que dans l'ajustement aux modifications du corps social, que comme « paradoxe de l'intégration et de la concomitante subordination »⁸. Il s'agit, certes, d'une mystification, dans la mesure où l'on fait abstraction de la « contestation finale de la classe ouvrière », mais il s'agit aussi d'une mystification qui ne peut pas s'autonomiser au point de s'ériger en négation du conflit. Elle se présente, plutôt, comme une transfiguration du conflit en direction de « l'utopie capitaliste d'une gestion de l'accumulation *purement réglée par le contexte social* ». Il s'agit, donc, d'une *Aufhebung* capitaliste de l'hypothèse socialiste du « dépérissement de l'État », à laquelle correspond une *Aufhebung* de la mythique « révolution permanente ».

Le capital... se fait organisation juridique d'un mouvement permanent et inexorable, il fait du droit la forme du bouleversement continu de la société.⁹

L'activité planificatrice du capital vis-à-vis de la société, en posant le travail comme fondement unique de la valeur « sociale »,

⁷ A. Negri, « Il lavoro nella Costituzione » (1964), in Id., *La forma Stato*, Milan, Feltrinelli, 1977, p. 34.

⁸ *Ibid.*, p. 67.

⁹ *Ibid.*, p. 78.

se présente, ainsi, comme intrinsèquement diffusive et globale¹⁰. On pourrait même affirmer que dans ce processus il est déjà possible de lire, à rebrousse-poil, une correspondance – médiatisée par la séparation et l'érosion incessantes des limites caractérisant la dialectique de l'auto-valorisation et du commandement – entre "pouvoir constituant" et "pouvoir constitué". Negri écrit :

Il n'est de pouvoir qui soit en mesure de déborder de son propre domaine tant qu'il n'est pas constitué ; dans l'État planifié on le voit à nouveau rejeté dans le rythme des médiations constituantes, à la recherche d'un nouveau consensus dans la continuité du projet. La garantie en est donnée toujours par la division : mais paradoxalement par la division en tant qu'elle persiste, en tant qu'elle est permanente, en tant qu'elle se reproduit après avoir donné lieu à des unités certes positives, mais éphémères. Voilà, donc, l'illustration « sociale » de la forme de la processualité.¹¹

Nous ne pouvons pas nous arrêter davantage sur ce texte très riche. Ce qui importe le plus est d'indiquer la façon dont cette unification sociale, s'appuyant sur le travail productif, rouvre, en chaque point du processus, la conflictualité entre le travail abstrait et le travail concret. Selon une image qui, à mon avis, restera centrale dans toute la pensée de Negri, la contradiction du modèle de la planification aboutit à la collision d'une « totalité contre une autre totalité »¹². La solution de l'État planifié ne peut être que celle de proposer le rôle crucial de l'autorité, après que le caractère absolu de la loi a été dissout par la processualité du modèle. Le dédoublement intérieur qui parcourt le processus se manifeste comme intégration sur la base du consentement et comme coaction du droit, « seulement mentionnée en tant que force indépendante et latente »¹³. Seulement la coaction et l'autorité définissent, donc, la totalité du système enveloppant les synthèses multiples par lesquelles le système lui-même s'impose. Comme Negri l'explique dans un écrit de la même période, la présence de l'antagonisme ouvrier marque le point où, par la diffusion du droit dans les médiations du social (donc par sa

¹⁰ *Ibid.*, p. 95.

¹¹ *Ibid.*, p. 96.

¹² *Ibid.*, p. 100.

¹³ *Ibid.*, p. 104.

transformation en totalité autonome et latente de l'autorité, mettant en crise la forme même du « parti » politique bourgeois), le « politique se libère de toute entrave juridique et, à la totalité du droit (...) il répond avec la totalité de la force ». La praxis subversive déjoue « l'absurde superposition entre les deux totalités » de l'intégration et de la subordination. Le parti, alors que du côté du processus de planification il tendait à être réabsorbé dans le juridique, « réapparaît comme organisateur du refus et de la violence »¹⁴.

Nous sommes, je crois, déjà au cœur de l'émergence d'un certain « excédent » de la « fonction-parti », en tant que fonction par laquelle il est possible de lire la politicalité intrinsèque de la processualité de l'usine-société, exactement en ce qu'elle a de « non-gérable », de non-dialectique, en fait de non-« social » au sens que ce mot assume dans l'« utopie capitaliste ».

Avant de consacrer notre attention au Negri des années 70, je voudrais signaler deux essais parus dans les premiers numéros de *Contropiano*, « John M. Keynes et la théorie capitaliste de l'État en 1929 » et « Marx sur le cycle et la crise ». Ces deux textes (qui reprennent de nombreux sujets abordés dans les écrits sur le droit constitutionnel, en les plongeant dans un contexte politique plus proche et immédiat) formalisent, de fait, la rupture avec Tronti. Le premier texte analyse les réponses données par le capital et l'État, dans la décennie qui suivra la révolution bolchevique, dans le but de « soustraire le parti bolchevique à la classe »¹⁵ et de récupérer au capital « la qualification politique » que la Révolution avait « introduite dans la matérialité même de la classe ouvrière ». Nous retrouvons ici le thème de l'*Aufhebung* capitaliste, le paradoxe d'un capital qui « se fait marxiste ou, au moins, qui apprend à lire *Das Kapital* : évidemment de son propre point de vue ».

Dans le deuxième texte, Negri montre comment éviter de lire, dans la relation entre l'initiative politique ouvrière et la planification capitaliste, la

¹⁴ A. Negri, « Lo Stato dei partiti » (1964), in Id., *La forma Stato, op. cit.*, p. 149

¹⁵ A. Negri, « John M. Keynes e la teoria capitalistica dello Stato nel '29 » (1968), in Collectif, *Operai e Stato*, Milan, Feltrinelli, 1972, p. 71.

prise du pouvoir comme un processus déjà approprié par le mouvement de la classe ouvrière, comme un processus à l'intérieur duquel le développement capitaliste est lui-même poussé à opérer pour la consolidation de l'émergence ouvrière et de son hégémonie révolutionnaire.

Contre cette idée de la révolution comme « dualisme des pouvoirs », contre ce « mauvais infini », il faut relancer, par contre, le « privilège que Lénine assigne au mot d'ordre de *briser* »¹⁶. La problématique léniniste de « briser le maillon le plus faible d'une chaîne » est relue comme l'irruption d'un certain stade de développement (l'essor de la maturité capitaliste en Russie) à l'intérieur d'un cycle général du capitalisme et sous la condition imposée par le pouvoir ouvrier. En suivant une indication déjà présente chez Tronti, le « maillon le plus faible » est vu comme le point où la classe ouvrière est plus forte, cette force coïncidant pourtant immédiatement avec la capacité de convertir en collision directe avec l'État l'instabilité fondamentale du rapport développement-crise. Dans cette expérience de l'acte de « briser », la lutte ouvrière se fait politique *de part en part* et c'est autour du problème de l'« organisation » que, selon Negri, un point de vue ouvrier peut se concrétiser sans se réduire au dédoublement indéfini du développement capitaliste.

On voit ici clairement que le passage opéré par Negri de l'expérience de *Classe operaia* à celle de *Potere operaio* peut être effectivement résumé dans le mot d'ordre : de « l'autonomie de l'organisation »¹⁷, à *l'organisation de l'autonomie*.

2) *Le parti léniniste : le concept à l'avant-garde, les effets à l'organisation*

Cela dit, le problème de l'organisation-parti, d'une intervention en quelque sorte « léniniste », revient constamment dans les écrits des années 1970. Dans son livre *La fabbrica della strategia*

¹⁶ A. Negri, « Marx sul ciclo e la crisi » (1968), in Collectif, *Operai e Stato*, op. cit., p. 229

¹⁷ « Da *La Classe a Potere Operaio* », in *Potere Operaio*, n. 1, 18-25 septembre 1969.

(tiré des leçons données en 1972-1973 et consacrées à une relecture d'ensemble de Lénine comme théoricien de « l'art de l'insurrection »), Negri qualifie le léninisme de « catégorie persistante », qui serait *en soi* un élément « discriminant entre ceux qui sont révolutionnaires et ceux qui ne le sont pas ». Cette persistance du léninisme vit, selon Negri, non seulement dans le rapport entre composition de classe, stratégie révolutionnaire et organisation du parti, mais surtout dans la décision de résoudre ce rapport en assumant les conditions objectives de la pratique révolutionnaire comme des conditions subjectives, c'est-à-dire comme une « volonté de parti » dirigée contre l'État. Ce « léninisme persistant » est caractérisé, alors, par la volonté de subversion et de pouvoir, par l'indissociabilité de ces deux termes et, en même temps, par le fait de garder le deuxième terme dans une relation à l'État qui serait exclusivement de « destruction »¹⁸. D'ailleurs, la grandeur de l'idée léniniste du parti consiste, selon Negri, à reconnaître dans l'organisation non seulement un facteur d'intensification de la spontanéité de classe, mais un ressort possible de son renouvellement, de sa « mobilité ». Contre toute théorie de l'« organisation comme processus », contre la tendance à écraser l'organisation sur les luttes, le parti léniniste, irréductible à la temporalité continue du mouvement, semble incarner la nécessaire « continuité du *bond* » menant de la spontanéité à l'organisation et, en même temps, le fait que « le refus de la spontanéité naît, s'impose et se solidifie quand *la spontanéité atteint son degré le plus haut* »¹⁹. Dans ce *bond* réside la vérité de la dialectique entre spontanéité et organisation, car, écrit Negri, « quand ce passage n'a pas lieu la spontanéité même se fait mesquine et se neutralise elle-même ».

L'organisation est la spontanéité qui réfléchit sur elle-même.

Sinon, elle n'est qu'impuissance et défaite tentant de se justifier.²⁰

Selon Lénine, écrit Negri, le modèle de ce « *bond* » est, en effet, donné par l'organisation même de l'usine, par l'usine comme « multiplicateur de la rationalité productive ». À partir d'un contexte

¹⁸ A. Negri, *La fabbrica della strategia. 33 lezioni su Lenin*, Padoue, Cleup, 1977, p. 66.

¹⁹ *Ibid.*, p. 22.

²⁰ *Ibid.*, p. 27.

de classe déjà analysé dans l'œuvre de 1898, *Le développement du capitalisme en Russie*, une si forte mise en valeur de la rationalité d'usine semble jouer le rôle d'une réponse au « sectarisme ouvrier ». Il y aurait, donc, comme écrivait Massimo Cacciari (cité par Negri), une volonté léniniste de transformer l'isolement objectif de la classe en une position d'avant-garde²¹. C'est toujours « l'intériorité du point de vue à la composition de classe qui détermine la nécessité d'une direction extérieure ». Il s'agit toujours d'affirmer le paradoxe d'une « extériorité ouvrière », « enregistrement et bouleversement » d'une situation utilisée jusqu'à présent par le développement du capital.

3) *Le parti dans la « subordination réelle » : le concept à l'organisation, les effets aux avant-gardes*

Cependant, dans la situation historique où Negri se trouve agir, cette position léniniste paraît historiquement irrecevable. Le développement capitaliste a, en effet, révélé sa propre nécessité d'élargir son emprise à la totalité du social. Usine et société, économique et politique, forment déjà un continuum. Le parti de Lénine était, par contre, lié à une subordination encore « formelle » du travail au capital et c'est pour cette raison qu'il ne pouvait que se présenter comme réunification de formes de travail différenciées, par rapport auxquelles il fallait garantir l'indépendance du prolétariat organisé. Dans une phase de « subordination réelle », les conditions de recomposition et de requalification sont intégralement différentes. Le capital même impose un certain « communisme » comme condition de la production, permettant de faire l'économie des médiations interposées par le léninisme entre « théorie de l'organisation » et « stratégie de la révolution », et de lire déjà dans la « classe unifiée (...) l'énorme potentiel productif qu'elle représente, la possibilité très proche de la libération communiste ».

L'organisation *vit* cette composition de classe, c'est-à-dire *vit* immédiatement et organise une perspective de pouvoir.

C'est, alors, la notion même d'avant-garde qui est intégralement transformée (et pas simplement niée) par l'articulation globale de la composition de classe dans le nouveau rapport entre

²¹ *Ibid.*, p. 12.

commandement capitaliste et société. L'investissement subjectif des conditions objectives, qui constituait la valeur de la « persistance du léninisme » est, pour ainsi dire, transféré sur le processus d'organisation, redéfinissant en même temps celui-ci comme une sorte de seuil interne à une libération communiste déjà en acte. En effet c'est l'idée d'« avant-garde », en tant que représentante extérieure du mouvement de classe, qui est mise en crise par la nouvelle composition technico-politique et changée en « avant-garde de masse » :

La subjectivité est devenue elle-même un élément objectif.

L'avant-garde de masse devient la pré-condition objective sur laquelle la thématique de l'organisation peut commencer à se fonder.

Finalement, dans la reconstruction par Negri du rapport « organisation/parti/avant-garde » dans l'œuvre de Lénine, le deuxième terme semble coïncider avec le troisième, en tant qu'« indépendance de jugement et force de traction continuée exercée par la classe ouvrière sur le prolétariat différencié ». Mais c'est exactement cet écrasement de la position du « parti » sur la notion d'avant-garde qui constitue l'élément aujourd'hui irrecevable dans le léninisme. Cependant, le « parti » léniniste semble indiquer aussi, pour Negri, un opérateur plus difficile à définir, car coïncidant chaque fois avec les définitions de l'avant-garde et de l'organisation et, en même temps, déstructurant perpétuellement leur articulation. Cette « fonction-parti » indique l'asymétrie perpétuelle et vivifiante du « subjectif » par rapport à la tendance qui est en acte dans la constitution de la classe et dans la manifestation de son pouvoir. Il s'agit, certes, de quelque chose d'indéfinissable, mais qui est à l'œuvre positivement comme *rigueur* révolutionnaire. L'action du parti, en effet, se détermine, d'un côté, comme « capacité de traction, de collision » opérant aux marges et au sein des contradictions objectives du système, c'est-à-dire comme *tactique* (ce qui constitue le « subjectif » produit par l'avant-garde²²) et, de l'autre côté, comme prise en charge de l'« indépendance du prolétariat » (c'est tout le sens du « subjectif » que l'organisation doit exprimer). Ce dernier élément est la garantie du « caractère permanent » de la mobilité

²² *Ibid.*

tactique de l'avant-garde, c'est-à-dire de la négation de tous les objectifs partiels dans le processus révolutionnaire²³. « Parti » est, alors, le point de passage et de modification réciproque entre cette *ductilité* et cette *persistance*, entre la subjectivité comme intervention tactique à l'intérieur de conditions objectives données et la subjectivité de la classe, définie par sa propre composition immanente. À l'intérieur de ces deux formes de la subjectivité, impliquées par une situation dans une large mesure indépendante d'elles, le « parti » agit comme le lieu d'une « inversion subjective » au sens propre. La fonction-parti est, alors, indéfinissable au-delà du rapport entre tactique d'avant-garde et organisation de la classe, mais elle est aussi irréductible à ces termes, et signale, plutôt, cette « continuité du saut » pouvant réaliser ce qu'ils enveloppent de « matériellement subjectif », on pourrait dire de « constituant ». Il faut donc saisir la vérité du parti léniniste dans la production d'un renversement à l'intérieur du rapport entre composition de classe et organisation, c'est-à-dire dans la capacité d'un « sujet matériel à constituer ses propres besoins comme des causes immédiatement révolutionnaires ». Cela dit, dans le léninisme cette fonction *n'a pas de concept propre*, car, une fois donnée la situation de « subordination formelle », l'idée d'avant-garde sature celle de « parti »²⁴. D'autre part, la transformation que le parti produit des rapports entre composition et organisation représente le point le plus haut d'approximation pratique de la définition de la « classe ouvrière » que Marx « arrive à effleurer » théoriquement dans les *Grundrisse* : un sujet « qui désormais ne satisfait pas des besoins, mais (...) demande seulement du pouvoir »²⁵.

En tout cas, si l'idée d'avant-garde est réabsorbée, en période de « subordination réelle », à l'intérieur de la subjectivité de masse, l'inversion subjective du parti trouve son concept à l'autre bout de la chaîne conceptuelle décrite : l'organisation. *La dimension nécessaire du parti tombe, enfin, comme un accent sur le mot « organisation », discontinuité interne à une libération communiste déjà en acte, la redéfinition du terme « avant-garde », de la forme de son offensive à*

²³ *Ibid.*, p. 50.

²⁴ *Ibid.*, p. 56.

²⁵ *Ibid.*, p. 37.

l'égard de l'État, étant justement ce qui révèle la vérité du nouvel agencement.

4) *Les années 70 : l'organisation moléculaire*

« Commençons par dire *Lénine* » déclarait un article paru dans l'un des premiers numéros de la revue *Potere operaio*²⁶ ; et, d'après Negri, *le dépassement de la forme « léniniste »* du rapport entre avant-garde et organisation de classe fut indissociable, tout au long des années 70, ainsi que durant l'expérience de l'Autonomie ouvrière et du journal *Rosso*, d'une constante « répétition » du nom du révolutionnaire bolchevik.

Un survol rapide de quelques textes des années 70 peut nous aider à mieux comprendre les enjeux et les limites de cette persistance. Dans le texte *Crise de l'État-plan* (relation au congrès de *Potere operaio* en 1971) l'analyse part de l'idée que, vis-à-vis du caractère complètement social de la production, le commandement capitaliste, dans la forme de la loi de la valeur, se présente comme essentiellement arbitraire. L'opposition entre commandement capitaliste et individu social réuni engendre l'instabilité du rapport en tant que point d'intervention de l'État, dont l'action représente la tentative continue de débarrasser le capital des luttes par la *production violente de la crise*. Negri écrit :

L'attaque contre l'État-entreprise doit être menée en répétant la forme par laquelle l'entreprise développe son contrôle sur la classe : sous une forme intelligente et capillaire, en répétant dans l'organisation révolutionnaire l'efficacité de la forme-usine de l'initiative capitaliste.²⁷

L'organisation doit, donc, répondre point par point à ce « programme d'intensification » de la collision, en maintenant les deux polarités du mouvement de masse et de l'avant-garde, en des termes qui ne soient ni de séparation ni de fusion (comme dans la lutte à propos du salaire contre l'État-plan des années 1960), mais de

²⁶ « Cominciamo a dire Lenin », in *Potere operaio*, novembre 1969.

²⁷ A. Negri, « Crisi dello Stato-piano. Comunismo e organizzazione rivoluzionaria », in Id., *I libri del rogo*, Rome, DeriveApprodi, 1997, p. 54.

« *simultanéité* », une simultanéité qui est « le pendant de la simultanéité des fonctions productives et répressives du capital »²⁸.

Si l'on considère un texte comme « Le Parti ouvrier contre le travail » (1973), la reprise du léninisme y apparaît encore plus poussée. L'action du capital est envisagée dans le cadre d'une opposition entre usine et société, lieux respectivement de la valorisation et de la dé-valorisation et, d'autre part, terrain du *refus du travail* et de la production totale. S'il peut exister un « art tactique », donc s'il peut exister une avant-garde, cette possibilité devra se formuler en termes d'*organisation simultanée* sur ces deux niveaux²⁹, en s'opposant aux divisions que le capital voudrait imposer pour atteindre une recomposition seulement objective, c'est-à-dire intégrée par son propre point de vue. C'est donc à partir d'une rupture organisationnelle à l'intérieur d'une composition de classe qui déjà exprime (dans son refus du travail) le « communisme en tant que programme minimum »³⁰, que l'avant-garde peut devenir « avant-garde de masse ». Cette avant-garde, cependant, s'identifie au *développement moléculaire* de « bases rouges », organismes visant l'insurrection comme forme spécifique de l'« appropriation en tant que pratique de masse », expressions singulières de l'« insubordination du prolétariat tout entier »³¹. Le parti est, dans ce contexte, surtout *force de destruction* des mécanismes de commandement aux endroits mêmes où ils s'exercent, et « renversement » spéculaire de la fonction capitaliste de valorisation ; il est « exaspération d'une fonction d'anti-valorisation, de destruction », dans laquelle la classe trouve son propre « pouvoir d'entreprise », « entreprise du non-travail ».

Selon Negri toutes les transformations historiques des formes du parti ouvrier ont toujours cherché l'incorporation du parti dans la classe, c'est-à-dire qu'elles ont cherché à unifier à l'intérieur de celle-ci la fonction de pouvoir et celle du parti. En un certain sens, donc, nous nous trouvons en face d'une perspective qui tend à incorporer la pensée politique du parti dans ce que Sylvain Lazarus a

²⁸ *Ibid.*, p. 56

²⁹ A. Negri, « Partito operaio contro il lavoro », in A. Negri, *I libri del rogo*, op. cit., p. 107.

³⁰ *Ibid.*, p. 99.

³¹ *Ibid.*, p. 115.

nommé l'élément historiciste lié à l'idée de révolution³². Dans la nouvelle articulation fournie à cet ordre de problèmes par la notion d'avant-garde de masse « les organismes du pouvoir ouvrier représentent le niveau de la stratégie et du programme, l'organisation de parti est, par contre, le sujet de la tactique », mais cette tactique ne consiste plus, désormais, dans l'inscription de la lutte révolutionnaire dans les contradictions et les urgences du système, mais dans l'« *envers* de la gestion capitaliste de l'extinction de la loi de la valeur »³³. Cela revient à réaffirmer avec Lénine que « seulement ce qui sera voulu par l'avant-garde de classe, et par elle-même sera construit, aura lieu », mais également que « *chaque passage au sein du mouvement est déjà un passage organisationnel, chaque étape est production d'organisation* »³⁴. Dans cette circularité, écrit significativement Negri, le parti est un « réactif chimique – explosif – entre autonomie ouvrière et base rouge ».

C'est en vertu de cette réciprocité entre les mouvements des avant-gardes et ceux de la spontanéité de classe que Negri, dans un écrit consacré à la crise des groupes nés après 1968, peut parler de « classe ouvrière réagissant comme parti, le parti de Mirafiori »³⁵. Finalement, dans les écrits de la seconde moitié des années 70, de *Prolétaires et État* (1975) à *La domination et le sabotage* (1977) (textes dans lesquels sont développées les notions d'« ouvrier social » et d'autovalorisation, visant en même temps la déstructuration vis-à-vis du capital et l'auto-innovation) le parti figure comme « organe de la ré-appropriation politique de masse du pouvoir, contre le travail salarié, comme invention du communisme »³⁶. Dans les termes du spinozisme que Negri n'adoptera que plus tard, le subjectif et l'objectif font partie du même tissu ontologique, ne différant que par leur fonction, et non par essence. Le parti, cependant, reste le point où prend forme la « subjectivité comme catalyseur », l'opérateur qui, même s'il reste

³² Cf. S. Lazarus, « Lenin and the Party », in Collectif, *Lenin Reloaded*, London, Duke University Press, 2007, p. 255-268

³³ A. Negri, « Partito operaio contro il lavoro », *op. cit.* p. 111-112.

³⁴ *Ibid.*, p. 128-129.

³⁵ A. Negri, « Proletari e Stato. Per una discussione su autonomia operaia e compromesso storico », in A. Negri, *I libri del rogo*, *op. cit.*, p. 190.

³⁶ *Ibid.*, p. 177.

subordonné à l'auto-valorisation de la classe, fait en sorte que cette dernière trouve sa place du côté du subjectif, plutôt que dans l'objectivité, irrationnelle mais toujours subsistante, de la recomposition capitaliste³⁷.

5) *Le léninisme en tant que méthode*

Deux éléments méritent ici d'être soulignés, l'un concernant la méthodologie, l'autre le rapport de « proximité conflictuelle » entre le parti et l'État.

En premier lieu, l'excès du problème du « parti », en tant que point d'inversion subjective, agit au niveau de cette « *méthode de la tendance* » qui constitue la marque théorique fondamentale des écrits de Negri dans les années 70. Le noyau théorique de ces écrits peut être résumé dans l'idée que, si le communisme peut être dit *actuel*, ce n'est qu'à l'intérieur d'une tendance spécifique au sein de la situation historique, évoluant toujours par rapport à la constitution de la subjectivité³⁸. La tendance de développement d'une situation historique déterminée n'est pas une « loi » immanente à la réalité, mais « un schéma général qui, à partir de l'analyse des éléments composant une situation historique, se projette sur elle comme définition de méthode, d'orientation, de directive pour l'action politique de masse »³⁹. Cela dit, même sur ce terrain « méthodologique », le léninisme semble être doué d'une certaine persistance. Le « léninisme en tant que méthode », écrit Negri, impose d'articuler deux aspects : le rapport entre les théories de la composition, de la stratégie et de l'organisation, d'un côté, et la possibilité d'inverser ce rapport dans une pratique subjective, de l'autre. À partir de l'écrit de Lénine sur le capitalisme en Russie, cette duplicité se greffe sur une méthode de l'« abstraction déterminée » apte à saisir le moment culminant du conflit de classe

³⁷ A. Negri, « Dall'*Estremismo* al *Che fare?*. Per la critica della costituzione materiale: autovalorizzazione operaia e ipotesi di partito » (1977), in Id., *La forma Stato*, op. cit., p. 338.

³⁸ Negri, « Crisi dello Stato-piano. Comunismo e organizzazione rivoluzionaria », op. cit., p. 36.

³⁹ *Ibid.*, p. 49.

comme le « concret » réel, c'est-à-dire la « limite tendancielle des déterminations immédiates ». D'ailleurs, tout le parcours théorique de Negri tend à investir le thème de l'« abstraction déterminée » (thème qui correspond aussi, certes, à une confrontation, par l'intermédiaire de Tronti, à l'héritage théorique de Galvano della Volpe) d'un caractère tendanciel, coïncidant avec le processus même de la constitution de la subjectivité communiste. Si la méthode de l'abstraction déterminée indique le développement tendanciel d'une situation historique, cela n'est pensable qu'à partir d'une position subjective qui revendique cette même tendance en tant qu'actualité. Ce que Negri définit, en parlant des *Grundrisse* marxistes dans *Marx au-delà de Marx*, comme « communisme dans la méthodologie », répond exactement à cet enchevêtrement entre tendance et actualité⁴⁰. Encore une fois la grandeur de la position léniniste est d'avoir saisi le *point de virage subjectif de ce processus*. Selon Lénine, en effet, écrit Negri, dire « sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire, c'est la même chose que dire sans mouvement révolutionnaire pas de théorie révolutionnaire »⁴¹.

En réalité, l'« inversion » représentée par l'organisation révolutionnaire signale un aspect hautement problématique dans la « méthode » de la tendance, un aspect que seul un excès du sujet sur le « subjectif-objectif » peut, non pas résoudre, mais déplacer à un niveau supérieur d'intensité. Ce niveau plus intense est, pour Negri, celui que définit la thématique de la transition, et qui n'est réalisable qu'à condition de penser l'actualité de la tendance comme *consistance politique*, sans être diluée dans le « social » considéré ici comme objectivité normale du commandement capitaliste. La tendance même se présente, alors, comme « surdétermination » progressive du politique vis-à-vis du social⁴². C'est pourquoi une interprétation de la tendance en tant que simple possibilité de « vivre le communisme », sans relève politique par l'attaque contre l'État, signifierait trahison non d'un idéal, mais de la *réalité*. D'ailleurs, la démarcation de l'actualité de la tendance par rapport à toute

⁴⁰ A. Negri, *Marx oltre Marx*, Milan, Feltrinelli, 1979, p. 59.

⁴¹ A. Negri, *La fabbrica della strategia*, *op. cit.*, p. 20.

⁴² A. Negri, « Crisi dello Stato-piano. Comunismo e organizzazione rivoluzionaria », *op. cit.*, p. 51.

préfiguration idéale se produit exactement dans la « dialectique réelle de l'organisation ». Negri, dans *Marx au-delà de Marx*, montre que même l'appropriation de la valeur d'usage contre la loi de la valeur d'échange ne peut saisir cette réalité de la tendance, si elle n'est pas prête à la *poser* en tant que dynamique du communisme, dont la violence doit être le « symptôme »⁴³. Cela ne signifie pas seulement, comme écrit efficacement Negri, que « la spontanéité de l'enfant est aussi nue que celle de l'empereur démasqué », mais, plus radicalement, que la tendance même demande, pour se donner comme telle, une certaine rupture pratique à l'intérieur de la théorie. Il faut, en effet, repérer un point à partir duquel renouveler constamment la divergence entre la tendance en tant que *pure « projection idéologique »* et cette même tendance en tant que « *pratiquement vraie* » ; autrement dit, entre « la transition dans les termes du communisme » et « le communisme dans la forme de la transition », c'est-à-dire dans la forme de la transformation, du déplacement de la violence du sujet politique. Une fois que les fonctions d'organisation et d'avant-garde ont été incorporées par l'auto-valorisation de la classe, ce qui reste c'est l'exigence de penser « comme si nous étions un parti »⁴⁴. Il faut toujours « poser l'hypothèse du parti ». Et, peut-être, « *hypothèse* » est le dernier nom du Parti dans le discours de Negri.

6) *Le parti vis-à-vis de l'État : crise et politique*

L'autre point sur lequel il convient d'insister tient au rapport de la subjectivité antagoniste avec le commandement capitaliste qui l'affronte. Dans ce cas, ce qui prévaut est l'image d'un bloc qu'il s'agit de faire exploser. L'indépendance de classe est avant tout un « processus de séparation », qui peut reconquérir le rapport avec la « totalité du développement capitaliste, avec la totalité du développement historique », exclusivement en tant que « force de

⁴³ A. Negri, *Marx oltre Marx*, op. cit., p. 180.

⁴⁴ A. Negri, « Dall'Estremismo al *Che fare?* Per la critica della costituzione materiale: autovalorizzazione operaia e ipotesi di partito », op. cit., p. 325.

déstructuration »⁴⁵. Ce rapport peut être dit seulement dans la forme de l'*extranéité* et de l'*opposition*⁴⁶. A la « thésaurisation » capitaliste répond une accumulation prolétarienne des luttes qui modifie les besoins et la composition de classe en direction d'une « totalité comme structure du sujet »⁴⁷. D'ailleurs, dans tous les passages fondamentaux de la restructuration capitaliste repérés par Negri (l'État-plan, l'État-crise, l'État-rente), il s'agit toujours de répondre avec une recomposition politique à la rupture politique du corps « ouvrier »⁴⁸. Sur la ligne de l'affrontement entre commandement capitaliste et subjectivité de classe la séparation antagoniste entre les deux totalités prend la forme *d'une volonté contre l'autre*.

Cette scène est dominée par l'idée de *crise*, c'est-à-dire par la perte de toute fonction progressive du lien social capitaliste et sa pleine transformation en commandement arbitraire, fondamentalement terroriste. La catégorie, si valorisée par Tronti dans les années 70, de l'« autonomie du politique », trouve ici, selon Negri, sa seule vérité, celle de suggérer, non pas la possibilité d'un « usage ouvrier des institutions », mais la transformation de toute lutte sociale en lutte contre l'État. La crise en tant qu'horizon de la politique se détermine, d'une part, comme un « pouvoir qui vit sur le vide de sens, une force logique elle-même déstructurée », une « nuit où toutes les vaches sont blanches, c'est à dire où la connexion parfaite des parties n'effleure pas le sens de l'ensemble »⁴⁹; et, d'autre part, comme le « risque auquel se confrontent la classe ouvrière et le prolétariat »⁵⁰. La crise est la modalité historique et politique dans laquelle l'actualité de la tendance peut se manifester, dans « l'objectivité de l'apparence » de la valeur (Negri se réfère ici au Lénine des *Cahiers philosophiques*).

Mais tout cela ne doit pas être compris en termes dialectiques. La « continuité de la destruction » dans la crise fait en sorte qu'il ne puisse exister aucune « homologie, aucune traductibilité possible immédiate de langages, de logiques, de signes » entre le

⁴⁵ *Ibid.*, p. 325.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 333-334.

⁴⁷ A. Negri, *Marx oltre Marx*, *op. cit.*, p. 55.

⁴⁸ A. Negri, « Partito operaio contro il lavoro », *op. cit.*, p. 124.

⁴⁹ A. Negri, « Il dominio e il sabotaggio », in *Id.*, *I libri del rogo*, *op. cit.*, p. 262.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 304.

commandement capitaliste et la politique de son sabotage. Lorsque la contradiction fondamentale se fait intégralement *politique*, ce même signifiant se dédouble, donc, d'une façon irréductible:

Le problème est politique pour les deux côtés, même si la non-homologie des sens du mot « politique » est particulièrement évidente : parce qu'il s'agit de deux sens complètement antagonistes, tout à fait opposés.⁵¹

On a vu que, dans les écrits des premières années 70, la fonction de répétition ponctuelle et efficace des actions du commandement capitaliste était confiée au parti⁵². Malgré l'emphase sur l'élément destructif, effectivement, à ce niveau le terme « parti » indique, pour utiliser une suggestion d'Alain Badiou⁵³, une définition de l'organisation pensée à la lumière de sa corrélation à l'État, plutôt que d'une discipline de pensée autonome.

Mais le problème de la non-homologie est plus complexe. La crise, en effet, n'épuise pas sa politicalité exclusivement sur le front des affrontements ponctuels entre le capital et la classe. En réalité il s'agit, d'après Negri, d'assumer comme forces subjectives les *lignes directrices* de la crise que le capital voudrait utiliser comme recomposition objective.

Ce que, avec la crise, le capital peut réarticuler, il peut le réarticuler objectivement : la tâche actuelle est de transformer en fonction subjective cette matérialité de l'articulation ouvrière voulue par le capital avec la crise.⁵⁴

L'organisation est chaque fois définissable à partir de deux niveaux qui doivent s'entrelacer : d'un côté, *l'instance d'appropriation et la capacité d'invention* des masses, de l'autre l'urgence d'une *force de frappe* et de destruction dirigée contre le commandement⁵⁵.

Le caractère irréductible du « parti » est, peut-être, définissable justement comme l'écart, le point de divergence par

⁵¹ *Ibid.*, p. 273.

⁵² A. Negri, « Crisi dello Stato-piano. Comunismo e organizzazione rivoluzionaria », *op. cit.*, p. 54.

⁵³ Cf. A. Badiou, *Abrégé de métapolitique*, Paris, Seuil, 1998, p. 138.

⁵⁴ A. Negri, « Un passo avanti e due indietro » (1973), in Collectif, *Crisi e organizzazione operaia*, Milan, Feltrinelli, 1974, p. 187.

⁵⁵ A. Negri, « Crisi dello Stato-piano. Comunismo e organizzazione rivoluzionaria », *op. cit.*, p. 69.

lequel on peut essayer de maintenir la politicité du premier aspect et la non-homologie au commandement du second (malgré leur caractère spéculaire).

7) *Le pouvoir constituant : la crise et le « parti » du social*

Tous ces aspects s'enracinent dans un certain excès du problème du « parti » par rapport à l'organisation de la composition de classe qui est aussi un *excédent du parti par rapport à lui-même*.

En effet, dit Negri, le réalisme léniniste à propos du parti doit toujours être accompagné par l'enthousiasme léniniste vis-à-vis de la perspective de son extinction⁵⁶. Cependant, ajoute-t-il, il semble bien que la spécificité et la fécondité de la contradiction nommée « parti » coïncident avec l'impossibilité d'une solution.

Dans ma conscience et dans ma pratique révolutionnaire – dit Negri – je ne peux pas effacer le problème du parti. (...) *Le problème du parti est aujourd'hui l'effectivité d'une contradiction réelle.*⁵⁷

Ce n'est qu'abstraitement que le parti peut être considéré comme une fonction subordonnée de l'autovalorisation, alors que « le caractère concret rend au parti son caractère contradictoire » et la *vitalité de cette contradiction en tant que trame du processus révolutionnaire*. Mieux : en tant que « mesure démesurée » du caractère plus ou moins révolutionnaire d'un processus en général.

On en conclura que la nécessité conceptuelle de cet excès sera réabsorbée dans l'œuvre de Negri quand, surtout par la référence à Spinoza, le problème de la politique sera renvoyé à celui – ontologique – de la multitude. Je me limiterai à signaler que ce problème est lié à la radicalisation d'une tendance, celle du rapport subjectivité-crise, vis-à-vis de laquelle la fonction du parti ne cessait pas d'indiquer la nécessité d'un écart intérieur, d'une superposition seulement partielle. En effet, dans *Le pouvoir constituant* (1992), c'est la puissance constituante même qui est pensée en tant que « concept d'une crise »⁵⁸. Donc, l'élément de la crise n'est plus la

⁵⁶ A. Negri, « Partito operaio contro il lavoro », *op. cit.*, p. 117.

⁵⁷ A. Negri, « Il sabotaggio operaio », *op. cit.*, p. 299.

⁵⁸ A. Negri, *Il potere costituente*, Varèse, SugarCo, 1992, p. 8.

limite marquée par le commandement, dans la collision avec lequel la subjectivité antagoniste politicisait sa constitution : elle est plutôt l'aspect central de la dynamique de libération du travail vivant par soi-même. Dans ce passage le problème de la non-homologie est repris sans être assigné à l'inversion subjective du parti, mais en tant que précondition donnée au cœur de la coopération sociale⁵⁹. En ce sens même le parti léniniste représente une configuration extrême de l'idée occidentale de « pouvoir constituant », surtout lorsque, en 1917-1919, il cesse d'être fonction d'avant-garde pour se faire « médiation d'organisation », de l'« unité créative du social, de l'économique et du politique »⁶⁰. D'ailleurs, « la continuité du discontinu » (qui était d'abord vue comme la tâche spécifique de l'« inversion subjective » du parti) apparaît, maintenant, comme le rythme caractérisant l'activation du pouvoir constituant en tant que continuité novatrice dans la singularité d'événements également « absolus »⁶¹. Pour « dédramatiser l'idée de révolution » et pour soustraire « le politique au pouvoir constitué, à ses lieux et à ses temps », on le dilate en tant que « transformation des interrelations et de la communauté », « création continue d'un nouveau monde de la vie »⁶². Comme Miguel Vatter l'a remarqué, dans cette œuvre de Negri le manque radical de synthèse entre pouvoir constituant et pouvoir constitué débouche paradoxalement sur l'idée d'une synthèse interne au *social en tant que social*⁶³. Le pouvoir constituant, en tant que dissolution vivifiante du constitué, représente le rythme même de la révolution et celle-ci est globalement *politique* (sur ce point la comparaison avec Hannah Arendt s'impose), à condition de s'adresser à la coopération sociale comme à son propre commencement. Le pouvoir constituant est, au fond, le recouvrement ininterrompu de la « conformité matérielle du politique au social et à son mouvement indéfini »⁶⁴. Mais plus radicalement, le pouvoir

⁵⁹ *Ibid.*, p. 302-303.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 335.

⁶¹ *Ibid.*, p. 366.

⁶² *Ibid.*, p. 382-383.

⁶³ Cf. M. Vatter, « Legality and Resistance: Arendt and Negri on Constituent Power », in Collectif, *The Philosophy of Antonio Negri. Revolution in Theory*, London, PlutoPress, 2007, p. 52-86.

⁶⁴ A. Negri, *Il potere costituente*, op. cit., p. 348.

constituant n'est pas différent de la subjectivité implicite dans une « constitution radicale du monde de la vie ». L'investissement de ce monde par le politique et le social coïncide, donc, avec une radicale indiscernabilité entre les deux termes. Aucune « inversion subjective » n'est plus demandée sans être, en même temps, déjà supposée. La dimension problématique et, si l'on veut, paradoxale du sujet politique, qui était signalée, mais non résolue, par le mot « Parti », est conjurée dès le début dans un « pouvoir constituant » qui ne reconnaît plus aucune homologie avec le commandement. En effet, à celui-ci ne restent que les formes vides de la mesure historisante, tandis que celui-là peut jouir de la construction toujours renouvelée d'une « nouvelle nature de l'histoire »⁶⁵.

Le temps de l'organisation dans la pensée de Tronti

1) Le point de vue ouvrier contre la société

En traitant de l'opéraïsme de Mario Tronti et de son expression fondamentale dans *Ouvriers et capital*, nous ne nous arrêterons pas sur les différents aspects implicites dans le renversement opéré par la décision de ne plus penser « les développements capitalistes d'abord, et seulement après les luttes ouvrières », mais d'envisager la lutte de classe comme « commencement » de la dynamique sociale capitaliste. Je voudrais rappeler seulement deux aspects fondamentaux, qu'il faut toujours considérer en analysant le thème de l'organisation politique selon Tronti.

D'abord, le rapport entre, d'un côté, la partialité (au double sens de *partial* et *partiel*) du point de vue de classe, et, de l'autre, la connaissance de la totalité sociale à la lumière de sa destruction possible. La classe ouvrière est, selon Tronti, porteuse d'une « imposante synthèse », apte à saisir les phénomènes sociaux « tous

⁶⁵ *Ibid.*, p. 380.

ensemble et d'un seul côté, non pas pour les connaître mais pour les renverser ».⁶⁶

Pourtant, cette partialité subjective atteint le sommet de sa puissance au fur et à mesure que son autonomie se place au cœur même de la socialisation capitaliste sous la forme d'une politicalité inéliminable. Ce qui importe le plus est que la partialité du point de vue ouvrier ne peut pas saisir la totalité comme possibilité de révolution qu'en insistant sur sa propre *intériorité* à la socialisation capitaliste⁶⁷.

Bien plus que de réification et d'une incapacité à lire la totalité comme historique et immanente à ses éléments - ce qui correspond à la position de Lukacs -, il s'agit, donc, d'une partialité irréductible que l'on pourra retrouver à l'intérieur du processus social, divisant celui-ci en deux possibles points de vue sur la totalité. Bien qu'il soit toujours possible de soutenir que l'« idéologie » désigne le rapport social tel qu'il se manifeste aux yeux des capitalistes, le point de vue ouvrier ne représente pourtant pas un dépassement de cette partialité, mais bien plutôt une façon de présenter à l'ouvrier ce même processus *tel qu'il apparaît au capitaliste*, c'est-à-dire comme radicalement menacé par la présence ouvrière.

Ensuite, il faut remarquer que l'horizon dans lequel Tronti inscrit cette position est celui d'un dédoublement essentiel dans le processus de socialisation « au stade du capital social avancé »⁶⁸. Mais ce niveau avancé de socialisation coïncide avec l'articulation du tissu social tout entier autour de la production spécifiquement capitaliste. Il s'agit d'une forme d'extension de l'usine à la société qui se présente, toutefois, de manière mystifiée comme « *un rapport*

⁶⁶ M. Tronti, « Marx, forza-lavoro, classe operaia » (1966), in *Operai e capitale*, Turin, Einaudi, 1966, p. 232.

⁶⁷ « Aujourd'hui, il faut en revanche oser dire que l'on doit examiner immédiatement du point de vue ouvrier, non pas la condition ouvrière, mais bien plutôt la situation du capital. L'ouvrier doit, au sein de sa propre analyse, faire une place de choix au capital, cette place de choix que le capital possède objectivement dans le système. Ce n'est pas fini : la classe ouvrière doit se découvrir comme faisant *partie*, matériellement, du capital, si elle veut ensuite pouvoir s'opposer à elle-même *tout* le capital. Il lui faut commencer par se reconnaître comme un *détail* du capital, si elle veut se présenter comme son adversaire *global* », M. Tronti, « La fabbrica e la società » (1962), in *Operai e capitale*, *op. cit.*, p. 55.

⁶⁸ M. Tronti, « Lenin in Inghilterra », *op. cit.*, p. 89.

social générique ». Le point de vue ouvrier doit, donc – afin de rompre avec les « formes de pensée courantes » et pour « s’organiser consciemment comme l’élément irrationnel au sein de la rationalité spécifique de la production capitaliste »⁶⁹ – cesser de déterminer l’élément de sa propre action politique comme « liberté vis-à-vis de la propriété », pour affirmer au contraire une « liberté vis-à-vis de la société ». « La bataille aura lieu entre deux forces autrement puissantes et sur un terrain entièrement nouveau : d’un côté *une seule* classe, de l’autre côté la *société en tant que telle* »⁷⁰. D’ailleurs, cette lutte contre le « social » – en tant que celui-ci représente le terrain privilégié de l’incorporation de l’existence politique de la classe – suppose l’existence en acte d’un « discours politique » représentant « le point de vue global de la classe, qui est par conséquent la véritable donnée matérielle et le processus réel lui-même ». Cette apparente circularité ouvre déjà le problème de l’organisation, non pas en tant qu’« avant-garde », mais en tant que cette « masse sociale compacte dans sa totalité qu’est devenue la classe ouvrière à l’âge de sa plus grande maturité historique »⁷¹. Ce qui n’implique nullement de « renoncer à la thèse léniniste de la rupture de l’appareil d’État », mais de fonder « la rupture de l’État, en la faisant surgir de l’intérieur de la société, de fonder la destruction de la société en la faisant surgir à l’intérieur du processus de production ». Tronti écrit : « C’est à l’intérieur de l’usine capitaliste qu’il est possible aujourd’hui de briser l’appareil d’État bourgeois »⁷². Il s’agit de l’hypothèse du « parti dans l’usine » d’où naît l’expérience même du journal *Classe operaia* et qui connaîtra de nombreux déplacements qui marqueront d’abord la proximité puis la rupture vis-à-vis des positions de Negri.

2) *Politicité ouvrière : la classe se fait révolution*

Avant de revenir brièvement sur ces aspects il faut, toutefois, examiner la « politicité », pour ainsi dire *originnaire*, de la classe ouvrière ; ou mieux, la politicité de ce que nous pourrions appeler le

⁶⁹ M. Tronti, « La fabbrica e la società », *op. cit.*, p. 49.

⁷⁰ M. Tronti, « Marx, forza-lavoro, classe operaia », *op. cit.*, p. 182.

⁷¹ M. Tronti, « Lenin in Inghilterra », *op. cit.*, p. 94.

⁷² M. Tronti, « La fabbrica e la società », *op. cit.*, p. 59.

signifiant « ouvrier », signifiant dont, dans le schéma opératoire, tout dépend, mais qui ne se déploie que dans un mouvement continu de la « politique » circulant entre la production et l'organisation (et vice versa). Ce mouvement, nous le verrons, définit le champ même du « politique ». En effet, dans les écrits qui composent *Ouvriers et capital*, la question du parti est souvent liée à l'idée d'une « relève » du « véritable discours ouvrier qui est un discours politique, d'organisation politique et de pouvoir politique »⁷³. Cela permet, par un seul et même geste, de fonder dans une haine originaire de classe aussi bien le refus de la spontanéité que la priorité du problème du pouvoir par rapport à toute négociation locale⁷⁴. D'ailleurs, dit Tronti, s'il est possible d'affirmer que le rapport de classe précède le rapport capitaliste, cette formule est valide seulement si l'on est capable de ne pas figer l'idée de classe ouvrière dans une forme définitive, et si l'on pose, au côté de l'histoire du capital, une *histoire de la classe*, modelée selon ses différentes déterminations à même ses expériences concrètes de lutte⁷⁵. Les soi-disant « œuvres historiques » de Marx, et, surtout, ses mots d'ordre politiques (par exemple les écrits sur la Commune), suivent le fil de cette constitution historique de la subjectivité, qui ne s'oppose pas, mais, au contraire, est structurellement liée à la persistance d'un programme de destruction du rapport capitaliste. Tronti écrit : « Le prolétariat des premières œuvres de Marx, la force qui détruit le vieux monde, est devenu ici la *classe ouvrière* qui arrache froidement des mains des capitalistes l'arme offensive du pouvoir », mais « sur le terrain politique il se produit également et doit se produire aussi le cheminement inverse : *celui qui remonte des formes ouvrières et modernes de la lutte de classe jusqu'à ses formes grossières et prolétariennes* »⁷⁶.

Dans la « forme de la science ouvrière » développée par Marx, la persistance de la « la haine de classe » à l'égard de la totalité capitaliste a souvent représenté une coïncidence trop simplifiée entre « classe ouvrière » et « prolétariat », c'est à dire un « manque de

⁷³ M. Tronti, « Il piano del capitale », *op. cit.*, p. 81.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 84.

⁷⁵ M. Tronti, « Marx, forza-lavoro, classe operaia », *op. cit.*, p. 149.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 199.

médiation entre le point de départ théorique correct (...) et les articulations successives de l'activité pratique dans l'objectif concret de la révolution », « un manque de prévision pratique à long terme de la part du politique »⁷⁷. Ce qui importe le plus c'est que la vraie médiation entre la persistance de l'opposition à la société bourgeoise par le prolétariat et la transformation de celui-ci en classe ouvrière a lieu, selon Tronti, au croisement « de la tactique et de la stratégie, de la théorie et de la politique ». Il s'agit d'une articulation que Marx n'a pas suffisamment reconnue, mais qui marque le point où prend forme la spécificité de l'agencement « classe-parti-révolution », c'est à dire le passage continu de l'action de classe entre tactique et stratégie *afin que cette action devienne ce qu'elle est, qu'elle se fasse révolution*, en faisant ainsi écho, au point culminant de sa maturité et de son initiative, à l'ancienne rage prolétarienne.

C'est l'organisation, le parti, qui relève l'histoire immanente de la classe comme entrelacs de ces deux rythmes, et qui la transforme en menace, potentiellement mortelle, pour le niveau atteint par le développement capitaliste. D'une certaine façon *c'est exactement le thème de l'organisation qui rend lisible la présence active d'une autre forme de temporalité impliquée* (comme, d'ailleurs, le développement de la classe au sein de la socialisation capitaliste) *dans l'histoire immanente de la classe ouvrière*. C'est, d'ailleurs, dans la divergence et dans la composition de ces deux rythmes que la persistance prolétarienne refait surface. Avec l'articulation de l'organisation, le « devenir-révolution » de la classe s'enrichit d'un autre champ d'expérience, à partir duquel sa politicalité est relancée et transformée. Dans l'introduction à *Ouvriers et capital*, Tronti nomme « expérience » l'ouverture du discours ouvrier dans les années de *Classe operaia* : expérience d'une « sagesse difficile à pratiquer car on ne la possède pleinement que lorsque s'en est évanouie l'occasion, qui n'existait auparavant qu'à l'état de germe ». Tronti fait état d'une analyse se posant d'emblée au niveau de la socialisation capitaliste, et se développant en présence des forces

⁷⁷ « Il voulait démontrer que, même en présence du développement le plus fantastique du capital, la division en classes, l'opposition de classe, *entre deux classes*, restait celle des débuts *du point de vue politique*, exactement celle qui avait fondé le rapport de production capitaliste », *ibid.*, p. 186.

subjectives qui la rendent opératoire en tant que capacité de lutte – une analyse que Tronti place sous le *signe d'un manque* au « tournant de la pratique ». En effet, ce tournant, écrit Tronti, reste « *en deçà* de notre horizon théorique, et toujours *nécessairement* en deçà chaque fois qu'il sera question d'ouvrir un processus révolutionnaire, d'en préparer les conditions, d'en rassembler les forces et d'organiser le parti ».

3) *Le parti et l'histoire ouvrière : nouvelle temporalité et archéologie*

Nous croyons, donc, qu'un chiffre fondamental du discours de Tronti sur l'organisation politique réside dans la définition d'un nouveau rythme temporel par rapport à la politicité de la classe vis-à-vis du développement du capital, c'est à dire dans la ponctuation différente associée à l'« histoire intérieure de la classe ». Tronti explique :

Dans la société capitaliste, le lent et imperceptible cheminement du développement historique est la folle poursuite de moments politiques très brefs. Il faut savoir se camper au milieu de ceux-ci pour les saisir un par un et les uns après les autres si l'on veut tenir en main le fil qui les unit et qu'il faut trancher⁷⁸.

Nous verrons comment cette formulation fait du problème de l'organisation un point crucial non seulement pour la pratique révolutionnaire, mais aussi pour ce qu'il ne serait pas tout à fait correct d'appeler « théorie », car, dans une relation complexe entre prévision et retard des moments pratiques et des moments théoriques, il indique surtout une certaine « tenue » de la pensée.

⁷⁸ « Il ne s'agit pas de vieilles occasions historiques qu'il serait question d'attendre assis au coin de la rue. Il ne s'agit pas non plus de récupérer une continuité d'événements tous égaux entre eux, sans qu'aucun ne rompe avec le passé. Il faut comprendre que chaque moment politique possède sa spécificité historique qu'il faut saisir avec toute la *force* dont est capable une pensée concrète. Bref, que cela enlève précisément aux époques de l'histoire leur généralité pour en faire le terrain d'action d'une lutte déterminée. *Découvrir quels sont les nécessités du développement du capital et les renverser en possibilités subversives de la classe ouvrière* », M. Tronti, « La linea di condotta » (1966), in *Operai e capitale, op. cit.*, p. 25.

D'après Tronti, donc, le problème de l'organisation politique est posé en fonction d'un processus révolutionnaire considéré comme « succession de plus en plus accélérée de phases de croissance souterraine de la classe et d'attaques révolutionnaires de la part du parti ». Selon Tronti cela signifie toujours (avec des re-formulations successives de la proposition politique qui devrait concorder avec ce processus) imposer la « condition d'une *domination ouvrière* sur le processus de production capitaliste », « prémisses immédiates à son renversement », tout en sachant que ce passage ne pourra pas se réaliser « sans passer par l'*organisation* de cette domination »⁷⁹. La vérité du « parti dans l'usine » en tant qu'« usine dans le parti »⁸⁰ ne peut être pleinement posée qu'à ce niveau de prévision. D'ailleurs cette prévision fait apparaître un écart considérable entre tactique et stratégie. C'est cet écart qui constitue l'espace de la « fonction parti » selon Tronti, c'est-à-dire la marge de « non expressivité » de l'organisation par rapport à la classe, son caractère contradictoire. Dans un passage très puissant, Tronti résume ce caractère problématique du parti :

Aucun parti ne réussira jamais à exprimer, dans sa totalité, la richesse incomparable des expériences de lutte qui sont vécues au niveau de la classe en tant que telle. Le parti doit tendre continuellement à comprendre en lui-même la réalité globale de la classe ouvrière [*par contre il faut remarquer que, selon Negri, l'histoire entière des formes du parti ouvrier vise la résorption de l'organisation dans la classe* D. M.] en prévoyant et guidant les mouvements, tout en sachant d'emblée qu'entre ses propres marges subjectives d'action et la poussée qu'exerce sur lui la base dans son ensemble, le forçant à l'action, il y aura finalement toujours un écart. *Cette tension vers la classe ouvrière doit être vécue dans le parti comme sa raison d'être.*

⁷⁹ « Sans l'expression politique de cette organisation », sans « une intervention subjective, consciente, depuis le sommet » et sans « se servir socialement de cette force », forçant la classe « à passer par un enchaînement d'affrontements à différents niveaux et en diverses occasions, jusqu'à celle où il faut prendre la décision de briser la chaîne, de renverser le rapport entre les classes et de briser l'appareil d'État », M. Tronti, « Classe e partito » (1964), in *Operai e capitale, op. cit.*, p. 112).

⁸⁰ *Ibid.*, p. 115.

Le parti, dans son caractère contradictoire, même dans les marges d'ambiguïté de la tactique par rapport à la solidité stratégique du point de vue de classe, est assumé comme un opérateur permettant d'ajouter à l'histoire de la transformation du prolétariat en classe une nouvelle temporalité représentée par la singularité des situations historiques (et qui est donc différente de la chaîne des « occasions » qui se répètent « trop souvent et de façon trop uniforme »⁸¹). Entre la prévision théorique de la tendance du capital et le présent intensif de la collision finale de la classe avec le collectif capitaliste, se déploie l'espace pointillé par tous les mouvements nécessaires à empêcher qu'une conjoncture critique pour le capital s'enferme dans les mailles de sa direction. C'est l'espace du « ni avant ni après » léniniste.

La première acquisition théorique obtenue par l'analyse de la situation italienne des années 60 est représentée par la théorie du « point moyen », c'est à dire par la capacité de « savoir recueillir, d'un point en mouvement, ce qu'il comporte de plus avancé comme tendance réelle, et ce qu'il traîne derrière lui d'héritage passif »⁸². La relecture de la théorie léniniste du « maillon le plus faible » en tant que point où la classe ouvrière est la plus forte (théorie amplement reprise par Negri) est, selon Tronti, tout à fait interne à cette *conquête théorique sur le terrain tactique de l'organisation*. La thématique opératoire de la valorisation des « niveaux les plus hauts du développement » ne peut pas être démarquée de l'héritage historiciste qu'on lui a souvent reproché sans être replacée dans cette nouvelle dimension temporelle ouverte par la recherche d'une « politique » visant la *politicalité* déjà exprimée dans la lutte de classe. En effet, écrit Tronti, même la formule marxienne « du point le plus en avance qui explique le point le plus en retard », formule qui est correcte du point de vue méthodologique, peut cacher un certain opportunisme politique : à partir du moment où elle porte à la conclusion que, dans le développement inégal du capitalisme dans le monde, tout ce qui est arrivé en un point doit arriver aussi dans les autres points.

S'arrêter à ce niveau voudrait dire, en effet, accepter la préfiguration capitaliste d'un développement possible. Le point de

⁸¹ M. Tronti, « La linea di condotta », *op. cit.*, p. 17.

⁸² *Ibid.*, p. 23.

vue ouvrier face au développement doit, par contre, s'efforcer « de partir d'un point, qui se situe à sa moyenne et donc qui lui est le plus interne », la condition indispensable en étant une organisation des forces subjectives délibérément adaptée au

point de l'histoire du capital le plus avancé qui soit concevable à ce moment-là, même si ce stade se trouve encore absent matériellement de la situation.⁸³

Remarquons que le « point moyen » du développement n'est pas défini par la position objective d'une formation sociale déterminée par rapport à un modèle capitaliste prédéfini, mais par le dépassement de ce même développement par les forces subjectives.

L'individuation de ce point moyen est indiscernable de l'existence en acte de l'organisation. C'est dans le parti, en effet, qu'une situation déterminée de ce type peut être soustraite à la « définition de recours historiques au choix d'une conclusion possible de la praxis politique actuelle »⁸⁴. En un certain sens, la simple présence du parti indique le nœud où le « point moyen », pour être vraiment tel, doit se lier à la « nature première, directe, élémentaire, de l'opposition entre deux classes, qui se donnent réciproquement vie, mais dont seule l'une détient le pouvoir de faire mourir l'autre »⁸⁵. Par l'élimination des vieilles contradictions qui, dans le capitalisme, étouffent la lutte de classe, et par un choix subjectif des points d'attaque, l'organisation renvoie constamment la classe à la nécessité d'une lutte ouverte, à la limite à la nécessité d'une « défaite en luttant », en décrivant « par *bonds* une continuité du processus révolutionnaire dans son ensemble »⁸⁶. Le renvoi de la tactique par le parti apparaît, alors, comme la condition pour redonner à la politicalité de la classe, même contre sa traduction immédiate, la perspective du « moment décisif du choc frontal », où l'« on retrouvera *les formes les plus élémentaires* de la lutte et de

⁸³ « Si cette condition n'est pas vérifiée, ou si elle n'est là qu'en apparence, c'est-à-dire si elle n'est vécue que comme une *illusion idéologique*, l'immense pouvoir matériel qu'il y a au fond du capital reprend alors le dessus, retourne la situation de classe en sa faveur, et utilise brutalement, à l'intérieur d'une nouvelle et vertigineuse croissance vitale, ces mêmes forces subjectives qui voulaient le détruire », M. Tronti, « Marx, forza-lavoro, classe operaia », *op. cit.*, p. 176.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 231.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 248.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 101.

l'organisation »⁸⁷. Ce qui importe le plus est, donc, de remarquer que l'ouverture de la nouvelle temporalité de la tactique à l'intérieur de l'histoire de la classe ouvrière incorpore aussi une sorte d'*archéologie* de la haine élémentaire sur laquelle elle s'est construite, en se différenciant vis-à-vis de la totalité sociale.

4) *Deux rythmes pour une politique : tactique et stratégie selon Tronti*

Mais en quel sens peut-on dire que cette temporalité est, malgré son rapport avec l'origine la plus élémentaire, effectivement quelque chose de nouveau (mieux : de *toujours* nouveau) ? Tronti décrit la tactique comme « une sorte d'imagination productive seule capable de rendre opératoire la pensée et de passer réellement à l'action »⁸⁸.

J'ai introduit dans ce qui précède une distinction entre « politicalité » de la classe et « politique » émergente de l'action tactique du parti. Il s'agit, en effet, d'une distinction que Tronti ne développe pas dans ces termes, mais qui est utile pour indiquer le rythme temporel différent que la pensée tactique introduit dans la considération des rapports entre subjectivité de classe et développement capitaliste. On ne doit pas penser, cependant, que la politique coïnciderait, dès lors, avec la tactique. La politique commence seulement dans l'écart entre cette tactique et des comportements de la classe qui, seulement à partir de ce moment-là, sont lisibles comme « stratégie ». Par exemple, *Ouvriers et capital* peut être lu entièrement à partir d'une question formulée dans l'Introduction et développée au milieu d'une période traditionnellement interprétée comme un moment de reflux par rapport au niveau de conflictualité exprimé dans les luttes des premières années 60. En ce sens, demande Tronti, la classe « accepte-t-elle tactiquement le système ? Et de quelle façon le refuse-t-elle stratégiquement ? »⁸⁹. Dans un passage fondamental pour comprendre l'importance de cette distinction, Tronti finit par

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ M. Tronti, « La linea di condotta », *op. cit.*, p. 22.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 18.

dire que « *la classe n'est que stratégie* » et aussi que « la stratégie n'a de vie, à ce stade, que sous une forme purement objective ». Tronti écrit : « Si la classe est stratégie, la conscience de classe est précisément pour nous le moment de la tactique, le moment de l'organisation, le moment du parti »⁹⁰. La différence entre les deux éléments est, dans ce cas, essentielle. Tactique et stratégie doivent être toujours séparées dans l'action et unies subjectivement, pour que leur saturation n'empêche pas l'action mais que leur séparation ne produise pas « ces ombres grises que sont devenus aujourd'hui les dirigeants du parti »⁹¹. Cette situation apparemment tragique est, pour Tronti, la vraie normalité de la lutte de classe. Dans le premier éditorial de *Classe operaia*, tactique et stratégie étaient déjà vues comme nécessairement contradictoires, dans la mesure où il fallait appuyer stratégiquement le développement général du capital et combattre tactiquement les formes spécifiques de ce développement⁹². Au fur et à mesure qu'émerge le problème d'une certaine passivité ouvrière (pas seulement par rapport aux demandes du capital, mais aussi par rapport aux luttes politiques et à la vie des organisations ouvrières) et au fur et à mesure qu'il devient évident que cette « passivité » peut être investie dans une perspective de refus ou devenir, au contraire, habitude et levier d'intégration⁹³, la relation entre tactique et stratégie se transforme, même si « la tactique constitue toujours un renversement de la stratégie pour l'appliquer »⁹⁴. À *la loi* de la pure stratégie s'imposent *les lois* de la tactique. Le rythme léniniste de la décision dans une conjoncture historique déterminée se surimprime à la théorie marxienne de la tendance. Tronti écrit :

La théorie est anticipation, la politique intervention. Et lorsqu'on doit intervenir non sur ce qui se prévoyait, mais sur ce qui le précède, c'est là que se situe le retournement de la tactique. En ce sens théorie et politique se contredisent toujours⁹⁵.

⁹⁰ M. Tronti, « Marx, forza-lavoro, classe operaia », *op. cit.*, p. 237.

⁹¹ M. Tronti, « La linea di condotta », *op. cit.*, p. 26.

⁹² M. Tronti, « Lenin in Inghilterra », *op. cit.*, p. 92-93.

⁹³ M. Tronti, « Marx, forza-lavoro, classe operaia », *op. cit.*, p. 251 et p. 262.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 253.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 256.

Se dérober à cet écart entre théorie et politique signifie tomber dans l'opportunisme et ajuster l'action à la seule objectivité du processus. D'ailleurs, la différence entre politique et théorie peut être sauvegardée exclusivement par la conscience de la contradiction entre tactique et stratégie qui constitue, de l'intérieur, la politique en tant que telle. Cette contradiction pourra, certes, être réduite une fois ouvert un processus révolutionnaire. Mais, selon Tronti, dans la situation italienne des années 60, il faut maintenir que « la théorie et la politique n'ont pas de terrain commun ; la classe est sans le parti et le parti est sans la classe ». Dans ces conditions, écrit Tronti, « le moment de la tactique s'exaspère ». C'est, alors, le problème de l'organisation qu'il s'agit « de résoudre avant tout, et comme ce qui conditionne tout »⁹⁶.

5) *L'organisation politique comme en soi de la classe*

L'histoire de la classe (qui s'oppose à celle du capital et qui ne cesse pas de l'habiter, jusqu'à sa destruction) est visible, pour ainsi dire, seulement dans le va-et-vient de la politique entre prévision et intervention, entre stratégie et tactique. Il y a, donc, une certaine continuité de la classe ouvrière en tant qu'« initiative permanente de lutte »⁹⁷, dont le seuil fondamental est constitué par « le passage *politique* de la force-travail à la classe ouvrière », c'est-à-dire par la transformation de l'*Arbeitskraft* en *Angriffskraft* (force offensive). Ce passage politique constitue la trame d'une totalisation active du sujet ouvrier qui a été souvent reprochée à Tronti comme héritage idéaliste emprunté à la philosophie de Gentile⁹⁸. Dans ce schéma la classe, écrit Tronti, cesserait de se « faire le *miroir* de toutes les contradictions sociales » et pourrait « se refléter directement comme contradiction de la société »⁹⁹. Cependant, même si on considère le développement chronologique des textes contenus dans *Ouvriers et capital*, ce processus de totalisation reste suspendu à l'intervention

⁹⁶ *Ibid.*, p. 259.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 210.

⁹⁸ Cf. R. Sbardella, « Le maschere della politica : gentilismo e tradizione idealistica negli scritti di Mario Tronti », in *Unità proletaria*, n. 1-3, 1982, p. 117-140.

⁹⁹ M. Tronti, « Il piano del capitale », *op. cit.*, p. 79.

d'un élément non-totalisable, qui est, à partir d'un certain moment, en contradiction avec ce même processus. En ce sens la continuité de l'insubordination de classe n'est pas créée, mais elle est réactivée à partir de la marche « par bonds » de l'action du parti. Avec une expression efficace Tronti dit qu'il s'agit de « confondre un peu les moments de la triade hégélienne » de l'*en soi* et du *pour soi*. En effet, « les ouvriers deviennent *d'emblée* une classe pour soi face à leurs patrons directs » et c'est seulement

en passant par les terrifiantes expériences pratiques qui se répètent toujours, qu'ils en viennent à être activement et subjectivement classe face au capital.¹⁰⁰

La classe ouvrière « *fait* ce qu'elle *est* », mais elle le fait pleinement seulement si elle « *devient* ce qu'elle *est* ». Entre ces deux aspects de l'*être révolutionnaire* de la classe se pose le problème du parti, encore une fois excès de subjectivité nécessaire, non en vue d'une acquisition de conscience, mais afin que le *pour soi* subjectif de la classe acquière l'objectivité, la densité de l'*en soi*. C'est à ce niveau, d'ailleurs, que la rupture politique de l'organisation par rapport à la stratégie de la classe renouvelle, dans la contingence même du passage vers l'*en soi*, le dernier fond archéologique du rapport entre la classe constituée et « le caractère grossièrement prolétaire de l'ouvrier moderne à ses origines », les « “coups de folie désespérés” qu'ont toujours été ses insurrections placées sous le signe de la violence ». Certes, on peut montrer historiquement que 1848, 1871 et même 1917 ne furent pas des luttes de la classe ouvrière au sens global, mais, écrit Tronti,

essayez de construire le concept de classe ouvrière dans sa réalité politique, sans les insurgés de juin, sans les communards, sans les bolcheviques : vous n'aurez plus entre les mains qu'une forme vide, et sur le papier qu'un modèle sans vie.¹⁰¹

D'un côté, la notion politique de classe ouvrière permet, donc, de récupérer, par les discontinuités qui la marquent, la continuité de

¹⁰⁰ M. Tronti, « Marx, forza-lavoro, classe operaia », *op. cit.*, p. 235.

¹⁰¹ « Certes la classe ouvrière n'est pas le peuple ; mais elle vient cependant du peuple. C'est la raison élémentaire pour laquelle il n'est plus nécessaire, pour qui se place comme nous d'un point de vue ouvrier, “d'aller vers le peuple”. En effet *nous venons nous-mêmes du peuple* » (p. 245).

l'insubordination prolétarienne, ou, mieux, elle *construit cette continuité en tant que trame des discontinuités politiques*. D'un autre côté, cette notion politique de classe ouvrière n'est réalisable ni au niveau théorique ni au niveau stratégique, mais seulement dans la mise en valeur d'une distance entre la *loi* de la théorie, qui est individuation d'une tendance, et les *lois* de la tactique, représentant le risque et la possibilité de la situation. Une « continuité par bonds » est, donc, la forme de temporalité produite dans l'histoire de la classe par l'ouverture du terrain tactique et la constitution du parti.

Cela signifie-t-il, alors, que nous pouvons parler d'une continuité de l'organisation en tant que telle ? En réalité, écrit Tronti, comme le savaient aussi bien Marx que Lénine, si « la continuité de la lutte est une chose simple »

la continuité de l'organisation est une chose complexe et rare : dès qu'elle s'institutionnalise dans une forme, elle se trouve immédiatement utilisée par le capitalisme, ou par le mouvement ouvrier pour le compte du capitalisme¹⁰²

Sans trop m'attarder sur cette question je voudrais indiquer comment elle implique une autre dimension problématique de l'organisation. Cette dernière, d'une part, se présente en tant que « pouvoir politique autonome du côté ouvrier », c'est-à-dire en tant qu'« État ouvrier » potentiel dans le capitalisme. D'autre part, en tant qu'élément d'intensification de « l'intérêt politique immédiat » du prolétariat « à abattre tout ce qui existe », elle est la source originaire du fait que, à la différence de la classe capitaliste, la classe ouvrière existe indépendamment des niveaux institutionnels de ses organisations. Cela signifie que la position prolétarienne ne trouve pas sa norme dans un ordre formel fixé, et qu'elle a besoin d'« une *organisation* afin de conférer, face au capital, un caractère objectif à l'instance politique de l'antagonisme »¹⁰³. Dans *Ouvriers et capital* ce problème émerge dans la forme d'une offensive directe contre le continuisme historique qui voudrait écraser l'idée de révolution ouvrière sur celle de « révolution bourgeoise », en niant la pertinence de la notion en tant que telle¹⁰⁴. En réalité, selon Tronti, en politique nous avons toujours la classe ouvrière contre « quelque chose qui est

¹⁰² M. Tronti, « Lenin in Inghilterra », *op. cit.*, p. 94.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ M. Tronti, « Marx, forza-lavoro, classe operaia », *op. cit.*, p. 243.

quelque chose de plus ou de moins qu'une classe sociale »¹⁰⁵ et ce déséquilibre peut représenter, je crois, une prémisse, pour ainsi dire « négative », pour les élaborations sur l'« autonomie du politique ».

6) *Le parti entre pensée et État*

À ce point il est possible d'analyser de manière plus approfondie la valeur théorique assumée par le thème de l'organisation. Celle-ci se trouve en effet au carrefour entre « deux anticipations admirables sur le futur de la classe elle-même » : l'idée marxienne, selon laquelle « il y a une classe même lorsqu'elle est sans parti », et la thèse léniniste, selon laquelle « quand la classe se constitue en parti elle devient la révolution en acte ». Cela signifie que la question de l'organisation comporte au niveau théorique une réécriture complète du rythme des prévisions et des vérifications, au sens d'une reconsidération des points d'affaissement et de tenue de la pensée ouvrière. Dans une situation théorique « pre-léniniste », écrit Tronti, « il ne s'agit pas de reprendre le chemin tel qu'il se trouvait *avant* Marx, ou *après* Lénine », mais de « refaire le saut de Marx à Lénine »¹⁰⁶. Il s'agit de redécouvrir un « moment tactique de la recherche », déjà présent dans l'œuvre de Marx, mais exclusivement dans la forme d'un usage politiquement orienté de quelques résultats de la science bourgeoise. Aujourd'hui, par contre, ce moment comme « *autocritique du mouvement ouvrier organisé* »¹⁰⁷, peut se présenter comme « *critique léniniste de Marx* ». Mais la question de la pensée implicite dans la problématique de l'organisation déborde les limites d'une autocritique de l'idéologie ouvrière. En effet, il y aurait beaucoup à dire, par exemple, sur la forme spécifique d'anti-humanisme que la valorisation du politique, en tant que trait fondamental de l'existence prolétarienne, permet de retrouver à partir des premiers écrits de Marx¹⁰⁸, jusqu'à une idée de constitution du corps de la classe où « il n'y a que l'ouvrier "aliéné" qui soit

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 233.

¹⁰⁶ M. Tronti, « Marx ieri e oggi » (1962), in *Operai e capitale*, *op. cit.*, p. 38.

¹⁰⁷ M. Tronti, « Marx, forza-lavoro, classe operaia », *op. cit.*, p. 257.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 191.

vraiment révolutionnaire »¹⁰⁹. Il suffit de remarquer que c'est déjà sous ce signe que, dans *Ouvriers et capital*, se développe le rapport entre l'élaboration de Tronti et la grande pensée « bourgeoise » de la crise, la pensée négative¹¹⁰. Nous nous trouvons, ainsi, face à un jeu complexe entre l'idéologie, devenue forme de conscience du mouvement ouvrier, et la résorption des formes de la pensée négative (l'anti-humanisme, l'irrationalisme, l'anti-historicisme) sur le terrain inoffensif de la culture¹¹¹. Contre tout cela, dit Tronti, la pensée ouvrière est obligée de

réévaluer de fond en comble le côté actif qui constitue le travail créateur. Et cela, on ne peut le faire sans remettre en marche le mécanisme de la *découverte*.¹¹²

Toutefois, il ne s'agit pas de nier la négativité de la pensée bourgeoise dans une forme de synthèse positive, mais d'en maintenir ouverte la signification explosive et, peut-on dire, la grandeur. Si la pensée ouvrière est indissociable d'une critique de la culture – menée du point de vue ouvrier – et du refus du devenir-intellectuel de la classe, sa grandeur pourra s'affirmer seulement dans un jeu complexe entre *l'anticipation de la tendance* et *la capacité de suivre le changement des situations objectives*, entre pensée stratégique et intelligence tactique, théorie et organisation. Certes, cette différence se pose parfois comme une contradiction ouverte et nécessaire¹¹³. Mais, de toute manière, les lois de la tactique ne peuvent pas être isolées l'une de l'autre, ni rendues indépendantes par rapport au niveau stratégique. « Anticiper et suivre, prévoir et contrôler, avoir les idées claires et la volonté d'agir, la prudence et l'habileté » sont,

¹⁰⁹ M. Tronti, « Il piano del capitale », *op. cit.*, p. 81.

¹¹⁰ M. Tronti, « La linea di condotta », *op. cit.*, p. 14.

¹¹¹ « Il n'est pas vrai que le capital ait abandonné ses antiques divinités. Il en a simplement fait la religion du mouvement ouvrier : c'est ainsi qu'elles continuent à gouverner activement le monde des hommes. Tandis que leur négation, qui comporte un péril mortel pour le capital, se trouve gérée directement par lui : elle est réduite à de la culture, on la rend donc inoffensive et serviable » (*Ibidem*).

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ « Parfois le sens de la lutte et de l'organisation, consiste justement à prévoir le chemin objectif du capital, et les nécessités qui lui dictent ce parcours, à lui en refuser la réalisation, ce qui bloque son développement, et le met donc en crise *avant*, souvent bien avant qu'il n'ait atteint les conditions que, nous, nous avons jugées idéales » (*ibid.*, p. 17).

plutôt, des pôles (trop souvent séparés dans l'histoire du mouvement ouvrier), sur lesquels Tronti articule son idée d'une « classe devenue révolution ». Ce sont, en même temps, ces marges qui sont continuellement déplacées par l'« imagination productive » du parti, *par le va-et-vient de la politique vis-à-vis de la politicalité de la classe, afin d'en empêcher l'aplatissement dans le social* (c'est à dire dans l'intégration capitaliste), et par la nécessaire contradiction à l'égard de la tendance du Capital, afin de préserver l'instance la plus élémentaire et fondamentale, en quelque sorte fatale et possible *seulement à des moments déterminés*, de sa destruction.

7) *Le parti et le Politique : sur quelques différences entre Tronti et Negri*

J'ajouterai quelques considérations finales. On aura certainement remarqué certaines continuités du discours trontien par rapport aux argumentations de Negri. Cet aspect de continuité fait partie, évidemment, de l'histoire théorique et politique des deux auteurs, au même titre que leurs points de division et, ensuite, de conflit ouvert. Les expériences de *Classe operaia* et de *Contropiano* constituent le terrain sur lequel il est possible de saisir ces deux aspects, qui, en effet, se répercutent directement sur le problème de l'organisation : la nécessité d'un rapport, au début instrumental, puis plus organique, avec le PCI, chez Tronti ; et la constitution d'une nouvelle avant-garde (et d'un nouveau concept d'avant-garde), chez Negri. On considère souvent les thèses de Tronti sur *l'autonomie du politique* (1972) comme un tournant par rapport à l'insistance sur l'autonomie de la classe qui fait d'*Ouvriers et capital* le manifeste de l'opéraïsme. Cette dernière définition est sans aucun doute appropriée, mais il faut rappeler que, d'après Tronti, l'idée d'autonomie de la classe est, dès le début, très différente de celle de spontanéité qu'accentue l'œuvre de Negri, en manifestant, par exemple, un refus de la spontanéité aussi fort que la demande ouvrière de pouvoir¹¹⁴. Il faut aussi remarquer que plusieurs des écrits qui composent *Ouvriers et capital* sont déjà traversés par des motifs qui signalent, assez explicitement, la fracture avec la pensée

¹¹⁴ M. Tronti, « Il piano del capitale », *op. cit.*, p. 84.

de Negri. Il n'est pas difficile, en effet, d'établir une certaine continuité, encore une fois « par bonds », entre l'idée d'une utilisation de la « *crise positive* d'une partie au moins des vieilles organisations » (voir l'article « 1905 in Italia »), ou celle de « saisir l'occasion de l'unification à gauche pour la rapprocher le plus possible des lutte ouvrières »¹¹⁵, ou encore celle d'une « organisation sans institutionnalisation » qui puisse *imposer* à l'adversaire l'utilisation de tout le terrain démocratique (c'est la thèse développée dans « Il partito come problema », dans la revue *Contropiano*, 1968), jusqu'à l'hypothèse d'une relation, ni problématique, ni critique, mais « instrumentale » entre la classe et « ce que les organisations sont effectivement »¹¹⁶.

Au-delà de ces passages historiques et de leur poids dans la fracture de l'horizon théorique opéraïste, ce que je voudrais souligner c'est la manière dont la question du caractère productif de l'écart interposé par la fonction-parti entre la « subjectivité sociale » et la « subjectivité politique » marque le point de proximité maximale, mais aussi de déplacement radical, entre les thèses de Tronti et celles de Negri. L'aspect problématique du parti par rapport à la politicalité intrinsèque de la subjectivité de classe est certainement souligné par les deux auteurs. Cependant, si, pour Negri, l'élément central est constitué par une détermination tendancielle de la composition politique de la classe, cette dernière semble, selon Tronti, se concentrer dans la positivité destructrice, et dans la force de division, d'un *point de vue* qui laisse indéterminé le moment effectif de l'action politique. Pour les deux auteurs le parti représente l'excès instable et nécessaire du « purement subjectif » par rapport à la subjectivité déjà impliquée dans le rapport de classe. Pour Tronti, cela se produit, non sans évoquer des résonances schmittiennes, en tant que « décision » (même quand il s'agit d'une certaine passivité), plutôt que comme insurrection ou insubordination moléculaire. Pour les deux auteurs la question de l'organisation est liée à un problème théorique, en un certain sens « méthodologique » (ce terme indiquant

¹¹⁵ Cf. M. Tronti, « Una sola unificazione tra classe e partito », in *Classe operaia*, 1965.

¹¹⁶ M. Tronti, « Il partito come problema », in *Contropiano*, n. 2, 1968, in Id., *Soggetti, crisi e potere*, Bologne, Cappelli, 1980, p. 59.

une forme d'expérience qui constitue le terrain même sur lequel elle agit). Selon Negri cet excès se détermine surtout par une intensification de la tendance, laquelle est posée, pour ainsi dire, sous la condition de son actualité. Pour Tronti, au contraire, il s'agit toujours de penser, grâce aux lois immanentes de la tactique, des dispositifs qui contredisent cette tendance, afin de la maintenir ouverte ou de la fermer dans un refus ouvrier. Si l'on prête attention à l'ensemble de ces différences nous ne croyons pas qu'il serait incorrect de dire que le thème du parti a fourni, chez Tronti, le terrain tant de la problématique ultérieure de l'autonomie du politique, avec son appréciation des formes politiques de la modernité (envisagées dans leur écart temporel, en tant qu'« histoire parallèle »¹¹⁷ par rapport aux transformations du capital), que pour une lecture de sa crise face à la « conservation révolutionnaire des choses » par le « système économique-scientifique-technique-idéologique », *sans* et *contre* la grande politique¹¹⁸. Pour Tronti, le mouvement ouvrier (et non la classe) est le dernier héritier de la politique moderne ; cette dernière est envisagée du point de vue de la coupure opérée par le parti ouvrier, par la « décision » léniniste. La proximité entre le problème du parti dans *Ouvriers et capital* et les élaborations sur l'autonomie du politique n'est donc pas générique, mais elle se développe selon les mêmes lignes théoriques que nous avons esquissées. La perspective de l'autonomie du politique se pose, certes, en-dehors de l'alternative léniniste entre la rupture de la machine de l'État et son utilisation en tant que telle¹¹⁹, mais la forme de pensée impliquée par cette perspective relève des « lois » de la tactique utilisées pour déterminer ces situations spécifiques, que, dans *Ouvriers et capital*, il s'agissait d'assumer et exaspérer pour arriver à un dualisme radical. D'ailleurs, sur le fond de ce projet, il s'agit d'appliquer la même forme de pensée dichotomique, et pourtant de la multiplier et de la redistribuer entre les formes mêmes de l'existant : transformer le dualisme déjà présent dans l'usine, dans la société, dans l'État en un dualisme entre l'État et tout le reste¹²⁰.

¹¹⁷ M. Tronti, *Sull'autonomia del politico*, Milan, Feltrinelli, 1977, p. 16.

¹¹⁸ M. Tronti, *La politica al tramonto*, *op. cit.*, p. 55.

¹¹⁹ M. Tronti, *Sull'autonomia del politico*, *op. cit.*, p. 25.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 26.

Naturellement il y a du nouveau à chaque étape de ce trajet théorique. Avant tout, contre la « conception monothéiste de la société capitaliste » présente déjà chez Marx et assumée par l'opéraïsme, le terrain à privilégier apparaît maintenant être le rapport entre le capital et son État. Ce déplacement ne doit pas être pensé comme « abstraction déterminée », mais comme *prévision d'une réalité* qui doit encore s'affirmer par une chaîne de médiations¹²¹. Ce n'est qu'à condition de réussir à saisir par la pensée ces médiations qu'il est possible de conserver une intelligence stratégique de la phase ; mais la médiation, pour devenir théoriquement valide, doit être politiquement valide, jusqu'au point d'accentuer « le moment de *l'autonomie du parti* vis-à-vis de la classe ouvrière et de l'intérêt ouvrier »¹²². Voilà donc une autre innovation : l'autonomie du politique, pour être vraiment pensée théoriquement et pratiquée stratégiquement, doit avant tout être affirmée tactiquement, surtout en tant qu'*autonomie du parti par rapport à la classe*. L'unité de théorie et de pratique dans une politique unique peut, alors, se réaliser seulement par le « renversement de la domination et de la subordination entre le politique et l'économique ». Par une sorte de chiasme vis-à-vis de quelques expressions utilisées dans *Ouvriers et capital*, Tronti écrit que la pratique doit garder toujours unies ces deux dimensions, alors que la théorie tend à les diviser. Seulement l'instance du renversement, « affirmée de façon *décisionnelle* », peut unifier subjectivement le domaine théorique et celui de la pratique, en constituant une politique qui récupérerait « la politicalité du rapport de production » comme résultat d'un « vaste processus stratégique »¹²³.

L'écho des problématiques déjà abordées dans *Ouvriers et capital* me semble évident. Dans cette phase de la pensée de Tronti, en effet, le système même, à travers ses déphasages (en particulier l'écart entre la continuité – logique et économique – du capital et la discontinuité – pratique et politique – de l'État) semble délimiter les poussées de la politicalité et de la politique, de la stratégie et de la

¹²¹ *Ibid.*, p. 56.

¹²² *Ibid.*, p. 24.

¹²³ M. Tronti, « Le due transizioni » (1976), in Id., *L'autonomia del politico*, *op. cit.*, p. 77.

tactique, c'est-à-dire les deux âmes de l'organisation ouvrière en tant que *pensée vivante et qu'imagination productive*.

Dans quelle mesure ce système délimite-t-il vraiment les marges de l'action ouvrière et dans quelle mesure, au contraire, ses frontières sont-elles encore ébranlées par la pression qu'exerce la subjectivité antagoniste ? Et, si ce champ ne connaît pas de limites fixées (dans la mesure où il contient le procès de cette politique ouvrière qui peut revenir à la politicalité de la classe seulement en s'éloignant d'elle et en traversant la forme-État), qu'est-ce qui distingue cette utilisation des institutions du simple réformisme ? En effet, comme cela a souvent été remarqué, Tronti semble échouer dans sa tentative de penser une forme de la subjectivité effectivement distincte de la « forme-État » ou de la « forme-mouvement ouvrier », comme s'il ne pouvait viser le moteur central de sa propre « révolution copernicienne » qu'au travers du filtre de ces deux formes.

La politicalité de la classe en tant que telle serait ainsi reliée à une dimension nouménale, en précisant que sa présentation par les formes du politique coïnciderait avec une mise-en-cause de ces mêmes formes. La dimension de la subjectivité de classe resterait, ainsi, l'« interlocuteur caché »¹²⁴ d'un discours qui ne l'affronterait pas directement, mais seulement par accentuations déterminées et dans des phases différentes. Là où cette dimension est, pour ainsi dire, *traversée par le va-et-vient de la politique organisée*, par les renvois de la tactique et de la stratégie, la crise des formes peut être encore le lieu d'une « décision ». L'autonomie du politique peut alors être jouée dans sa qualité de renversement possible de sa subordination à l'économique. Lorsque la crise englobe la politique qui devrait la traverser, chaque distinction s'estompe dans le social, dans l'économique, dans la continuité historique, en subordonnant la tenue même des formes de la pensée qui, de ce jeu de différenciations, de vides, de sauts, tiraient leur propre consistance.

8) *L'organisation, c'est un manque*

¹²⁴ *Ibid.*, p. 81.

Même dans les écrits liés à la proposition de l'autonomie du politique, le problème du parti représente le point mobile, parfois intérieurement dédoublé, et néanmoins placé au centre de cette traversée¹²⁵. Je voudrais souligner, cependant, la manière dont ce caractère crucial du problème de l'organisation est toujours posé par Tronti (même lorsque son propre engagement dans la politique des organisations officielles du mouvement ouvrier devient plus marqué) sous le signe d'un certain *manque*. Pour reprendre une idée althussérienne, peu développée et que Tronti n'utilise pas, on pourrait dire que se trouve toujours dans l'œuvre de Tronti un élément de « sous-détermination » accompagnant le problème du parti ouvrier (sous-détermination : c'est-à-dire ce qui constitue le nom même de la « surdétermination » par la décision politique sur l'économique et sur le social).

Certes, dans les écrits sur l'autonomie du politique, cette insistance est mobilisée contre ceux qui, en opposition aux hypothèses d'un usage ouvrier de la modernisation de l'État, re-proposaient la perspective d'une collision frontale. Tronti écrivait :

Une organisation du mouvement ouvrier pour une action de ce type n'existe pas, elle ne peut pas exister à court terme, et c'est juste qu'elle n'existe pas.¹²⁶

À cet absence d'une organisation révolutionnaire sur la brève période (et, selon Tronti, l'organisation révolutionnaire est structurellement, méthodologiquement, liée à cette brièveté), correspond, « depuis longtemps », l'absence d'une vraie initiative politique du capital. D'où le risque d'une fermeture du processus où l'initiative capitaliste ne saurait plus se placer au niveau de la grande politique et où la classe ouvrière n'accomplirait pas de bonds en avant, en ne trouvant pas un « instrument d'organisation apte à anticiper l'initiative capitaliste, à la modifier de l'intérieur, à la conditionner ».¹²⁷

Toute l'urgence d'une action ouvrière au niveau de l'État capitaliste est alimentée, pour Tronti, par le blocage que cette série de manques et d'absences rend possible. Cependant, cette attention

¹²⁵ Cf. M. Tronti, *Sull'autonomia del politico*, op. cit., p. 10.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 58.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 60.

pour la sous-détermination politique n'est pas le fruit de l'aboutissement « réformiste » du trajet de Tronti. Elle trouve ses racines dans les pages mêmes d'*Ouvriers et capital*, où l'insistance sur la maturité d'une initiative ouvrière contre l'État est la plus forte. Au même endroit où Tronti proclame la plus radicale « haine de l'opportunisme », il affirme aussi qu'« entre la patience requise pour la recherche et l'urgence de la riposte » il y a un « vide théorique » qui « est le vide d'une organisation politique »¹²⁸.

Ce n'est pas tout. Ce vide même est assumé comme l'introduction d'une pensée subjective effective. Dans un beau passage Tronti écrit :

Ce qui semble être le côté tragique de la situation actuelle – ne pouvoir faire d'emblée ce que l'on compte faire demain – est *la donnée normale de la lutte de classe* lorsque celle-ci se trouve en deçà de la conquête de l'organisation et qu'elle exige que l'on en soit à ce premier stade pour pouvoir passer à l'attaque décisive. On ne peut se borner à ce simple constat. On doit en faire quelque chose de positif : *une période qu'il faut vivre de fond en comble*, car elle nous force à un développement subjectif considérable, elle prolonge la durée de maturation de nos forces afin de les décanter et de les approfondir.¹²⁹

9) *Le passé et le futur : politicalité de la pensée*

Dans les derniers écrits de Tronti la crise de la politique dévore l'espace même de l'autonomie du politique, mais il s'agit d'une crise gérée intégralement par le capital, où la sous-détermination est séparée de la décision. C'est une crise dans laquelle n'importe quelle grandeur est interdite et le va-et-vient de la politique est fermé dans les rouages du social.

Dans *Con il futuro alle spalle*, texte très beau et très difficile, écrit après l'effondrement du communisme, Tronti offre le tableau peut-être le plus efficace de ce processus. Les sociétés occidentales apparaissent, après le déclin du mouvement ouvrier, comme des « sociétés politiquement immobiles »¹³⁰, agitées dans la fixité d'un

¹²⁸ M. Tronti, « Il piano del capitale », *op. cit.*, p. 85.

¹²⁹ M. Tronti, « La linea di condotta », *op. cit.*, p. 26.

¹³⁰ M. Tronti, *Con le spalle al futuro*, Rome, Editori Riuniti, 1992, p. 13.

« état de nature nouveau »¹³¹, où « ce qu'il y a de naturellement bourgeois dans le monde sociale moderne »¹³² a remporté la victoire et où le culte de la démocratie sans conflits s'est transformé en Léviathan intérieur¹³³. Encore une fois, selon Tronti, c'est la pensabilité même de la politique qui se dissipe dans cette saturation¹³⁴, car penser la politique c'est toujours penser un risque, mais elle ne peut être considérée comme risque que par celui qui ne renonce pas à penser le dépassement de son époque¹³⁵. Encore une fois c'est l'importance du « parti comme problème » qui émerge en tant que terrain de la tenue, non seulement du point de vue ouvrier, mais, aujourd'hui, de *la pensée en tant que telle*. C'est dans la forme du parti, en effet, que la « volonté inédite de gagner » d'une classe subalterne a su déterminer la « politique en tant que force, c'est-à-dire la politique moderne » et « la critique de l'idéologie, c'est-à-dire la critique anti-moderne », articulante tactique et stratégie, volonté et réalisme¹³⁶. La contingence de la politique de parti a représenté, au XXème siècle, le fondement d'une « pensée forte », dichotomique, qui acceptait, pratiquait et encourageait le risque de son démenti¹³⁷. Dans cette phase finale du « crépuscule de l'Occident » qui, selon Tronti, est représenté par le « crépuscule de la classe ouvrière »¹³⁸, « ce qu'on peut penser » et « ce qu'on peut faire » divergent, peut-être irrémédiablement¹³⁹. Nous avons ainsi « une science politique, une sociologie politique, une philosophie politique », pas de « théorie politique, pensée de l'action collective impliquée dans les raisons et dans le but d'une lutte »¹⁴⁰. La seule occasion offerte par cette situation consiste à « mettre à l'épreuve la capacité de résistance de la pensée vis-à-vis de l'irruption de l'histoire dans notre

¹³¹ *Ibid.*, p. XIII.

¹³² *Ibid.*, p. 55.

¹³³ *Ibid.*, p. 101.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 41.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 4.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 107.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 58.

¹³⁸ *Ibid.*, p. X.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 43.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 9.

champ pratique » et de constituer cette résistance comme mesure de la « qualité totale dans le processus de production de la pensée »¹⁴¹.

Cette « *politicalité de la pensée* », qui nous semble le legs le plus intéressant des positions de Tronti, se joue évidemment sur le terrain d'une défaite qui doit être assumée, contre toute fuite dans l'imaginaire typique des « belles âmes », comme intégralement *nôtre*. Mais c'est dans ce vide que la conscience de la persistance de ce que nous avons défini comme sous-détermination, peut montrer à nouveau des aspects féconds. Au bout du compte, dit Tronti, « il n'y a jamais eu de collision entre deux politiques, mais toujours entre une politique réelle et une politique possible »¹⁴². Il est évident que ce « tragique normal » du politique ne doit pas être un objet de fascination. Au contraire, on doit le critiquer en raison de la marge d'impuissance qu'il véhicule. Cependant, aujourd'hui cette situation peut être réinvestie dans une attitude de la pensée vis-à-vis de l'histoire qui, sans détourner le regard de la défaite, recouvrerait l'ancienne partialité de la décision. Il serait intéressant de se demander si cette *politicalité de la pensée* devrait s'adresser, avec autant d'attention et avec autant de cruauté, non seulement aux points de tangence entre *la* politique et *le* politique, donc aux formes réalisées du communisme du XXème siècle, mais aussi aux éléments de ce dernier qui restent aujourd'hui des impensés, par exemple le processus de « dépassement » qui aurait dû investir la représentation par l'État et le parti et qui était implicite dans l'idée d'avant-garde (ce qui a parfois voulu dire jouer une forme de représentation contre l'autre).

Voici la proposition de Tronti dans cet horizon de crise épocale :

Comprendre le pourquoi d'une fin veut dire comprendre soi-même au début, dans le choix du camp qui est notre propre choix, dans la décision de prendre part à une tentative, à un essai, dans la volonté de confronter un point de vue théorique à la vérification des faits : même si les faits disent *non* à la pensée¹⁴³.

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 118.

¹⁴² *Ibid.*, p. 11.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 117.

Il n'en reste pas moins que la pensée de cette défaite n'est pas très loin de ces quelques mots lancés dans *Ouvriers et capital*, dans la certitude de la victoire:

Lorsque nous trouvons d'un côté ceux qui disent : « demain tout explosera et le vieux monde s'écroulera », de l'autre ceux qui disent : « rien ne bougera pendant cinquante ans », et que les premiers se voient infligé le démenti des faits qui donne raison aux autres, nous sommes là du côté des premiers, nous qui devons rester avec ceux qui se trompent¹⁴⁴.

¹⁴⁴ M. Tronti, « Marx, forza-lavoro, classe operaia », *op. cit.*, p. 234.

Mario Tronti e l'operaismo politico degli anni Sessanta.

MICHELE FILIPPINI

L'esperienza politico-intellettuale dell'operaismo italiano può essere ormai considerata un "classico" del marxismo novecentesco. Dopo l'oblio degli anni Ottanta, dopo l'attivismo e la nuova visibilità dei movimenti "globali" a cavallo del secolo, la rilettura di questa esperienza è diventata un esercizio fecondo e imprescindibile per chiunque voglia tornare a una marxiana tradizione forte di pensiero. Il lascito pratico-teorico di questa esperienza è stato "socializzato" e in buona parte "rielaborato" nelle lotte e nella lettura politica che se ne è data, fuoriuscendo dagli stretti confini italiani per contaminare altri ambiti e paesi.

Da questo punto di vista la storia dell'operaismo è sostanzialmente una storia di vittorie. Non si fraintenda, la sconfitta subita sul campo del conflitto operaio nei decenni '60 e '70 è stata senza appello, l'oblio nel quale questa esperienza è stata confinata ci parla ancora di un paese che non ha fatto i conti con la propria piccola "guerra civile". Ma la sua fortuna come "cassetta degli attrezzi" di dispositivi teorici, come serbatoio di esperienze politiche sulle quali misurare l'azione è innegabile. Quella dell'operaismo è quindi la storia di una, seppur parziale, vittoria postuma. La necessità della rottura nel punto più alto dello sviluppo, la pratica teorica del "punto di vista" per cui serve una parzialità per cogliere la totalità, l'anteriorità del conflitto rispetto allo sviluppo capitalistico sono solo alcuni dei grimaldelli teorici che l'operaismo è stato in grado di forgiare e che, ripresi oggi, possiedono ancora una certa carica esplicativa.

Accanto a questa storia fatta di brucianti sconfitte ma anche di riemersioni carsiche, inaspettate, di dispositivi teorici e attitudini critiche, ce n'è però un'altra spesso negletta e fraintesa, ma non per questo meno interessante. Negletta perché schiacciata dal combinato disposto di illegalità diffusa e repressione statale degli anni '70, fraintesa perché conclusasi drasticamente prima del '68, quindi facile preda della strumentalizzazione degli "intellettuali" del movimento.

Questa storia è la storia dell'operaismo *politico*, che fu parte *essenziale* e *dirimente* dell'esperienza operaista italiana. Tale esperienza è letta in questo saggio alla luce del percorso intellettuale di Mario Tronti, se non l'unico certo il più influente tra quelli che elaborarono una strategia *politica* per l'operaismo. Se la storia della *teoria* operaista è sostanzialmente una storia di vittorie, la storia della *politica* operaista è la storia di un'inappellabile sconfitta.¹

Premessa necessaria a un'analisi di questo tipo è la considerazione dell'unità oggettiva del momento teorico e di quello politico nella *vicenda* operaista. E non potrebbe essere altrimenti vista la tradizione di pensiero in oggetto. Quello che viene messo in questione, invece, è l'eredità politico-teorica che questa esperienza ha sedimentato, la cultura politica che ha mancato di radicare nella sinistra novecentesca. E in questo caso l'operazione di distinzione, di contrapposizione, fosse anche di accentuazione unilaterale di alcuni aspetti, deve essere considerata legittima, se permette di avere spalle più forti e strumenti migliori per la lotta politica nel presente.

È in questo senso che si parlerà di *operaismo politico*. Ovvero del tentativo, soprattutto trontiano, di elaborare strategie politiche sulla base delle assunzioni teoriche e delle esperienze concrete di lotta degli anni '60. La storia di questo tentativo inizia con il primo dei *Quaderni Rossi* (1961) e si conclude con l'ultimo numero di *classe operaia* (1967). Coinvolge nel suo percorso un'area culturale e politica abbastanza vasta, formata da nuclei più o meno attivi

¹ Nella mia analisi mi servirò quasi esclusivamente dei testi del periodo 1959-67. Oltre alle annate dei *Quaderni rossi* e di *classe operaia*, è risultato di grande utilità il massiccio volume di documenti pubblicato di recente da DeriveApprodi (*L'operaismo degli anni Sessanta*, a cura di Giuseppe Trotta e Fabio Milana, Roma, DeriveApprodi, 2008). Le citazioni degli articoli di Tronti sono presi dalle versioni originali dei periodici, non dalla raccolta fatta in *Operai e capitale*, dove alcune piccole variazioni lessicali sono state introdotte.

soprattutto nelle città del nord Italia. Procede inizialmente seguendo le direttive di Raniero Panzieri, elemento di unione tra i due gruppi più numerosi e influenti, quello romano (Tronti, Asor Rosa, Di Leo, Coldagelli, De Caro) e quello torinese (Rieser, Alquati, Gasparotto, Gobbi, Soave, Mottura), diversi per formazione e intenti, ma almeno inizialmente concordi sulla necessità di studiare le dinamiche della fabbrica moderna e della classe operaia in quello che veniva chiamato il neocapitalismo. Prosegue poi ancora più intensamente nei quattro anni di *classe operaia*, sotto la guida politica diretta di Mario Tronti. Termina infine con la chiusura della rivista, “imposta” da Tronti quando il pericolo della trasformazione in gruppo minoritario si era fatto troppo grande.

Se si vuole individuare uno spazio temporale preciso, questa esperienza finisce allora nel 1967: le successive elaborazioni teoriche dei protagonisti, per quanto frutto e continuazione di quell’esperienza, non hanno più la pretesa di imporsi come discorso politico-strategico per la classe operaia e per il movimento operaio. La sconfitta strategica, con i suoi prologhi e i suoi epiloghi, matura nei 10 anni che intercorrono tra i carri armati sovietici a Budapest e gli studenti in assemblea alla Sorbona. Nell’interregno dove molte cose si sono mosse, gli operai soprattutto, il tentativo operaista di «creare un partito per *quella* classe operaia», e poi quello, nutrito di più realismo, di creare un «ceto politico alternativo»² per il partito che già c’era, si sviluppa e si estingue. La teoria operaista rivive nel ’68, si reincarna nei gruppi degli anni ’70, in modo contraddittorio rivive anche dentro il ’77. I suoi protagonisti continuano a far fruttare quell’esperienza dentro altre proposte, soprattutto culturali (Asor Rosa e il populismo della letteratura italiana, Cacciari e il pensiero negativo, Tronti e l’autonomia del politico, ecc), ma la consapevolezza della difficoltà del campo del *politico* non permette più una presa di parola strategica³. Dopo, tutti i tentativi sono rivolti

² Mario Tronti, «Intervista», in *L’operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 605-6.

³ Alberto Asor Rosa ribadisce così l’importanza politica dell’esperienza operaista: «Penso in conclusione che il lascito di queste esperienze non possa essere solo culturale, ma sia anche e soprattutto politico. Se fosse solo culturale e accademico, se avessimo lottato per creare tre o quattro scuole universitarie di sociologia, ci dovremmo dare una revolverata» (Alberto Asor Rosa, «Intervista», in *L’operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 676-77).

al programma minimo: ricreare le condizioni perché quel terreno si dia ancora una volta, per poter riprendere la lotta.

La ricostruzione che segue non ha come scopo principale quello di approfondire storiograficamente l'esperienza operaista; anche per questo non è strutturata e supportata da una letteratura secondaria (critica) o dai pur numerosi ripensamenti degli stessi protagonisti sulla portata e le potenzialità delle scelte fatte. Non si tratta quindi di un "saggio accademico", che deve necessariamente dare un colpo al cerchio e uno alla botte, ma di un resoconto fedele alle fonti primarie indagato da un preciso angolo prospettico. Questa ricostruzione pretende invece di rimanere fedele allo "spirito del tempo", riportando con la massima chiarezza il tentativo di giocare *politicamente* una fase di conflitto all'interno di una *contingenza* ben determinata. Queste elencate sono scelte volute, imposte da una vaga presunzione di voler parlare all'articolazione politica del presente più che alla ricostruzione storica degli errori del passato. Il monito rimane quello schmittiano: «Il "politico" non consiste nella lotta stessa, che ha le sue proprie leggi tecniche, psicologiche e militari, ma, com'è stato detto, in un comportamento determinato da questa possibilità reale, nella chiara coscienza della situazione particolare in tal modo creatasi e nel compito di distinguere correttamente amico e nemico».⁴

I due gruppi più consistenti che danno vita ai *Quaderni rossi*, come abbiamo già detto, sono quello torinese, composto da giovani sociologi di formazione weberiana, interessati soprattutto allo *studio* delle dinamiche della nuova società industriale, e quello romano, composto da giovani intellettuali gravitanti attorno al PCI, più inclini a rifiutare la divisione tra ricerca sociale e intervento politico nelle lotte. Così scrivono Giuseppe Trotta e Fabio Milana nella loro raccolta di materiali su *L'operaiamo degli anni Sessanta*:

Si tratterà di un lavoro politico autonomo, anche se non settario, rispetto al movimento operaio, a partire dall'ipotesi di una "crisi" nel rapporto tra "condizioni di lotta" e "politica dei partiti"; questa crisi andrà elaborata dai due lati: quello

⁴ Carl Schmitt, «Il concetto di "politico"», in Id., a cura di Gianfranco Miglio e Pierangelo Schiera, *Le categorie del "politico"*, Bologna, il Mulino, 2006, p. 120.

“soggettivo”, quindi teorico e politico, rispetto a cui il sottogruppo romano ha già maturato esperienze decisive, e quello “oggettivo” della situazione di classe nel punto più avanzato dello sviluppo capitalistico, cui appare deputato il sottogruppo torinese⁵

Dopo appena tre numeri dei *Quaderni rossi* la questione dell'intervento politico diretto nelle lotte spaccherà il gruppo. Tronti, Asor Rosa, Alquati, Negri e altri usciranno dalla redazione della rivista e fonderanno un nuovo giornale, *classe operaia*, che porterà l'eloquente sottotitolo di “mensile politico degli operai in lotta”. Dal 1964 al 1967, nei suoi quattro anni di vita, *classe operaia* compirà una serie di svolte tattiche coerenti con il mutare dei rapporti di forza. La linea non sarà mai data una volta per tutte, seguirà gli spostamenti e le ricomposizioni, occuperà i posti lasciati vacanti dall'avversario, giocherà sul terreno dove la battaglia egemonica si fa più stringente. Il problema teorico-politico al centro dell'analisi diventerà sempre più quello del rapporto con il movimento operaio. Su questo piano la svolta o sarà di massa o non sarà. Quando il capitalista collettivo prende le forme della pianificazione democratica, la classe operaia può pensare di combattere sul suo stesso piano solo se decide, al livello delle sue organizzazioni, di combattere in fabbrica sul terreno del neocapitalismo. Nel 1967 la partita sarà già persa. Le aperture immaginate dopo la morte di Stalin, la messa in discussione del carattere “popolare” del PCI e la forza stessa della classe operaia di imporre il piano del discorso alle sue organizzazioni si manifesteranno per quello che sono: speranze non realizzate. *classe operaia* chiuderà con un gesto radicale, rifiutando la politica della mera sopravvivenza o del riciclo in esperienze minoritarie.

Questa, che è *anche* la storia di un gruppo di giovani intellettuali, non è *solo* la loro storia. È anche la storia di un pezzo di classe operaia che nelle loro parole si è riconosciuto e per le quali ha lottato. Questo gruppo si trovò, nel suo piccolo, a elaborare una strategia e a gestire una tattica che alludessero a una generalizzazione del discorso, a un coinvolgimento sempre maggiore delle nuove generazioni operaie, a un'operazione di “egemonia” sull'intero

⁵ Giuseppe Trotta e Fabio Milana, *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 71.

movimento operaio. Questi tre elementi viaggiarono insieme nell'esperienza dell'operaismo politico e coerentemente, una volta scomparse le condizioni per giocare su questi piani, ne decretarono la fine.

L'insistenza sulla necessità di non separare ricerca e pratica, astrazione teorica e lotta politica, è un elemento centrale presente nel background teorico dei partecipanti all'esperienza dei *Quaderni Rossi*. Nel secondo dopoguerra, a fronte della declinazione idealista e umanitaria del marxismo fatta da Togliatti e dal gruppo dirigente del PCI, era sopravvissuta una corrente “eterodossa” (Umberto Cerroni, Lucio Colletti, Giulio Pietranera, Mario Rossi), facente capo soprattutto all'insegnamento di Galvano Della Volpe, che aveva continuato a leggere le opere di Marx come opere “scientifiche”. L'eredità teorica di questa tradizione, soprattutto attraverso Lucio Colletti, concorre a gettare le basi per l'impostazione radicale del rapporto tra teoria e pratica che sta alla base dell'operaismo politico. Già nel 1959, in un seminario organizzato dall'Istituto Gramsci su *Marxismo e sociologia*, Lucio Colletti e Mario Tronti presentavano due relazioni sostanzialmente complementari: la prima, che diventerà uno dei testi più celebri di Colletti, gettava le fondamenta per un discorso marxiano sull'unità di teoria e pratica attraverso il concetto di “astrazione determinata”, la seconda, uno dei primi interventi di Tronti, declinava queste assunzioni nella pratica politica di un ricercatore-teorico. Scriveva Colletti:

Se prendiamo dunque *isolatamente* (cioè astrattamente) il solo livello ideale o solo quello materiale, ne risulta (come si vede) una separazione dualistica tra la produzione come produzione *delle cose* da una parte, e la produzione come produzione dei *rapporti umani* dall'altra; ovvero una scissione di *produzione e distribuzione*⁶

Queste erano le impostazioni, da una parte, dell'economicismo, che dalla «produzione *delle cose*» derivava tutte le relazioni sociali senza mediazioni ideologiche o politiche, dall'altra, del marxismo hegeliano-idealistico, inteso come declinazione dialettica del marxismo che connotava quest'ultimo come ideologia specifica della classe operaia. La sfida lanciata da

⁶ Lucio Colletti, *Ideologia e società*, Bari, Laterza, 1972, p. 8-9.

Colletti era quella di uscire dalle secche teoriche di questi due marxismi specularmente inerti:

Impossibile, dunque, avere una *concreta* società se non a condizione che si prendano insieme: produzione e distribuzione, rapporti di produzione e rapporti sociali, struttura economica e livello ideologico-politico, struttura e sovrastruttura⁷

Per fare questo, per prendere insieme due aspetti che venivano contrapposti proprio per essere mistificati, era necessario tornare al concetto marxiano di “astrazione determinata”, il solo in grado di rendere un «processo oggetto-soggetto *oggettivo*»⁸, ovvero di considerare l’elemento soggettivo come parte integrante della realtà oggettiva, come quell’elemento specifico che riflette su questa realtà ma ne fa anche parte:

Per un verso, dunque, istanza dell’osservazione-induzione: e qui è inconcepibile un oggetto o un processo che non sia questo *particolare* processo, questa particolare *natura*; per un altro verso, invece, istanza dell’ipotesi-deduzione: cioè, è inconcepibile per noi un particolare processo o fenomeno che non sia un fenomeno-*modello* o tipico⁹

Da questi presupposti Colletti declinava appunto *Il marxismo come sociologia*, come recita il titolo del saggio, mostrando come Marx

non lavorò con due criteri, ma con categorie che fin dall’inizio e già nella loro più intima struttura rappresentano insieme fattori (oggetti, condizioni) della produzione e agenti storico-sociali, sono cioè a un parto economiche e storiche. (...) Tutti i suoi concetti [di Marx] sono economici e sociologici insieme¹⁰

Il compito doveva allora essere quello di ritornare a parlare di classe nel «duplice significato sia di fattori o *condizioni oggettive* della produzione (naturalmente: a una certa fase storica della divisione del lavoro) sia di *agenti politici* dell’intero processo sociale umano».¹¹

⁷ *Ibid.*, p. 9.

⁸ *Ibid.*, p. 13.

⁹ *Ibid.*, p. 10.

¹⁰ *Ibid.*, p. 16.

¹¹ *Ibid.*, p. 18.

Al convegno nel quale Colletti presentava questo scritto seguiva una relazione di Mario Tronti, appena ventottenne, che si configurava come una presa in carico “politica” del suo discorso: «Pensando alla figura di Marx, come è possibile distinguere il filosofo dal politico, lo storico dall’economista? È assolutamente impossibile». ¹² Qualche anno più tardi Tronti scriverà, a proposito dell’«unità organica di economia e di sociologia»: «Da qui, da questo punto bisogna ripartire, anzi a questo punto bisogna saltare» ¹³. Il salto che Tronti ha in mente quando scrive queste parole è il salto che può compiere solamente una nuova figura di intellettuale:

Direi che la peggiore cosa che si può fare all’interno del marxismo è proprio di operare questa scissione, di operare e di contrabbandare, di non dirla esplicitamente ma di aspettare e di dare per scontata questa scissione tra teorici e ricercatori ¹⁴

È un salto che va fatto con la pratica politica, con l’organizzazione di classe, con l’intervento diretto nelle lotte:

Se il *Capitale* è nello stesso tempo un’opera scientifica e un momento di azione politica che sposta la realtà oggettiva delle cose, si potrebbe sostenere inversamente che la stessa Rivoluzione d’Ottobre o la Comune di Parigi sono nello stesso tempo un grande movimento pratico e una potente scoperta teorica ¹⁵

Siamo nel 1959, questa potente scoperta teorica va trovata e agita nella fabbrica, nell’organizzazione del nuovo “operaio massa”, e questo è quello che si prefigge il nascente gruppo dei *Quaderni rossi*. Ma già da qui, già dal preludio del suo inizio, è presente in Tronti la necessità di fare i conti con l’articolazione più specificamente politica di questo intervento; già da qui il problema si pone anche come problema del rapporto con il movimento operaio:

Concluderei proprio con la figura di questo scienziato marxista, che nella teoria si pone questa necessità di unificare momenti

¹² Mario Tronti, «A proposito di marxismo e sociologia», comunicazione al seminario *Marxismo e sociologia* (Roma, Istituto Gramsci, 13-19 aprile 1959), in *L’operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 78.

¹³ Mario Tronti, «Marx ieri e oggi», in *Mondo Nuovo*, 1, 1962 (ora in Mario Tronti, *Operai e capitale*, Torino, Einaudi, 1980, 2° ed., p. 36.

¹⁴ Mario Tronti, A proposito di marxismo e sociologia, op. cit., p. 79.

¹⁵ *Ibid.*, p. 79.

eterogenei: la persona che riesce, con un equilibrio che è proprio un equilibrio scientifico, pratico, conquistato non una volta per tutte, ma quotidianamente, nella ricerca e nel contatto pratico, a garantire un legame concreto e con la teoria, da un lato, e con la pratica, cioè *con la classe, con il Partito*, dall'altro. Un doppio cammino che poi si unifica proprio all'interno del lavoro dell'intellettuale, per cui si ritrova sia il marxismo teorico, sia la lotta pratica e politica del movimento operaio in generale¹⁶

Questa riscoperta del metodo dell'«astrazione determinata», con il suo passaggio dal concreto all'astratto e poi di nuovo al concreto, permette anche di legare sin da subito la metodologia con la ricerca. Il ribaltamento è radicale, si passa dall'assunto idealistico per cui la teoria “si mette in pratica” alla teoria (l'astratto) come unica possibile determinazione “reale” del concreto: l'immediatezza del dato empirico è una mistificazione se non è adeguatamente “modellizzata” in concetti astratti (ma storico-teorici) che vanno poi costantemente verificati nella pratica. Scopriamo in questo inizio addirittura un motivo hegeliano negli elementi fondanti la pratica teorica del gruppo, non a caso derivato da Colletti¹⁷ e dalla lettura del libro di Ilienkov, *La dialettica dell'astratto e del concreto nel Capitale di Marx*, tradotto in italiano nel 1961, che fissa nel dato empirico isolato l'astrattezza più vaga e nell'astrazione l'unica possibilità per poter comprendere la realtà. E questo vuol dire, già da

¹⁶ *Ibid.* (corsivi miei)

¹⁷ «Si comprende, a questo punto, come questa unità di economia e sociologia, di natura e storia in Marx non significhi identità dei due termini (...) è, sì, totalità ma *determinata*; che è sì sintesi ma di distinti; che è sì *unità* ma di *eterogenei*. Dove è facile vedere (sia pure di scorcio) ciò che Marx deve a Hegel e come, d'altra parte, egli ne sia al tempo stesso lontano» (Lucio Colletti, *Ideologia e società, op. cit.*), p. 17-18. «E poiché *metodo* e *oggetto* qui organicamente si tengono, ben si comprende come quei marxisti i quali non sono finora riusciti a penetrare la profonda originalità del metodo di Marx, falliscano anche nell'identificazione dell'oggetto della sua opera. E, infatti, come di fronte al carattere vivo e dinamico con cui il regime di produzione e di scambio borghese balza fuori dalle pagine del *Capitale*, essi fanno appello alla “falsa mobilità” (Marx) della dialettica hegeliana, ai giochi formali della “negazione della negazione”, senza avvedersi che è proprio da questa *unità di eterogenei* (onde, ripetiamo, i fattori *oggettivi* della produzione si presentano insieme come *soggetti* o classi sociali) che l'analisi di Marx deriva il suo carattere *dinamico*» (*Ibid.*, p. 20-21).

ora, misurare col metro dell'efficacia politica la stessa teoria, che non si dà teoria se non si incarna in un soggetto, se non fa storia, se non apre breccie per l'azione che può validarne i suoi stessi presupposti.

In Tronti il discorso di Colletti sull'astrazione determinata e sull'unità organica di teoria e pratica si declina come necessaria unità del momento teorico con la lotta pratico/politica della classe operaia. Dentro allo stesso campo giocano quindi, con pari dignità, le scoperte teorico/scientifiche della nuova composizione di classe con il loro momento politico, identificato già a questo stadio iniziale come rapporto tra "classe" e (quel) "Partito", tra operai in lotta e movimento operaio. Per Tronti sarà questa la stella polare di tutta l'esperienza operaista: l'indisponibilità a considerare autonomamente il livello della composizione di classe dalla sua organizzazione politica. Il punto su cui batterà continuamente, e sul quale si consumeranno scissioni, dissidi e finanche rancori personali, rimarrà quello dell'unità organica di teoria e pratica politica dentro un processo "generale" di organizzazione della classe, quell'«unità degli eterogenei» che non si configurerà mai come identità (e la sconnessione dei piani elaborata nella successiva svolta dell'"autonomia del politico" lo dimostra), ma come sforzo continuo di raccordare strategicamente i due ambiti.

Ancora. Qui c'è la definizione del campo di azione che l'operaismo politico praticherà negli anni a venire, la considerazione dei processi come momenti economico-oggettivi e politico-soggettivi insieme. Con le parole di Colletti: «Il soggetto è *parte* dell'oggetto, momento interno all'oggetto e, quindi, esso stesso *oggettivo*».¹⁸ Qui c'è anche la conquista teorica della "politicalità" delle statuizioni metodologiche, per cui la metodologia è già in se stessa un modo a cui guardare l'oggetto, che influisce sulla sua oggettività:

Con Marx (...) abbiamo che il discorso sul metodo implica insieme una particolare assunzione della realtà, pur senza riuscire mai a risolverla in sé o ad annullarla (...) si vede bene come una particolare assunzione di metodo implichi una particolare strutturazione dell'oggetto e viceversa¹⁹

¹⁸ Lucio Colletti, *Ideologia e società*, op. cit., p. 13.

¹⁹ *Ibid.*, p. 10-11.

Infine, c'è la definitiva presa di distanza dalla tradizione idealista:

Se è ben vero che il *Capitale* tratta un processo sociale umano, ciò non vuol dire affatto che un processo sociale umano sia poi riducibile ai semplici rapporti sociali *ideologici*, cioè a un complesso di meri comportamenti *intenzionali*, consapevoli, a un semplice rapporto di idee. Esso è bensì un rapporto che si stabilisce tra soggetti che sono *enti naturali*; anche se poi è vero che questi enti naturali hanno a loro volta la peculiarità di essere *soggetti*²⁰

Quello che Lucio Colletti scrive alla fine degli anni '50 ha molto a che fare con la considerazione politica delle opportunità che si aprivano e chiudevano al nuovo soggetto operaio nelle traversie degli anni '60. E l'operaiamo nasce e cresce su questo terreno. La considerazione dell'oggettività (storico-concreta) dei rapporti politici, ma anche la loro vischiosità, la loro non immediata traducibilità in fenomeni lineari, è parte strutturante dell'azione e della pratica operaista. Le scelte tattiche e strategiche fatte in quegli anni sono anche una conseguenza di processi economico-politici a cui bisognava far fronte:

Affrontare il problema della verifica del rapporto teoria-politica, comporta allora che si assuma come presupposto la constatazione empirica che “il marxismo è scientifico” per le forze che lo usano e nella misura in cui si rivela strumento funzionale, nel rapporto con la lotta di classe, ad individuare, gestire ed allargare precisi spazi politici²¹

Proprio perché l'oggettività dei processi è un'oggettività storico-concreta, il lato politico di una pratica teorica deve essere elaborato in modo conseguente, e la teoria deve seguire incessantemente lo sviluppo politico delle situazioni. Questo atteggiamento appare chiaro in Tronti già nel '62. A questo proposito scriveva infatti Panzieri:

Il salto è rappresentato, ovviamente, dalla presa di coscienza politica del capitalismo circa il suo attuale stato di sviluppo (...). È lo stesso “salto” che ha reso più chiare e più

²⁰ *Ibid.*, p. 18.

²¹ Dario Lanzardo, «Appunti per una riconsiderazione del rapporto teoria-politica in Panzieri», in *aut aut*, 149-150, fascicolo speciale su Raniero Panzieri e i *Quaderni Rossi*, 1975, p. 36.

impegnative le linee della ricerca teorica: le impostazioni ed elaborazioni recenti di Mario sono radicate in questa realtà, non sono un semplice sviluppo “ontogenetico” del pensiero di Mario, o un momento dialettico “al di là” di Colletti.²²

E questa sfida era molto più difficile di quella prettamente “teorica”, di *appeal* rivoluzionario, che l’operaismo aveva in parte già vinto, almeno tra gli operai e alcuni intellettuali. Lo stesso Tronti rileverà dopo i primi numeri di *classe operaia* come «il discorso teorico si è impiantato, ha ormai acquistato una sua autonomia, una forza intrinseca che difficilmente verrà bloccata nei prossimi anni», mentre il discorso politico era rimasto poco sviluppato, per cui si era creato un «distacco (...) un vuoto (...) tra il livello teorico e il livello politico».²³

Nell’editoriale del secondo numero dei *Quaderni rossi* Tronti, dopo aver fatto l’esegesi dei passi marxiani che dimostrano la duplicità della posizione dell’operaio nello sviluppo/rifiuto del capitalismo, ribadisce la consustanzialità del momento politico e di quello economico nello sviluppo capitalistico:

È per la mediazione della legislazione, con l’intervento della legge, attraverso l’uso del diritto, è cioè sul *terreno politico* che per la prima volta il contratto di compravendita tra capitalista singolo e operaio isolato si trasforma in rapporto di forza tra classe dei capitalisti e classe operaia. E sembra questo un passaggio che fa intravedere il terreno ideale su cui solo può svolgersi lo scontro generale di classe.²⁴

Tronti riprende l’analisi marxiana della legislazione sulle fabbriche in Inghilterra come esempio di lotta di classe operaia che «ha costretto il capitalista a modificare la *forma* del suo dominio».²⁵ Questa “costrizione” che si applica al capitalista singolo diventa motore di sviluppo per il capitalista collettivo, cioè per l’insieme dei capitalisti nel loro rapporto con l’operaio collettivo, ovvero con la classe operaia organizzata:

²² Raniero Panzieri, lettera ad Alberto Asor Rosa, 10 maggio 1962, in *aut aut*, op. cit., p. 12-13.

²³ Mario Tronti, «Relazione al convegno di Piombino del 1° maggio 1964», in *L’operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 377-78.

²⁴ Mario Tronti, «La fabbrica e la società», in *Quaderni rossi*, n. 2, 1962, p. 13.

²⁵ *Ibid.*

La pressione della forza-lavoro è capace di costringere il capitale a modificare la sua stessa composizione interna; interviene *dentro* il capitale come componente essenziale dello sviluppo capitalistico²⁶

Per Marx, continua Tronti, è chiaro come la *legislazione sulle fabbriche*, prima reazione consapevole e *pianificata* della società alla figura spontaneamente assunta dal suo processo di produzione sociale è prodotto necessario della grande industria, quanto il filo di cotone, i *self-actors* e il telegrafo elettrico²⁷

Quindi,

lo scontro di classe sul terreno politico, la mediazione politica della lotta di classe, è stata, *in quel caso*, nello stesso tempo, il *risultato* di un certo grado dello sviluppo e il *presupposto* perché quello sviluppo si conquistasse un suo proprio meccanismo autonomo²⁸

È da questo punto che inizia il ragionamento trontiano sul ruolo nel presente del movimento operaio rispetto allo sviluppo capitalistico. I suoi sforzi sono tutti concentrati verso la “radicalizzazione operaia” del partito e la politica di rifiuto del sindacato alla collaborazione per le politiche di piano, quindi contro il loro uso capitalistico per le esigenze di regolazione del sistema.

Quel “*in quel caso*”, riferito alla legislazione inglese sulle fabbriche, sottolinea proprio la possibilità di una politica alternativa per la classe operaia che non sia funzionale alla stabilizzazione del sistema, ma che sia in grado, con la tenuta politica dell’interesse specificamente operaio, di esasperarne le contraddizioni. Il capitalismo necessita, a questo stadio del suo sviluppo, di una pianificazione generale della sua crescita che non può essere fatta senza il coinvolgimento della stessa forza-lavoro. In questo scenario,

il tentativo di integrazione della classe operaia dentro il sistema è quello che può provocare la risposta decisiva della rottura del sistema, portando la lotta di classe al suo livello massimo. C’è un punto dello sviluppo in cui il capitalismo si trova in questo stato di necessità; se passa, ha vinto per un lungo periodo; ma

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Karl Marx, *Il capitale*, Libro 1, IV sez., cap. 13, Roma, Editori Riuniti, 1994, p. 527. Citato da Tronti in «La fabbrica e la società», *op. cit.*, p. 15.

²⁸ Mario Tronti, «La fabbrica e la società», *op. cit.*, p. 15.

se la classe operaia *organizzata* riuscisse a batterlo una prima volta su questo terreno, nascerebbe allora il modello della rivoluzione operaia nel capitalismo moderno²⁹

Il capitalista collettivo, a un certo grado di sviluppo, ha la necessità di controllare il movimento della forza-lavoro, di vedere tutto il lavoro «dentro il capitale» e di ridurre l'operaio a «funzione del capitalista», ha la necessità di programmare sul lungo periodo il rapporto capitale-lavoro:

Su questa base, l'integrazione della classe operaia dentro il sistema diventa necessità *vitale* per il capitalismo: il rifiuto operaio di questa integrazione impedisce al sistema di funzionare. Diventa possibile una sola alternativa: stabilizzazione dinamica del sistema o rivoluzione operaia³⁰

La situazione politica italiana nei primi anni '60 prefigurava un contesto di grande offensiva capitalistica. La pianificazione, che aveva come presupposto pratico la formazione di governi di centrosinistra, nei quali le forze del movimento operaio dovevano garantire il disciplinamento se non dei lavoratori almeno delle loro lotte, era il tema al centro dello sviluppo capitalistico in questa fase espansiva. Il PCI, nel caratterizzarsi come partito "di popolo", era però scoperto sul fronte di questa offensiva. Scriveva ancora Tronti:

Troppi pensano ancora che il partito possa dirigere la rivoluzione restando *chiuso fuori dalla fabbrica*; che l'azione politica cominci laddove il rapporto di produzione finisce; e che la lotta *generale* contro il sistema sia quella che si svolge ai vertici dello Stato borghese³¹

Era quindi necessaria una radicale revisione della stessa analisi del capitalismo italiano, interpretato finora alla luce della sua arretratezza, dei suoi processi degenerativi e in preda a una "stagnazione monopolistica".³² Come sottolineava Alberto Asor Rosa, al contrario,

²⁹ *Ibid.*, p. 26.

³⁰ *Ibid.*, p. 27.

³¹ *Ibid.*, p. 30.

³² Nel secondo numero dei *Quaderni rossi* Asor Rosa descriveva così l'impostazione del movimento operaio: «In conclusione, dunque, una concezione culturale arcaica, arretrata, elaborata per un modello agli albori del capitalismo più che per un mondo avviato alla piena industrializzazione, in una fase d'impetuoso sviluppo e

sembrava che il capitale andasse realizzando una manovra di estrema abilità: prima con lo sconfiggere la classe operaia in fabbrica, poi profondamente ristrutturando e ampliando l'apparato produttivo, quindi invadendo il paese con la suggestione delle sue ideologie e della sua forza *obiettivamente* razionalizzatrice, per riuscire infine a spaccare con il centro-sinistra le alleanze interne al movimento operaio, attirando nel governo il partito socialista allo scopo dichiarato di mettere alle corde i comunisti³³

Sempre Asor Rosa, sul secondo numero dei *Quaderni rossi*, denunciava come

si è puntato tutto sulla prospettiva di una società capitalistica poco sviluppata, e ci si accorge ora che il capitalismo ha posto esso in crisi, con il suo enorme sviluppo, questo schema di “battaglia culturale”. Ma non si riesce a sostituirlo né a porsi il problema di sostituirlo³⁴

La concezione culturale del PCI negli anni '50 si basava su una visione della cultura come “valore universale”, oggettivo, non legato a un contenuto specifico di classe. Il filone di pensiero che veniva costruito come suo supporto era quello della tradizione idealista nazionale, da De Sanctis a Croce fino a Gramsci, accompagnato da una lettura idealista e positivista di Marx, che comprendeva il suo stretto legame con l'idealismo tedesco e una conseguente concezione del marxismo concepito come sistema di pensiero, *Weltanschauung*, che nelle sue declinazioni più meccaniche diventava materialismo dialettico. Questo implicava anche una lettura del marxismo come movimento progressivo e umanitario, da inserire nel sistema culturale borghese tramite una serie di alleanze. In ombra restava sempre la caratura scientifica degli scritti di Marx, il loro connotato di “scienza operaia” per l'analisi del capitalismo. In una congiuntura di sviluppo impetuoso che metteva in crisi queste letture, l'operaismo cercava invece di riscoprire il Marx del *Capitale* contro le “ideologie marxiste”:

rinnovamento del capitalismo» Alberto Asor Rosa, «Il punto di vista operaio e la cultura socialista», in *Quaderni rossi*, n. 2, 1962, p. 121.

³³ Alberto Asor Rosa, «La cultura», in *Storia d'Italia IV. Dall'Unità a oggi*, t. 2, Torino, Einaudi 1975, p. 1650.

³⁴ Alberto Asor Rosa, «Il punto di vista operaio e la cultura socialista», *op. cit.*, p. 122.

Si trattava di elaborare, da un “punto di vista operaio”, una posizione capace di misurarsi con le politiche di piano (non importa se “economiche” o “democratiche”), peraltro polemicamente auspiccate, in quanto coerenti col modello teorico di sviluppo capitalistico elaborato nei mesi precedenti³⁵

Questa posizione doveva però essere sostanziata da un’azione pratico-politica sulla classe e sul movimento operaio; la prassi, alla luce delle analisi fatte, doveva avere un primato scientifico oltre che politico; parafrasando Tronti, bisognava trovare nelle lotte della classe operaia quella «potente scoperta teorica» che avrebbe permesso a queste «astrazioni determinate» di funzionare. Su questo punto, già prima dell’uscita del secondo numero dei *Quaderni rossi*, iniziarono a manifestarsi i primi contrasti tra il gruppo degli “interventisti” romani e quello dei “sociologi” torinesi:

Era opinione di questi ultimi che a difettare fosse piuttosto l’analisi scientifica del capitale, senza il cui apporto ogni generalizzazione tentata a partire dai comportamenti operai avrebbe continuato a ricadere nel più ingenuo immediatismo³⁶

Una parziale ricomposizione si ebbe con il seminario organizzato a fine aprile ’62 a Santa Severa, al quale seguì poco dopo un testo di compromesso, le cosiddette “tesi Panzieri-Tronti”, che ebbero vita breve e posticiparono solamente di un numero la resa dei conti.³⁷

³⁵ Giuseppe Trotta e Fabio Milana, *L’operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 131.

³⁶ *Ibid.*, p. 132.

³⁷ Un esempio delle due posizioni che si fronteggiarono a Santa Severa può essere dato da due estratti dalla relazione di Tronti e da un articolo di Rieser. Tronti: «Il concetto di proletarizzazione che è crescente (...). Non dobbiamo aspettare che questo processo sia compiuto per rappresentarlo: bisogna anticiparlo anche se a un livello non verificato (...) Nell’analisi di fabbrica che facciamo non andiamo a cercare l’operaio collettivo ma cerchiamo altre cose che possono essere utili solo se le vediamo attraverso questa figura» (Mario Tronti, «Intervento conclusivo al seminario di Santa Severa», in *L’operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 164-65). Rieser: «Secondo noi, su questo piano, si può arrivare a confusioni abbastanza pericolose (in cui riaffiorano posizioni hegeliane) sul ruolo dell’impianto logico-formale della ricerca (...) Ci sembra che, nelle cose sostanziali, [la posizione di Tronti] possa essere condivisa anche da chi non arriva a certe connessioni di tipo “globale”, e si limita all’uso sociologico di alcuni strumenti marxisti, senza giurare sulla loro possibilità di ricomposizione in una teoria rivoluzionaria del proletariato» (Vittorio Rieser e Laura Balbo, «La sinistra e lo sviluppo della sociologia», in

Nel giugno del 1962 gli scioperi dei metalmeccanici FIAT (la più grande industria italiana) si moltiplicavano. Riprendeva una grande stagione di mobilitazione dopo il lungo periodo di silenzio seguito alla sconfitta della FIOM, il sindacato più rappresentativo tra i metalmeccanici, nel 1954. I sociologi borghesi avevano letto questa assenza di conflitto come la prova della definitiva inclusione degli operai FIAT nel ciclo a-conflittuale del benessere e del consumo moderni. Il gruppo dei *Quaderni rossi*, al contrario, leggeva questo prolungato silenzio non come assenza di conflitto, ma come manifestazione di una sua nuova forma:

Noi eravamo convinti di essere di fronte a una forma di lotta più avanzata. Era il rifiuto delle lotte contrattuali, che gli operai FIAT vedevano già inserite in una compatibilità nazionale, preferendo dunque una forma di passività operaia che sembrava una forma di lotta più radicale³⁸

Lo studio della “passività operaia” aveva permesso di individuare nelle pratiche del “salto della scocca”, del “gatto selvaggio” o del sabotaggio quella conflittualità operaia che ora esplodeva di nuovo a livello generale.

Il 26 giugno, dopo una serie di scioperi di massa, la FIAT ricorreva alla serrata. Di lì a pochi giorni la Confindustria firmava un accordo preliminare separato con la SIDA (il sindacato padronale) e la UIL, giusto in tempo per il ritiro dell’adesione di quest’ultima allo sciopero generale già indetto insieme agli altri sindacati per il 7, 8 e 9 luglio. Gli operai partecipavano comunque compatti allo sciopero e nel pomeriggio del 7 una protesta indetta pacificamente dai sindacalisti contro la sede della UIL a Piazza Statuto si trasformava in un vero e proprio assalto. La FIOM perdeva a questo punto il controllo della situazione e gli scontri violenti con la polizia proseguivano per altri due giorni.

Proprio tra il 6 e il 7 luglio i *Quaderni rossi* avevano fatto circolare il loro primo volantino “politico”; nel testo ci si appellava alla FIOM chiedendo di non firmare l’accordo con le imprese pubbliche e si denunciava l’accordo separato della UIL. Per la prima

Problemi del socialismo, n. 3, 1962; ora con il titolo di «Sociologia e marxismo» in *L’operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 160-61).

³⁸ Mario Tronti, «Intervista», in *L’operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 598.

volta i *Quaderni rossi* si presentavano come un soggetto politicamente autonomo firmando un volantino che voleva intervenire direttamente nell'organizzazione politica delle lotte. Già da solo questo fatto provocò un allarme nelle direzioni delle organizzazioni tradizionali del movimento operaio, spaventate da qualsiasi iniziativa autonoma intesa a sostituire il ruolo del sindacato all'interno delle fabbriche e del partito nella rappresentanza degli interessi dei "lavoratori". La campagna mediatica che venne immediatamente lanciata contro i "provocatori" che avevano "causato" gli scontri fece il resto: i fatti di Piazza Statuto chiusero gli spazi di agibilità all'interno del movimento operaio organizzato a tutte quelle realtà che, come i *Quaderni rossi*, cercavano di modificare la strategia del sindacato e del partito dall'esterno, ma nella continua ricerca di un dialogo con le organizzazioni tradizionali.

Anche all'interno dei *Quaderni rossi* la decisione di firmare un volantino non passò senza contrasti. L'intervento diretto nelle lotte era sostanzialmente escluso, almeno in quella fase, dal gruppo dei sociologi torinesi. Era stata infatti la forzatura degli "interventisti" sulla necessità di praticare nella lotta le scoperte teoriche che si andavano facendo sulla struttura dello sviluppo capitalistico e sulla composizione della classe operaia che aveva portato a questo primo intervento diretto. In autunno uscirà anche una pubblicazione della serie *Cronache dei Quaderni rossi* (in realtà si fermerà al primo numero), sostanzialmente un bollettino con lo scopo di riportare e indirizzare le lotte dei metalmeccanici. Ma anche questo strumento non riuscirà ad avere una struttura leggera e un linguaggio diretto utili allo scopo. Si preparavano le condizioni per la scissione del gruppo: il terzo numero dei *Quaderni rossi*, dedicato al "Piano capitalistico" e uscito nel giugno '63, segnerà il punto di massimo sviluppo teorico del gruppo e il contemporaneo distacco delle sue due anime.

Alla vigilia dell'uscita del terzo quaderno le posizioni del gruppo interventista" vengono esplicitate con maggior chiarezza. Se nel dicembre '62 Panzieri organizza ancora lo spostamento di Tronti

a Milano,³⁹ individuando nel capoluogo lombardo il centro dell'attività di ricerca del gruppo, un mese dopo Tronti comunica a Panzieri l'intenzione di concentrare gli sforzi politici del gruppo in un punto *particolare* che sia poi passibile di immediata generalizzazione. Tagliare un punto nevralgico del sistema, *uno soltanto*, in cui livello del capitale e livello operaio si contrappongono in modo classico, in modo puro, libero da interferenze "esterne" (...) Questo punto non può che essere la FIAT⁴⁰

Sarà questo il vero luogo del dissenso, anche se Panzieri, seppur con qualche riserva, accetterà inizialmente la svolta.⁴¹ Prosegue Tronti nella lettera a Panzieri:

Arrivati al punto in cui è arrivato il nostro discorso non possiamo più limitarci a *dire* certe cose: lo stesso fatto di dirle ci costringe a tentare di farle. La materia di cui trattiamo è così fatta che non può formalizzarsi in una veste puramente teorica,

³⁹ Da una lettera di Panzieri a Tronti del 18 dicembre 1962: «A Milano si è avviato il lavoro organizzativo (...). A questo proposito, dovresti precisarmi il giorno del tuo arrivo e stabilimento a Milano. Per il periodo di avvio potrà provvedere il Morandi alla conservazione della tua forza-lavoro. Intanto si potrà avviare la tua collaborazione con Einaudi, forse attraverso lo stesso Morandi» (in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 255-56).

⁴⁰ Mario Tronti, lettera a Raniero Panieri del 9 gennaio 1963, in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 259. A proposito dell'alternativa Milano-Torino, che si configura come una vera e propria alternativa strategica, scrive ancora Tronti a Panzieri: «A Milano, se ho capito bene, non possiamo fare oggi niente di *decisivo*: è una città che ci sfugge, che non riusciamo a possedere nemmeno con i soli strumenti intellettuali, che rischia di affogarci tutti nella sua melma politica riformista, con una struttura *sociale* che produce e riproduce in forme moderne il *vecchio* terreno della lotta politica dentro il movimento operaio e magari anche contro il capitale», (*Ibid.*, p. 260).

⁴¹ Il 13 gennaio Panzieri risponde a Tronti: «Alla tua lettera con le proposte romane non si risponde, si esegue (...). A Milano adesione molto calorosa dei compagni alla sostanza della svolta proposta. Dico sostanza perché vi sono almeno due cose che non possono essere liquidate dalla concentrazione dei *Quaderni rossi* alla FIAT: la prima, veramente importante, è l'attività dei compagni di Padova e Porto Marghera, dove i *Quaderni rossi* sono già attività di classe, ed è solo nostra colpa se anche questa esperienza è stata assunta per l'analisi (o la "verifica") e non come soggetto di iniziativa politica (...). La seconda è il lavoro organizzativo in senso stretto, che, se non riusciamo ad avviare, ci ritroveremo fra breve davanti come questione politica di vita e di morte dei *Quaderni rossi*» (Raniero Panzieri, lettera a Mario Tronti del 13 gennaio 1963, in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 268-69).

deve condurre a immediati risultati pratici di organizzazione e di azione (...). Io sono convinto che una *prima* pienezza dei tempi è già avvenuta⁴²

Alla base di questa svolta vi era un ragionamento teorico già sostanzialmente anticipato da Tronti in quello che doveva essere l'editoriale del terzo numero dei *Quaderni rossi*, poi retrocesso a secondo contributo al momento dell'uscita, dal titolo «Il piano del capitale». La rivendicazione di un “diritto all'esperienza” veniva infatti esplicitata già nella parte finale dell'articolo, in cui si dichiarava ancora una volta la necessità di «vedere, in concreto, che cos'è il lavoro salariato al livello più alto del capitale», di andare a scoprire nei comportamenti operai quella pratica politica che avrebbe permesso anche l'avanzamento della ricerca teorica. Tornava di nuovo in primo piano il rapporto teoria/pratica come rapporto da far funzionare in entrambe le direzioni, si rivendicava la fabbrica come luogo primario per scoprire una nuova e diversa organizzazione politica della classe operaia. Questa forzatura politica sulla FIAT doveva essere tentata in assonanza con la forzatura teorica che si andava costruendo contro le politiche riformiste che il movimento operaio sembrava mettere in campo sullo stesso “piano del capitale”. Come rileva Tronti, senza questa duplice forzatura si rischiava di rimanere prigionieri della

stretta in cui si trova chiuso sempre il discorso, quando vuol essere settario ma intero: tra volontà di partire a cercare con calma le ragioni oggettive che guidano un lungo processo storico e la necessità di arrivare a trovare subito le forze soggettive che si organizzano per rovesciarlo. La pazienza della ricerca e l'urgenza della risposta

La conquista teorica che guidava queste riflessioni era che il significato di questa stasi fosse un significato tutto politico:

Il vuoto teorico che sta in mezzo è un vuoto di organizzazione politica (...). Fino a quel momento, tutto avverrà per rapido scontro tra concetti immediatamente contraddittori. Siamo *costretti* a saltare in avanti. Facciamo a meno delle mediazioni per odio all'opportunismo⁴³

⁴² Mario Tronti, lettera a Raniero Panieri del 9 gennaio 1963, in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 258.

⁴³ Mario Tronti, «Il piano del capitale», in *Quaderni rossi*, n. 3, 1963, p. 73.

Viene così ribadita l'unità organica degli eterogenei “teoria” e “pratica”. L'analisi operaista del piano del capitale e della forma del conflitto operaio da contrapporgli pone il problema dell'organizzazione politica degli operai che solo un esperimento pratico, nel quale dagli operai si impara più che non si insegni, può permettere di risolvere.

Nell'articolo «Il piano del capitale» questo passaggio viene derivato da una rigorosa esegesi marxiana dello stadio dello sviluppo capitalistico. Il risultato di questa analisi si concretizza nella formulazione di due tendenze: 1) il crearsi di un capitale sociale che organizza un proprio “piano” di azione politica, diverso e spesso contrastante con l'interesse del capitalista singolo; 2) un debordare del rapporto capitale-lavoro nella società, un processo che tende a ridurre ogni lavoratore a operaio, per cui «il carattere sociale della produzione si è esteso a tal punto che l'intera società funziona ormai come *momento* della produzione». ⁴⁴ Ma cos'è, *marxianamente*, questo capitale sociale? Scrive Tronti: «Nelle differenti forme assunte dal capitale dentro il suo ciclo (...) il movimento del capitale individuale si scopre come *parte* di un movimento complessivo del capitale sociale». Questo perché, come Marx aveva sostenuto ribadendo il carattere di “rapporto sociale” del capitalismo, il risultato effettivo del capitale sociale, oltre alla creazione del plusvalore, include anche la riproduzione delle condizioni stesse della sua sopravvivenza. Scrive Marx nel secondo libro del *Capitale*:

Il prodotto annuo (...) comprende [oltre alla riproduzione del mondo delle merci] anche la riproduzione (cioè conservazione) della classe capitalistica e della classe operaia, e quindi anche la riproduzione del carattere capitalistico dell'intero processo di produzione ⁴⁵

A un dato livello di sviluppo il capitale sociale, date le sue necessità specifiche e vista la «socializzazione crescente del rapporto di produzione», ⁴⁶ deve mettere in campo politiche di piano che garantiscano, anche contro l'interesse del capitalista singolo, la riproduzione delle condizioni del suo funzionamento. Lo stesso capitalista singolo, quindi, non governa più direttamente il livello di

⁴⁴ *Ibid.*, p. 52.

⁴⁵ Karl Marx, *Il capitale*, Libro 2, III sez., cap. 20, *op. cit.*, p. 411.

⁴⁶ Mario Tronti, *Il piano del capitale*, *op. cit.*, p. 45.

sfruttamento delle sue maestranze, e di conseguenza il suo profitto, ma invece

il complesso della produzione capitalistica arriva a produrre un saggio generale del profitto e, in conseguenza di esso, un *profitto medio* (...). A questo punto, il profitto che il capitalista singolo incassa è diverso dal plusvalore che estorce (...). Solo casualmente e per eccezione il plusvalore di fatto prodotto in una particolare sfera di produzione coincide ora con il profitto contenuto nel prezzo di vendita della merce⁴⁷

Si trovano così davanti, senza mediazioni di sorta, due posizioni antitetiche, quella della classe operaia e quella del capitale sociale. Ma nell'analisi marxiana di Tronti questi due attori non hanno la stessa consistenza, non sono fatti della stessa pasta: il primo è un soggetto storico compiutamente politico, il secondo, invece, non è più rappresentato dalla figura del borghese ma dalla tecnica neutralizzante del capitale:

C'è una politica di piano, ma non c'è una teoria della pianificazione; il massimo di teoria della pianificazione è dato dalle tecniche di programmazione. Il che non vuol dire, appunto, che non c'è più un pensiero borghese: vuol dire al contrario che il pensiero borghese è ormai *tutto* integrato dentro il capitale, funziona come meccanismo interno del suo sviluppo, non serve più a giustificare dall'esterno le forme presenti del potere capitalistico. Quest'ultima funzione viene direttamente scaricata sulle organizzazioni tradizionali del movimento operaio⁴⁸

La funzione ideologica di giustificazione della bontà e della necessità delle politiche di piano viene lasciata al sindacato (e in parte al partito stesso) della classe operaia. L'antagonismo è così radicale e il compito di riproduzione del rapporto di capitale così esteso che deve essere mediato, deve essere svolto dal rappresentante della "forza lavoro" intesa come componente *interna* del processo di capitale:

⁴⁷ *Ibid.*, p. 49. Qualche pagina dopo Tronti sottolineerà anche come l'emergere del contratto nazionale fosse uno dei segni di questo mutamento: «Il contratto nazionale impegna ora l'operaio singolo – ovvero gli operai di una particolare sfera della produzione – non più davanti ai rispettivi singoli capitalisti, ma davanti a un certo tipo di sviluppo generale del capitale sociale» (*Ibid.*, p. 60).

⁴⁸ *Ibid.*, p. 64.

Le ideologie neocapitalistiche non derivano *immediatamente* dall'unico centro di potere del grande capitale. Hanno bisogno, come *mediazione* pratica, di passare per gli uffici studi dei sindacati operai. In una città capitalistica che si sviluppa sulla base di un capitale socialmente organizzato, le ideologie del neocapitalismo corrispondono a una organizzazione capitalistica del movimento operaio. Non è vero che a questo punto non esiste più la classe operaia: esiste una *classe operaia organizzata dal capitale*⁴⁹

Qui si gioca la soggettività dell'uomo al lavoro, la doppia figura dell'operaio che Tronti stesso delinea magistralmente: forza lavoro dentro il ciclo di capitale, classe operaia fuori di esso.⁵⁰ Il "diritto all'esperienza" si configurava così come la prova generale del rifiuto operaio di questa mediazione sindacale *dentro* il piano del capitale. Alla FIAT, dove si erano sperimentate nuove forme di lotta e dove il rifiuto delle lotte per il contratto nazionale era letto come consapevolezza operaia del loro «inseri[mento] in una compatibilità nazionale»,⁵¹ si doveva intensificare il lavoro di organizzazione autonoma degli operai.

La rottura definitiva tra le due componenti dei *Quaderni rossi* si consuma solo nell'agosto-settembre '63, quando gli spazi di manovra per una sintesi politica sono del tutto azzerati. Il primo contrasto esplicito si ha in una riunione del 17 marzo, in cui Panzieri formula una serie di riserve sulla svolta teorica trontiana: «Il contenuto critico accennato dal tema del *capitale sociale* rischia di essere obliterato in un nuovo dogmatismo se non si chiarisce l'insufficienza degli strumenti marxiani a questo proposito», il lavoro politico in FIAT «non ci autorizza a pensare che la lotta di classe che si sviluppi alla FIAT sia immediatamente generalizzabile», «non possiamo rappresentarci l'intervento politico come qualcosa che

⁴⁹ *Ibid.*, p. 64-65. Per questo, secondo Tronti, «a diversi livelli, il proletariato viene chiamato a collaborare nello sviluppo; a diversi livelli deve scegliere la forma specifica del suo rifiuto politico» (*Ibid.*, p. 52).

⁵⁰ Questa distinzione verrà sviluppata in maniera completa da Tronti nel saggio «Marx, forza-lavoro, classe operaia, » uscito in *Operai e capitale* nel 1966.

⁵¹ Mario Tronti, «Intervista», in *L'operaismo degli anni Sessanta, op. cit.*, p. 598.

modifica immediatamente le condizioni della lotta di classe». ⁵² Ad aprile Alquati scrive da Torino a Tronti: «Nel frattempo sono venuto a sapere che la parte “sociocratica” si è organizzata sotto la guida di Raniero perché a Pasqua si faccia una riunione – processo generale sul III quaderno per escludere il tuo articolo e il mio». ⁵³ L’articolo *Il piano del capitale*, già pronto da mesi e pensato come editoriale del terzo numero dei *Quaderni rossi*, viene effettivamente retrocesso a secondo contributo e preceduto da un testo firmato Q.R., ⁵⁴ scritto da Rieser e Panzieri, che prende le distanze da molte delle posizioni espresse da Tronti:

Un aspetto importante nella situazione di oggi è nel pericolo di scambiare in modo immediato la “feroce” critica verso le organizzazioni implicite, e spesso esplicite, nei comportamenti operai (...) per una *immediata* possibilità di sviluppo di una strategia rivoluzionaria globale, ignorando il problema dei contenuti specifici e degli strumenti necessari alla costruzione di tale strategia. Una strategia operaia non può essere preparata dall’accumularsi di una serie di rifiuti frammentari, non collegati tra loro in un disegno *politico* unitario, ma soltanto idealmente unificati in uno schema interpretativo del funzionamento del capitalismo contemporaneo ⁵⁵

Nella stessa lettera del 3 aprile Alquati segnala lo sfaldamento del gruppo, richiamando Tronti al suo ruolo di fulcro teorico e organizzativo ed esortandolo a preparare la prossima riunione di

⁵² Dal verbale di una riunione dei *Quaderni rossi* del 17 marzo 1963, «Quaderni rossi, il dissenso (marzo 1963)», in *L’operaismo degli anni Sessanta*, *op. cit.*, p. 276-77.

⁵³ Romano Alquati, lettera a Mario Tronti del 3 aprile 1963, in *L’operaismo degli anni Sessanta*, *op. cit.*, p. 279-80.

⁵⁴ Così descrivono la vicenda Trotta e Milana: «Il 17 marzo, a una riunione di redazione, [Panzieri] apriva ufficialmente le ostilità nei confronti delle posizioni di Tronti, denunciando in esse una tentazione di tipo “frazionistico”, appoggiata su una ripresa di Marx a rischio di “dogmatismo”, all’opposto del modello “aperto” di teoria, e non settario di prassi, che riconosceva tra i caratteri genetici dei *Quaderni rossi*. Un mese più tardi, con iniziativa unilaterale, il saggio di Tronti veniva retrocesso dalla posizione di editoriale e sostituito da un diverso scritto, a firma *Quaderni rossi*, composto in parte da Panzieri stesso, e in parte da Rieser coi caratteri dell’opuscolo adatto a una diffusione di massa» (Giuseppe Trotta e Fabio Milana, *L’operaismo degli anni Sessanta*, *op. cit.*, p. 230).

⁵⁵ Q.R., «Piano capitalistico e classe operaia», editoriale di *Quaderni rossi*, 3, 1963, p. 5-6.

redazione organizzando le forze per un ultimo tentativo di riprendere in mano la linea del gruppo,

sia per evitare la totale sociocratizzazione dei *Quaderni rossi*, sia per evitarne la chiusura da parte di Raniero, sia per evitare che tutti gli altri compagni (Milano Genova e lo stesso Negri) presi da vera e propria disperazione si chiudano in un lavoro locale, lasciando i *Quaderni rossi* al loro destino, mentre ci sono per noi ancora delle possibilità di prendere in mano questo strumento, purché facciamo tutta una serie di passi, fin da ora, per fare valere la nostra maggiore forza quantitativa e qualitativa⁵⁶

Ai primi di giugno esce finalmente il terzo dei *Quaderni rossi*. Già a fine maggio però Tronti espone a una riunione del gruppo romano una serie di considerazioni con l'intenzione di tracciare una precisa proposta strategica, quella che sarebbe stata alla base dell'esperienza di *classe operaia*. La trascrizione dell'intervento di Tronti ci permette di cogliere molti degli elementi che caratterizzeranno l'operaismo politico da questo punto di svolta in poi.⁵⁷ Il fulcro attorno a cui ruota tutto il discorso è il completo dispiegamento del ragionamento sull'autonomia della classe dal capitale, ovvero l'assunzione di un'antioriorità della classe operaia alla classe dei capitalisti, delle lotte operaie allo sviluppo capitalistico:

Noi oggi dovremmo appunto trovare il coraggio teorico di dire che dentro la società capitalistica in fondo il punto più alto dello sviluppo non è affatto il livello del capitale, il punto più alto dello sviluppo è la classe operaia, per cui probabilmente non è più vera la tesi di Marx secondo cui il capitale spiega tutto quello che c'è dietro, perché evidentemente c'è qualcosa oggi che spiega il capitale e che soltanto può spiegare il capitale, e che è appunto la classe operaia⁵⁸

⁵⁶ Romano Alquati, lettera a Mario Tronti del 3 aprile 1963, in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 280.

⁵⁷ L'intervento di Tronti è a una «riunione con alcuni compagni di Roma», il 27 maggio 1963: «Il testo può considerarsi alla stregua di un manifesto in nuce dell'«operaismo» teorico, fondativo del raggruppamento che darà vita a *classe operaia* e anticipatore di noti contributi di Tronti stesso su tale testata» (Giuseppe Trotta e Fabio Milana, *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 300).

⁵⁸ Mario Tronti, «La rivoluzione copernicana», trascrizione dal verbale della riunione del 27 maggio 1963, in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 291.

Il punto di vista operaio che Tronti delinea non è niente di meno che lo sguardo sul processo generale da parte di chi sta nel punto più alto dello sviluppo: la classe operaia.

Tramite questa genealogia “invertita” del mondo moderno Tronti rimette in discussione il concetto di “rivoluzione borghese”, sostenendo che «soltanto a livello di classe operaia si può parlare in senso specifico di processo rivoluzionario, di rivoluzione, di rottura rivoluzionaria». ⁵⁹ Questo perché non è mai esistita una rivoluzione borghese nel senso di rivoluzione politica. La borghesia matura infatti come classe attraverso un lento processo economico nel quale gradualmente acquisisce quote economiche di potere. Solo alla fine, quando ormai ha realizzato la sua presa economica sulla società, si pone il problema della presa del potere politico, ma in una situazione che è già di fatto di dominio, come sanzione di un passaggio già avvenuto. La classe operaia, invece, non può ripercorrere questa stessa strada:

Questo sviluppo da parte della borghesia è completamente irripetibile da parte operaia, perché (...) noi vediamo che la classe operaia dentro la società borghese non cresce affatto come categoria economica, non cresce affatto come presa di potere economico ⁶⁰

La crescita della classe operaia dentro la società capitalista è invece una crescita *politica*:

Non è la forza-lavoro che cresce, insomma (...) perché non è la forza lavoro che si socializza e quindi diventa potente economicamente dentro la società capitalista; è invece la classe operaia che acquista sempre più e richiede sempre più un contenuto politico delle proprie posizioni, del proprio potere, del proprio posto nella società ⁶¹

L'accumulazione caratteristica della classe operaia non è un'accumulazione economica, è invece sempre un'accumulazione politica, di richieste politiche, di forme di lotta politiche, come il «rifiuto a collaborare allo sviluppo», che per Tronti «è una forma che in fondo esiste fin dall'inizio, cioè fin dal momento in cui la classe operaia si costituisce come tale; però è una forma che acquista tanto

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*, p. 292.

⁶¹ *Ibid.*

più valore quanto più cresce la classe operaia». Nella dinamica delle richieste della classe operaia

c'è un processo proprio di accumulazione della forza-lavoro che a differenza dell'accumulazione di capitale ha un senso direttamente politico perché non è l'accumulazione di una categoria economica, ma è proprio l'accumulazione di una richiesta politica, che poi si riduce a una sola, cioè la richiesta del potere in mano agli operai⁶²

Le richieste si semplificano e diminuiscono man mano di numero, la forma finale della richiesta operaia diventa quella del "potere politico generale".⁶³

Siamo qui sul limite della lettura della fase capitalistica svolta da Tronti. Il carattere tutto politico della crescita della classe operaia viene individuato tenendo presente soprattutto la fragilità di questa acquisizione: da una parte per il passaggio al momento organizzativo come stadio ancora incerto nelle forme ma imprescindibile nei fatti, dall'altro per l'intrinseca aleatorietà di questo tipo di accumulazione, per cui si pone la necessità di «arrivare a definire con precisione (...) il concetto stesso di rivoluzione, di rottura rivoluzionaria da parte della classe operaia». ⁶⁴ Per fare questo bisogna andare a studiare «cosa sono allora certe forme specifiche di lotta operaia, perché la classe operaia lotta in quel modo», e dato questo studio provare a interpretare la tendenza, «arrivando addirittura a fissare e a elaborare analiticamente alcune leggi di sviluppo della classe operaia stessa». Questa griglia analitica dello sviluppo politico della classe operaia, prosegue Tronti con un tono da scienziato sociale,

ci permette poi di prevedere scientificamente i movimenti futuri della classe e quindi, prevedendoli, la possibilità di organizzarli immediatamente. Si ripropone qui allora di nuovo il rapporto organico tra il momento teorico, scientifico, analitico, come previsione del movimento – e il momento dell'intervento politico che organizza proprio questa previsione già fatta e si recupera così a questo livello, proprio dentro il movimento rivoluzionario di classe, un diverso rapporto tra i due momenti⁶⁵

⁶² *Ibid.*, p. 294

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*, p. 291.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 292-93.

Il panorama strategico per la classe, data questa analisi, si compone così: organizzazione politica e rifiuto alla collaborazione sul piano del capitale nel breve termine, prospettando però un futuro possibile in cui

ci sarà una tale organizzazione politicamente funzionante della classe operaia che si limiterà non più a chiedere alcune cose, ma a rifiutare le cose che vengono chieste: cioè si può prevedere una forma più alta di sviluppo della lotta di classe in cui le richieste, le rivendicazioni verranno fatte soltanto dai capitalisti⁶⁶

A questo punto,

nel momento in cui c'è il rifiuto da parte della classe operaia a farsi mediatrice dello sviluppo capitalistico, in quel momento si blocca l'intero meccanismo economico, non c'è niente da fare, quella è l'unica premessa di una prospettiva rivoluzionaria seria a livello di capitale avanzato (...). Perché il momento subalterno della classe operaia dentro il capitale è proprio il fatto che la classe operaia è costretta a chiedere, a fare delle richieste al capitale, il capitale ha la capacità e la possibilità di rifiutarle, è questo il carattere subalterno della classe operaia⁶⁷

Questa la formula per la rivoluzione in Occidente nelle società a capitalismo avanzato che presentano un piano politico della classe operaia all'altezza del piano del capitale. Questo il *framework* teorico sul quale costruire una diversa teoria della rivoluzione nel moderno. Questa, infine, la genealogia dell'unica classe che nasce già *sociale* e per questo non può che crescere *politicamente*:

Dentro il processo di produzione (...) questa classe operaia è già un fatto sociale, è già una massa sociale; quando noi parliamo di carattere politico, in fondo noi parliamo all'inizio di questa socialità, di questo fatto globale a livello sociale della classe, di questa mancanza assoluta di divisioni all'interno

⁶⁶ *Ibid.*, p. 294. Il capitale sociale non può infatti autonomamente avanzare queste richieste, soprattutto contro i capitalisti singoli, ed ha bisogno dell'articolazione organizzativa della forza-lavoro: «I bisogni oggettivi della produzione capitalistica vengono in fondo presentati sotto la forma di rivendicazioni soggettive degli operai; il sindacato propone una piattaforma di rivendicazioni e questa piattaforma di rivendicazioni non è altro che il riflesso di bisogni oggettivi della produzione capitalistica» (*Ibid.*, p. 295).

⁶⁷ *Ibid.*, p. 295.

della classe, per cui gli operai nascono tutti con gli stessi interessi⁶⁸

Date queste premesse, anche per evitare l'impressione di una teoria rigidamente predittiva, cosa che invece non è certo presente in una formulazione che evoca il futuro solo per rivendicare la radicalità della lettura del presente, Tronti precisa in chiusura gli elementi sui quali è necessario intervenire:

Abbiamo quindi in possesso ora il momento critico, però il momento positivo, di costruzione dei modelli di organizzazione in fondo ancora non ce l'abbiamo, e questo è veramente una direzione di ricerca che non è poi solo una direzione di ricerca, qui è una direzione proprio sperimentale di costruzione di questi modelli e di vedere come possono funzionare. È un terreno su cui veramente la necessità dell'esperimento diventa funzionale alla costruzione del modello teorico⁶⁹

Il passaggio dai *Quaderni rossi* a *classe operaia* è la condizione del passaggio da queste «prime ipotesi» a «un esperimento politico di tipo nuovo»; non a caso proprio questi due sono i titoli dei paragrafi di *Operai e capitale*, il volume di Tronti che raccoglierà nel 1966 la parte teorica più importante dell'operaismo politico.

La svolta impressa nella primavera '63 porta alla separazione nell'autunno seguente. In un primo momento la nuova compagine si trova un po' allo sbando, non si costituisce immediatamente quel "gruppo politico omogeneo" che Tronti aveva spesso invocato per i *Quaderni rossi*: ci sono i romani che rappresentano il fulcro teorico; i padovani e veneziani con Negri che, pur avendo mediato fino alla fine per evitare la scissione, iniziano a ripiegare su Porto Marghera, e sono l'unica realtà del gruppo veramente radicata tra gli operai; poi i gruppi di Genova, Firenze e Milano che rimangono in attesa della ristrutturazione delle forze; infine un gruppo di torinesi, con Alquati

⁶⁸ *Ibid.*, p. 298. L'operaio nasce già come fatto sociale, perché si presenta sulla scena sempre al plurale, mentre il capitalista è singolo, si incontra con gli altri capitalisti attraverso una serie di mediazioni: «Fin dall'inizio non esiste in fondo divisione mai tra gli operai, mentre il rapporto tra i singoli capitalisti in fondo si esprime attraverso la lotta, la concorrenza reciproca e così via, al punto che deve essere mediata dal mercato» (*Ibid.*, p. 297).

⁶⁹ *Ibid.*, p. 299.

in testa, non disposti a seguire Panzieri e i *Quaderni rossi*. Dopo una prima ipotesi incentrata sulle *Cronache operaie* ripensate come “giornale post-locale”, anche se non ancora come giornale nazionale, Tronti rinsalda l’asse Roma-Padova e mette in piedi *classe operaia: mensile politico degli operai in lotta*. Il gruppo politico viene modellato sulle necessità di un giornale nazionale, con cadenza mensile, pensato come strumento specifico per le lotte operaie, «per orientarle, in misura minima per organizzarle». ⁷⁰ Viene allora elaborato già dall’autunno un progetto organico per i primi tre numeri: il primo sulle lotte operaie nello sviluppo capitalistico, che ricapitola i punti teorici del discorso; il secondo sulla situazione internazionale, nell’ottica di estendere l’analisi anche alle lotte in corso sul piano europeo; il terzo sulla centralità operaia e sul problema delle alleanze.

Nell’editoriale del primo numero, *Lenin in Inghilterra*, Tronti condensa il discorso sulla crescita politica della classe operaia:

La società capitalistica ha le sue leggi di sviluppo: gli economisti le hanno inventate, i governanti le hanno applicate e gli operai le hanno subite. Ma le leggi di sviluppo della classe operaia, chi le scoprirà? ⁷¹

Queste leggi di crescita politica devono essere scoperte nel vivo della classe, nelle sue lotte, che ora prendono forme nuove:

La forma nuova dell’unità di classe è tutta implicata nelle forme nuove di lotta operaia (...) Non collaborazione programmatica, passività organizzata, attesa polemica, rifiuto politico, continuità di lotte permanenti ⁷²

Se non si riesce a far emergere politicamente queste nuove forme di lotta, se l’anteriorità delle lotte allo sviluppo del capitale non viene assunta dalla classe operaia, se insomma il problema dell’organizzazione non viene posto, allora, «in assenza di questo elemento, l’intero processo vive in funzione del capitale». ⁷³ Assumendo invece la figura della classe come soggetto potenzialmente cosciente dei propri obiettivi politici, Tronti propone

⁷⁰ Mario Tronti, «Intervista», in *L’operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 599.

⁷¹ Mario Tronti, «Lenin in Inghilterra», editoriale di *classe operaia*, n. 1, febbraio 1964, p. 1.

⁷² *Ibid.*, p. 18-19.

⁷³ *Ibid.*, p. 19.

la differenza tra tattica e strategia nella gestione delle lotte: «La visuale strategica [deve essere la] capacità politica di abilmente imporre il riformismo al capitale e di rozzamente utilizzarlo per la rivoluzione operaia», mentre la

posizione tattica presente della classe operaia – classe senza organizzazione di classe – è e deve essere necessariamente meno chiara e, diciamo pure, più sottilmente ambigua (...) i due riformismi, del capitale e del movimento operaio, dovrebbero certo di fatto incontrarsi, ma per iniziativa direttamente operaia; quando l'iniziativa, come oggi, è tutta capitalista, l'interesse operaio immediato è di mantenerli divisi⁷⁴

Ecco quindi che questa contraddizione tra tattica e strategia si configura come una contraddizione fruttuosa tra teoria e politica:

Sul piano teorico, il punto di vista operaio oggi non deve avere limiti, non deve porsi barriere, deve saltare in avanti (...). Il tempo della sistemazione, della ripetizione, della volgarità eletta a discorso sistematico, è definitivamente chiuso

Ma, allo stesso tempo, «l'errore da evitare è di confondere tutto questo con un programma politico»,⁷⁵ per cui:

Il giornale è in questo senso il punto di controllo, o meglio dell'autocontrollo, sulla validità strategica delle singole esperienze di lotta. Il procedimento formale della verifica va nettamente rovesciato. È il discorso politico che deve verificare la correttezza delle esperienze particolari: e non viceversa⁷⁶

Si potrebbe quasi dire che il tenere insieme due piani distinti e contraddittori, fossero tanto l'ambiguità sul rapporto con il partito quanto la contraddizione tra tattica e strategia, sia stata una delle caratteristiche centrali dell'operaismo politico: la capacità di farsi classe come capacità di darsi un programma politico, di verificarlo nelle lotte e di imporlo al capitale, senza ricette dogmatiche sulle "osterie dell'avvenire", ma con la radicalità delle azioni conseguenti a un ragionamento teorico/politico. In fondo, questa capacità di tenere insieme piani diversi può essere anche identificata come la

⁷⁴ *Ibid.*. «Da qui, da parte operaia, l'appoggio strategico allo sviluppo in generale del capitale e l'opposizione tattica ai modi particolari di questo sviluppo. Tattica e strategia, oggi, nella classe operaia, si contraddicono» (*Ibid.*).

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*, p. 20.

vera caratteristica che identifica un soggetto storico.⁷⁷ Per Tronti, il tema al centro di questo percorso deve rimanere quello delle forme politiche nuove per le nuove lotte dentro il capitalismo avanzato; continuamente bisogna

riproporre il problema di come far corrispondere in modo permanente un'organizzazione nuova a queste nuove lotte (...).

Lenin in Inghilterra è la ricerca di una nuova pratica marxista del partito operaio: il tema della lotta e dell'organizzazione al più alto livello dello sviluppo politico della classe operaia⁷⁸

Uno dei fattori che contribuiscono alle formulazioni strategiche espresse da Tronti nella riunione del gruppo romano e nei primi numeri di *classe operaia* è sicuramente l'accelerazione che nel 1963 hanno i tentativi di varare un governo di centrosinistra. Già dal 1962, con il monocolore DC che si reggeva sull'astensione del PSI, sembrava che i tentativi di riorganizzazione politica del capitale sociale potessero andare a buon fine. Ma due giorni prima del discorso di Tronti che abbiamo analizzato era fallito il primo tentativo di Moro per la costruzione di un governo sostenuto anche dai socialisti, esperimento che riuscirà invece nel dicembre dello stesso anno. In questo contesto, in un articolo del luglio '63 Tronti leggeva le successive difficoltà del governo come una prima battuta d'arresto nel cammino di avvicinamento tra riformismo operaio e riformismo capitalistico:

A operazione capitalistica appena impostata, subito si constata questo: riformismo del capitale e riformismo del movimento operaio non si sono incontrati. È qui la radice della loro doppia crisi. Tenerli divisi è il compito immediato di ogni battaglia politica seria. Tenerli divisi è l'unica maniera per batterli insieme⁷⁹

⁷⁷ Ricorderà Tronti a proposito delle critiche di Panzieri alla sua concezione del soggetto: «Mi accusava di "hegelismo", di "filosofia della storia". Questa lettura, e l'accusa che tiene dietro, ritornerà spesso; del resto l'hegelismo era un dato reale, effettivamente c'era, c'è stato sempre; mentre non esisteva questa idea di una "filosofia della storia", assolutamente no» (Mario Tronti, «Intervista», in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 601-2).

⁷⁸ Mario Tronti, «Lenin in Inghilterra», op. cit., p. 20.

⁷⁹ Mario Tronti, «editoriale di *Quaderni rossi – Cronache operaie*», 15 luglio 1963 (ora con il titolo di «I due riformismi», in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 307).

La tattica doveva allora essere quella di impedire un incontro tra questi due riformismi, ma, nello stesso tempo, come sostenuto anche in «Lenin in Inghilterra», la battaglia strategica doveva spingere verso un centrosinistra forte in grado di rappresentare il piano del capitale, così da avere un nemico chiaro e definito contro cui combattere. I due riformismi, quello del capitale e quello delle rappresentanze sindacali, erano sostanzialmente lo stesso riformismo, in uno scenario dove le seconde svolgevano una funzione da figurante utile a procedere con il “piano del capitale”. Ma la constatazione del rifiuto degli operai in fabbrica a sottostare alle lotte contrattuali dei sindacati dimostrava una crescente unità e ricomposizione a livello sociale della classe operaia, proprio dentro questo suo rifiuto.

La ricomposizione sociale non era però, sottolineava Tronti, automaticamente sinonimo di ricomposizione politica. Il problema più serio nello sviluppo della classe operaia era proprio quello dell’organizzazione:

Eppure, sempre, dopo la lotta, un potere particolare resta in mano agli operai: una cresciuta composizione politica della massa operaia, che cerca un’organizzazione anticapitalistica (...) e questo basta per impedire il governo di fabbrica della forza-lavoro da parte del padrone; non basta per ricomporre a livello sociale generale la pressione politica della classe operaia contro il capitale. Conserva un potenziale rivoluzionario fondamentalmente unitario; non lo organizza in forme nuove, per obiettivi unici di conquista del potere (...). Il potere operaio non ci sarà finché non verrà politicamente organizzato⁸⁰

Classe operaia vuole essere anche questo, un tentativo di iniettare i primi germi dell’organizzazione, ancora nell’incertezza se esterna alle organizzazioni tradizionali del movimento operaio o se recuperabile dentro una battaglia per portare queste organizzazioni, e il PCI innanzi tutto, su posizioni operaiste. *Classe operaia* mantiene questa ambiguità come sua caratteristica almeno per un anno, fino all’editoriale del numero 8-9, «1905 in Italia», in cui viene affrontato direttamente il nodo del rapporto con il partito. Ma nei primi numeri questa ambiguità persiste. Un’ambiguità che però non deve essere letta come una debolezza, come segno di opportunismo o di

⁸⁰ *Ibid.*, p. 308-9.

indecisione, ma come apertura del piano teorico alle condizioni di lotta effettive. È un'ambiguità paradossalmente produttiva, anche quando crea quel disorientamento, spesso lamentato, dato dall'incomprensione di alcuni passaggi.⁸¹

Il secondo numero del giornale, come abbiamo già detto, amplia il discorso sul piano europeo, ricostruendo anche una genealogia dell'offensiva riformista del capitale come risposta alla rivoluzione russa:

Dagli anni lontani in cui, dopo la prima guerra mondiale, il movimento della classe operaia in lotta riuscì a trovare forme organizzative autonome ed omogenee sul piano internazionale, il capitale fu costretto a darsi l'obiettivo politico di ricomporsi a livello internazionale in funzione anti-operaia (...). Da allora inizia la grande offensiva riformista del capitale che tende a realizzare nelle forme politiche apparentemente più contraddittorie (fascismo o socialdemocrazia) la cooperazione sociale a livello internazionale. Da allora inizia la grande involuzione riformistica del movimento operaio, che tende oggettivamente in una lunga prospettiva teorica ad incontrarsi col riformismo del capitale

La storia di questo tentativo di ricomposizione capitalista e della corrispettiva involuzione riformistica del movimento operaio viene analizzata anche sul piano culturale.⁸² È Asor Rosa a delineare

⁸¹ È soprattutto Alquati che dopo i primi tre numeri chiede una maggior chiarezza delle posizioni teorico-politiche: «Criticano tutti la mancanza di articoli che sviluppino il discorso politico, perché l'articolo di fondo di Mario non è risultato affatto chiaro, neppure come discorso strategico (...). È stato forse un bene non rendere subito esplicito dal primo numero un discorso sul PCI ecc. ma ormai siamo al 4°: il PCI è al centro della situazione e una nostra presa di posizione chiara ci è richiesta da tutti: non si può continuare a ignorare il PCI (...). Da qui un coro di gente che dal primo numero non fa che chiedere: *questo partito per voi è il PCI o il partito nuovo di cui parlate da altre parti del giornale?*» (Romano Alquati, lettera ai "compagni direzionali", 12 marzo 1964, in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 356-57).

⁸² L'editoriale ricostruisce lo sviluppo delle lotte della classe operaia nel '900. Una genealogia a partire dalla stagione dei soviet che delinea il progressivo costituirsi di un atteggiamento di collaborazione allo sviluppo capitalistico degli organi del movimento operaio. In particolare gli anni '50 e '60 sono letti come ultimo stadio, in tutta Europa, del rapporto errato tra classe e movimento operaio: «Fino a quel momento [1953] la spontaneità operaia ha potuto essere ingabbiata nello sviluppo economico del capitale (...). *Ma da quel momento in poi ogni movimento della*

magistralmente, nello stesso numero, questa capacità tutta culturale della borghesia di inglobare dentro al proprio discorso le parole d'ordine dell'avversario:

Bisogna rovesciare cioè l'ottimistico giudizio corrente: che la cultura d'opposizione sia stata abbastanza forte da imporre i suoi capisaldi (umanitarismo, antifascismo, resistenzialismo, storicismo) ad una debole borghesia. La realtà è che la borghesia ha raggiunto una forza tale da accogliere *tutte le possibili* istanze, – dico tutte, – purché si contentino di restare istanze ideali e culturali (...). Diventa un gioco inglobare come *parte di sé* una cultura d'opposizione e farne un docile strumento di direzione e di condizionamento⁸³

Viene poi analizzato questo sfondamento culturale, questa grande operazione egemonica che la cultura borghese è riuscita a imporre sulla società, a fronte di una sostanziale dismissione del piano culturale da parte del movimento operaio:

Attraverso i concetti della universalità della cultura, dello storicismo operaio, dell'umanesimo socialista, attraverso la lettura idealistica e positivista di Marx, i richiami alla tradizione nazionale e alla necessità delle alleanze, non si faceva che ricalcare la traccia del pensiero borghese, modificandolo o contestandolo in un senso anch'esso borghese

Sul piano politico questo stesso discorso viene affrontato nel numero 3 di *classe operaia*, nell'editoriale a firma Antonio Negri «Operai senza alleati», in cui si ribadisce la distanza dell'analisi operaista da quella dominante nel movimento operaio:

Ci si chiede con paterna sollecitudine: qual è il “blocco storico” che proponete nella fase attuale della lotta politica della classe operaia? E noi semplicemente rispondiamo: *il blocco della classe operaia su se stessa, il blocco della classe operaia contro l'avversario di classe*⁸⁴

Se l'unità della classe si esprime nelle lotte, ed è questo il punto di partenza dell'operaismo politico, allora a questo punto scompaiono tendenzialmente le distinzioni tra operai avanzati e

classe non può più essere utilizzato ai fini economici del capitale, richiede una risposta politica» (Mario Tronti, «Lotta in Europa», in *classe operaia*, n. 2, gennaio 1964, p. 20).

⁸³ Alberto Asor Rosa, «Fine della battaglia culturale», in *classe operaia*, n. 2, gennaio 1964, p. 17.

⁸⁴ Antonio Negri, «Operai senza alleati», in *classe operaia*, n. 3, marzo 1964, p. 1.

arretrati, tra settori industriali ed agricoli; la classe operaia, con la sua crescita politica e la sua rivendicazione “di parte”, diventa l’unica lente da cui guardare le lotte anticapitalistiche:

Eccoci allora nella possibilità di esaltare negli operai dell’agricoltura capitalistica non degli “alleati”, bensì i compagni della classe operaia FIAT; e negli edili i compagni di lotta dei chimici⁸⁵

Dopo i primi tre numeri il gruppo di *classe operaia* si trova nella condizione di dover tracciare una nuova linea che faccia i conti con il prolungarsi della fase di congiuntura e con il basso profilo dimostrato dal riformismo italiano. Con l’editoriale del numero 4-5, «Vecchia tattica per una nuova strategia», e con il seminario organizzato a Piombino dal 1° al 3 maggio del ’64, si assiste a un primo mutamento di rotta rispetto alle coordinate fornite da «Lenin in Inghilterra»: la passività operaia come forma di lotta che spinge strategicamente per rendere coerente l’avversario non è una forma di lotta adatta a una congiuntura che vede l’iniziativa dalla parte del capitale, questa deve invece trasformarsi in lotta aperta, non con lo scopo di vincere battaglie che comunque non sarebbero decisive, ma per aumentare l’accumulo di forza politica e organizzativa della classe.

Ci si chiede: che cosa ci sarà dopo? E noi rispondiamo: certo, *non* la crisi catastrofica del sistema. Perché è chiaro che la stabilizzazione della congiuntura poi si imporrà, l’equilibrio dello sviluppo verrà ricomposto, la programmazione prenderà a funzionare e la struttura dello Stato si adeguerà in conseguenza; ma con un rapporto di forze diverso, una classe operaia più forte, agguerrita e rafforzata dallo scontro, organizzata dall’esperienza, presente sul terreno politico sostanziale (...). Ci sono momenti in cui ci si trova a dover scegliere tra due possibili tipi di sconfitta operaia (...). Per principio e nei fatti è più favorevole alla classe operaia *una sconfitta con la lotta*⁸⁶

Una sconfitta con la lotta è una sconfitta economica, tattica, ma può essere nello stesso tempo, seguendo la logica trontiana, una vittoria politica, strategica, in quanto rafforza l’accumulazione di

⁸⁵ *Ibid.*, p. 18.

⁸⁶ Mario Tronti, «Vecchia tattica per una nuova strategia», in *classe operaia*, n. 4-5, maggio 1964, p. 32.

potenza politica della classe, nelle forme della consapevolezza e dell'organizzazione. La vecchia tattica richiamata nel titolo dell'editoriale è quella delle lotte singole, sui contratti, sull'orario, sul salario, ma che deve stare dentro a una strategia diversa da quella del movimento operaio, servire come motore di un'organizzazione strategicamente puntata a una ricomposizione del piano dell'avversario in una congiuntura favorevole alla classe operaia.

Lo stesso piano di ragionamento viene ribadito anche nell'intervento fatto da Tronti a Piombino, con l'aggiunta di un ulteriore avanzamento del discorso sull'organizzazione, del rapporto fra teoria e pratica, sulla necessità di passare a un livello di intervento politico diretto:

Noi possiamo oggi considerare come acquisito un certo quadro intellettuale di tipo nuovo (...) un terreno su cui, veramente, siamo ora tranquilli e su cui non abbiamo da dare neppure indicazioni. Quello che a questo punto ci deve preoccupare, e che il giornale deve assumere come compito immediato da risolvere, è invece la costituzione, la formazione, accanto a questo quadro intellettuale, di un vero e proprio *quadro politico*, che lavori [a]lla attuazione pratica, [a]lla traduzione di questa linea a livello operaio, a livello di base⁸⁷

Il richiamo è quello per «la formazione di tutta una rete nuova, in quanto rete autonoma, di dirigenti politici»,⁸⁸ che sappiano rendere inattaccabile il discorso di *classe operaia* anche a livello politico oltre che teorico:

Abbiamo bisogno non di gente che studi, ma di gente che lavora politicamente, che fa politica in modo nuovo intorno a questo discorso⁸⁹

Questo nuovo tipo di dirigente deve essere in grado di costruire nelle lotte la solidità dell'impianto politico dell'operaiamo, e al tempo stesso l'estraneità di questo alle forme convenzionali del dibattito politico, per evitare il pericolo della liquidazione che è sempre una minaccia presente.⁹⁰ Ecco allora un chiaro esempio di

⁸⁷ Mario Tronti, «Relazione al convegno di Piombino», *op. cit.*, p. 381.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 383.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 384.

⁹⁰ Così Tronti: «Quando si viene fuori con un discorso politico nuovo, la prima cosa da fare è impedire che venga immediatamente criticato, perché un discorso nuovo corre immediatamente questo pericolo, la liquidazione. La liquidazione è un fatto

come Tronti intenda la battaglia politica anche come battaglia egemonica, nella quale gli spazi vanno conquistati e difesi dove l'avversario è più debole, costruiti con metodo prima di occuparli, evitando il velleitarismo e costruendo teoricamente, politicamente e con l'azione diretta le condizioni per l'assunzione piena del conflitto.⁹¹ La stessa ambiguità delle formulazioni iniziali si configura qui come un'arma politica:

A un certo momento, noi arriveremo a fare un discorso politico molto più articolato, molto più di massa, molto più elementare, molto più semplice, con parole d'ordine che lo scoprono di più e che rendono possibile anche un attacco più diretto; ma evidentemente, a questo punto, anche quel tipo di aperture, di articolazioni del discorso, non renderà possibile l'attacco e la liquidazione, perché preceduto e fondato su questa sistemazione politica⁹²

L'operaismo politico, nato sullo sfondo del boom industriale, con un livello avanzato dello sviluppo capitalistico, si concretizzava paradossalmente nelle forme del giornale e dell'intervento in fabbrica in un momento storico di crisi di quel modello. La sterzata sulla distinzione tra tattica e strategia, e la svolta conseguente che come vedremo si concentrerà sul problema del partito, prendevano così forma anche come risposta a una situazione non prevista e non prevedibile. Gli schemi teorici sullo scontro in campo aperto nel punto in cui la classe operaia era più forte dovevano scontare, nella congiuntura, una composizione frastagliata del piano del capitale. L'«uso rivoluzionario del riformismo» auspicato per una fase

oggettivo del movimento operaio (...). È un pericolo gravissimo, perché taglia le gambe a qualsiasi tentativo, e impedisce ad altri tentativi di ripresentarsi sullo stesso terreno» (*Ibid.*, p. 378-79).

⁹¹ Nell'articolo «Classe e partito» del n. 10-12 Tronti, prima di sferrare un attacco al concetto gramsciano di "blocco storico" interpretato da Togliatti come sistema di alleanze, scrive: «E' altrettanto chiaro che c'è un problema di *egemonia* operaia, non sulle altre classi, ma sulle altre parti di quelle che genericamente e in modo approssimativo vengono chiamate masse lavoratrici. Quella che sul piano della teoria è la differenza, che andrà a lungo approfondita, tra forme dirette e forme indirette del lavoro produttivo, sul terreno immediatamente politico si esprime appunto come egemonia della classe operaia *su tutto il popolo*. Come far funzionare il popolo dentro la classe operaia è problema tuttora reale della rivoluzione in Italia» (Mario Tronti, in *classe operaia*, n. 10-12, dicembre 1964, p. 4).

⁹² Mario Tronti, «Relazione al convegno di Piombino», *op. cit.*, p. 379.

avanzata doveva fare i conti con la debolezza di questo stesso riformismo. Come scrivono Trotta e Milana a proposito di questa situazione inattesa, «ci si può limitare a prenderne atto, concentrando l'attenzione sulla morfologia man mano assunta concretamente da un'esperienza che, nel dominio della prassi, cercava sì una verifica al proprio impianto teorico, ma soprattutto l'occasione per chiarirlo, articolarlo, farlo avanzare, trasformarlo».⁹³

Si arriva così, dopo due numeri estivi incentrati sull'«intervento politico nelle lotte», alla svolta del settembre '64. Ci si arriva per approssimazioni successive, fino a formulare pienamente il problema del partito nell'editoriale di Tronti del numero 8-9, «1905 in Italia».⁹⁴ Il giudizio sulla fase politica è ora netto:

Questa congiuntura, per essere tale, dura troppo: o viene conclusa politicamente dai capitalisti con una aperta sconfitta operaia, oppure rischia di svilupparsi in crisi⁹⁵

La stessa strategia per uscire dalla crisi sul piano del capitale sembra ora ben formulata:

La parte più dura, e forse quella più lungimirante, del capitale italiano ha fatto capire il suo programma: provocare la classe operaia ad uno scontro in campo aperto, con un attacco in fabbrica che si generalizzi sul piano politico; partire quindi da una generale sconfitta operaia per riproporre tutti i piani di lungo periodo dello sviluppo capitalistico⁹⁶

Data questa situazione, che prefigura un periodo di lotta difensiva, l'unico modo per rilanciare l'iniziativa è quello di affrontare direttamente il nodo gordiano del rapporto con le organizzazioni tradizionali:

⁹³ Giuseppe Trotta e Fabio Milana, *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 361.

⁹⁴ «Nella storia di *classe operaia* ci sono due epoche: la fase che le separa è quella riunione sulle ipotesi del saggio "1905 in Italia". Prima c'erano solo le lotte operaie, poi c'è la tematica del partito; e si scivola verso la resa dei conti del 1965» (Mario Tronti, «Intervista», in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 606).

⁹⁵ Mario Tronti, «1905 in Italia», in *classe operaia*, n. 8-9, settembre 1964, p. 1.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 15. L'analisi dell'editoriale è tutta incentrata sul piano *politico* della crisi: «Sembra che tutte le contraddizioni e irrazionalità tipiche del meccanismo di sviluppo di una società capitalistica siano state risolte a livello economico, per essere scaricate e concentrate a livello politico. La crisi sembra infatti oggi sempre *crisi dello Stato*» (*Ibid.*, p. 1).

Si è detto “ambiguo” l’attuale rapporto tra classe e sue organizzazioni tradizionali, tra classe operaia e movimento operaio. *Questa ambiguità deve essere risolta*. Un discorso diretto sulle condizioni del movimento operaio in Italia è maturo a livello di classe⁹⁷

Se infatti la pressione sul movimento operaio generalmente non sortisce effetti in periodi di normale sviluppo, questa diventa invece efficace in un momento di scontro acuto con i padroni. È proprio la possibilità di questo scontro che il capitale allo stesso tempo vuole (per debellare ogni tipo di resistenza alla programmazione) e teme (come possibile innesco di una ricomposizione tra la classe e le sue organizzazioni).

Dentro questa svolta politica che Tronti “impone” a *classe operaia* c’è la constatazione del sostanziale fallimento del breve periodo di intervento diretto nelle lotte da parte del gruppo. C’è l’acquisizione fondamentale del fatto che la classe operaia

non rompe del tutto il legame con la vecchia organizzazione politica finché non vede e tocca l’organizzazione nuova, nuova e alternativa⁹⁸

C’è, infine, l’individuazione di uno spiraglio su cui far convergere gli sforzi del gruppo, per uscire da una fase ancora caratterizzata dal minoritarismo e dall’inefficacia dell’azione sul piano politico generale:

Dal punto di vista operaio, un’azione o è di massa, o non è. Un’avanguardia che non trascina il movimento non è diversa da una retroguardia. Il dilemma non è tra spontaneità e organizzazione, ma tra due vie possibili per arrivare all’organizzazione *nuova*. Noi diciamo che si può scegliere *oggi* la via che passa attraverso una *crisi positiva* di una parte almeno delle vecchie organizzazioni⁹⁹

E questa parte è, nella testa di Tronti, il PCI,¹⁰⁰ che in quei mesi sembrava più che mai prestare il fianco a un’opera di revisione

⁹⁷ *Ibid.*, p. 15.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 16.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ «Io non direi che fin dal principio di *classe operaia* c’era questa idea che tutto dovesse confluire dentro il PCI. Questa convinzione interviene dentro l’esperienza, quando mi resi conto che, pur in un periodo eroico, pieno di attività, di interventi e anche di successo (arrivavano in continuazione persone) non si andava da nessuna

delle sue politiche, con la crescita della corrente di sinistra che faceva capo a Ingrao, la preparazione dell'XI congresso e la morte del *lider maximo* Togliatti, alla quale si alludeva nelle ultime righe dell'editoriale:

Le officine Putilov, questa volta con 100000 operai, sono pronte per dare il segnale d'attacco. Una corazzata Potiomkin è facile trovarla in una qualsiasi piazza Statuto. E il pope Gapon non è più e con lui abbiamo seppellito le sacre icone¹⁰¹

Questo il senso di «1905 in Italia». Bisognava far svolgere i processi “costituenti” di una nuova linea politica in una situazione di lotta acuta e di rivolta operaia, un primo momento di rottura che permettesse di creare le condizioni dell'organizzazione di classe:

Nel 1905 i bolscevichi fanno la loro prova del fuoco; dal 1905 nascono i soviet; senza il 1905 non c'è l'ottobre del '17. Una prova generale è necessaria a questo punto per ciascuno di noi e per tutti; dobbiamo ricavarne ricchi frutti a livello di nuova organizzazione¹⁰²

La presa di posizione sul partito, anche in questo caso, non è esplicitata fino in fondo, insieme come segno di fragilità politica e di apertura alla contingenza delle lotte nel loro rapporto con il partito.

Anche nel numero 10-12 di dicembre, dedicato interamente all'argomento, la presa di posizione tra un partito “nuovo e diverso” e una “rivitalizzazione” del PCI rimane volutamente ambigua,¹⁰³ anche se il discorso si approfondisce e si precisa meglio. Visto che il sindacato si trova a organizzare le lotte concrete senza preoccuparsi del loro sbocco politico, e il partito si occupa dello sbocco politico senza il minimo legame con le forme concrete della lotta di classe in fabbrica,

parte; mi resi conto che c'era questa grande sproporzione tra l'ambizione del progetto e le conseguenze pratiche di piccoli gruppi. Nella lotta politica generale l'esperienza di *classe operaia* non esisteva» (Mario Tronti, «Intervista», in *L'operaismo degli anni Sessanta*, *op. cit.*, p. 604).

¹⁰¹ Mario Tronti, «1905 in Italia», *op. cit.*, p. 16.

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ Così l'articolo di prima pagina del n. 10-12 di *classe operaia*: «Arriviamo al problema del partito, facendo avanzare ancora di un passo, che è forse il passo decisivo, un nostro lavoro di costruzione di una linea generale alternativa, che dimostri di saper funzionare al tempo stesso sulla lunga prospettiva storica e dentro determinate situazioni politiche» (articolo non firmato, in *classe operaia*, n. 10-12, dicembre 1964, p. 1).

La vecchia distinzione tra lotta economica e lotta politica deve saltare (...). Sulla base del capitalismo moderno, dal punto di vista operaio, lotta politica è quella che tende coscientemente a mettere in crisi il meccanismo economico dello sviluppo capitalistico¹⁰⁴

Lotta politica intesa quindi come blocco dello sviluppo economico, come imposizione delle condizioni favorevoli per un «*dominio operaio* sul processo di produzione capitalistico». E per fare questo occorre avere l'iniziativa, anche

precedere e imporre le mosse del capitale in modo cosciente a livello di massa sociale (...). Ma questo non si fa senza il passaggio per l'*organizzazione* di quel dominio, senza l'espressione politica di questa organizzazione, senza la mediazione del partito¹⁰⁵

È su questo piano che il rapporto tra la classe e la sua organizzazione politica prende le forme di un «*nodo storico che va politicamente sciolto*». ¹⁰⁶

Questa rinnovata coscienza dell'importanza dell'organizzazione rappresenta per Tronti la conquista del piano della tattica, visto che

la stessa classe non possiede a nessun livello, né a quello della spontaneità né a quello dell'organizzazione, il momento vero e proprio della tattica (...): il partito soltanto poteva e può isolare e cogliere il punto determinato in cui lo scontro di classe si rovescia e può rovesciarsi in rivoluzione sociale.¹⁰⁷

La distanza dalle concezioni spontaneiste, un'accusa che spesso veniva fatta al gruppo da parte delle organizzazioni tradizionali, non può essere in questo caso più marcata. Con l'esplicitazione della centralità e della specificità dell'elemento *politico* Tronti inaugura un nuovo cammino teorico, quello del difficile riavvicinamento tra forma politica e lotte operaie. Un riavvicinamento che, come abbiamo visto, proprio per essere politico deve innestarsi nel punto dello sviluppo economico del capitalismo, cioè in fabbrica: «É chiaro che il rapporto politico tra partito e classe deve nascere in fabbrica, e da qui deve partire per investire tutta la

¹⁰⁴ Mario Tronti, «Classe e partito», in *classe operaia*, n. 10-12, dicembre 1964, p. 2.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 2-3.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 2.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 3.

società, compreso il suo Stato». ¹⁰⁸ Nasce allora la nuova parola d'ordine del “partito in fabbrica”, che *classe operaia* porterà avanti per almeno un anno. È nel partito, e non nel sindacato, che Tronti vede l'unica possibilità di organizzare politicamente l'interesse operaio. Lo sviluppo capitalistico è tale, a questo livello, per cui «nel sindacato vivrà solo la mediazione operaia dell'interesse capitalistico», ¹⁰⁹ mentre nel partito si può realizzare l'autonomia politica e il rifiuto delle politiche di piano.

L'analisi che sostiene questa presa di posizione è basata sulla constatazione di una situazione che precede la stabilizzazione capitalistica e la socialdemocratizzazione del movimento operaio. La stabilizzazione capitalistica, come quadro di sfondo della fase, può realizzarsi, come abbiamo visto, attraverso una sconfitta operaia che però lasci i segni *politici* dell'organizzazione. La socialdemocratizzazione del movimento operaio, che si traduce nella proposta del partito unico da parte di Amendola (il leader della destra all'interno del PCI), marcia invece per un compromesso senza lotta politica, senza specificità di fabbrica, senza la possibilità di riaprire la partita su un livello più alto di organizzazione operaia. Data questa situazione, per Tronti

il momento presente della lotta di classe in Italia deve tendere a dividere questi due processi, a metterli in contraddizione, fino a farli marciare l'uno in direzione contraria dell'altro (...). *Maturità senza stabilizzazione*, sviluppo economico senza stabilità politica: su questo filo bisogna far camminare il capitale. ¹¹⁰

Tutto questo con la consapevolezza strategica del compito che ci si prefigge:

Non si tratta di usare oggi il PCI in senso rivoluzionario. La situazione è molto più arretrata, il compito è ancora tutto negativo. Si tratta di impedire il processo di esplicita socialdemocratizzazione del partito comunista. Perché impedire questo significa già bloccare la stabilizzazione politica del capitalismo in Italia. ¹¹¹

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 4.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 5.

¹¹¹ *Ibid.*

L'autunno di *classe operaia* sarà tutto centrato su questo tentativo: agitazione operaia e intervento sul partito, cercando di innescare una fase tellurica in cui il PCI avrebbe dovuto fare i conti con l'interesse operaio specifico; da qui si sarebbe potuta aprire la fase di riavvicinamento tra classe e partito, liberato dalle retoriche popolari, nazionali, interclassiste.¹¹²

Il discorso sul partito prosegue anche per tutto il 1965, a partire dall'editoriale del numero 1 nel quale si ribadisce «la *necessità soggettiva* che la classe operaia e il movimento operaio passino, in Italia, attraverso questo *momento aperto e generale* della lotta di classe, perché solo questo può rimettere in gioco il rapporto tra classe e sua organizzazione politica».¹¹³ Mantenere alto il livello dello scontro in fabbrica è quindi l'unico modo per impedire la socialdemocratizzazione del PCI. Il gruppo che aveva teorizzato la persistenza dell'antagonismo operaio anche nelle fasi di calma apparente, nella passività e nel rifiuto, si trovava ora a valutare l'impatto politico delle diverse forme di questo rifiuto:

La disponibilità operaia alla lotta non deve mai scomparire dal terreno politico. Ripetiamo che ogni forma di passività, anche di tipo nuovo, anche polemicamente riferita allo stato attuale delle organizzazioni ufficiali, è oggi un pericolo mortale per lo sviluppo del movimento di classe¹¹⁴

La parola d'ordine del “partito in fabbrica”, come abbiamo detto, significava riportare l'organizzazione politica al livello delle lotte di fabbrica, per costringere l'apparato a fare i conti con l'interesse specificamente operaio: «Dalla fabbrica al partito e dal

¹¹² Così Tronti: «Da quel momento in poi (ripeto: non dal principio di *classe operaia*, ma dalla fine del 1964), io cominciai a coltivare quell'idea che vi ho detto (...). Si trattava di prendere questo gruppo di persone, formarle attraverso un lavoro politico che sarebbe dovuto durare relativamente a lungo, e costruire una sorta di cetto politico alternativo. In sintesi: portarlo nel PCI e farne il gruppo dirigente, se possibile, di quel partito. Questa era la folle idea» (Mario Tronti, «Intervista», in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 605-6).

¹¹³ Mario Tronti, «La risposta operaia c'è», in *classe operaia*, n. 1, febbraio 1965, p. 2.

¹¹⁴ *Ibid.*

partito di nuovo in fabbrica». ¹¹⁵ Questa proposta prende le forme di un'alternativa nell'editoriale del numero 3, «O partito unico o partito in fabbrica», nel quale si delineano le due strade possibili per lo scioglimento del nodo gordiano tra classe e sua organizzazione: o il partito viene costretto a fare i conti con le lotte in fabbrica, oppure si innesca una ricomposizione di vertice verso un unico partito socialdemocratico, senza l'appoggio sostanziale degli operai e pronto per la contrattazione delle politiche di piano del capitale. Il momento della contrattazione, nella prospettiva di *classe operaia*, non poteva comunque essere eliminato, ma doveva avere come protagonista il sindacato, il cui ruolo doveva essere quello di sfidare il capitale sul suo stesso livello con un "piano" alternativo, difendendo il livello materiale delle rivendicazioni operaie, mentre «*chi deve porsi soltanto contro il piano e basta è il partito*». ¹¹⁶ Il compito del partito è quello di organizzare lo sviluppo politico della classe operaia, dare forma a quella che Tronti chiama l'accumulazione del potere politico, che l'operaiismo "maturo" ritiene possibile solamente attraverso l'organizzazione. Ma questa organizzazione andava forgiata sulla base delle possibilità reali del momento politico, non poteva in alcun modo essere pensata intellettualisticamente a priori come una rifondazione ex novo di un partito diverso, almeno finché il PCI avesse rappresentato il punto di riferimento principale per gli operai:

La lotta per il partito di domani non può prescindere dalla lotta sul partito com'è oggi. Se così facesse, veramente si condannerebbe a rifare infantili esperienze già fatte da altri. Le soluzioni nuove nell'organizzazione non nascono mai come negazione del vuoto politico di tutto ciò che è stato, ma sempre come lotta positiva contro ciò che l'organizzazione attualmente è, come critica della sua politica passata e come pratica della sua crisi futura ¹¹⁷

¹¹⁵ «Sommari di una annata di *classe operaia*», in *classe operaia*, n. 1, febbraio 1965, p. 21.

¹¹⁶ Mario Tronti, discorso tenuto alla conferenza presso il teatro Gobetti, 14 aprile 1965 (ora con il titolo di «Il partito in fabbrica», in *L'operaiismo degli anni Sessanta*, *op. cit.*, p. 473).

¹¹⁷ Mario Tronti, «O partito unico o partito in fabbrica», in *classe operaia*, n. 3, maggio 1965, p. 2.

La pressione operaia andava allora indirizzata «contro il padrone e verso il partito (...). Noi diciamo che in una situazione, qual è quella italiana, di scontro di classe aperto, anche la lotta per il partito deve essere una lotta aperta».¹¹⁸

Tutto questo discorso sul partito derivava da una presa d'atto fondamentale, che si era andata chiarendo nell'esperienza di un anno di "intervento nelle lotte". È in un discorso a una conferenza al teatro Gobetti a Torino, nell'aprile del '65, che Tronti esplicita questa acquisizione teorica:

Il canale di comunicazione fra classe e partito, dal luogo di produzione al quadro medio, e al vertice del partito, è un canale praticamente bloccato (...). Nasce di qui un insegnamento per noi abbastanza importante: (...) la disponibilità operaia alla lotta contro il padrone non corrisponde e non si ripete come disponibilità operaia alla lotta, non dico contro il partito, perché una parola d'ordine di questo genere non la portiamo avanti in nessun punto, ma come *disponibilità operaia alle lotte verso, dentro il partito*¹¹⁹

Si trattava insomma di riconoscere la presenza di «un certo tipo di passività operaia per quanto riguardava i problemi di organizzazione politica».¹²⁰ Se esiste una spontaneità operaia contro il padrone, che si manifesta in molte forme, dal rifiuto a collaborare alla produzione allo scoppio d'ira violento, che può e deve essere incanalata verso una *forma* politica, non esiste allo stesso livello una «spontaneità operaia a risolvere i problemi dell'organizzazione politica immediata».¹²¹ Questo piano della lotta deve invece essere portato dall'esterno, e questo ruolo, qui la conclusione, può essere svolto solo

da una organizzazione politica già esistente, e soltanto dal partito già ricollegato alla classe come tale (...) Occorre quindi, per quanto riguarda questo problema, organizzare un certo tipo di spinta operaia verso il partito, che non ha assolutamente in sé una sua spontaneità di sviluppo¹²²

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ Mario Tronti, «Il partito in fabbrica», *op. cit.*, p. 468-69.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 469.

¹²¹ *Ibid.*

¹²² *Ibid.*

È a questo punto, e solamente a questo punto, che Tronti parla apertamente del “partito in fabbrica” come del “PCI in fabbrica”:

Riaprire a questo punto questi canali con la parola d’ordine del partito in fabbrica, concepito proprio come partito comunista in fabbrica, ha il valore tattico di rimettere in contatto questi due livelli della classe e della organizzazione¹²³

Inizia anche da qui la riflessione sull’inefficacia della politica del “piccolo gruppo” rispetto agli obiettivi politici più generali. Tronti si rende conto della quasi totale ininfluenza sul piano politico del gruppo di *classe operaia* e inizia a formulare il problema su quale sia la forma politica più adatta a una lotta di lungo periodo:

Il rapporto tra piano capitalistico e lavoro di gruppi legati a esperienze particolari e limitate, quelle di giornali, di riviste, di interventi di base e così via, deve secondo me soprattutto sottolineare l’estrema disparità che esiste oggi tra mezzi e fine all’interno di un lavoro che si voglia fare dal punto di vista operaio a livello operaio (...). Ci sono da rilevare a questo punto soprattutto i limiti invalicabili di questo tipo di esperienza, allo scopo di riproporre il tema di una riorganizzazione di questo lavoro politico su un piano più generale¹²⁴

Compare anche lo spettro di quello che si materializzerà di lì a poco; data l’inefficacia politica dei gruppi, la necessità di abbandonare questa forma organizzativa:

Noi ci troviamo oggi all’inizio di un processo di esaurimento di questi gruppi. (...) questo sviluppo di gruppi che ha avuto in fondo cinque anni di vita, tende praticamente oggi a una sua estinzione. E secondo me, per fare le cose seriamente, occorre organizzare coscientemente questa estinzione (...) capire che l’esistenza di questi gruppi non è la salute del movimento operaio, e dei rapporti tra classe operaia e suo movimento, ma uno stato di malattia¹²⁵

Non siamo ancora alla proposta della liquidazione di *classe operaia*, ma Tronti pone a questo stadio il problema come diretto risultato dello sviluppo politico in fabbrica, come situazione oggettiva per la quale bisogna prendere delle decisioni anch’esse

¹²³ *Ibid.*, p. 470.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 474.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 475.

politiche, per non finire nella formazione velleitaria di un «nuovo partito rivoluzionario».

La svolta sul partito inizia, nel 1965, a trovare l'opposizione di molti all'interno del gruppo di *classe operaia*. A proposito dell'insistenza sull'organizzazione ricorda lo stesso Tronti a riguardo degli ultimi numeri del mensile:

Che questa “organizzazione politica” fosse il PCI, questo era meno esplicito, era una cosa che pensavo io. Non ho mai ritenuto che si trattasse di costruire un nuovo partito, bisognava fare in modo che esplodesse il PCI, questo partito doveva diventare la forma organizzata delle lotte operaie in atto. E questa era la cosa che non passava. Non passava sia perché non c'era nessun riscontro empirico, sia perché c'era una forma di antagonismo nei confronti del PCI¹²⁶

L'anticomunismo, inteso insieme come rifiuto di un rapporto con il PCI e come rifiuto della sua cultura politica, determinato soprattutto da una visione monolitica ed irrimediabilmente compromessa del principale partito della classe operaia, era parte del background di alcuni componenti del gruppo di *classe operaia*. Sicuramente era caratterizzato da un «anticomunismo fortissimo»¹²⁷ Toni Negri, come ricorda Rita Di Leo, ma anche personaggi come Tolin o Piperno avevano sempre impostato la loro azione politica direzionando la lotta “contro” e non “verso” il PCI, come invece Tronti auspicava. Il dissenso su questo punto, man mano che si chiariva politicamente, distanziava sempre più le strade dei protagonisti di *classe operaia*. Anche gli interventi di Tronti, a partire dal primo numero del '65, sembravano informati sempre più spesso all'analisi delle “mancate occasioni” che alle reali possibilità di riattivazione, come testimonia questa trascrizione di un suo intervento tenuto a Mestre nel maggio del '65:

Se dal '60 avessimo portato avanti il discorso sul partito, non avremmo perso tanto tempo nell'inutile lavoro a livello del PSI, lasciando così tranquillo il PCI che solo ora si preoccupa di noi. Se fossimo riusciti a legare prima il nostro discorso con i quadri comunisti, e avessimo collegato i vecchi quadri rivoluzionari alla nuova leva operaia, assicurando così la

¹²⁶ Mario Tronti, «Intervista», in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 605.

¹²⁷ Rita Di Leo, «Intervista», in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 627.

continuità nei quadri dirigenti di fabbrica, non si sarebbe creato il vuoto tra di essi. Ora vediamo che è rimasto il vecchio quadro comunista con il quale andando avanti dovremo scontrarci anche a pugni¹²⁸

Uno spaccato sul dissenso interno a “classe operaia” ci viene dalla testimonianza di Rita Di Leo, che racconta di una riunione tenutasi probabilmente nella primavera del ’65:

Successo che Mario fece un discorso bellissimo, devo dire proprio bellissimo, sull’inutilità di quello che stavamo facendo e sul fatto che non stavamo andando da nessuna parte. Non c’erano alternative: o ci attrezzavamo a fare qualcosa di meglio nella direzione di una qualche consonanza con una parte del sindacato e del partito o ci saremmo dovuti riconoscere per quello che eravamo, cioè un gruppuscolo che non era riuscito a sfondare. Utopisti massimalisti. Successo che Alberto si trovò d’accordo con Toni Negri e con Piperno e prese posizione contro Mario (...). Essere contro il PCI divenne la discriminante tra chi era contro Mario e chi no¹²⁹

A questo punto lo stesso Mario Tronti prende oggettivamente congedo dall’esperienza di *classe operaia*, continuando comunque per un anno a cercare una via d’uscita non liquidatoria, in grado di far rinascere il patrimonio di pensiero che si era creato su un livello diverso. Nel fare questo, l’unica alleata che sembra essergli rimasta è proprio Di Leo, che cerca di articolare nuovamente i paletti attorno ai quali si dovrebbe pensare a un rilancio di *classe operaia*:

Ripeto, i sommovimenti all’interno del PCI ci interessano non perché la sinistra rappresenti una alternativa per la classe, ma perché essi sono la dimostrazione che il partito non è un fossile, di cui imparare ogni giorno a fare a meno, ma uno strumento di potere di cui va organizzata con pazienza la conquista (...). Non facciamoci suggestionare dallo spavento di Negri per gli operai italiani in procinto di inglesizzarsi; grazie a particolari italianissime fortune la classe operaia italiana non è

¹²⁸ Mario Tronti, intervento a una riunione a Mestre, 17 maggio 1965 (ora con il titolo «*classe operaia*, una riunione a Mestre», in *L’operaismo degli anni Sessanta*, *op. cit.*, p. 482).

¹²⁹ Rita Di Leo, «Intervista», in *L’operaismo degli anni Sessanta*, *op. cit.*, p. 631.

ancora sbriciolata in milioni di operai ridotti a esprimere lotte personali contro il padrone¹³⁰

Il risultato immediato di questi dissensi è l'interruzione momentanea della pubblicazione del giornale, che dopo un numero nell'ottobre del '65 si eclissa fino al maggio dell'anno successivo.

Il numero che riapre le pubblicazioni si presenta molto diverso da quelli precedenti: la grafica è più sobria, da mensile si è trasformato in trimestrale, gli articoli sono più teorici e meno incentrati sull'intervento in fabbrica. Anche il pubblico a cui si rivolge *classe operaia* sembra essere cambiato, in linea con la constatazione del sostanziale fallimento dell'opzione "agitatoria". Più che alla formazione di "quadri operai" il giornale si rivolge ora, in questa nuova veste, soprattutto ai quadri di partito e ai suoi vertici, trasformandosi da centro organizzativo a periodico politico-culturale. Nei primi mesi del 1966 l'occasione per riprendere in mano la parola d'ordine del "partito in fabbrica", anche se in forme e con prospettive in parte diverse, non era di certo mancata. Una lunga e aspra vertenza sul contratto dei metalmeccanici stava mobilitando il fronte operaio:

Milioni di operai in lotta: questo è il '66. Doveva passare alla storia come il primo anno del piano capitalistico. È esploso invece nella cronaca politica come l'anno della riscossa operaia (...). Indubbiamente c'è stato un salto, che è solo ancora di quantità (...). Un processo di *massificazione delle lotte* è in atto¹³¹

Nell'analisi dell'editoriale di Tronti venivano ben evidenziate le luci e le ombre di questa nuova estensione delle lotte. Se la situazione reale era quella di un sostanziale fallimento del tentativo di portare il "partito in fabbrica", a livello delle lotte la massa operaia dava invece segnali di unità. Mancando però la possibilità dell'organizzazione politica di questa forza di massa, la classe operaia usava le strutture sindacali, che nella vertenza avevano assunto un piano di unità, per i suoi scopi di lotta: «Gli operai non ci sputano sopra. Sanno che è utile e la utilizzano come possono. Del

¹³⁰ Rita Di Leo, appunti di una discussione politica interna al gruppo, primavera 1966 (ora con il titolo «Uso operaio del partito», in *L'operaismo degli anni Sessanta, op. cit.*, p. 540-41).

¹³¹ Mario Tronti, «Fronte unico contro la socialdemocrazia», in *classe operaia*, n. 1, maggio 1966, p. 1.

resto non è l'unità sindacale che ha creato la massificazione delle lotte, ma questa quella». ¹³² L'XI congresso del PCI, conclusosi a gennaio, aveva sancito la vittoria dell'area di centro-destra del partito, orientata verso un discorso di collaborazione alle riforme di sistema. La corrente di sinistra, capeggiata da Ingrao, si era certo costituita come valida alternativa di direzione, rompendo l'unità del partito mantenuta fino a quel momento da Togliatti, ma non aveva avuto la forza, o forse la volontà, di imporsi al partito con un'aspra battaglia politica. Questa situazione di inerzia sul piano politico, una delle "ombre" tratteggiate nell'editoriale, poteva paradossalmente aprire ancora alla "luce" della possibilità di far assumere al partito rivendicazioni operaie specificamente politiche. Se sul terreno economico e rivendicativo si trovava l'unità nel sindacato, questo lasciava uno spazio che rimaneva scoperto, uno spazio per le rivendicazioni politiche da indirizzare direttamente sul partito:

La situazione del movimento operaio organizzato, lo stato dei partiti storici, è oggi al tempo stesso interessante e drammatico. Interessante, perché non sta fermo, si muove, cerca qualche cosa di nuovo, perché le cose vecchie, le vecchie forme di organizzazione, non reggono più, sono in crisi, le rifiutano tutti, gli operai da una parte, i capitalisti dall'altra. Drammatico, perché a livello di classe tutto questo gran movimento si identifica con la quiete assoluta (...). Agli operai la stagione dei congressi ha detto solo questo: la soluzione al problema del partito è molto lontana. Di qui, l'exasperazione e la generalizzazione delle lotte, il recupero del terreno sindacale ¹³³

Anche alla fine di questo editoriale la mira non è più sul piano del rilancio concreto, ma sulla consapevolezza della giustezza della propria lettura di fase, in una contingenza che non sembra lasciare altro terreno che quello della ripetizione:

Sapere i bisogni politici del momento e non poterli ancora soggettivamente soddisfare è un passaggio obbligato per chi si propone non piccole cose. È stato così per altri. È così per noi. Di qui non c'è passaggio alla sfiducia, ma semmai alla ricerca,

¹³² *Ibid.*

¹³³ *Ibid.*, p. 32.

al tentativo successivo, al provare e riprovare finché l'esperienza non riesce¹³⁴

Gli ultimi due numeri di *classe operaia* escono nell'ottobre '66 e nel marzo '67. Il numero 2 è un breve "foglio di intervento", incentrato sull'unificazione di PSI e PSDI e sulla prospettiva di una socialdemocratizzazione dello scenario politico. Tronti ribadisce in questo caso come anche questa operazione lasci un vasto spazio agibile per un partito operaio che si prenda carico delle rivendicazioni *politiche*, di parte, della classe:

Non bisogna confondere la tendenza con la realtà: è quel che fa chi profetizza come sarà l'Italia basandosi su com'è l'Inghilterra; chi vede già eguali il PCI così com'è e la socialdemocrazia testé unificatasi; chi scambia la volontà soggettiva dei gruppi dirigenti con il destino oggettivo del movimento operaio. È la posizione, rivoluzionaria soltanto a parole, di chi pensa e agisce con atteggiamento professionalmente minoritario; è il marchio tipico delle minoranze storiche "illuminate", che si salvano sempre la coscienza ma che non contano un fico secco¹³⁵

Il numero 3, l'ultimo, con il monito finale «Non abbonatevi!», chiude con il resoconto del ciclo di lotte appena attraversato:

Questi anni '60 finiranno in anticipo (...) in Italia hanno già il loro posto. Alto contenuto delle lotte, forme massificate, ricca continuità del movimento, carattere aperto dello scontro e grossi risultati provvisori ma effettivi

Classe operaia si congeda in questo editoriale rilanciando tre punti fondamentali: il problema del partito ancora da risolvere, la centralità delle lotte sul salario rispetto a tutte le altre rivendicazioni, lo sguardo sulla classe operaia mondiale in estensione progressiva. La chiusura è allora pensata come la fine di un ciclo, non nei termini di una sconfitta, ma in quelli di un «prossimo possibile salto in avanti» che permetta di riformulare l'accumulo di esperienze

¹³⁴ *Ibid.*

¹³⁵ Mario Tronti, «L'alternativa alla socialdemocrazia: unificazione a sinistra», in *classe operaia*, n. 2, ottobre 1966, p. 2. Continua Tronti: «Un margine per l'azione politica si trova proprio con un'analisi che intravede anche per l'Italia la possibilità di una socialdemocratizzazione di massa (...). Soltanto avendo chiara la fase di transizione fra l'unificazione socialdemocratica parziale e quella integrale, si può adottare un programma di transizione nella lotta all'interno del movimento operaio» (*Ibid.*, p. 2).

teoriche e politiche su un piano diverso. Le ultime righe dell'editoriale esprimono proprio questa necessità:

Adesso noi ce ne andiamo. Le cose da fare non ci mancano. Un monumentale progetto di ricerche e di studi viaggia nella nostra testa. E politicamente, con i piedi sulla terra ritrovata, c'è da conquistare il nuovo livello dell'azione. *Non sarà facile*¹³⁶

L'esperienza dell'operaismo *politico*, come abbiamo detto in apertura, ci parla sostanzialmente di una sconfitta politica, la sconfitta di riportare al centro dell'azione del PCI l'interesse operaio come interesse politico. Questa sconfitta avrà delle conseguenze importanti sulla storia dei partiti di sinistra in Italia. Il PCI, che aveva fatto in questi anni '60 la sua prima vera esperienza di "contenimento" di gruppi politici alla sua sinistra, si troverà, tra la fine degli anni '60 e lungo tutto il decennio dei '70, a ripetere un copione scritto in parte in questi anni: condanna dello spontaneismo e del velleitarismo, radicamento nella società più che nella fabbrica, battaglia culturale sul crinale storicista, contenimento della spinta operaia nei momenti "caldi" e trasformazione di questa spinta in consenso elettorale. La rivolta studentesca del '68, nelle forme certo estranea al partito, sorprenderà gli stessi operai:

Di fronte al movimento del 1968 fui pieno di diffidenza: noi che volevamo le lotte operaie ci trovavamo di fronte le lotte studentesche¹³⁷

Anche la stagione dei movimenti degli anni '70 rimarrà in parte estranea a Tronti e a quel nucleo di persone che erano andate sviluppando un rifiuto della politica dei gruppi.

Questo rifiuto dell'avventura minoritarista possiamo considerarlo una delle lezioni più importanti dell'esperienza che abbiamo appena riassunto. Sin dai *Quaderni rossi*, infatti, l'atteggiamento fu quello del rifiuto di ogni chiusura minoritaria: uno dei problemi principali era e rimaneva quello del rapporto con il movimento operaio, attraverso momenti di radicale rottura o di uso tattico delle forze in campo. Come ricorda Asor Rosa, nei primi anni, a parte qualche simpatia trockista in taluni componenti più anziani di questo gruppo, esso si caratterizzava abbastanza

¹³⁶ Mario Tronti, «Classe partito classe», in *classe operaia*, n. 3, marzo 1967, p. 28.

¹³⁷ Mario Tronti, «Intervista», in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 607-8.

originalmente per non aver niente a che fare con le vecchie e sterili minoranze storiche del movimento operaio (bordighisti, luxemburghisti, trockisti), verso le quali, anzi, manifestava un singolare disprezzo, che del resto era cordialmente ricambiato¹³⁸

Anche dopo la fine dell'operaismo *politico*, negli anni '70, il rifiuto della "politica di gruppo" rimarrà una discriminante fondamentale nei modi di riappropriarsi dell'esperienza dei *Quaderni rossi* e di *classe operaia*. Come scrive Tronti a proposito di uno dei gruppi più attivi del periodo successivo guidato da Negri e Piperno:

Quello di *Potere operaio* non era un operaismo politico, era una forma di uso degli operai da parte di un gruppo¹³⁹

Queste riimmersioni del *discorso* operaista, delle sue conquiste teoriche all'interno della stagione dei gruppi degli anni '70, segnano certo un'acquisizione forte e importante della critica di sinistra, ma da sole non rendono fino in fondo giustizia a questa esperienza, soprattutto nella sua parabola politica che qui abbiamo cercato di sintetizzare. Preso dunque atto delle divisioni e delle diverse strade imboccate dai suoi protagonisti, rimane comunque un nucleo forte di pensiero e di azione del gruppo nato nei *Quaderni rossi* e poi transitato in *classe operaia*. E questo nucleo può essere sintetizzato nel tentativo di formulare un *radicalismo* inteso come opposto del *velleitarismo*. L'operaismo *politico* può in questo caso aiutare a non misurare la presa di posizione politica sullo specchio rotto che divide radicalismo-minoritarismo-estremismo da una parte e compromesso-generalità-moderatismo dall'altra. La lezione che sembra voler testimoniare è invece quella di cogliere in questo spettro di posizioni lo spettro deforme del piano del capitale, che pone la falsa alternativa tra testimonianza nella purezza e compromissione nella complicità. La vera azione politica è invece quella che fa collassare l'una sull'altra queste alternative, non risolvendole in un compromesso, ma trovando il nucleo fecondo di un termine dentro il suo presunto opposto. Tutto questo a condizione che ci sia un soggetto con un pensiero forte, ambizioso, sicuro di sé perché occupa una posizione centrale nel meccanismo economico. Un soggetto anche solo alluso,

¹³⁸ Alberto Asor Rosa, «La cultura», », in *Storia d'Italia IV. Dall'Unità a oggi*, t. 2, *op. cit.*, p. 1653.

¹³⁹ Mario Tronti, «Intervista», in *L'operaismo degli anni Sessanta*, *op. cit.*, p. 609.

forzato, tendenziale, perché le premesse si creano anche nello sviluppo che ne consegue.

Dalla ricostruzione che abbiamo fatto possiamo anche rilevare come la storia dell'operaismo *politico* ci parli di una costante delle fasi di mobilitazione sociale, non solo di quelle operaie ma anche di altre e diverse esperienze, fino ai movimenti di questo inizio di secolo, che rompono la narrazione egemone e mettono in crisi il normale fluire dei rapporti di dominio. Questa costante sembra essere quella di una scoperta sempre *ritardata* del momento propriamente *politico*. Orfane di una teoria *politica* delle lotte, dal 1917 in poi le varie stagioni di mobilitazione hanno infatti seguito un copione molto simile: fase alta del conflitto, prospettiva strategica sul ribaltamento dei rapporti di forza, comprensione dell'inefficacia politica delle mobilitazioni, discorso sul rilancio politico di un soggetto ormai estraneo a questo sviluppo. L'esperienza di *classe operaia* è forse una delle più chiare e conseguenti da questo punto di vista, la consapevolezza dei limiti politici dell'intervento avviene infatti relativamente presto, anche se viene imposta sostanzialmente dall'alto. Il tentativo fallisce, come abbiamo visto, ma si tratta del punto più vicino raggiunto da un gruppo organizzato alla riformulazione del problema dell'organizzazione in uno scenario post-leninista. Sembra un paradosso, ma un'esperienza politica di quasi mezzo secolo fa può parlare più direttamente ai problemi della sinistra contemporanea di quanto possa fare l'ennesimo filosofo *engagé*.

Mario Tronti et l'opéraïsme politique des années soixante.

MICHELE FILIPPINI

L'expérience politique et intellectuelle de l'opéraïsme italien peut désormais être à juste titre considérée comme faisant partie des « classiques » du marxisme du XX^{ème} siècle. Son legs pratique et théorique a été « socialisé » et fréquemment « ré-élaboré » par les luttes sociales et par les lectures dont celles-ci ont fait l'objet, en dépassant les confins de l'Italie et en contaminant d'autres contextes. De ce point de vue, l'histoire de l'opéraïsme est essentiellement une histoire victorieuse, sa fécondité en tant que « boîte à outils » théorique étant indéniable.

À côté de cette histoire, on en trouvera cependant une autre, souvent oubliée et mal comprise, mais tout aussi importante que l'histoire « théorique ». Cette histoire est l'histoire de l'opéraïsme *politique*, qui fut une dimension *essentielle* et *décisive* de l'expérience opéraïste italienne. Cette expérience, qui fera l'objet de notre texte, sera interprétée à partir du trajet politique et intellectuel de Mario Tronti. Si l'histoire de la *théorie* opéraïste est essentiellement une histoire de victoires, l'histoire de la *politique* opéraïste est en revanche l'histoire d'une défaite indéniable.

Nous considérerons l'*opéraïsme politique* comme une tentative, notamment de la part de M. Tronti, d'élaborer des stratégies politiques à partir des hypothèses théoriques et des expériences concrètes des luttes ouvrières des années 1960. Cette expérience commence en 1959 et finit en 1967 : les élaborations théoriques ultérieures de la part des protagonistes, bien qu'elles

prolongent à certains égards cette expérience-là, n'ambitionneront plus de s'imposer comme discours politique et stratégique pour la classe ouvrière ni pour le mouvement ouvrier.

Dans la deuxième phase de l'après-guerre, face à la lecture idéaliste et humaniste du marxisme menée par le PCI, un courant « hétérodoxe » avait essayé de lire les œuvres de Marx comme des œuvres « scientifiques ». Le legs théorique de cette tradition, et notamment des travaux de Lucio Colletti, contribuera à produire une transformation radicale du rapport entre théorie et *praxis*. En 1959, Lucio Colletti et Mario Tronti présentent, lors d'un Séminaire, deux exposés complémentaires, le premier formulant, par le biais du concept d'« abstraction déterminée », les assises d'un discours marxien sur l'unité théorie-pratique, le second développant cette position théorique dans le cadre de la pratique politique menée par un chercheur-théoricien. Le défi lancé par Colletti consistait à vouloir sortir des impasses théoriques du marxisme économiste et idéaliste, le rôle de Tronti consistant à prendre politiquement en charge ces thèses théoriques :

Je trouve que le pire, pour ceux qui se positionnent dans le camp du marxisme, est justement d'opérer cette scission (...) entre théoriciens et chercheurs (...). Si *Le Capital* est à la fois une œuvre scientifique et un moment interne de l'action politique qui modifie la réalité objective, on pourrait également affirmer que la Révolution d'Octobre elle-même ou la Commune de Paris représentent à la fois un grand processus pratique et une puissante découverte théorique¹.

Ces lignes ont été écrites en 1959 ; cette « puissante découverte théorique » doit être trouvée et pratiquée dans les usines, dans l'organisation de l'ouvrier-masse, ce que le groupe naissant des *Quaderni Rossi* se donnera comme tâche.

Dans l'éditorial du deuxième numéro des *Quaderni rossi*, Tronti fonde son discours sur le rôle du mouvement ouvrier par rapport au développement capitaliste. Ses efforts visent une

¹ Mario Tronti, « A proposito di marxismo e sociologia », exposé au Séminaire *Marxismo e sociologia* (Rome, Istituto Gramsci, 13-19 avril 1959), in Giuseppe Trotta et Fabio Milana (éd.), *L'operaismo degli anni Sessanta*, Rome DeriveApprodi, 2008, p. 79.

« radicalisation ouvrière » du parti et le refus par les syndicats de collaborer aux politiques de planification capitaliste. La situation politique italienne au début des années 1960 témoigne d'une puissante offensive capitaliste : la planification économique, dont la forme gouvernementale est représentée par les gouvernements de centre-gauche, est au cœur du développement capitaliste. Le PCI, se voulant « parti populaire » (*partito di popolo*), est impuissant face à cette offensive. Une révision radicale s'impose, concernant l'analyse du capitalisme italien, interprété traditionnellement comme un capitalisme arriéré. Dans cette conjoncture, l'opéraïsme essaye de redécouvrir Marx comme auteur du *Capital* en l'opposant aux « idéologies marxistes ». Cette position aurait dû se soutenir avec une action pratique-politique sur la Classe *et* sur le mouvement ouvrier : il fallait repérer dans les luttes de la classe ouvrière cette « puissante découverte théorique » qui aurait permis le bon fonctionnement des « abstractions déterminées » de la théorie. Sur ce point, avant même la parution du deuxième numéro des *Quaderni rossi*, les premiers différends entre le groupe des « interventionnistes » de Rome et celui des « sociologues » turinois commencèrent à se manifester.

Au cours du mois de juin 1962, on assiste à l'émergence d'un grand cycle de mobilisation après le long silence qui avait suivi la défaite de la FIOM² dans les années 1950. Le 26 juin, après une série de grèves de masse, la FIAT eut recours à la *serrata*³, et, l'après-midi du 7 juillet, une manifestation organisée par les syndicalistes devint un véritable assaut contre le siège de l'organisation syndicale UIL (la célèbre « révolte de Piazza Statuto »). Entre le 6 et le 7 juillet, les *Quaderni Rossi* distribuent leur premier tract « politique », en se présentant pour la première fois comme un sujet politique autonome.

À la veille de la parution du troisième numéro des *Quaderni*, les positions du groupe interventionniste romain deviennent de plus en plus explicites. Tronti informe Panzieri de son intention de concentrer les efforts politiques du groupe

² L'organisation des ouvriers de l'industrie métallurgique, branche interne de la CGIL, le syndicat proche du PCI. [N. d. T.].

³ Fermeture patronale de l'usine ; angl. *Lock out* [N. d. T.].

en un point *particulier* qui serait par la suite susceptible d'une généralisation immédiate. Frapper un point névralgique du système, *un seul point*, où le niveau [du développement] du capital et le niveau ouvrier [de conflictualité] s'affrontent sous une forme classique (...). Un tel point ne peut être que FIAT⁴.

La revendication d'un « droit à l'expérimentation » est explicite dans la partie finale de l'article de Tronti prévu pour le troisième numéro des *Quaderni Rossi*. Il centre son discours sur le rapport entre théorie et pratique envisagé comme un rapport qui devrait opérer dans les deux directions, et il souligne le caractère crucial de l'usine comme site décisif pour la découverte d'une organisation politique inédite de la classe ouvrière.

La rupture définitive entre les deux courants des *Quaderni rossi*, le courant interventionniste et le courant sociologique, n'aura lieu qu'à la fin de l'été 1963, lorsque les possibilités d'une synthèse politique seront complètement épuisées. L'article « Il piano del capitale », écrit depuis des mois et prévu comme éditorial du troisième numéro, sera publié en deuxième article du volume, précédé par un texte signé Q.R., écrit par Vittorio Rieser et Panzieri, et qui contient une prise de distance vis-à-vis de plusieurs positions de Tronti.

À la fin du mois de mai, Tronti expose lors d'une réunion du groupe de Rome les considérations suivantes : le pivot autour duquel tout le discours s'organise est la réflexion sur l'autonomie de la classe vis-à-vis du capital, c'est-à-dire l'hypothèse d'une antériorité de la classe ouvrière par rapport à celle des capitalistes, et des luttes ouvrières par rapport au développement capitaliste. Par le biais de cette généalogie « renversée » de la société moderne, Tronti met en question le concept de « révolution bourgeoise », en affirmant que « ce n'est qu'au niveau propre de la classe ouvrière qu'on pourra parler, dans un sens spécifique, de révolution, de rupture révolutionnaire »⁵. L'accumulation qui caractérise la classe ouvrière n'est aucunement une accumulation économique (à l'instar de celle qui serait propre à la classe bourgeoise), mais toujours déjà une

⁴ Mario Tronti, lettre à Raniero Panzieri, 9 janvier 1963, in *L'operaismo degli anni Sessanta, op. cit.*, p. 258-259.

⁵ Mario Tronti, « La rivoluzione copernicana », transcription du procès-verbal de la réunion du 27 mai 1963, in *L'operaismo degli anni Sessanta, op. cit.*, p. 291.

accumulation politique, de revendications politiques, de formes de lutte politique, comme, par exemple, le « refus de collaborer au développement ». Le caractère entièrement politique de la montée en puissance de la classe ouvrière est considéré du point de vue de la fragilité de ses acquis : d'un côté, à cause du passage au moment organisationnel, toujours précaire dans ses formes mais incontournable dans les faits ; de l'autre, à cause de l'aléatoire immanent à cette sorte d'accumulation politique. La scène stratégique pour la classe, selon cette analyse trontienne, consiste dans les données suivantes : organisation politique et refus de collaboration au plan du capital dans l'immédiat, mais de façon à envisager un avenir possible où « il y aura une organisation efficace de la classe ouvrière qui, loin de se limiter à avancer certaines revendications, refusera ce que le capital lui demandera »⁶. Donc, « au moment où aura lieu le refus de la classe ouvrière de se faire médiatrice du développement du capitalisme, à ce moment-là toute la machine économique sera arrêtée »⁷. Telle est la formule de la Révolution en Occident, dans les sociétés du capitalisme avancé, où le plan politique de la classe ouvrière est à la hauteur du plan du capital. Le passage des *Quaderni rossi* à *classe operaia* est la condition du passage de ces « premières hypothèses » à « une expérimentation politique d'un genre nouveau ».

Le tournant du printemps 1963 conduit à la scission de l'année suivante. Tronti renforce en fait l'axe Rome-Padoue en créant « *classe operaia : mensile politico degli operai in lotta* » (*classe ouvrière : mensuel politique des ouvriers en lutte*). Dès l'automne de la même année, est élaboré un projet organique concernant les trois premiers numéros : le premier doit porter sur les luttes ouvrières à l'intérieur du développement capitaliste, le deuxième sur la situation internationale, le troisième sur la centralité ouvrière et la question des alliances. Notamment dans l'éditorial du premier numéro, « Lenin in Inghilterra » (« Lénine en Angleterre »), Tronti focalise son discours sur la maturation politique de la classe ouvrière. En assumant la figure de la classe ouvrière comme sujet potentiellement conscient de ses objectifs politiques, il marque une

⁶ *Ibid.*, p. 294.

⁷ *Ibid.*, p. 295.

différence entre tactique et stratégie dans la gestion des luttes : « L'horizon stratégique [doit consister dans la] capacité politique d'imposer habilement le réformisme au capital tout en l'utilisant brutalement en vue de la révolution ouvrière », alors que

la position tactique (...) est et doit nécessairement être moins claire et, disons-le, plus subtilement ambiguë (...) car les deux réformismes, celui du capital et celui du mouvement ouvrier, s'ils devraient bien sûr se rencontrer, ne devraient le faire que suite à l'initiative ouvrière ; quand donc l'initiative, comme c'est le cas aujourd'hui, vient toute du côté capitaliste, l'intérêt ouvrier est de garder ces deux réformismes distincts.

Après les trois premiers numéros le groupe de *classe operaia* se trouve dans la nécessité de tracer une nouvelle ligne qui prenne la mesure de la prolongation de la phase conjoncturelle ainsi que du profil bas dont fait preuve le réformisme en Italie. Avec l'éditorial du numéro 4-5, « Vecchia tattica per una nuova strategia » (« Vieille tactique pour une stratégie nouvelle »), ainsi qu'avec le séminaire organisé à Piombino entre le 1 et le 3 mai 1964, on peut parler d'une première mutation par rapport aux coordonnées fixées dans « Lenin in Inghilterra » : la passivité ouvrière poussant stratégiquement l'adversaire à la cohérence ne paraît plus une forme de lutte adaptée à une conjoncture où l'initiative est du côté du capital ; elle doit donc se transformer en lutte ouverte, non pas dans le but de gagner des combats qui de toute façon ne seraient en rien décisifs, mais afin d'augmenter l'accumulation de force politique et organisationnelle de classe. L'appel est à « la formation d'un réseau entièrement nouveau, un réseau autonome de dirigeants politiques »⁸, capables de rendre inattaquable le discours de *classe operaia*, non seulement du point de vue théorique mais également politique.

On arrive ainsi, après deux numéros parus au cours de l'été, tous deux centrés sur la question de « L'Intervento politico nelle lotte » (« L'Intervention politique dans les luttes »), au tournant de septembre 1964, avec l'éditorial du numéro 8-9 « 1905 in Italia » :

On a qualifié d'"ambigu" le rapport actuel entre la classe et ses organisations traditionnelles, entre classe ouvrière et mouvement ouvrier. *Cette ambiguïté doit être dépassée.* Un

⁸ Mario Tronti, « Relazione al convegno di Piombino », in *L'operaismo degli anni Sessanta*, op. cit., p. 381 et p. 383.

discours direct sur les conditions du mouvement ouvrier en Italie est désormais mûr, en Italie, au niveau de la classe⁹.

Le tournant « imposé » par Tronti à *classe operaia* se fonde sur le constat de l'échec de la courte période d'intervention directe dans les luttes, et sur la prise de conscience fondamentale du fait que la classe ouvrière « ne rompt pas vraiment le lien avec la vieille organisation politique tant qu'elle ne voit ni touche l'organisation nouvelle, nouvelle et alternative »¹⁰. Le sens de « 1905 in Italia » repose donc entièrement sur la tentative de susciter les processus « constituants » d'une nouvelle ligne politique à l'intérieur du PCI, dans une situation de lutte aiguë et de révolte ouvrière.

Le discours sur le parti, dans les numéros qui suivront, se développe à partir d'une prise d'acte fondamentale :

Le canal de communication entre la classe et le parti, entre lieu de production, cadres moyens et direction du parti, *est un canal pratiquement bloqué* (...). D'où un enseignement qui a pour nous une certaine importance (...) la disponibilité ouvrière à la lutte contre les patrons ne correspond guère à, ni se double de, une (...) *disponibilité ouvrière aux luttes vis-à-vis du et dans le parti*¹¹.

Il s'agit en somme de reconnaître la présence d'« un certain type de passivité ouvrière en ce qui concerne les questions d'organisation politique »¹². Un tel projet doit donc venir de l'extérieur, et un tel rôle ne peut être joué que « par une organisation politique déjà existante, et par le parti lié à la classe en tant que telle »¹³. C'est à partir de ce moment que Tronti parle ouvertement du « parti dans l'usine » comme du « PCI dans l'usine ». C'est également le début d'une réflexion sur l'inefficacité de la politique des « petits groupes » face aux objectifs politiques plus généraux. Tronti prend conscience de l'absence quasi totale d'influence, sur le plan politique, du groupe de *classe operaia*, et commence à réfléchir

⁹ Mario Tronti, « 1905 in Italia », in *classe operaia*, n° 8-9, septembre 1964, p. 15.

¹⁰ *Ibid.*, p. 16.

¹¹ Mario Tronti, « Il partito in fabbrica », *op. cit.*, p. 468-469.

¹² Mario Tronti, Discours tenu à la conférence du 14 avril 1965 au théâtre Gobetti, maintenant édité avec le titre « Il partito in fabbrica », in *L'operaismo degli anni Sessanta*, *op. cit.*, p. 469.

¹³ *Ibid.*.

sur la forme politique la plus apte à une lutte de longue durée. Entre-temps, le tournant à propos du parti commence à rencontrer une opposition grandissante à l'intérieur de *classe operaia*. Le désaccord sur ce point, grandissant au fur et à mesure qu'il s'éclaircit politiquement, fait que les chemins des protagonistes de *classe operaia* se séparent progressivement. Les interventions de Tronti lui-même, à partir du premier numéro de 1965, paraissent de plus en plus axées sur l'analyse des « occasions manquées » plutôt que sur les occasions réelles de réactivation. Après une période de blocage, le numéro qui relance la revue apparaît ainsi sensiblement différent des précédents. Ne visant plus la formation de « cadres ouvriers », le journal s'adresse à présent surtout aux cadres du parti communiste et à sa direction, cessant d'être un centre organisationnel pour devenir un périodique politico-culturel. Les deux derniers numéros de *classe operaia* datent ainsi d'octobre 1966 et de mars 1967.

L'expérience de l'opéraïsme *politique* – on l'a dit – témoigne avant tout d'un échec politique, celui de la tentative de remettre au centre de l'action du PCI l'intérêt de classe ouvrier en tant qu'intérêt politique. Cet échec aura de lourdes conséquences sur l'histoire des partis de gauche en Italie. Le PCI a fait au cours de cette période sa première expérience de « contention » des groupes politiques évoluant à sa gauche : il ne fera, à partir de la fin des années 1960 et pendant toute la décennie 1970, que répéter une partition largement rédigée au cours de ces années.

Un des enseignements fondamentaux de l'expérience que l'on vient de décrire consiste dans le refus de l'aventure minoritaire. Les résurgences posthumes du *discours* opéraïste, si elles représentent un acquis fort et important de la gauche critique, ne suffisent pas, à elles seules, à rendre compte d'une telle expérience, en particulier en ce qui concerne sa trajectoire politique ici résumée. Une fois pris acte des divisions et des différents chemins empruntés par ses protagonistes, on reconnaît néanmoins un noyau dur dans la pensée comme dans l'action du groupe né dans les *Quaderni Rossi* et passé ensuite dans *classe operaia*. Et ce noyau peut être situé dans la tentative de concevoir un *radicalisme* qui serait à l'opposé de tout *vellétarisme*. L'opéraïsme *politique* peut donc se révéler utile afin de ne pas mesurer les prises de position politiques par le prisme biaisé de l'opposition entre radicalisme-minoritarisme-extrémisme d'un

côté et compromis-généralité-modératisme de l'autre : la leçon dont il serait porteur consisterait au contraire à reconnaître dans cette fausse alternative un spectre, déformé par le plan du Capital, imposant la fausse alternative entre témoignage dans la pureté et compromission dans la complicité. La vraie action politique bouleverse cette fausse alternative, non pas au moyen du compromis, mais en repérant le noyau fécond d'un terme dans son contraire supposé. Tout ceci suppose cependant l'existence d'un sujet avec une pensée forte, ambitieuse, un sujet qui occupe une place centrale dans le mécanisme économique. Un sujet dont le statut est peut-être uniquement celui d'une *tendance*, d'un *forçage*, voire d'une *allusion*, car ses conditions de possibilité se constituent également dans le développement qui en dérive.

On peut également remarquer comment l'opéraïsme *politique* renvoie à une constante dans les phases de mobilisation sociale, non seulement des mobilisations ouvrières mais aussi d'expériences différentes, jusqu'aux mouvements de ce début de siècle, rompant avec la narration hégémonique et mettant en crise le cours normal des rapports de domination. Cette constante consiste dans la découverte toujours *tardive* du moment proprement *politique*. Privées d'une théorie *politique* des luttes, depuis 1917 jusqu'à aujourd'hui, les mobilisations les plus diverses semblent en fait avoir toujours suivi un scénario similaire : phase aiguë du conflit, perspective stratégique d'un renversement des rapports de force, compréhension de l'inefficacité politique des mobilisations, production d'un discours sur la relance politique mais qui reste désormais extérieure à tout ce développement. L'expérience de *classe operaia* est en ce sens l'une des plus claires et conséquentes, dans la mesure où la prise de conscience des limites politiques de son intervention, quoique imposée presque de manière « décisionniste », eut lieu assez tôt. Ce qui ne l'empêchera pas d'échouer – comme on l'a vu – mais d'échouer en atteignant l'un des points les plus hauts jamais atteints par un groupe organisé de la conscience du problème que pose l'organisation dans le contexte post-léniniste.

(Traduit de l'italien par A. Cavazzini et L. Boni)

Le bon usage des ruines.

Franco Fortini et la question des intellectuels dans la Séquence rouge italienne.

ANDREA CAVAZZINI

*Qui sarò stato io vivo; e ai generali
destini che mi struggono, l'errore
che fu mio, e il mio vero, resterà¹*

*Ici j'aurai été moi vivant ; et aux généraux
destins qui me déchirent, l'erreur
qui fut mienne, et mon vrai, restera*

Franco Fortini, 1956

Préambule

Cet essai porte sur la « question intellectuelle » telle qu'elle fut traitée au sein de la *Nuova Sinistra* italienne². Notre but consiste à

¹ Dernières lignes du poème « Aldilà della speranza. Risposta a Pasolini », dans F. Fortini, *Una volta per sempre. Poesie 1938-1973*, Turin, Einaudi, 1978, p. 165.

² Cette contribution est complémentaire d'autres travaux élaborés et publiés dans le cadre des activités du GRM ; notamment : A. Cavazzini, *Le Printemps des intelligences, La Nouvelle Gauche en Italie*. <http://www.europhilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article18> ; Séminaire du GRM, séance du 1 mai 2010, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_3annee.1mai2010.Cavazzini.luttes_etudiantes.pdf ; Séminaire du GRM, séance du 13 novembre 2010,

explorer des aspects différents d'une problématique que nous ne saurions vouloir épuiser du point de vue historique et thématique. D'où le caractère discontinu et « partisan » de notre étude. Nous aborderons l'ensemble d'un débat extrêmement riche et complexe – qui a partie liée non seulement avec l'histoire italienne mais avec le problème plus général, que la culture européenne et les mouvements socialistes et communistes ont connu et traité, des rapports entre intelligentsia, culture et politique – uniquement par le biais de certains moments, ou sites, qui nous semblent exhiber de la manière la plus claire et la plus saisissante les enjeux de toute cette problématique. De ce point de vue, nous n'essayerons pas d'écrire une Histoire du débat sur les intellectuels au sein de la *Nuova Sinistra*³, mais de formuler des problèmes à partir de l'analyse d'une série de positions.

Les positions que nous étudierons seront abordées par le biais d'un fil conducteur, qui est donné par les interventions successives de Franco Fortini (1917-1994)⁴ à partir de 1945 et jusqu'à l'épuisement de la Séquence rouge italienne. Très peu connu aujourd'hui du public francophone, Franco Fortini représenta une référence incontournable dans le devenir des positionnements idéologiques et culturels qui nous occupent. Il incarne également un horizon culturel et « philosophique » qui joua un rôle décisif dans la

http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_4e_Année_13_novembre_2010_Cavazzini.pdf ; *Séminaire du GRM*, séance du 23 janvier 2010, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_Andrea_Cavazzini_23_Janvier_2010.pdf ; *Séminaire du GRM*, séance du 20 mars 2010, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_20.03_Cavazzini_Le_mouvement_etudiant_devant_Lacan.pdf.

³ Notre but ne sera pas non plus d'esquisser une histoire des intellectuels italiens, à laquelle ont consacré leurs efforts entre autres Eugenio Garin et Alberto Asor Rosa (sans oublier les remarques d'Antonio Gramsci à ce sujet, qui ont déterminé les lignes de plusieurs recherches et débats depuis 1945).

⁴ Sur Franco Fortini, voir déjà *Séminaire du GRM*, séance du 1 mai 2010, *op. cit.* Notre étude ne veut pas représenter une biographie intellectuelle ou un bilan monographique de l'œuvre de Fortini : nous nous appuyons sur ses interventions pour faire ressortir des problématiques déterminées, qui trouvent, selon nous, dans les positions du poète italien la formulation la plus décisive dans le cadre de la séquence qui nous occupe.

Nuova Sinistra et qui est très différent tant du réalisme politique d'un Tronti que de l'éclectisme spéculatif d'un Negri⁵.

La culture d'origine de Fortini est celle de la bourgeoisie humaniste européenne, dans ses différentes figures : jacobine, classiciste, romantique, quarante-huitarde et communarde – jusqu'aux grandes révoltes esthétiques contre l'âge de l'hégémonie capitaliste et aux bouleversements tragiques du XX^{ème} siècle. Les noms de Goethe, Heine, Baudelaire, Leopardi, Hugo, Michelet, Dostoïevski et Tolstoï, et jusqu'à Machado, Sartre et Malraux, devraient suffire à caractériser cet univers culturel.

Il s'agit d'une tendance interne, et d'une strate spécifique, de la civilisation bourgeoise européenne, qui ne renonça guère, au cours du XIX^{ème} siècle et jusqu'au cœur du XX^{ème}, à l'idée de Vertu (bien différente de celle de Progrès) et à la confiance dans le pouvoir que la parole et l'image recèlent d'opérer une intervention positive et libératrice dans la vie commune des hommes. C'est par ce biais, oscillant entre sentiment tragique de l'existence et engagement, entre esthétique et vertu, entre rationalisme et critique des Lumières, que des hommes comme Franco Fortini purent rencontrer le mouvement ouvrier, et reconnaître en celui-ci moins l'accomplissement des « tendances progressives » du capitalisme que la négation déterminée – qui est aussi une forme de réalisation – de ce que la culture bourgeoise ne pouvait qu'évoquer, et trahir, comme préfiguration, nostalgie et protestation impuissante.

⁵ Qui, aujourd'hui, et peut-être avec Giorgio Agamben, sont les deux seuls penseurs d'envergure reconnaissables comme appartenant à la séquence théorico-politique qui nous occupe ici. Il faut pourtant rappeler sans cesse, afin de ne pas défigurer ladite séquence, que les positions de ces deux auteurs, d'ailleurs assez complexes et réciproquement inconciliables, ne furent pas les seules à marquer les débats de l'époque ; peut-être elles ne furent pas les plus importantes pour les protagonistes directs de la séquence, au moins sur certaines questions, et ce n'est que dans et par l'après-coup qu'elles nous sont parfois présentées aujourd'hui comme les sommets théoriques généraux de la séquence. Sur la question des intellectuels, par exemple, il est difficile de trouver chez l'opéraïsme et ses bifurcations (« autonomie du politique » *versus* extra-parlementarisme et Autonomie) des formulations dont la lucidité serait réellement à l'abri des « lignes de fuite » organisationnelles et souvent « politicistes », voire parfois nihilistes-technocratiques qui caractériseront ce courant. Sur ce point spécifique, ce qui a survécu pour la postérité n'était pas forcément ce qu'il y avait de plus fécond ou de plus urgent à méditer.

Cette contradiction interne à la conscience bourgeoise est morte avec la civilisation qui la portait, si bien que l'esprit qui anima les interventions de Fortini pourrait bien s'avérer irrémédiablement opaque aujourd'hui. Il le savait ; il était conscient d'appartenir à un monde en train de disparaître, et il l'a dit à plusieurs reprises après la dissolution de la Séquence rouge dans la catastrophe des années 1980 ; cependant, il a réaffirmé le lien subjectivement indissoluble entre ce monde culturel désormais révolu et les raisons persistantes du communisme. L'identification à des vérités et des valeurs que la marche de l'histoire n'a pas ratifiées est un moment essentiel de la *mens* fortinienne. Le poète-essayiste a réitéré souvent le geste d'assumer une position que les discontinuités historiques ont rendu inappropriable, difficile, voire impossible à transmettre et à perpétuer. Les ruptures qui creusent des distances irrémédiables entre les générations représentaient, pour le lecteur de Walter Benjamin qu'il était, un moment nécessaire d'une dialectique historique qu'il fallait penser *contre* les notions de progrès linéaire et de continuité automatique des « acquis » ; mais Fortini était conscient aussi de l'appauvrissement qu'entraîne l'oubli qui menace les significations impossibles à réactualiser. Le rapport fortinien à l'histoire a consisté souvent à affirmer le contenu de vérité impérissable de positions dont la péremption était pourtant acceptée comme inévitable : l'inactualité devient promesse d'un avenir différent de la simple perpétuation de l'état présent de la situation, et l'échec historique est transfiguré en mouvement prophétique qui demande avec insistance une reconnaissance finale de tous les hommes, passés, présents et futurs. Peut-être, c'est à cette position que nous nous trouvons tous assignés, souvent sans le savoir ou l'avoir voulu – nous qui avons choisi de réouvrir la question du communisme et de son devenir au cours du XX^{ème} siècle...

Notre tentative de ré-appropriation de ces débats italiens et de leurs enjeux est donc peut-être velléitaire. Nous croyons cependant qu'elle pourrait nous aider à prendre conscience de la distance qui nous sépare de ceux qui essayèrent, il y a quelques décennies, de poser la question du statut social et politique des pratiques intellectuelles du point de vue d'une hypothèse d'émancipation. La prise de conscience d'une distance pourrait mesurer notre incapacité à comprendre les séquences du siècle passé ; et la mesure de cette

incapacité pourrait nous permettre de nous situer avec davantage de lucidité dans le présent que nous habitons – appauvris par ce que nous ne comprenons plus et par l'inconscience de ne plus comprendre.

L'Italie et la « question intellectuelle »

Les débats qui animèrent, plus ou moins directement, la Nuova Sinistra à propos du statut des intellectuels (ou de la fonction intellectuelle considérée indépendamment de ses porteurs sociologiques) s'inscrivent dans un champ d'interrogations plus générales sur les différents positionnements des pratiques intellectuelles vis-à-vis de la vie politique et sociale depuis la fin du Moyen-Âge. Il convient donc dans un premier temps de caractériser le champ social, politique et idéologique dans lequel ces débats ont eu lieu en Italie pendant les années qui suivent la Seconde Guerre Mondiale jusqu'à la fin des années soixante-dix – cette (longue) séquence formant une unité autonome et cohérente par rapport à celles qui l'ont immédiatement précédée et suivie (respectivement : le fascisme et l'interminable contre-révolution des années 1980 et 1990).

On trouve alors en Italie une société intellectuelle, voire une « république de la culture », extrêmement articulée et ramifiée, incarnée par de nombreux groupes, cercles, revues, maisons d'éditions⁶, etc., et très étroitement liée – quoique souvent sous une forme élitiste – à tous les aspects de la vie « civile » et politique italienne : de la politique « professionnelle » jusqu'aux activités

⁶ Un rôle particulier fut joué après la Deuxième Guerre Mondiale par la maison d'édition Einaudi, véritable site d'une activité intellectuelle soustraite tant au spécialisme universitaire qu'à la subordination directe à des impératifs politiques (bien que les liens avec les partis de la gauche historique détermineront souvent les choix de la Maison, par exemple lors de l'exclusion de Raniero Panzieri au début des années 1960, ce qui représentait un acte de soumission à la ligne du PCI), mais aussi modèle d'un rapport relativement libre et indépendant au dispositif de l'industrie culturelle. Einaudi représentera pour nombre d'intellectuels (qui nourrissent peut-être trop d'illusions à son égard) la possibilité d'expérimenter des formes inédites de travail et d'intervention dans la « cité des hommes ».

industrielles elles-mêmes, sans jamais s'identifier entièrement aux institutions « officielles » étatiques ou para-étatiques. Les acteurs de cette société se reconnaissaient mutuellement – même au milieu d'affrontements et clivages idéologiques parfois très violents – comme appartenant à un espace commun (et jouissant de privilèges communs...), et même un espace éminemment public, où toute prise de position – de l'article polémique jusqu'à la publication d'un volume d'essais ou de poèmes – avait une valeur immédiatement politique. Autrement dit, chaque acte des membres de cette « république culturelle » se trouvait immédiatement confronté à des décisions politiques, à des problèmes concernant l'orientation pratique de l'existence collective, et par conséquent était pris dans le même champ où agissaient les représentants « officiels » de la politique – qui, quant à eux, n'auront de cesse de vouloir remettre les intellectuels « à leur place », conscients que cette valeur politique de la vie culturelle impliquait, par-delà les dérives du dilettantisme et de l'élitisme, une contestation permanente du monopole des « professionnels » sur l'agir politique, voire une redéfinition virtuelle de l'agir politique lui-même en dehors des pratiques et des rituels de la « politique politicienne ».

De cette société, aujourd'hui il ne reste plus aucune trace. Loin de coïncider avec l'archipel politico-idéologique de la *Nuova Sinistra*, et moins encore avec les grands partis de masse (le PCI en particulier) toujours partagés entre hostilité et désir d'instrumentalisation à son égard, ce monde culturel, dont l'autonomie était bien entendu un héritage de l'époque bourgeoise et de la place qu'y occupait la figure de l'intellectuel, n'a pas survécu pour autant à l'effondrement des tentatives de bâtir une pratique politique marxiste et révolutionnaire dans l'Italie de l'après-guerre. La vague contre-révolutionnaire a en effet accéléré un processus de dissolution qui, en réalité, s'amorçait déjà avec l'entrée de l'Italie dans le monde du « capitalisme avancé » (ou du « néocapitalisme », selon la terminologie de l'époque), et de ses effets destructeurs sur les formes « classiques » de la civilisation bourgeoise.

L'hypothèse directrice de cet article est la suivante : la *Nuova Sinistra* italienne fut, parfois malgré elle, le dernier lieu où il s'avéra possible de poser la question du statut et du devenir de cette « société intellectuelle » (qui n'était que le dernier avatar d'un monde

intellectuel extrêmement inquiet, et fort peu « institutionnalisé », existant depuis le début du XX^{ème} siècle), et cela précisément à l'époque de sa dissolution⁷. Tout le problème – ainsi que les esprits

⁷ Alberto Asor Rosa, historien communiste de la littérature, et militant opéraïste proche des positions de Mario Tronti dans les années 1960, a rappelé à plusieurs reprises que le destin des intellectuels italiens est marqué par un lien très étroit à la politique, à la prise de position, à la lutte idéologique, en raison des interminables périodes de domination étrangère et de fragmentation politique, ainsi que de la persistante influence de l'Église de Rome. Mais, d'autre part, ce destin est un destin mélancolique et souvent avilissant, qui unit à une effervescence militante parfois irrationnelle la longue durée d'un *habitus* servile, d'un scepticisme désenchanté intimement complice des pouvoirs en place (que les clercs méprisent d'habitude, tout en s'y adaptant), et d'une pratique généralisée du mensonge et de la dissimulation. Selon Asor Rosa, l'intellectuel engagé naît ou renaît en Italie entre le XVIII^{ème} siècle – avec l'essor des premières aspirations à l'indépendance et à l'unité nationales – et l'époque du *Risorgimento*. Jusqu'aux premières décennies de l'État italien, un modèle d'intellectuel engagé s'affirme qui s'inscrit très directement dans un processus politique collectif : d'abord comme agitateur et conspirateur, ensuite comme acteur de la construction institutionnelle et culturelle du nouvel État. Francesco de Sanctis (1817-1883), philosophe et historien de la littérature, ministre de l'Éducation, protagoniste de l'introduction de l'hégélianisme en Italie, représente le paradigme de cet intellectuel dont la tâche fut « la construction d'un tissu idéologique, politique et culturel pour la Nation » (A. Asor Rosa, *Il grande silenzio. Intervista sugli intellettuali*, a cura di Simonetta Fiori, Bari, Laterza, 2009, p. 36). Pour de Sanctis, les nouveaux intellectuels devaient rompre avec le modèle d'intellectuel propre à la longue époque du despotisme et de la domination étrangère, dont le paradigme était donné par Guichardin : le courtisan fin, intelligent et cultivé, qui ne sert que son propre *particolare*, son intérêt privé, et dont l'individualisme désabusé débouche sur un rapport cynique et servile au pouvoir. Mais la tâche de construction de l'identité civile et culturelle du jeune État italien rencontrera bientôt ses limites : les limites d'une société profondément inégalitaire, d'une politique corrompue, incapable d'impulser des processus d'émancipation au niveau des classes populaires. Au début du XX^{ème} siècle, une fronde intellectuelle se déclare, en rupture avec les idéologies et les identités politiques du *Risorgimento*, et déclenche une polémique violente contre la culture dominante (qui était à la fois positiviste, libérale, socialiste, humanitaire...), contre la corruption et l'opportunisme qui règnent parmi les dirigeants politiques, et contre la médiocrité d'un patriotisme bourgeois et d'un socialisme évolutionniste auto-satisfaits et paternalistes. Avec le néo-idéalisme de Croce et Gentile en philosophie, des tendances intellectuelles plus agressives et iconoclastes représentant le réveil politique d'une petite bourgeoisie intellectuelle déclassée et ambitieuse, organisées autour de revues d'avant-garde et de figures d'aventuriers intellectuels comme Giovanni Papini et Giuseppe Prezzolini, et ouvertes aux suggestions de l'irrationalisme de l'époque, affirment « l'idée que les *maîtres à penser* auraient dû

les plus lucides de la *Nuova Sinistra* sauront le formuler – est alors de savoir si cette dissolution était destinée à déboucher sur le triomphe sans partage des impératifs du capitalisme avancé, ou si la possibilité existait, au contraire, de lui imposer une tendance dirigée vers une transformation révolutionnaire de la fonction intellectuelle. Tels seront les enjeux de la longue et inlassable réflexion sur le statut et le rôle des intellectuels menée par le poète, critique et essayiste Franco Fortini, l'une des figures centrales de la *Nuova Sinistra*. C'est par le biais de ses positions et de ses analyses que nous reconstruirons cette époque d'affrontements et d'expérimentations dont la visée ultime était de réinventer le rapport entre, d'un côté, la politique, et de l'autre, le savoir et la culture.

Je rappellerai quelques uns des caractères de cette sphère culturelle dont la vivacité et la puissance entre les années 1940 et 1970 ne devraient pas faire oublier qu'elle avait déjà existé sous une forme ou sous une autre au cours de la « longue durée » de l'histoire de l'Italie, avant l'unification nationale.

En premier lieu, il faut souligner le caractère largement *extra-*, voire *anti*-universitaire, de cette sphère. Le monde intellectuel italien a souvent considéré comme structurellement lacunaire la forme universitaire de la culture, censée être à la fois excessivement

influencer les décisions politiques par leurs propres moyens, d'une manière autonome, et souvent en opposition, vis-à-vis des partis politiques et de leurs intellectuels » (*ibid.*, p. 37). Cette « classe des cultivés », selon la formule de Prezzolini, véritable « parti des intellectuels », s'avéra désarmée face à la prise du pouvoir par le fascisme, qui transforma en projet politique, et en régime, plusieurs de ses instances critiques vis-à-vis de l'Italie libérale-conservatrice et socialiste. Face au nouveau régime, les intellectuels indépendants choisirent souvent l'adaptation cynique ou le scepticisme conformiste, ou encore ce que Cesare Pavese appellera « l'ironie des esclaves affranchis ». C'est donc à la suite de ces métamorphoses du statut de l'intellectuel, dont ils portent l'héritage, que les membres de la *Nuova Sinistra* eurent à construire des tentatives nouvelles de positionnement et de théorisation de la pratique intellectuelle dans le champ social et politique. L'« esprit » comme masque sublime, ou grimace, du conformisme, et un rapport à la politique oscillant entre revendication d'autonomie et corruption réciproque, resteront des *habitus* typiques du monde intellectuel italien – néanmoins, la guerre froide, l'engagement anti-fasciste et le rapport à la nouvelle réalité d'un mouvement de masse des classes laborieuses leur donneront de nouvelles formes.

abstraite et excessivement spécialisée⁸. Abstraction et spécialisation sont vus, disons depuis les tirades de Pétrarque, Bruno, Galilée, et des humanistes de la Renaissance contre les pédants, comme deux formes symétriques d'éloignement de la vie. L'idée de culture qui a eu le plus d'effets dans l'histoire italienne exige un ancrage immédiat et nécessaire des savoirs à la vie pratique, à l'agir quotidien⁹. La

⁸ Le mouvement néo-idéaliste, qui devint la philosophie dominante au début du XX^{ème} siècle, bien que solidement ancré dans les réalités académiques, et tout en inspirant en 1922 la réforme de l'école qui porte le nom de Giovanni Gentile, déborda dès le début le strict cadre universitaire. Ses deux protagonistes, Benedetto Croce (1866-1952) et Giovanni Gentile (1875-1944), surent établir leur hégémonie culturelle par une intervention militante globale dans le monde de la culture, dont les organes furent des revues et des publications destinées au public cultivé mais non spécialiste. D'ailleurs, Croce n'était pas un universitaire, et une philosophie aussi abstraite que l'Actualisme de Gentile devint bientôt une idéologie diffuse dans laquelle se reconnurent plusieurs jeunes « engagés ». Plusieurs générations de jeunes intellectuels et dirigeants politiques, fascistes, anti-fascistes, libéraux ou communistes furent idéalistes parce que l'idéalisme dans les versions pourtant distinctes et conflictuelles de Croce et Gentile était surtout une philosophie de l'engagement, de l'intervention directe dans la formation des consciences.

⁹ À propos des humanistes italiens de la Renaissance et de leur idée d'activité intellectuelle, on lira Ernesto Grassi, *Humanisme et marxisme* (Lausanne, L'Âge d'homme, 1978 ; trad. de l'allemand par J.-Cl. Berger) : « La tradition humaniste conçoit la philosophie comme doctrine des régulations de la communauté humaine. C'est la raison pour laquelle elle met en évidence le cadre historique et originaire à l'intérieur duquel doivent être examinées toutes les questions qui concernent les hommes au sein de la communauté (...) a philosophie a pour tâche de poser et de résoudre les problèmes qui découlent de la situation de communication directe des hommes entre eux » (p. 64). D'où l'importance assignée aux questions du *langage* et du *style*, ainsi qu'aux formes artistiques et littéraires en tant que formes de communication. E. Grassi souligne que, en conséquence de cet enracinement dans le « concret », cette vie est constamment exposée à la nécessité de choisir, de « s'engager » : « Ce n'est qu'en dehors de la nécessité de "choisir" ("legere") des lois ("leges") – choix dans lequel s'exprime la puissance d'action de l'homme – qu'il est possible de séparer le savoir de l'action, le contenu d'un discours de sa forme (...). On doit considérer la "res publica" comme une réalité qu'il faut constamment reconstituer et renouveler ; elle représente le "bien commun" et la chose qui concerne tout le monde à la manière d'une tâche permanente. Dans ce sens, la constitution de la "res publica" représente, par rapport à l'homme, à sa communauté et à son histoire, un incessant mouvement de transposition de significations sur la réalité : hors des murs de la cité règne l'incertitude, le chaos, tout ce qui ne se rapporte plus à aucune valeur humaine » (p. 73). E. Grassi a d'ailleurs parfaitement saisi que ces idéaux de la vie culturelle – marqués par un

culture doit pouvoir orienter les hommes face aux grandes décisions à prendre dans un engagement perpétuel (on serait tenté de dire : *ontologique*) au sein des formes de la vie collective – selon des modalités qui ne se réduisent pas à *subir* passivement une tradition, mais qui consistent plutôt à prendre en charge ce que Franco Fortini aimait à appeler *i destini generali*, les « destins généraux ». Si les fonctions que l'Europe moderne et « bourgeoise » (au sens de *bürgerlich*) assignera à la sphère de la culture sont la production de principes universalistes, la comparaison et le choix entre les valeurs, et finalement la sélection et la transmission d'un héritage porteur de sens¹⁰, il faut donc constater que, en Italie, elles seront exercées principalement à l'extérieur de l'Université. Au contraire des autres pays d'Europe, la culture s'y définit en dehors des stratégies d'incorporation des activités intellectuelles à la construction de l'État moderne, c'est-à-dire à l'extérieur des appareils étatiques préposés à leur gestion. La « voie italienne » à la constitution d'un espace culturel autonome (indissociable de la constitution entre XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle d'une société bourgeoise) consistera à inscrire les

sens tragique de l'engagement historico-politique et par une tension permanente entre vie et culture – exerceront une influence profonde jusqu'au XX^{ème} siècle, comme en témoigne sa remarque sur Gramsci : « Gramsci voit une des principales faiblesses de la culture actuelle dans son impuissance à établir une unité idéologique entre les intellectuels et les "simples" » (p. 59). Ce qui, en revanche, a échappé à Grassi est que la culture humaniste de la Renaissance est elle aussi une culture d'élite, non moins coupée de la « vie » que la pseudo-culture des « spécialistes », et que la surenchère rhétorique en faveur d'un engagement perpétuel et incessant s'explique aussi par une conscience malheureuse de l'extrême isolement politique et social (et de l'impuissance) de ces formes culturelles pourtant très sophistiquées. Le sentiment tragique de la précarité de la « res publica » reflète peut-être la conscience que, au-delà des envolées rhétoriques classicistes et « républicaines », les intellectuels italiens n'ont presque jamais, au cours de toute leur histoire, joué un rôle organique au sein d'une entreprise politique collective, se contentant plutôt de survivre aux changements des rapports de pouvoir, vécus dans la passivité la plus absolue. Le modèle de pratique intellectuelle que les humanistes ont légué à leurs successeurs contient donc une aporie fatale, qui sera pourtant l'un des ressorts les plus puissants de l'activisme inquiet, et parfois inquiétant, de la société intellectuelle italienne.

¹⁰ Nous suivons la thèse (s'inspirant des positions de Georg Lukács et de l'École de Francfort), selon laquelle la problématisation du statut de la culture et la notion même d'une « culture » en tant que sphère autonome de la vie de l'esprit définissent l'essence de l'époque bourgeoise.

fonctions de la culture (la production d'orientations par le travail dans l'abstraction et la généralité) dans les formes du lien social – celles de l'« esprit objectif », du côté de la *Sittlichkeit* plutôt que de celui de la fonctionnarisation étatique de la culture propre à l'Allemagne et à la France, par exemple, où l'on assistera à la création de liens sociaux spécifiquement fondés sur le Savoir, lui-même incorporé à la forme universitaire de la culture. Par conséquent, l'idéaltype de ce modèle italien d'intellectuel refusera la spécialisation, pour viser plutôt le « généralisme » et la polyédricité. Il excellera dans la médiation et la combinaison des langages spécialisés, et dans leur traduction en langage ordinaire, qui est aussi traduction du savoir dans des exigences pratiques. D'où une autre caractéristique majeure de ce monde intellectuel : la centralité, dans ses problématiques et ses conflits, du statut de la *littérature* (et donc du langage). Le paradigme de l'intellectuel en Italie ne sera jamais le Savant, moins encore le Philosophe, le Fonctionnaire ou l'Instituteur, mais toujours l'Écrivain, voire le Poète, l'Homme de Lettres. À qui il faut bien sûr ajouter son « frère hypocrite » (c'est-à-dire son lecteur), le Critique¹¹ : tout comme l'Écrivain peut transmettre et mettre en commun l'universalité des principes sans utiliser un langage technicisé, le Critique peut « traduire » la parole littéraire dans la multiplicité des formes de la culture, dans la contingence de l'actualité, dans les concepts de la politique ou des théories sociales, en exerçant par là une fonction de circulation illimitée.

Ce caractère extra-universitaire de la figure de l'intellectuel en Italie connaîtra une très longue durée historique : allant de Dante lui-même, en passant par Boccace, Pétrarque, les humanistes florentins, Machiavel et des marginaux comme Giordano Bruno et Leopardi, jusqu'au rôle public d'écrivains tels qu'Alessandro Manzoni (qui fut aussi un grand organisateur de culture), Giosue Carducci et, hélas, Gabriele d'Annunzio. La période dont nous traiterons ici recouvre la dernière grande saison de cette forme d'existence, avec des figures

¹¹ Ce qui correspond à une situation où l'unité linguistique et culturelle précède l'existence d'institutions étatiques stables. L'Allemagne du XIX^{ème} siècle présente des caractères semblables – ce dont témoigne l'insistance allemande et italienne sur la valeur culturelle et on dirait presque spirituelle de la *traduction*, et plus généralement sur un idéal de culture centré essentiellement sur le langage ordinaire en tant que porteur des significations idéologiques et politiques.

comme Cesare Pavese, Alberto Moravia, Giuseppe Ungaretti, Franco Fortini, Pier Paolo Pasolini, Italo Calvino, Francesco Leonetti, Elio Vittorini, et beaucoup d'autres plus ou moins oubliés aujourd'hui. Au cœur de cette conception et position générale, se logent un certain nombre de risques (amplifiés par les limites de la circulation culturelle en Italie, traditionnellement réservée aux seules classes dirigeantes ou aux strates supérieures du « peuple », et cela jusqu'à l'avènement d'une culture de masse dans les années 1960) qui parcourent l'histoire effective des intellectuels en Italie, jusque dans les périodes les plus récentes : le dilettantisme éhonté, par exemple, risque majeur de tout refus du pédantisme ; ou bien le paternalisme pompier et courtisan, l'option du service direct aux puissants guettant toujours les intellectuels dépourvus d'un encadrement étatique collectif suffisamment organique ; ou encore le passage trop aisé de la confiance dans les pouvoirs d'une langue ordinaire enracinée dans l'agir au culte de la parole captivante, incantatoire, voire douée d'un pouvoir créateur magique lorsqu'elle est soumise à une volonté suffisamment puissante – la « destruction de la raison » orchestrée par les D'Annunzio, Papini, Prezzolini au début du XX^{ème} siècle, tous les trois étant des théoriciens des pouvoirs de la rhétorique en tant qu'outil de la « volonté de puissance » ; sans oublier le verbalisme creux, et le penchant pour les envolées rhétoriques là où la rigueur intellectuelle est défaillante (c'est très souvent le cas de Croce, de Gentile, et de bon nombre de représentants de la culture idéaliste, y compris les dirigeants et idéologues « crociogramsciens » du PCI de Palmiro Togliatti). On risquera l'hypothèse : ce sont ces risques immanents à la figure italienne de la culture qui ont déterminé la soumission de nombreux intellectuels au système médiatique depuis les années 1980.

F. Fortini a indiqué une contradiction cruciale de cette vision (et de cette pratique) de la culture entre, d'une part, la supposition d'un accès universel aux valeurs de la culture (qui ne requiert que la médiation de la langue « naturelle »), et, d'autre part, les privilèges attribués à la caste des « professionnels de la Valeur ». Contradiction que certains tendaient à résoudre au profit de ces (sur)hommes de lettres qui, seuls, ont accès à l'universalité, souvent déguisée en « authenticité », voire en « sacré », en tant que porteurs des puissances, voire des mystères, de la Parole et de la Culture – les

stigmates du génie qui séparent à jamais de la masse du vulgaire. Cette dernière dérive sera, à plusieurs reprises, celle de la société intellectuelle italienne, à l'époque de l'Hermétisme et de l'Orphisme en poésie et en critique littéraire (qui coïncidera avec l'époque où le fascisme connaîtra un consensus de masse : les années 1930), et à la fin des années 1970, avec le renversement du marxisme en « pensée négative », grâce aussi à l'orchestration par maisons d'éditions et cercles intellectuels d'un mélange douteux entre industrie culturelle de masse et frissons néo-agnostiques à l'usage des *yuppies* et de la restauration politique.

Ce n'est qu'à partir de cette contradiction, et de la forme de vie à laquelle elle est inhérente, qu'il est possible de situer correctement les débats sur le statut des intellectuels qui auront lieu entre les années 1950 et 1970 à l'intérieur de la culture marxiste et de gauche. La coappartenance de la culture et de la vie collective inspire, par exemple, le programme de la célèbre revue d'Elio Vittorini, *Il Politecnico*, parue entre 1945 et 1947. *Il Politecnico* préconisait une culture engagée, autonome par rapport aux partis mais capable d'exercer des effets sur la politique, et de reconstruire la vie culturelle italienne après la compromission, ou l'impuissance, de nombreux de ses représentants face au fascisme. Cette revue éphémère, dont l'éclectisme servira de prétexte à Palmiro Togliatti pour l'attaquer en réaffirmant la priorité de la direction politique sur l'action intellectuelle, exprimera pourtant les espoirs de régénération sociale et l'exigence d'intervention concrète dans la vie politique que partageront de nombreux intellectuels italiens après la guerre. L'histoire des années 1960 et 1970, est largement celle des changements sociaux et politiques qui rendront impraticable la voie choisie par *Il Politecnico*, avec son pathos de l'engagement et sa foi dans la possibilité d'établir une liaison immédiate entre le travail intellectuel et la vie de tous les hommes – une foi et un pathos s'inspirant entre autres de l'*American Renaissance* célébrée par Francis Otto Matthiessen, dont les problématiques et les auteurs avaient été introduits en Italie par Cesare Pavese, qui, avec Vittorini, présentera la littérature nord-américaine comme le modèle d'un rapport fécond entre culture et vie collective démocratique. La stratégie de *Il Politecnico* – qui s'opposait à l'élitisme de la culture italienne tout en réactivant les virtualités démocratiques de sa

dimension « civique », non-académique, « engagée » malgré les dérives spiritualistes des *vates* et de leurs commentateurs extatiques – sera écrasée par les affrontements de la Guerre Froide, mais surtout par l’industrialisation capitaliste de l’Italie et par l’essor d’une conflictualité politique et sociale incompatible avec les espoirs généreusement démocratiques des intellectuels d’après-guerre. C’est même contre ces débats de l’immédiat après-guerre et des années de la Guerre Froide que la *Nuova Sinistra* devra se battre afin de se définir dans son originalité. Il faut donc en exposer les lignes fondamentales et les enjeux plus en détail.

L’après-guerre et l’engagement

Entre l’après-guerre et les années 1950 on assiste à l’expulsion des communistes du gouvernement, au triomphe électoral de la droite démo-chrétienne (1948), à la liquidation des instances sociales de la Résistance, à une restauration politique et sociale extrêmement oppressive, et au début de la Guerre Froide. Certains courants intellectuels déclencheront alors une violente polémique contre toute forme d’engagement politique, au nom d’une idée de « culture » renvoyant au privilège sacerdotal d’une élite – culture comme principe de séparation entre l’authenticité et l’inauthenticité, comme refus de l’histoire et de la vie collective des hommes immédiatement réduites à des principes d’hétéronomie et d’instrumentalisation des valeurs artistiques et littéraires. Au cœur de cette vision, on trouve un idéal de poésie lyrique envisagée comme archétype de toute valeur culturelle, incarnant une attitude de retrait vis-à-vis de l’histoire et de l’existence ordinaire des hommes, une recherche radicalement individuelle et individualiste du Salut par les délices sublimes de la Parole, et un mépris insondable pour toute forme de communication intra-humaine et pour la réalité « profane ». Cette tendance, radicalisant parfois de manière caricaturale les thèmes désormais classiques du décadentisme et du symbolisme européens, avait été transfigurée en tradition dominante de la poésie et des lettres italiennes du XX^{ème} siècle par un certain nombre d’anthologies et d’interventions critiques (dont les concepteurs furent des critiques

tels que Carlo Bo, Luciano Anceschi, Gianfranco Contini¹²) datant parfois des années de la guerre et de la dictature. Ce courant, qui héritait de la « ligne » sublime et ultra-littéraire du pétrarquisme et qui avait trouvé sa propre définition dès les années 1930, s'était attribué des titres de légitimité anti-fasciste à cause de son refus de l'art pompier et démagogique célébrant sous les formes les plus évidentes et naïves les entreprises militaires et « sociales » du fascisme.

F. Fortini a revendiqué la coïncidence entre, d'un côté, le début de sa propre activité d'homme de lettres et, de l'autre, la critique radicale « des mythes et du goût » des années 1930, dont la restauration d'après-guerre ne faisait que réactiver les formes dans un cadre ouvertement « réactionnaire ». En 1962, Fortini reviendra sur les raisons de l'opposition à cette soi-disant « tradition » principale des lettres italiennes :

L'idée que la littérature du *ventennio* – mieux : la littérature représentée par la prose artistique et par la poésie lyrique – (...) aurait représenté la « voie italienne » à l'anti-fascisme culturel ne date pas de la restauration qui suivra l'année 1948. Elle est au contraire l'idée-guide, le mythe scrupuleusement orchestré *avant même la chute du fascisme* (...). Sous une forme implicite cette idée circulait pendant la guerre parmi les écrivains proches de l'anti-fascisme libéral ou libéral-socialiste. Sa formulation la plus habile (...) est celle d'un écrit de G. Contini qui, en 1944, dans la revue suisse *Letteres* (...), affirmait explicitement que la « résistance » culturelle italienne aurait dû être considérée comme identique au refus de la part de nos plus grands écrivains de souffler dans la trompette

¹² Luciano Anceschi (1911-1995), philosophe et critique littéraire d'orientation phénoménologique, théoricien de mouvements littéraires tels que l'Hermétisme et la Néo-avant-garde ; Carlo Bo (1911-2001), critique littéraire et mandarin catholique, fut l'un des protagonistes du mouvement florentin de la poésie dite hermétique, de dérivation symboliste ; Gianfranco Contini (1912-1990), critique littéraire et historien de la littérature – représentant de la *Stilkritik*, il est célèbre notamment pour la méthode de la « critique des variantes », fondée sur l'étude des différentes versions successives d'un texte, et pour avoir théorisé l'existence de deux « lignes » dans la tradition littéraire italienne : l'une, inaugurée par Pétrarque, tendant au sublime, à la raréfaction linguistique et thématique ; l'autre, dont le fondateur est Dante, usant de toutes les ressources de la contamination et de l'expérimentalisme linguistique.

sociale et tyrteïque. Dans l'Italie d'après-guerre cette position devint presque officielle. Nulle force politique, nul groupe organisé ne se leva pour la réfuter : personne n'osa renverser cette position et affirmer que, par-delà le fascisme de Mussolini, il existait une classe, une idéologie généralisée, et que la littérature de l'abstention et de l'ascèse, du « royaume intérieur » ou *Innere Reich*, était précisément la voix, le miroir fidèle, de cette classe qui avait créé et puis défait les fascismes¹³.

De ce point de vue, particulièrement instructive est la critique que Fortini adressera à Mario Luzi¹⁴. Le critique marxiste reconnaîtra toujours la grandeur poétique du poète florentin : le recueil de poèmes *Avvento notturno* (1940) témoigne d'une « participation lyrique à une objective mystification culturelle, typique, aurait dit Gramsci, des fonctions assignées par les classes dominantes italiennes à leurs intellectuels ; je veux dire le transfert en direction d'une tradition italienne de l'expérience surréaliste française »¹⁵. Pour l'idée de poésie proposée par Luzi,

l'exercice de la parole poétique est tout, et tout le reste n'est que *temps mineur* ou *théâtre* (selon l'expression, lourde de mépris, que les jeunes poètes florentins utilisaient dans les années de la mort de Gramsci emprisonné, de Lorca fusillé et de Machado exilé, entre l'occupation de Prague et l'établissement du Gouvernement Général de Pologne) (...). Là où il n'est point d'histoire il n'est qu'immuabilité, toute palpitation devient sacrée, toute rébellion aventure indigne¹⁶.

Si d'autres grands poètes assignables à la même lignée, tels que Clemente Rebora¹⁷ ou Eugenio Montale¹⁸, ont gardé une

¹³ F. Fortini, « Precisazioni », dans Id., *Verifica dei poteri* (1969), Turin, Einaudi, 1989, p. 40-41.

¹⁴ Mario Luzi (1914-2005) fut le principal représentant de l'Hermétisme florentin, et le plus important parmi les poètes engagés dans la voie « sublime ».

¹⁵ F. Fortini, « Di Luzi » (1954), dans Id., *Saggi italiani*, recueilli dans F. Fortini, *Saggi ed epigrammi*, a cura di Luca Lenzini, Milan, Mondadori, p. 499.

¹⁶ *Ibid.*, p. 499-500.

¹⁷ 1885-1957, poète inclassable, dont l'œuvre poétique est animée par une spiritualité tragique et traversée par des conflits existentiels destinés à déboucher sur

conscience aiguë de l'existence du « "jour des vivants" (selon les mots de Montale) », de l'existence actuelle ou possible d'une « vérité de et par la communication, une vérité intra-humaine »¹⁹, Luzi reste convaincu de « l'absurdité, mieux : de l'immoralité, absolue et indiscutable de toute communication, de *toute* parole porteuse d'une signification directe »²⁰. La polémique de Fortini vise de toute évidence la complicité de cette poétique raréfiée et sublime avec la restauration politique, sa fonction d'idéologie au service d'un refus (réactionnaire) de se mêler aux conflits historiques, destiné à légitimer les tendances les plus désastreuses du monde intellectuel italien. Mais ce qu'il y a de plus important dans cette critique assez violente est le geste, typiquement fortinien (ou peut-être tout simplement *dialectique*), du renversement, rendant visible la *contradiction* interne à la poésie de Luzi et à l'idée de culture qu'elle incarne :

La poésie d'Avvento, fondée sur la poétique de l'incommunicable et du silence, de la grâce et de l'angoisse solitaire, est essentiellement diction, discours, motion ; discours sans contenu ou discours malgré les contenus. La possibilité de la poésie est donnée par le rapport entre d'une part la fausse intention du poète, c'est-à-dire ses contenus explicites (et l'évidente musicalité du vers) et d'autre part sa véritable visée, c'est-à-dire le geste passionné et éloquent, la mimique expressive²¹.

Tout se passe comme si la *force* de la parole poétique, immanente au geste par lequel le poème *se propose*, ré-instaurait une valeur communicationnelle contredisant objectivement le programme idéologique de l'auteur : « La volonté de ne rien dire, de ne pas communiquer, de refuser le réel – il est impossible que cette volonté, dans l'exercice de la poésie, ne soit pas reniée ». Autrement dit, les moments de la plus grande réussite poétique sont ceux

une conversion religieuse. Il est considéré comme l'un des plus grands poètes italiens du XX^{ème} siècle.

¹⁸ 1896-1981, Prix Nobel en 1975, considéré l'un des plus grands poètes dans l'histoire de la littérature italienne.

¹⁹ *Ibid.*, p. 501.

²⁰ *Ibid.*, p. 501-502.

²¹ *Ibid.*, p. 501.

où Luzi renie sa poésie et son idéologie des limbes, de l'absence et de l'ascèse, où il parvient à poser un terme extérieur à soi (...) et par conséquent à parler de soi-même par rapport à une vérité objective, en parvenant finalement à établir un rapport dialectique au sein de son propre vers²².

Au-delà des aspects les plus techniques de cette polémique littéraire, l'enjeu de cette critique est évidemment l'affirmation d'une idée déterminée des fonctions de la poésie, qui représente ici par métonymie toute objectivation culturelle. Les formes de la culture sont porteuses d'une vie qui est toujours-déjà communicationnelle et intra-humaine : elles *lient* les sujets entre eux en leur proposant des paradigmes de rapports possibles entre les hommes, en indiquant des hiérarchies et des oppositions entre des valeurs différentes. La tendance, irrépressible parce que consubstantielle à n'importe quel objet culturel, à proposer une organisation possible de l'existence, confère aux institutions culturelles une fonction communicationnelle, trans-individuelle et intra-humaine, elle aussi irrépressible et ineffaçable, que le culte des « royaumes intérieurs » ne peut que déformer sans pouvoir l'étouffer, surtout lorsque ce même culte se traduit en objectivation, en geste d'adresse communicationnelle, en *œuvre* ou en *résultat* existant de façon stable parmi les hommes et dans la durée de l'histoire. D'où le caractère objectivement mystificateur de l'identification entre l'*engagement* et la *soumission* aux instrumentalisation brutales de l'époque jdanovienne : l'identité entre engagement et soumission à des impératifs politiques immédiats

fut une invention intéressée d'hommes de lettres visant une restauration bien plus politique que littéraire. Cette falsification fut utilisée par C. Bo et par de nombreux autres contre la littérature du « néo-réalisme », idéologiquement proche de la gauche politique (...). Entre 1947 et 1950, la restauration italienne eut intérêt à identifier le terme même d'*engagement* au jdanovisme le plus borné²³.

Fortini insiste sur l'impossibilité de réduire aux contingences de la politique des années 1940 la notion d'*engagement*, sans laquelle « les deux tiers de la plus grande poésie du siècle ne seraient

²² *Ibid.*, p. 506.

²³ F. Fortini, « Precisazioni », dans Id., *Verifica dei poteri, op. cit.*, p. 38-39.

guère compréhensibles »²⁴, en faisant remarquer que, même dans le contexte italien, les enjeux que cristallise cette notion étaient beaucoup plus nuancés :

Hormis certains essayistes et journalistes socialistes et communistes, qui, parmi les écrivains, cautionna ou pratiqua la soumission de la littérature à la politique contingente ? À l'époque, il était encore assez clair que ce qui était en train de s'obscurcir à cause des polarisations abstraites de la guerre froide était la conscience que la participation de l'œuvre littéraire à la politique et à la société a lieu au moment de sa genèse et à celui de son utilisation, c'est-à-dire *avant* ou *après* sa création. Et c'est pourquoi l'exigence de transformations radicales dans la société devient d'autant plus forte, du point de vue du travail du poète : car ces transformations deviendraient des composantes décisives du cercle auteur-œuvre-lecteur (...). En janvier 1946 Pavese (...) avait déjà écrit *Sur une littérature nouvelle* ; la lettre de Vittorini à Togliatti avait été écrite avant janvier 1947. Et il ne s'agissait pas de cas exceptionnels. Qu'on relise ce qui était écrit, à l'époque, dans les revues de la gauche. Et on s'apercevra que, presque toujours, sont considérées comme les fautes principales de l'époque fasciste tant la subordination de la culture à la contingence politique que la dissociation de celle-là par rapport à celle-ci. Personne n'aurait imaginé, à cette époque-là, que le mot « politique » aurait pu prendre une signification négative, renvoyant à la manipulation par la propagande ou aux passions moralisantes. Politique voulait dire : « vie de la société », *notre propre vie*²⁵.

L'évocation dans ce contexte de Pavese et de Vittorini mérite de retenir l'attention. Pour Fortini, les deux écrivains représentent les tentatives les plus importantes dans l'Italie de l'immédiat après-guerre, de penser et de pratiquer l'engagement des intellectuels sous des formes différentes de celles qui avaient été adoptées et codifiées par les partis de la gauche historique et notamment par le PCI – où fleurissent des formules qui proposent une fois de plus l'idée d'une efficacité directement *pédagogique* de l'intellectuel-maître vis-à-vis

²⁴ *Ibid.*, p. 39.

²⁵ *Ibid.*, p. 39-40.

des « hommes simples »²⁶, cette pédagogie assez unilatérale étant par ailleurs très réticente à propos de ses propres moyens, des rapports sociaux qu'elle impliquait, et finalement du « processus de production » de sa propre efficacité. Bref, le mythe des « hommes simples » à éduquer ne faisait que renverser abstraitement l'élitisme des intellectuels italiens, et les mythes corrélatifs de la Parole privilégiée de l'écrivain ou du poète, en postulant une sorte de « mission civilisatrice » assignée à la rencontre sublime et pathétique entre, d'un côté, l'effusion démocratique et progressiste des représentants de l'Esprit, et, de l'autre, l'authenticité immédiate de l'Âme populaire. Ce dépassement volontariste et mystique d'une séparation déterminée par la longue durée des rapports sociaux ne faisait que confirmer la division du travail, et interdisait tout questionnement à propos des données structurelles – sociologiques, économiques, politiques – qui caractérisaient tant la production culturelle que les classes sociales censées en être les destinataires : toute assomption rationnelle d'une responsabilité politique déterminée était obscurcie par un réinvestissement *populiste* de la fonction sacerdotale des intellectuels.

Dans un livre de 1965, destiné à devenir célèbre (et à rester également la meilleure prestation théorique de son auteur), Alberto Asor Rosa écrira la généalogie de ce modèle de l'agir intellectuel, une généalogie qui remonte aux projets d'unité nationale du *Risorgimento* et à la tradition des courants libéraux et démocrates modérés. Pour Asor Rosa, la réflexion de Gramsci sur les intellectuels dans les *Cahiers de prison* ne fait que reprendre ce modèle « populiste », en héritant également de ses limites, et c'est par l'absorption, et l'appauvrissement ultérieur, des limites gramsciennes que le Parti Communiste de P. Togliatti élaborera ses propres positions à l'égard des intellectuels dans le cadre de la « voie italienne au socialisme ». Chez Gramsci,

l'appréciation du rôle que les intellectuels devraient jouer au sein d'un processus de rénovation de la nation, est d'abord impulsée et déterminée par le constat selon lequel, d'un point

²⁶ Cette formule empruntée à Staline était omniprésente dans le discours des instances officielles du PCI. Encore aujourd'hui, un intellectuel aussi fin que Mario Tronti en revendique la valeur éthico-politique sans rien soupçonner des conséquences néfastes du paternalisme qui lui est indissociablement lié.

de vue historique, la catégorie des intellectuels a été, en Italie, à partir du XV^{ème} siècle jusqu'à présent, une caste totalement séparée des exigences de développement politique et social de la nation, une caste incapable d'aller au-delà d'un aristocratism sophistiqué, d'un cosmopolitisme déraciné, d'un académisme pédantesque voire réactionnaire (...). Le souci principal de tous les penseurs et mouvements qui ont essayé d'indiquer une stratégie plausible pour les différentes tendances visant l'indépendance ou la rénovation de la Nation a été celui de créer un rapport profond et organique entre la recherche intellectuelle, d'un côté, et, de l'autre, les exigences et les aspirations populaires (...). Par conséquent, la question du rapport entre intellectuels et peuple n'est que l'un des aspects d'une vision globale de la lutte des classes, formulée par Gramsci dans les *Cahiers*, et proposant au Parti Communiste la tâche de construire une hégémonie nationale où il s'agirait de faire fusionner, à côté des intérêts spécifiquement ouvriers, les intérêts de très vastes masses populaires, convaincues de la nécessité de la révolution par la persistance, en Italie, de conditions de vie extrêmement précaires.²⁷

Pour Asor Rosa, ces positions gramsciennes représentent une véritable régression par rapport à la période de l'*Ordine Nuovo*, et une capitulation face au blocage du processus révolutionnaire en Italie :

Après l'expérience de l'*Ordine nuovo* et des conseils d'usine, la réflexion sur le Parti et sur la révolution nationale italienne éloigne de plus en plus Gramsci de la tentative, qui caractérisa cette expérience-là, de théoriser et de fonder les institutions authentiquement ouvrières d'un État essentiellement de classe²⁸,

ce qui finira par réinstaurer l'idée d'une « mission » progressive de la bourgeoisie et des tâches pédagogiques des intellectuels vis-à-vis d'un « peuple » dont la notion a été vidée de toute la spécificité sociologique et politique propre à la classe ouvrière industrielle :

La pensée gramscienne renoue, sur ces points, avec les courants démocrates du XIX^{ème} siècle (...). D'où, par exemple,

²⁷ A. Asor Rosa, *Scrittori e popolo*, Rome, Samonà & Savelli, 1965, p. 208-209.

²⁸ *Ibid.*, p. 209.

son appréciation hautement élogieuse d'un Gioberti, qui aurait, à son avis, couplé un esprit jacobin avec un sentiment concrètement national de la fonction historique des intellectuels²⁹

En effet, pour Vincenzo Gioberti, le philosophe catholique et libéral du *Risorgimento*, le problème de l'unité entre peuple et intellectuels se posait en des termes nettement paternalistes :

*En vérité, une littérature ne peut être nationale qu'en étant populaire (...). Comme une telle littérature se doit d'exprimer les idées et les affects les plus communs, et révéler au grand jour ces sentiments qui gisent cachés et confus dans le cœur des multitudes, ses auteurs ne doivent pas se limiter à viser ce qui est bien pour le peuple, mais ils doivent aussi figurer l'esprit de celui-ci (...). La Rénovation italienne ayant vocation à être démocratique, la littérature se doit elle aussi de participer de ce caractère et de se consacrer à ce qui est bien pour le peuple (...). Le génie [l'ingegno] et la nation sont l'accomplissement naturel de la plèbe, qui ne peut être civile qu'en étant nationale, donc unie aux autres classes, et progressive, c'est-à-dire guidée par le génie et informée par l'urbanité [gentilezza]. D'une manière analogue, la littérature ne peut être démocratique qu'en ayant pour fondement cette science, cette érudition supérieure, qui est le privilège de certains, mais qui est nécessaire afin de nourrir les lettres populaires.*³⁰

Gioberti propose donc une relation pédagogique unilatérale – la culture passerait de l'élite cultivée et lettrée au peuple informe – qui finit par effacer toute spécification historique et sociologique concernant ses deux figures centrales, réduite l'une à l'image d'Épinal d'une « plèbe » éternelle, indifférenciée, complètement passive sinon lors de sa « sublimation » au sein de la communauté nationale, l'autre au portrait désespérément rhétorique et provincial du poète-vates, porteur de la Parole civilisatrice et des idéautés civiles. Par conséquent, aucun des rôles traditionnels de la tragi-comédie didactique à laquelle se réduisent souvent les projets pédagogiques des intellectuels italiens n'est remis en question.

²⁹ *Ibid.*, p. 210 et 213.

³⁰ V. Gioberti, cité par A. Asor Rosa, *op. cit.*, p. 215.

En effet, Asor Rosa est moins intéressé à la problématique spécifique du statut des intellectuels qu'à la critique d'orientations politiques plus générales. Il insiste – bien entendu avec une certaine partialité – sur les analogies entre la polémique giobertienne et les critiques gramsciennes à l'égard des tendances à la séparation, au cosmopolitisme abstrait, à l'utopisme velléitaire, propres aux intellectuels italiens. Pour le critique opéraïste, cette polémique a une signification objectivement conservatrice. Le souci d'adhérer à l'« esprit du peuple », et donc aux limites historiques de celui-ci, aboutit à une capitulation vis-à-vis des tendances à la stagnation et à l'immobilisme propres à la société italienne – en particulier à ses classes dominantes, dont la plèbe éternellement inculte et indistincte n'est pourtant que le pendant nécessaire et le miroir fidèle : « Le national-populaire gramscien finit par devenir une cage à l'intérieur de laquelle toute tentative de rénovation est soumise aux lois de la tradition et du *statu quo* italien »³¹. La stratégie nationale-populaire implique, dans l'Italie d'après-guerre, un aveuglement total face aux transformations du paysage social et politique italien induites par l'industrialisation : ni les nouveaux rapports « néo-capitalistes », ni l'essor d'une classe ouvrière fortement conflictuelle, ne peuvent être saisis convenablement par un outillage idéologique datant du XIX^{ème} siècle. Pour le groupe opéraïste de Tronti et Asor Rosa, réuni autour de la revue *Classe operaia*, il n'y a de stratégie politique révolutionnaire qu'à condition de s'inscrire consciemment dans ce contexte inédit. D'où une dimension modernisatrice typique de la mouvance opéraïste, qui sera parmi les vecteurs idéologiques de sa réintégration au sein du PCI post-togliattien, lorsque le Parti guidé par E. Berlinguer déploiera une stratégie massive de récupération des intellectuels-spécialistes issus de la modernisation capitaliste : lorsque, à la fin des années 1970, Asor Rosa sera devenu l'un des idéologues du PCI, il y théoriserà la fin de la fonction intellectuelle en tant que fonction de sélection et transmission d'orientations et valeurs, pour préconiser sa réduction aux spécialités techniques, la politique étant considérée comme une spécialité parmi les autres. La liquidation du gramscisme archaïsant conduit ici à une capitulation vis-à-vis des structures capitalistes et de leurs formes d'intégration

³¹ *Ibid.*, p. 221.

du savoir ; mais la polémique violente menée par Asor Rosa en 1965 contre les limites de l'idéologie du PCI et de sa vision de la fonction intellectuelle reste un acquis important de cette période.

Mais l'après-guerre italien connaît aussi d'autres options qui, tout en restant inefficaces dans l'immédiat, marqueront profondément la gauche critique en formation. E. Vittorini et C. Pavese représentèrent, non sans ambiguïté, des tentatives de sortir tant de l'isolement élitiste que du mythe pédagogique, et d'inventer de nouvelles formes d'articulation entre l'activité intellectuelle et la vie civile et politique d'une Italie qui, dans les années 1940, pouvait paraître réellement prête à connaître une profonde rénovation démocratique.

En 1946, Cesare Pavese – l'un des artisans de l'influence que les éditions Einaudi exerceront dans la culture italienne – écrira un texte, resté inédit de son vivant, consacré à la soi-disant antinomie entre liberté intellectuelle et adhésion à des projets politiques collectifs :

Le constat que pour nombre d'italiens la liberté intellectuelle coïnciderait avec le formalisme creux a des raisons anciennes : chez nous, il n'a jamais existé de liberté politique (...). La culture italienne, et cela devint distinctement visible pendant le *ventennio*, était, dans sa quasi-totalité, satisfaite de pouvoir traiter librement ses sujets habituels vis-à-vis de son public habituel.³²

Face à cet élitisme hypocrite, Pavese ne propose pas la solution « populiste » consistant à « aller vers le peuple » : « Vers le peuple, c'est pour les fascistes. Ou les maîtres. Et "y aller", cela veut dire le défigurer, en faire un objet [passif] de nos goûts. On ne va pas "vers le peuple". On *est* peuple »³³. Pavese exprimait, d'une façon plus intuitive que théoriquement réfléchie, l'idée que si, d'un côté, les intellectuels étaient en train de devenir des « techniciens salariés » (p. 209) de l'autre, les masses « communistes, ou tout simplement organisées », étaient en train de « se réveiller de la sombre brutalité matérielle où les gouvernants de l'Italie les avaient

³² C. Pavese, « Il comunismo e gli intellettuali » (1946), dans Id., *La letteratura americana e altri saggi*, Turin, Einaudi, 1951, 1968 et 1990, p. 209.

³³ *Ibid.*, p. 214-215.

si longtemps renfermées »³⁴. La rencontre entre les intellectuels et les masses allait avoir lieu sous le signe des nouvelles données de la société moderne, avec une nouvelle conscience des instruments du savoir et une nouvelle maîtrise de soi de la part des hommes en société. Le modèle de cette rencontre était, pour Pavese, très éloigné des mythologies du *Risorgimento* : il s'agissait plutôt du modèle démocratique et socialisant que le critique américain Francis Otto Matthiessen avait exprimé comme « le désir de dépasser tout clivage entre l'art, la littérature et les fonctions de la communauté, d'établir une union organique entre le monde des travailleurs et la culture »³⁵, un idéal qui avait été celui de la « Renaissance américaine » des Thoreau et des Melville au XIX^{ème} siècle.

Si l'influence de Pavese sur la recherche organisée d'un modèle d'intervention intellectuelle restera limitée, indirecte et partiellement posthume, l'écrivain ayant disparu en 1950³⁶, l'activité d'Elio Vittorini sera en revanche à l'origine de toutes les tentatives, à partir des premières années de l'après-guerre, d'ouvrir un espace autonome pour l'organisation de la culture. Dans un article recueilli dans son livre de 1957, *Dieci Inverni*, F. Fortini esquissera un bilan

³⁴ *Ibid.*, p. 214.

³⁵ Cité par C. Pavese, « F. O. Matthiessen » (1946), dans Id., *La letteratura americana e altri saggi, op. cit.* p. 161.

³⁶ Ce qui n'empêchera pas Fortini de se réclamer de la politique culturelle de l'écrivain piémontais : « Que reste-t-il, pour nous, du programme littéraire et politique de Pavese ? Ce programme représentait la volonté d'une "union organique du monde des travailleurs et de la culture", la liberté comprise comme l'acte de s'inscrire dans la réalité en la transformant ; le refus du problématisme gratuit, des vœux pieux, des nostalgies ; la fidélité à ses propres origines (...). Positions qui sont celles d'une religiosité laïque, d'un *amor fati* (...). L'éthique que propose Pavese s'oppose au culte de l'angoisse pour l'angoisse, à l'incertitude, au sursis (...). Ses rapports avec le monde de la politique semblent n'avoir rien de commun avec les rapports qui lient habituellement les intellectuels aux gauches européennes. De l'expérience de la lutte des classes, du refus de traduire l'adhésion à la grande tradition bourgeoise en acceptation des positions que ladite culture continuait à proposer aux intellectuels, son discours tirait comme conséquences (...) l'amour pour les démarcations, l'horreur pour les subterfuges verbalistes » (F. Fortini, « Di Pavese » (1952), dans Id., *Saggi e epigrammi, op. cit.*, p. 670-672). Ici, Pavese représente, en forçant peut-être le trait, l'incarnation d'une attitude anti-décadente, opposée à la « disponibilité » protéiforme qu'un Pasolini choisira au contraire comme stratégie intellectuelle.

des activités de la revue dirigée par Vittorini (à laquelle Fortini avait lui-même collaboré), *Il Politecnico* :

Il Politecnico, au moins dans un premier temps, voulait adresser aux intellectuels anti-fascistes, aux fractions radicales de la bourgeoisie, et à ces travailleurs que la Résistance avait fait accéder à des responsabilités politiques, un discours articulé où la connaissance (et la vulgarisation) de tous les acquis de cette culture contemporaine dont le fascisme avait fait une inconnue pour la quasi-totalité des italiens, aurait représenté, du point de vue de la méthode, du langage, et de la façon de corréler les solutions aux problèmes, la proposition ou la fondation d'une « nouvelle culture ». Ce projet ambitionnait d'interpréter un état d'esprit qui était très répandu dans l'Italie du Nord : l'idée que, au-delà des qualifications politiques, une tradition révolutionnaire et progressiste existait, dans les champs philosophique, scientifique, historique, littéraire et artistique, qui aurait pu être proposée aux nouvelles générations³⁷

Cette idée d'unité de la culture révolutionnaire – dont le paradigme était très clairement l'unité politique des forces de gauche au sein de la Résistance – ne se limitait aucunement à proposer l'introduction de nouveaux contenus, mais visait une transformation du rôle politique de la culture (ce qui était implicite dans le fait de s'adresser à des classes ou fractions de classes qui avaient été réveillées à la pratique politique directe par la fin de la dictature et la participation à la Résistance) :

L'article de Vittorini dans le premier numéro de la revue (...) appelait de ses vœux une pensée qui aurait gouverné, et non seulement consolé, la société civile. C'est-à-dire, une pensée et une culture qui auraient été les mêmes pour tous, tant pour la classe politique que pour la classe traditionnellement « intellectuelle ».³⁸

Il Politecnico, qui se donnait pour tâche de contribuer à la formation d'une culture à venir (et en devenir), envisageait une telle culture comme nécessairement fondée sur « un lien entre les masses des travailleurs et les travailleurs de la culture »³⁹, en touchant par ce

³⁷ F. Fortini, *Dieci Inverni* (1957), Bari, De Donato, 1973, p. 61.

³⁸ *Ibid.*, p. 62.

³⁹ *Ibid.*, p. 63.

biais à la problématique des structures sociales qui conditionnent la fonction intellectuelle, et, à la limite, à la question de la division du travail. Fortini rappellera que la clarté idéologique faisait sans aucun doute cruellement défaut à la rédaction de la revue et à son directeur, nourri de « suggestions nietzschéennes à propos de l'adoration de la vie et du présent, indemne de toute contamination par le pessimisme existentiel et l'angoisse face à l'histoire »⁴⁰ ; néanmoins, les protagonistes de cette aventure intellectuelle singulière avaient une conscience aiguë des besoins auxquels leur revue correspondait dans une Italie ravagée par la guerre, la famine et la dictature – besoins qui rendirent possible, pendant un bref instant, une rencontre inédite entre l'exercice de la parole littéraire, philosophique, sociologique, et les formes embryonnaires (très vite écrasées par la restauration) d'organisation d'une démocratie à venir :

L'hiver 1945-46 fut l'un des plus sombres de ces années-là. Milan semblait souffrir de toute la tension et de tout l'épuisement du temps de guerre (...). Ceux qui étaient venus de Rome (...) peinaient à comprendre comment la vie était possible dans cette ville de débris et de boue, où, le soir, les

⁴⁰ *Ibid.*, p. 64. Il faut préciser que pour Fortini le « pessimisme » et l'« angoisse » ne sont aucunement les marques de la pensée « décadente ». Au contraire, il considéra toujours la thèse hégélo-marxiste de la « fausse conscience », rendue par l'exploitation et l'oppression étrangère à soi-même et aux autres, comme le point d'appui d'une indispensable prise en compte de la finitude essentielle de l'homme et de son agir historique. C'est pourquoi il trouvait plus de vérité chez les grands pessimistes chrétiens, et dans les notions de faute originaire ou de tradition, que dans l'apologie de l'immanence par les zéloteurs tardo-nietzschéens de l'innocence du devenir : « Nous ne refusons pas seulement l'interprétation eschatologique du mouvement ouvrier, mais également toute notion de progrès absolu de l'homme, car nous ne connaissons que les progrès partiels et relatifs de certains aspects des groupes humains. Un historicisme cohérent qui veut éviter de tomber dans le cynisme, le relativisme ou le culte de la mobilité, ne doit jamais cesser de rendre raison de son propre contraire, et du coup renouveler la réfutation de l'anti-historicisme de la seule façon possible, c'est-à-dire en expliquant les causes historiques du resurgir, pour chacun de nous, de l'exigence de (...) "demeurer", de s'opposer à la fluidité du temps (...). Comment croire en l'histoire sans être aliénés par cette foi ? Comment résister aux puissances dont le masque est le nom : "histoire" (fatalité, nécessité, évolution, progrès, dialectique et simple tyrannie), sans pour autant nourrir des illusions à propos de la "nature humaine", ou de l'"âme", donc du salut individuel, sans, en un mot, régresser ? » (F. Fortini, « La strada » (1955), dans *Id.*, *Dieci Inverni, op. cit.*, p. 161-162).

rues devenaient désertes (...). L'attention des foules était partagée entre les assassinats suivis d'imposantes obsèques, et les manifestations des chômeurs. Parfois, *Il Politecnico* était affiché sur les murs de la ville ; et nous ressentions un frisson de fierté en voyant les noms et les pensées de la poésie et de l'art, de cet amour [*scil.* pour la poésie] depuis toujours censé être voué à l'ombre et au retrait, trembler dans l'air froid et la grisaille, pour être lu par les gens qui passaient, par les rescapés aux yeux vides, par les vagabonds. De temps en temps, nous nous rendions dans les cercles d'ouvriers, dans les usines, pour parler de *Il Politecnico*. Je me souviens d'une soirée (...), une sorte de *hangar* presque sans lumière, une foule d'ouvriers, de femmes qui tenaient les enfants sur les genoux ; ils nous écoutaient parler du *Politecnico* comme s'il s'agissait de quelque chose qui leur appartenait, de leur propre travail ou de leurs propres conditions de vie, et ils posaient des questions, ils voulaient savoir (...). Au bureau du comité de rédaction, se présentaient souvent les personnages typiques de ces années-là : ouvriers affamés, journalistes, aventuriers, anciens résistants, filles qui avaient quitté la maison, demi-fous. Nous recevions des montagnes de manuscrits, la plupart journaux de guerre, de captivité, récits de vie ouvrière (...). On avait le sentiment que, partout où la revue était lue (...) des nombreux esprits qui avaient été touchés par l'épreuve récente répondaient à nos paroles confuses et incertaines. Il s'agissait pour nous de la confirmation d'une découverte datant des années de guerre : la découverte des incroyables potentialités de nos provinces, des énergies latentes au sein des classes muettes (...). Le chaos indifférencié des cultures italiennes, voilà ce que nous voyions grâce à ces lettres-là ; et, pour la première fois, il nous vint à l'esprit que la tâche la plus digne à laquelle nous aurions pu nous consacrer consistait à connaître réellement ce que ces cultures avaient à dire et à les confronter au « grand monde » (...). ; car « partout est le terrain de la lutte... et la révolution est partout une seule », comme à l'époque avait écrit Pavese.⁴¹

Mais les possibilités d'une activité culturelle autonome et d'une expérimentation inédite d'articulation aux classes populaires

⁴¹ *Ibid.*, p. 65-66. L'allusion au « grand monde », celui de la grande politique et de la *Weltgeschichte*, fait référence au *Faust* de Goethe, que Fortini traduira en 1970.

seront bientôt sacrifiées à la construction des appareils des partis de masse, en particulier le PCI, qui cherchera d'abord à faire de *Il Politecnico* l'un de ses « organes » culturels, dont la tâche aurait été celle de produire professions de foi, déclarations électorales et signatures de pétitions :

Le Parti communiste était en train de consolider ses propres activités, en prenant en charge la plupart des tâches qui, dans l'Italie d'avant le fascisme, avaient été celles du Parti socialiste ; et, parmi lesdites tâches, celle de la vulgarisation culturelle.⁴²

Le PCI était désormais en train d'organiser, à partir de ses appareils idéologiques, la « formation des consciences » parmi les classes sociales qui avaient été les destinataires, et les interlocuteurs, de *Il Politecnico*. Face aux pressions visant à transformer la revue en outil de propagande, Vittorini réagira en transformant *Il Politecnico* en publication mensuelle, donc en le soustrayant à l'« urgence des événements », aux contingences politiques, et surtout au champ d'intervention où elle aurait pu interférer avec la stratégie du PCI :

Il était devenu impossible désormais de poursuivre un dialogue immédiat avec un public de lecteurs appartenant à des catégories sociales que l'activité du Parti avait transformées en cibles d'une discipline idéologique rigide (...). [La libre recherche], comme le feront comprendre à Vittorini les dirigeants culturels du PCI, ne pouvait pas être menée en engendrant perplexité et indécision parmi les « camarades de la base ».⁴³

Le PCI inaugurait le modèle du rapport pédagogique aux « masses » qui restera toujours le sien : celui d'une vulgarisation unilatérale (dont le paradigme sera la célèbre revue *Il Calendario del Popolo*) à laquelle restait étranger tout souci de transformation de la culture tant du point de vue des contenus que de celui de leur processus de production. Après l'« autocritique » de Vittorini, les dirigeants du PCI, en particulier Togliatti lui-même, et le responsable culturel du Parti, le sinistre Mario Alicata, continueront de reprocher à la revue une « recherche abstraite du nouveau ». En effet, comme le remarquera Fortini, les critiques adressées à l'éclectisme et au

⁴² *Ibid.*, p. 66.

⁴³ *Ibid.*, p. 69.

confusionnisme vittoriniens, d'ailleurs bien réels, ne faisaient que cacher partiellement des enjeux bien plus décisifs : le contrôle sur l'activité intellectuelle de la part des instances politiques « officielles », et le risque de voir prendre forme, autour de *Il Politecnico*,

un débat sur les fondements du marxisme, et, par le truchement d'un tel débat, la constitution d'un groupe de recherches. Autrement dit, la possibilité prenait forme d'un site où ces intellectuels que l'opportunisme ou leur propre sincère évolution politique auraient amenés, dans les années suivantes, à quitter le PCI⁴⁴

auraient pu discuter et s'organiser. Par conséquent, « l'enjeu de tout cet affrontement deviendra la question des rapports entre activité (ou autorité) culturelle et activité (ou autorité) politique »⁴⁵. À la décision du Parti de verrouiller les échanges possibles entre pratiques culturelles et classes laborieuses, Vittorini répondra d'une façon que Fortini jugera insuffisante, voire régressive :

[Tant Vittorini que les dirigeants du PCI] semblaient se soucier principalement de ne pas faire porter la discussion sur le seul point qui lui donnerait un sens, c'est-à-dire sur le terrain de l'histoire et de la politique (...). [Vittorini se limita] à réaffirmer son refus de toute politique ayant recours à la force vis-à-vis de la culture, et de toute aliénation « *par le politique* » [en français dans le texte, A.C.]. En réalité, la revendication d'une autonomie culturelle, la prétention de pouvoir poursuivre un travail de recherche culturelle sans être excommunié, avaient une signification entièrement politique.⁴⁶

Vittorini refusait d'aller jusqu'au bout, et d'assumer l'exigence, non seulement « d'un changement dans la politique culturelle du PCI », mais surtout d'une « nouvelle théorie politique, d'une nouvelle philosophie »⁴⁷. Au contraire, Fortini, dans une lettre à Vittorini du 22 janvier 1948, affirmera que « culture et politique sont une seule et même chose, exprimée par des moyens différents », et critiquera la tendance de Vittorini à faire coïncider la position et le

⁴⁴ *Ibid.*, p. 71.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 70.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 71.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 72.

statut de *Il Politecnico* avec sa propre position – ambiguë – d'écrivain adhérent au PCI. Au contraire de Vittorini, Fortini plaide pour un effort d'organisation collective de l'activité culturelle⁴⁸. Suite à la victoire électorale de la droite démo-chrétienne le 18 avril 1948, et une fois terminée l'aventure de *Il Politecnico*, Vittorini prendra publiquement position à propos du lien entre engagement et littérature : « Au lieu (...) d'affirmer ouvertement, que – oui ! – la demande d'indépendance pour la recherche littéraire est évidemment une demande *politique*, la demande d'une politique culturelle déterminée à imposer aux dirigeants politiques », l'écrivain sicilien fera glisser le discours de

la distinction entre culture et politique, à la distinction entre littérature et politique, et finalement entre poésie et littérature, voire à l'opposition entre poésie et culture (...). Vittorini finira par formuler une demande "corporative" de liberté pour la littérature. La revue, qui avait initialement avancé la demande d'une "culture qui prendrait le pouvoir", terminait son trajet avec une exigence beaucoup moins inquiétante pour nos hommes de gouvernement⁴⁹.

Selon le bilan final établi par Fortini, ce qui avait fait cruellement défaut à *Il Politecnico* était une volonté commune d'expérimenter des formes inédites d'organisation de la culture :

Il aurait fallu prétendre de la part des collaborateurs une discipline, un travail de recherche en commun, une coordination des efforts ; il aurait fallu se constituer en groupe (...), planifier la revue, en faire l'outil d'une lutte théorique de longue durée (...). On aurait assisté alors à un événement extraordinaire pour notre pays : la constitution d'un groupe d'intellectuels s'échangeant les résultats de leurs recherches et marchant du même pas.⁵⁰

L'impossibilité de mettre en place une telle modalité de travail relevait de plusieurs circonstances : de la personnalité de Vittorini, avec son individualisme et son impatience face à la rigueur des projets et des positionnements idéologiques ; de la dureté des affrontements déclenchés par le clivage entre communisme et anti-

⁴⁸ *Ibid.*, p. 74.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 76.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 76-77.

communisme en Italie et partout dans le monde ; et finalement du « manque de patience, de constance, de ténacité, et de l'individualisme anarchisant traditionnel des hommes de lettres italiens »⁵¹. Néanmoins, pour Fortini, les points cruciaux à traiter en 1953 étaient toujours ceux que *Il Politecnico* avait soulevés :

Celui, que l'existence même de *Il Politecnico* soulevait, d'un langage non spécialisé, ni basement vulgarisateur ; celui des rapports entre dirigeants culturels et dirigeants politiques ; celui des relations entre la pensée marxiste et les autres courants de la pensée contemporaine ; et finalement celui de nouvelles formes possibles de méthode critique.⁵²

Le bilan fortinien débouchait sur la formulation de tâches pour les intellectuels révolutionnaires dans la conjoncture italienne, des tâches qui impliquaient de repenser le statut de la fonction intellectuelle à l'intérieur du mouvement ouvrier et de ses institutions. À cause de l'absence

d'une forte tradition démocratique-bourgeoise et de la dureté objective des conflits de classe (...) nous est posée ici et maintenant avec plus d'urgence qu'ailleurs (...) la nécessité d'élaborer, d'« inventer », des solutions différentes aux conflits – que le socialisme a rencontrés et soulevés au cours de son trajet – entre liberté et autorité, entre direction culturelle et direction politique. Ici, c'est-à-dire nullement dans une géographie abstraite, occidentale ou orientale... La responsabilité internationale des intellectuels et politiques italiens, le défi que la situation leur pose, sont parmi les plus risqués et dignes, quoi qu'il en soit de l'avenir de notre mouvement ouvrier.⁵³

Jean-Claude Milner a affirmé⁵⁴ que l'axiome des intellectuels français engagés et « compagnons de route » de l'après-guerre avait été : « pas ici, pas maintenant, pas trop » ; c'est-à-dire, qu'ils avaient, grâce aux ruses de la dialectique, délégué au Parti, et à l'URSS, la tâche de gérer, d'organiser et finalement d'incarner, le réel des affrontements politiques, en se limitant à les « accompagner » par la

⁵¹ *Ibid.*, p. 78.

⁵² *Ibid.*, p. 78.

⁵³ *Ibid.*, p. 79.

⁵⁴ Lors de la journée d'étude « La philosophie française des années 1960 : un moment politique », organisée par Patrice Maniglier le 17 mai 2008.

pensée, depuis la position de privilège et de solidité institutionnelle propre aux intellectuels français. Cette thèse de J.-Cl. Milner – assez injuste à l'égard par exemple d'un Sartre, mais pour l'essentiel correcte – peut être utilement rapprochée de la responsabilisation politique directe que, dans l'après-guerre italien, Franco Fortini appelait de ses vœux. Le refus de confier ses propres activités à la fonction « malebranchienne » du Parti, censé fonctionner comme un médiateur entre la pensée et l'action, et le refus de déléguer quoi que ce soit aux instances officielles du Réel – deux choix que partageront plusieurs jeunes intellectuels et militants italiens – correspondent à une position sociale et institutionnelle infiniment plus précaire que celle de leurs homologues français, et produira des effets politiques inédits dès la fin des années 1950.

Le « miracle économique » et le néo-capitalisme

La proposition d'une nouvelle *pratique* de la politique et de la culture refera surface après la fin de *Il Politecnico* – pendant les années de la restauration, qui seront aussi celles d'une crise radicale du mouvement ouvrier. Le PCI montrera alors toutes les limites et l'impuissance de sa stratégie, tout en consolidant son pouvoir de contrôle (et de chantage) face aux initiatives politiques « à sa gauche ». L'affrontement avec le Parti deviendra inéluctable lorsque apparaîtront groupes et revues travaillant à une rénovation de la culture marxiste et socialiste, mais sous des formes très différentes de celles – généreuses mais éclectiques et très « littéraires » – de *Il Politecnico*. Il s'agissait, pour nombre de ces jeunes intellectuels issus de la lutte antifasciste de proposer une organisation de l'agir culturel indépendante des directions des partis⁵⁵, d'ouvrir la culture marxiste sclérosée en idéologie de parti aux grands courants de la pensée contemporaine et à des nouveaux instruments d'analyse de la réalité sociale⁵⁶, et de comprendre enfin les transformations du

⁵⁵ En 1947 l'ère jdanovienne commence aussi pour le PCI, contrairement à la vision mythique très répandue en France à la même époque : celle d'un Prince togliattien éclairé indemne de toute pratique stalinienne.

⁵⁶ *In primis* la sociologie, qui constituera dans les années 1960 l'une des matrices de l'expérience révolutionnaire des *Quaderni Rossi*

capitalisme dans les pays industrialisés, contre le marxisme officiel des partis staliniens qui déniait au capitalisme, censé être voué à une décadence irréversible, toute capacité de se modifier et de produire des savoirs « objectifs » concernant sa propre dynamique. Pour ces milieux intellectuels – qui, après le *Politecnico*, s'organiseront en différentes revues, dans lesquelles Fortini jouera souvent un rôle – le statut de l'intellectuel posait des problèmes cruciaux, notamment vis-à-vis des nouvelles formes d'exploitation capitaliste dont l'Italie de la reconstruction et du « miracle économique » commençait à devenir le laboratoire. Le positionnement des intellectuels face aux instances politiques du mouvement ouvrier s'articule spontanément à leur rapport au « néo-capitalisme » technocratique et monopoliste, dans une conjoncture où les pratiques traditionnelles du mouvement ouvrier semblent être complètement impuissantes à modifier les rapports de productions, et où, par ailleurs, ces mêmes rapports modifient profondément le statut tant de l'activité intellectuelle que de son pendant « populaire ». La question des intellectuels sera relayée systématiquement par la revue *Ragionamenti*, à laquelle Fortini participera avec notamment Roberto et Armanda Guiducci, Renato Solmi, Claudio Pavone, et Luciano Amodio ; elle trouvera ensuite des formulations théoriques très fines grâce à l'introduction en Italie (impulsée par Fortini, Solmi, qui traduira pour la première fois Adorno et Benjamin entre la fin des années 50 et le début des années 60, et le germaniste Cesare Cases, traducteur et disciple de Lukács) des thèmes caractéristiques du marxisme lukácsien et des analyses de l'industrie culturelle menées par l'Ecole de Francfort. Mais dès les années 40 Fortini avait thématiqué la dissolution des fonctions universalistes des intellectuels par leur intégration au capitalisme développé, et leur survie fantasmatique sous la forme de privilèges octroyés à une caste de « spécialistes de l'universel »⁵⁷.

En 1956, au début de la déstalinisation, une revue du PCI⁵⁸, *Il Contemporaneo*, ouvrira un débat sur le statut des intellectuels à

⁵⁷ Ces thèses sont exposées dans un texte inédit de 1945, adressé à Vittorini.

⁵⁸ Le tournant de 1956 marqua une libéralisation ultérieure des rapports entre le PCI et les intellectuels : Sergio Bologna a fait remarquer que cela s'est produit parce que le Parti renonça à toute orientation en termes de principes pour se consacrer uniquement à la reproduction de son immense, et lourd, appareil politique et économique...

partir des positions de *Ragionamenti*. Les animateurs de *Ragionamenti* reprochent aux partis de gauche de reproduire la mystification inhérente à l'organisation capitaliste de la culture : l'octroi d'une liberté apparente aux intellectuels en tant que couche sociale porteuse d'intérêts et privilèges, mais à cette condition que l'activité culturelle reste à distance des décisions politiques (et surtout de l'analyse des rapports sociaux – y compris les rapports internes au Parti – dont dépend l'activité des hommes de culture), pour se borner à la spécialité propre à chaque intellectuel – le Parti, et ce qu'on commence à appeler la planification capitaliste, produisant la synthèse passive des spécialités disciplinaires. Pour Fortini et les autres membres de *Ragionamenti*, par contre, il n'y a pas de distinction légitime entre culture et politique ; la forme organisationnelle que les intellectuels marxistes doivent donner à leur activité devrait déjà contenir des éléments d'*anticipation*, voire de *préfiguration* de la société nouvelle qu'ils voudraient bâtir. Il ne s'agit pas d'échanger des privilèges de caste contre la fidélité (souvent réduite à la propagande ou à la profession de foi) à une ligne politique préétablie, mais de faire transparaître ici et maintenant, à même les gestes et les produits du travail intellectuel, un signe vers des rapports sociaux différents. Les formules de *Ragionamenti* restent aujourd'hui, par leur oscillation entre utopie modernisatrice et rigueur révolutionnaire, d'une radicalité difficilement égalable. Pour Guiducci, dirigeant de la gauche socialiste et ingénieur de son état, il s'agit de choisir entre « planification capitaliste et planification socialiste ». Le socialisme pourra affirmer « sa capacité organique de planification, sa constructivité radicale par-delà (...) la division en classes de la société, la division du travail » en réalisant d'ores et déjà dans ses propres formes d'organisation

une *intervention organisationnelle* continue et contrôlée (...) touchant chaque champ de la vie associée (et les *human relations*, les nouvelles théories de la communication, les grands moyens d'influence sur l'opinion publique en sont les premiers relais).⁵⁹

⁵⁹ R. Guiducci, « La cultura si fa insieme », dans Collectif, *Gli intellettuali di sinistra e la crisi del 1956. un'antologia di scritti del "Contemporaneo"*, a cura di G. Vacca, Rome, Rinascita-Editori Riuniti, 1978, p. 103.

Quelques mois plus tard, Guiducci revendiquera pour la culture « l'autonomie vis-à-vis des centres du pouvoir politique, justement parce que (...) l'art et la science sont des anticipations de la société future et de l'extinction au sein de celle-ci de toute forme de pouvoir »⁶⁰. Le critique littéraire Gianni Scalia, en préconisant l'« auto-direction culturelle » du mouvement ouvrier, déplore que des nombreux intellectuels marxistes n'aient pas « ressenti l'exigence d'une unité entre le privé et le public, l'engagement politique et le travail professionnel, la libre recherche et la coordination des activités »⁶¹, et que la culture marxiste ait accepté de s'inscrire

dans un cadre bourgeois traditionnel, et une organisation traditionnelle de la culture (...), l'acceptation des formes organisationnelles et des modes de travail traditionnels, individualistes, académiques, atomisés, par des contributions partielles, épisodiques, non-systématiques

là où il s'agit par contre de développer une « "éthique" intellectuelle, une nouvelle civilisation culturelle (exigence fondamentale d'un "nouvel ordre" politique et social), d'une anticipation des formes organisationnelles, des institutions et activités culturelles de l'Etat socialiste *in nuce* ». ⁶² La « création d'un *champ unifié* de la culture de gauche, préparation *in nuce* de l'*unité de la culture* », doit dépasser l'unité abstraite (et la conséquente "dissociation" réelle) « entre l'intellectuel et le fonctionnaire, entre la libre recherche et le bureaucratisme mécanique »⁶³ ; les intellectuels, les ouvriers et les paysans doivent élaborer une « ligne culturelle (...) comme anticipation des institutions d'une civilisation nouvelle » par une « dialectisation des tâches et des fonctions (...) au sein de l'unité du processus à la fois politique et intellectuel qu'est le mouvement ouvrier en tant que "totalité" »⁶⁴. Quant à lui, Fortini critique l'organisation culturelle des partis communistes :

⁶⁰ R. Guiducci, *Socialismo e verità*, Turin, Einaudi, 1956, cité par G. Vacca, « Introduction » à *Gli intellettuali di sinistra*, *op. cit.*, p. xv.

⁶¹ G. Scalia, « Neocrociani », dans *Gli intellettuali di sinistra*, *op. cit.*, p. 59.

⁶² *Ibid.*, p. 58-59.

⁶³ *Ibid.*, p. 60.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 61.

L'une des conséquences du clivage intérieur (ou du régime de double vérité) accepté par la plupart des chercheurs marxistes a consisté à croire de faire de la culture marxiste et de promouvoir le socialisme en travaillant sur tel ou tel autre sujet selon les principes méthodologiques du marxisme, tout en réinscrivant les résultats dans le cadre de l'organisation culturelle bourgeoise, l'édition, l'université, etc. (...). Persuadés que forme et contenu ne font qu'un, les chercheurs marxistes doivent préfigurer dans leurs propres instruments les instruments du travail culturel propres à la société socialiste : revues, maisons d'éditions, centres de recherches, bibliothèques, *mais aussi* de plans de recherche individuels ou en groupe, plans de contrôle critique des résultats des urgences et des priorités (...). Une telle structuration (...) *doit être l'œuvre des intellectuels-politiques eux-mêmes*, manifestation politique *spécifique* de ces derniers en tant que producteurs de culture spécialisée (...). Mais la même tâche de préfiguration de la société socialiste est posée à n'importe quelle catégorie de socialistes. Préfiguration politique donc, et également administrative au niveau du fonctionnement démocratique des rapports sociaux.⁶⁵

Les spécialistes doivent dépasser leur propre spécialité par l'assomption de cette tâche de préfiguration :

⁶⁵ F. Fortini, « I politici-intellettuali », dans *Gli intellettuali di sinistra, op. cit.*, p. 43. Dans ce texte Fortini critique la « conception charismatique de l'idéologie (...) qui voit dans l'idéologie marxiste l'émanation des instances dirigeantes suprêmes du Parti. Historiquement, le parti s'est affirmé, avec Lénine, en tant qu'idéologue collectif (...); ensuite, et surtout dans la période stalinienne, il s'incarne dans les Comités centraux (...). L'unicité de la direction politique (...) est théorisée comme unicité de la direction internationale (...) » (p. 42) ; il appelle de ses vœux une « vérification "sociologique" et une interprétation "marxiste" du dispositif des partis marxistes » (p. 45). Cette tâche ne sera jamais accomplie par la plupart des courants de la *Nuova Sinistra*, surtout par la mouvance opéràiste, qui préférera toujours ramener la « dégénération » des Partis de la gauche à une insuffisante maturité de la Classe (la classe ouvrière, avec la majuscule monothéiste imposée par l'opéraïsme depuis Mario Tronti). Cette incapacité à fournir une théorie critique des organisations de la gauche est cohérente avec le mépris affiché par les opéràistes à l'égard du maoïsme, qui, en France, inspirera par contre les analyses les plus lucides de la structure de pouvoir des PC, de l'État soviétique et de ses rapports de production (je fais allusion, évidemment, à Charles Bettelheim, à Robert Linhart, à Althusser lui-même, et à la récente périodisation du mouvement communiste proposée par Alain Badiou).

Les spécialistes qui se réclament du marxisme doivent entreprendre de façon autonome – c’est-à-dire sans accepter dans leur domaine d’activité des directives politico-idéologiques autres que celles qu’ils ont en commun avec le plus humble des militants de base – l’examen individuel et en groupe des conditions de leur propre spécialité ; ils doivent planifier leur propre travail en le rattachant à celui des camarades, viser la soudure des plans particuliers dans un plan tendanciellement encyclopédique. Cette organisation de la *production* culturelle serait scolastique et passive sans les rapports avec ce qui existe de culturel dans toute production humaine (...), l’aspect culturel propre à tout comportement et toute création (sociale, morale, technique, politique).⁶⁶

Ces thèmes reviendront sous des formes différentes au cours de toute l’activité de Fortini, et c’est en suivant son trajet qu’on pourra suivre également l’évolution du problème des intellectuels dans la *Nuova Sinistra*. Entre la fin des années 1950 et le début des années 1960 (années qui marquent la modernisation capitaliste de l’Italie), Fortini croise les trajets, d’ailleurs fort compliqués, des expériences idéologiques et politiques radicales destinées à préparer et impulser le cycle des grandes luttes sociales qui éclateront bientôt dans la Péninsule. De la plupart de ces expériences, il sera à la fois un protagoniste, un inspirateur, et un critique sévère, en position toujours excentrique, mais jouant en même temps un rôle de médiateur et de trait d’union entre individus et groupes différents⁶⁷. En particulier, il est en contact avec les *Quaderni Piacentini* et les *Quaderni Rossi*, ces derniers étant fondés par son ami et ancien camarade socialiste Raniero Panzieri. L’expérience des *Quaderni Rossi*, leurs pratiques d’enquête militante, contribuent à transformer l’idée que Fortini a de l’organisation des intellectuels. Si l’après-guerre et la Guerre Froide semblaient justifier une demande d’autonomie et d’autogestion vis-à-vis de toute soumission à la

⁶⁶ *Ibid.*, p. 45-46.

⁶⁷ Edoarda Masi rappelle que, loin d’être un intellectuel isolé, Fortini joua un rôle décisif pour établir des contacts entre *Quaderni Rossi*, *Quaderni Piacentini* et le comité de rédaction des éditions Einaudi, dont il était un membre avec Cesare Cases, Raniero Panzieri et Renato Solmi (voir : http://www.criticamente.com/bacheca/bacheca_cultura_e_arte/Masi_Edoarda_-_Kamen_Intervista.htm)

politique immédiate et aux instances des partis, la nouvelle conjoncture impulse des tentatives d'organiser des pratiques intellectuelles alternatives à *l'intérieur des structures capitalistes de la production culturelle* – de ces tentatives, le travail dans les usines mené par les *Quaderni Rossi* est un paradigme crucial.

Parmi les protagonistes des débats des années 1950, plusieurs (comme Guiducci et Amodio) rallieront la social-démocratie technocratique des gouvernements de centre-gauche, tandis que Fortini sera parmi ceux qui choisiront de participer à la construction d'une opposition tant au capitalisme qu'au modèle soviétique et en général au paradigme tiers-internationaliste de politique révolutionnaire (d'où son intérêt précoce pour la Chine, qu'il visitera en 1955 et 1972, et pour la figure de Mao Tsé-toung, en tant que protagoniste d'une rupture avec la voie soviétique au socialisme). Il deviendra l'une des références idéologiques de la tentative de renouvellement de la culture marxiste menée par la revue *Quaderni Piacentini*, née comme revue de critique culturelle et animée notamment par Piergiorgio Bellocchio, Grazia Cherchi, Carlo Donolo, Goffredo Fofi, Federico Stame. Dans une lettre de 1961 adressée au collectif qui fondera les *Quaderni Piacentini*, Fortini reformulera la question du statut des intellectuels à partir d'une situation à plusieurs égards inédite. Les nouvelles données sont essentiellement, d'un côté, l'essor des premiers noyaux de la *Nuova Sinistra*, qui était désormais un espace politique où le travail et la présence des intellectuels traditionnels produisaient des effets et posaient des problèmes largement inédits, mais qui avait surtout permis et impulsé la manifestation d'une intellectuelité diffuse et non-traditionnelle, celle d'une nouvelle génération de militants, étudiants et ouvriers (la génération ouvrière jetée dans l'enfer industriel du Nord de l'Italie par le « miracle économique »), qui se sont trouvés confrontés à des choix politiques et stratégiques – par exemple à l'organisation d'une grève ou d'une occupation – et qui ont été interpellés en tant que sujets de direction et de maîtrise, capables de rationalité, d'intelligence et de responsabilité. De l'autre côté, la donnée qui s'impose est la transformation de ce qu'Adorno et Horkheimer appelaient dans *Dialektik der Aufklärung* l'« industrie culturelle », son intégration de plus en plus organique à l'État planificateur et à l'entreprise capitaliste, désormais directement

chargée des tâches d'intégration sociale : la scolarisation de masse, l'essor des mass-médias, les changements dans l'édition, progressivement soumise au régime marchand, sont autant de conséquences des transformations du capitalisme qui imposent une métamorphose de la question des intellectuels, modifiant ainsi le contenu et la notion même de fonction intellectuelle, et de ses porteurs sociologiques.

Dans la *Lettera agli amici di Piacenza*, Fortini esquisse de nouvelles tâches politiques et culturelles :

Le choix est entre, d'un côté, une perspective d'homogénéisation progressive du corps social (...) en direction d'une société de *welfare*, hétéronome et pseudo-démocratique, scientiste et techno-bureaucratique ; et, de l'autre, une perspective d'intervention active maximale sur les destinées et les choix, moyennant la collectivisation des instruments capitalistes de production et d'échange, et leur gestion par des formes de représentation différentes de celles de la tradition parlementaire.⁶⁸

Cette alternative, formulée en termes généraux, implique la nécessité d'une recherche empirique, de sociologie militante au sens des *Quaderni Rossi*, sur la place de l'intellectuel dans le processus de la production capitaliste, en tant que celle-ci détermine les tâches, le savoir-faire, et le rôle social de l'intellectuel, dont la figure subit des métamorphoses au fur et à mesure que les structures de l'industrie culturelle et de l'industrie tout court changent de forme et de stratégie. Du point de vue des tâches des intellectuels, le choix entre les deux perspectives générales à propos de l'évolution sociale correspondent

au choix entre d'une part l'intégration du spécialiste dans l'ordre productif existant et de l'autre une participation à celui-ci dictée uniquement par la nécessité. Poser inlassablement des questions concernant le pouvoir, c'est-à-dire les choix qui impliquent des changements dans le régime de propriété du néo-capitalisme, équivaut – dans la recherche scientifique ou les humanités, dans l'activité littéraire ou l'enquête

⁶⁸ *Lettera agli amici di Piacenza*, dans Id., *L'ospite ingrato primo e secondo*, Casale Monferrato, Marietti, 1985, p. 79.

philosophique – à poser inlassablement des questions concernant le dépassement des spécialités.⁶⁹

Fortini propose finalement la constitution de *groupes* se donnant pour tâche une activité – à la fois théorique et militante – à l'intérieur des institutions de l'industrie culturelle où le travail intellectuel est organisé : des groupes « qui s'auto-régleraient selon des lois non-écrites émanant d'une finalité et d'une conception du monde communes »⁷⁰. Sergio Bologna a très opportunément remarqué la proximité de cette proposition avec la pratique de la *conricerca* (« recherche-en-commun ») inventée par les *Quaderni Rossi* et le premier opéraïsme (Panzieri, Romano Alquati) :

Le concept de *conricerca* (...) préconisait l'intervention de l'opérateur politique-culturel au niveau de l'usine ou du quartier, non afin d'en tirer des renseignements avec lesquels écrire un essai de sociologie, mais de collaborer avec les ouvriers ou les locataires d'un immeuble pour construire une pratique de négociation, de mutualité, de libération⁷¹.

L'idée d'une formation diffuse de *groupes* implique davantage que la proposition d'une méthode de recherche : la *conricerca* est également une pratique organisationnelle, alternative aux partis traditionnels. La proposition de Fortini est donc entièrement inscrite dans la séquence des années 1960, caractérisée par l'essor de l'enquête en tant que pratique politique à part entière. L'enquête consistait à mettre en place des pratiques théoriques visant la connaissance rigoureuse des rapports sociaux, tout en se fondant sur un partage des voix, des points de vue et des formes de vie entre les militants-théoriciens et les sujets qui se trouvent directement impliqués dans la situation à étudier (ouvrier, paysans, « opérateurs culturels »...). Fondée sur une transformation du sujet du savoir, l'enquête est aussi un opérateur de transformation des pratiques politiques : elle est faite par des groupes d'intervention dont la structure est très différente de celle des partis et des syndicats, et vise à s'incorporer directement aux situations concrètes des strates sociales dominées. La fin des années 1960 assistera au passage de

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ *Ibid.*, p. 80.

⁷¹ S. Bologna, « Industria e cultura », dans M. de Filippis (éd.), *Uomini usciti di pianto in ragione*, Rome, Manifestolibri, 1996, p. 24.

cette forme d'intervention théorico-politique à la constitution organisationnelle de formations politiques au sens propre, mais qui représenteront également un prolongement, quoique sous des formes contradictoires, de cette idée d'intervention « sans-parti »⁷². L'époque des groupes extra-parlementaires, avec sa recherche de formules organisationnelles aptes à garantir une durée aux mobilisations étudiantes et ouvrières, posera d'une manière largement différente la question du rôle des intellectuels.

Après 1968

En 1973, dans la préface à une réédition de *Dieci Inverni* (1957), Fortini définira son propre livre comme « l'un de ces nombreux livres qui, au moins depuis l'époque jacobine, ont appelé à la résistance et à la rigueur (ou, si l'on veut, aux vertus civiques), une partie des classes moyennes intellectuelles »⁷³. *Dieci Inverni* formulait des tâches et des propositions correspondant à des problématiques dont l'essor et l'urgence avaient marqué l'après-guerre et la décennie 1950 :

La lutte contre le privilège du savoir, l'information dégradée, le gaspillage de l'existence, les fantasmagories technologiques, la morale des spécialistes rendue hypocrite par sa complicité avec les dispositifs de la destruction. Ces pages-là débouchaient justement sur le constat que le cycle de la corruption induite par la production artificielle des besoins n'en était, en Italie, qu'à ses débuts, que tout un cycle de dégradation de la *classe ouvrière* aurait dû s'accomplir avant de pouvoir s'attendre à une reprise, mais que, cependant, les conditions existaient pour mettre en place un travail de petits groupes minoritaires.⁷⁴

L'appel à la formation de groupes d'étude et d'intervention formulé dans la *Lettre* couronne d'une certaine façon cet « ordre du jour » qui conclut les années de la restauration et du développement capitaliste. Les expériences de la décennie 50 représenteront le

⁷² Sur ce passage, voir A. Cavazzini, *Le printemps des intelligences*, op. cit.

⁷³ F. Fortini, *Dieci Inverni*, op. cit., p. 13.

⁷⁴ *Ibid.*

préambule de ce qui deviendra par la suite la *Nuova Sinistra*, après le réveil de la lutte ouvrière et la révolte des étudiants en 1967-1968 :

La classe politique de la gauche italienne (...) était fascinée par les mythes de la rationalisation néocapitaliste, du *Welfare* et de la coexistence pacifique. Comment passer sous silence la contribution des partis de tradition marxiste à l'in vraisemblable fable coexistentielle de la sainte trinité Kennedy-Jean XXIII-Khroutchchev ? Dans les limites de nos possibilités, à l'époque du *crocio*-gramscisme, du national-populaire et du méridionalisme, nous avons essayé de faire allusion à ce qui se passait hors d'Italie et d'Europe, dans les domaines de l'organisation du travail, des techniques de manipulation de l'opinion, de l'usage capitaliste du savoir sociologique. Ce « nous » indique ces dix ou quinze jeunes qui, entre 1951 et 1958, presque tous dans l'Italie du Nord, réunis dans des petites publications telles que *Ragionamenti*, ou isolés, parvinrent à élaborer, grâce à un réseau très-serré d'échanges intellectuels, les thèmes idéologiques et politiques que les années suivantes auraient vu s'engager dans deux voies opposées, l'une, technologique et réformiste qui soutiendra le centre-gauche, l'autre, qui pariera sur la construction d'un savoir révolutionnaire.⁷⁵

La découverte de l'industrie culturelle et du néo-capitalisme, et l'expérimentation de nouvelles formes de pratique intellectuelle – soustraites à la logique traditionnelle des partis – restent donc les grands acquis de la période précédant l'explosion des conflits de classe. Désormais, aucune proposition concernant le rapport entre politique et culture ne peut éviter de se confronter, d'un côté, à l'intégration des fonctions intellectuelles aux appareils de la production capitaliste, au marché, et aux stratégies étatiques de rationalisation et planification ; de l'autre, à des pratiques culturelles inédites, à des tentatives de produire et transmettre de l'intelligence et du savoir en dehors, ou contre, des lieux et des formes traditionnelles de la fonction intellectuelle. Le rapport pédagogique entre l'intellectuel-*vates* et le peuple, les mythes de l'élite sublime, qu'elle soit spirituelle et solipsiste ou progressive et engagée, tout cela était en train de disparaître, non seulement à cause du changement des rapports de production capitalistes, mais aussi grâce

⁷⁵ *Ibid.*, p. 14.

à une *appropriation* de la fonction intellectuelle de la part de nouvelles classes et fractions de classe, de nouvelles générations, de nouvelles strates culturelles que le développement impétueux et tragique de la Péninsule avait jetées dans l'orage de l'histoire, et qui revendiquaient maintenant des responsabilités autonomes tant dans le domaine de la politique que dans celui de la production de culture, et de l'exercice de l'intelligence. À une nouvelle classe ouvrière s'ajoutaient de nouvelles figures de salariés, intégrées à la production capitaliste ou aux structures étatiques, des nouvelles compétences liées à l'éducation, à la recherche et à l'information, se développaient, très différentes du « peuple » de l'ancienne Italie, et méfiantes vis-à-vis des médiations pédagogiques et paternalistes des partis. Entre ces nouvelles réalités et les minorités des années 1940-1950, une rencontre se produira qui donnera lieu aux noyaux idéologiques de la *Nuova Sinistra*, en vérifiant, par conséquent, l'opposition précoce de ces minorités-là aux premières manifestations du néo-capitalisme :

Chez les moins naïfs ou les mieux renseignés, on pouvait constater, déjà à l'époque de *Dieci Inverni*, la conscience de la dégradation des existences individuelles (au sens des « carrières », bien entendu), et le refus d'assumer une qualification professionnelle, de se consacrer à ce travail spécialisé et concret, productif et positif, auquel nous invitaient les plus sérieux et les plus malins de nos contemporains. La crise historique de l'intellectuel « engagé », nous l'avions vue se produire bien avant le « miracle économique ». Ce qui nous donna la force d'esprit de ne pas croire à la force invincible du Nouveau Capitalisme, ce fut justement le refus de toute spécialisation et de toute profession, et le souvenir d'une totalité tendancielle de l'existence qu'on avait entrevue dans les années de guerre, et qui continuait d'être affirmée, partout dans le monde et avec la force des armes, contre le pacifisme coexistentiel et sa corruption.⁷⁶

Ce raccourci fulgurant écrit en 1973 esquisse et résume tous les enjeux concernant le statut des intellectuels, et leur rapport tant au capitalisme qu'à la politique socialiste ou communiste. Le modèle de pratique intellectuelle qui est proposé ici s'oppose tant à la

⁷⁶ *Ibid.*, p. 17-18.

spécialisation des tâches techniques et bureaucratiques qu'à l'organicité d'un parti ou d'un projet d'unification « national-populaire ». L'intellectuel est considéré comme une figure du *générique* : non seulement parce qu'il opère dans le domaine des orientations et des principes, mais aussi par sa radicale non-spécialisation – il travaille à l'intérieur du langage ordinaire, et, bien que sa pratique soit toujours conjoncturelle et circonstanciée (ce qui est inévitable si l'on veut éviter le bavardage d'amateur), il peut parcourir, à partir d'elle, toutes les médiations qui la connectent à l'ensemble des activités et des discours au sein d'une société. En outre – et c'est un point essentiel – il est responsable de l'organisation de sa propre pratique, des formes institutionnelles par lesquelles ses activités s'articulent à la vie d'une collectivité : pas d'activité intellectuelle sans une forme quelconque de militantisme. À l'inverse le militantisme – donc le travail d'organisation et de décision – est déjà une activité intellectuelle, porteuse de valeurs culturelles à part entière dont les professionnels de la politique n'ont aucunement le monopole. Grâce à cette non-spécialisation, à cette transversalité vis-à-vis des cloisonnements disciplinaires, grâce surtout à ce présupposé, qui est aussi une idée-limite, d'une communication universelle, l'activité intellectuelle est *figure*, indicateur métaphorique, de l'émancipation : de l'égalité des intelligences et des esprits, de la cohérence et de la coopération entre les volontés, du dépérissement de la division du travail et de toute différenciation inégalitaire.

On reviendra sur cette dimension « utopique » de la fonction intellectuelle, décisive à bien des égards pour toute la problématique de la *Nuova Sinistra*. Il faut prêter d'abord attention aux nuances que Fortini introduit dans son bilan de 1973. Dans son retour sur la conjoncture dont *Dieci Inverni* est issu, l'écrivain italien parle du point de vue d'une conscience de plus en plus aiguë de l'avancement du capitalisme et de l'essor d'une nouvelle perspective politique – incarnée par la *Nuova Sinistra* elle-même et par les mouvements des années 1960 – qui ont rendu impossible la récupération des figures traditionnelles de la pratique intellectuelle :

La dernière vingtaine d'années m'a persuadé, comme d'ailleurs elle a persuadé tout le monde, que le capitalisme avancé, menant jusqu'au bout un processus commencé il y a presque

deux siècles, a atteint mortellement l'articulation des superstructures (« culture », sciences, langages, formes), pouvant désormais multiplier à l'infini les spécialités parcellisées et établir, à loisir, n'importe quel semblant de savoir transdisciplinaire, étant donné que les expressions intellectuelles les plus disparates sont soudées par une structure moléculaire commune, celle du profit.⁷⁷

Lorsque des nouvelles formes de contrôle idéologique, directement incorporées au capitalisme, modifient les rapports, et les conflits, entre intellectuels et politiques, la proposition « de construire des noyaux, pour ainsi dire, auto-gérés de travail culturel », doit être reformulée dans un cadre entièrement nouveau, tant du point de vue des stratégies du capital que des formes de la politique d'émancipation :

Lorsqu'une transformation des opérateurs intellectuels se produit – bien entendu, mise en acte par le capital –, le modèle de l'opérateur politique change lui aussi. L'hypothèse d'une « organisation de la culture » a refait surface, en des termes entièrement différents, et sous les noms bizarres de contre-culture (*controcultura*) et contre-information (*controinformazione*) ; l'idée apparaît, s'étouffe, se rallume à nouveau, *de la possibilité d'agir ayant en vue une sécession du savoir au sein des structures organisationnelles du savoir contrôlé par le capital.*⁷⁸

Cette « sécession » est incarnée par l'ensemble des pratiques des mouvements étudiants, des travailleurs dans les écoles et les universités, des ouvriers eux-mêmes. Ces pratiques représentent une *production de culture* et un *usage du savoir et de l'intelligence*, qui, tout en se déployant à l'intérieur des structures étatiques et productives dont la tâche est la gestion et l'asservissement de ces fonctions, mettent en place des nouvelles formes d'activité intellectuelle en expropriant définitivement les intellectuels, en tant que corps séparé, de l'initiative culturelle et de l'élaboration critico-politique. L'intellectuel de gauche, même la figure atypique incarnée par les groupes des années 1950, cesse d'exister comme sujet et destinataire d'une stratégie politique à cause tant de l'avènement

⁷⁷ *Ibid.*, p. 18.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 20.

d'une société et d'une scolarisation de masse, que de la révolte, entre 1967 et 1969, des nouvelles figures immanentes à cette société contre les structures qui en soutiennent, tout en les asservissant, l'accès aux fonctions intellectuelles :

Si ce livre [Dieci Inverni en 1973] a toujours quelque chose à dire, c'est à d'autres [qu'aux intellectuels de gauche] qu'il le dit : à des lecteurs dont l'essor est aussi redevable à des livres comme celui-ci : je veux dire les étudiants que je n'ai appris à connaître, en ma qualité d'enseignant, que dans les dix dernières années ; les ouvriers d'avant-garde qui, dans leur activité syndicale et politique ont mis à l'œuvre des instruments d'analyse et de synthèse les rendant, au sens propre du terme – et en dehors du « parti » gramscien – des intellectuels ; les opérateurs de l'industrie culturelle, dans toutes ses formes, qui font chaque jour l'expérience de la démarcation entre l'authentique et l'inauthentique.⁷⁹

Déjà en 1968, Fortini avait formulé un diagnostic concernant, d'un côté, la subsomption de la culture traditionnelle par les dispositifs capitalistes de la spécialisation et de la parcellisation des tâches et des compétences, de l'autre, l'émergence de formes d'opposition politique et sociale à l'intérieur même des structures en devenir président à la reproduction des savoirs. Les tentatives d'organisation de la culture des années 1940 et 1950 étaient fondées sur

l'idée (...) d'une communauté séparée qui, certes, aurait dû collaborer à la cause du socialisme, mais en anticipant ou préfigurant certains comportements. [Cette idée] supposait une sorte de séparation vis-à-vis du corps social sans comparaison dans l'histoire moderne de notre pays sauf chez certains groupes de l'époque du *Risorgimento* ou de l'Internationale (...). L'Italie de la guerre froide n'avait pas permis cette forme de sécession. Cette hypothèse puérule n'avait pu que céder : d'abord face à la réalité politique du bloc des partis de gauche et à l'hostilité de leurs dirigeants (...); successivement, face aux pouvoirs économiques de l'édition et de l'industrie culturelle⁸⁰

⁷⁹ *Ibid.*, p. 16.

⁸⁰ F. Fortini, « Introduzione » à Id., *Ventiquattro voci per un dizionario di lettere*, Milan, il Saggiatore, 1968 ; Milan, EST, 1998, p. 20-21.

Mais l'exigence à la base de cette hypothèse dépassée était devenue de plus en plus claire au fur et à mesure que ce qu'on appelait la « critique de la culture » approfondissait l'exploration sociologique de ce phénomène en en concluant que la fonction assignée par le capitalisme aux intellectuels en tant que strate sociale chargée d'une mission idéologique était dépassée, et que leur intégration [*scil.* aux spécialités techniques et au marché] était irréversible. Néanmoins, il aurait fallu attendre notre présent actuel pour voir la sécession se proposer à nouveau comme une possibilité *en termes de masses* et sur le plan international, visant le dépassement tant de la figure de l'intellectuel progressiste que de celle du révolutionnaire de profession.⁸¹

Référence est faite, bien entendu, aux mouvements animés par la jeunesse étudiante, qui semblaient proposer, non seulement une nouvelle forme de *révolte* de l'intelligence et du savoir au cœur même de l'asservissement capitaliste des fonctions intellectuelles, mais aussi l'esquisse d'une *nouvelle pratique de la politique* qui aurait reformulé les problèmes « classiques » du rapport entre masses et avant-garde, fonction politique et fonction intellectuelle, organisation et spontanéité, en leur fournissant des solutions auparavant inconnues. La question du rapport des fonctions intellectuelles avec les structures du capitalisme avancé était au cœur de ce processus :

Toute une série de phénomènes sociaux et politiques très-complexes qui ont touché plusieurs pays en Europe et en Amérique – mais qui touchent, dans une certaine mesure, tout le monde, y compris l'URSS et la Chine – montrent un caractère qui, avant d'être celui de la révolution, ou tout en étant en même temps ce discours-là, est celui de la séparation et de la sécession, selon un rythme que l'histoire connaît déjà parfaitement. Ce qui aurait pu paraître un simple, et fréquent, refus du monde par des intellectuels « désorganiques » et donc frustrés, est devenu, au fur et à mesure que la prolétarianisation des *fonctions* intellectuelles avançait, le nœud crucial du discours politique des nouvelles oppositions. Les événements européens ont re-proposé, en des termes tout à fait nouveaux, l'ancienne problématique des rapports entre culture et

⁸¹ *Ibid.*, p. 21-22.

politique. Information et vulgarisation, pamphlets et essais ? Mais ce qui s'agit dans les jargons des émeutes, dans les opuscules et dans les disputes n'est rien d'autre que l'exigence d'une *nouvelle théorie du savoir*. Souvent, ce qui parle est un langage vétuste, mais on peut déjà y dégager les axes des cristaux en formation, les nouveaux plans de décalage et de croissance.⁸²

La bifurcation : Fortini et Pasolini

Ces positions deviendront peut-être plus claires en les référant au rapport polémique qu'opposera Fortini à Pier Paolo Pasolini, auquel il avait été lié d'abord par un rapport d'amitié et de collaboration lors de la fondation de la revue éphémère *Officina*. Pour Fortini, l'image de l'intellectuel que Pasolini incarne – et sur laquelle celui-ci construira son propre mythe de rebelle anti-conformiste – représente en effet, sous la forme concentrée que l'intelligence et la grandeur poétique lui permettaient, plusieurs des caractères négatifs du monde culturel italien. Le jugement de Fortini – qui était en réalité beaucoup plus complexe et nuancé que notre résumé – peut paraître injuste, bien que le culte esthétisant et inoffensif autour de l'image d'Épinal du martyr « révolté » légitime toute surenchère dans la critique de ce symbole du conformisme anti-conformiste que devint très rapidement Pasolini après sa mort tragique. En effet, ce jugement doit être rapporté à un ensemble de positionnements à propos des tâches politiques des intellectuels dans l'Italie des années 1960 et 1970 : sans une connaissance précise de ce contexte, le rôle joué par Pasolini dans les débats de l'époque reste inintelligible et susceptible des mythologisations les plus naïves. Selon Fortini, Pasolini

ne voulait pas se reconnaître, comme tout un chacun, pris au piège de son propre inconscient politique, par sa situation au sein des rapports de pouvoir et de classe (...). Ce qui ne pouvait pas ne pas lui rester illisible était la place qu'il avait voulu pour son œuvre (et pour sa propre vie d'auteur), je veux dire la place que la société lui assignait (...). Je fais allusion au jeu de mensonges intimes qui épargnèrent (au lecteur de Gramsci qu'il était !) toute réflexion véritable sur sa propre

⁸² *Ibid.*, p. 22-23.

fonction publique et qui le livrèrent au plus puissant des instruments de l'industrie culturelle, le cinéma, où l'exploitation et la compromission avec les pouvoirs économiques et politiques agissent à des niveaux impossibles à contrôler.⁸³

La faiblesse idéologique de Pasolini, son incompréhension vis-à-vis des problématiques de la critique marxiste du capitalisme avancé, devinrent l'alibi d'un intellectuel qui refusait de renoncer à la liberté mythiquement irresponsable de sa parole prétendument privilégiée :

Pour les marxistes, une donnée est absolument préliminaire : *celui qui parle pour orienter idées et volontés doit faire comprendre qu'il sait d'où il parle et à qui il s'adresse (...)*. Comme Vittorini, qui fut de ce point de vue son prédécesseur, *Pasolini entretint une attitude de refus et d'ignorance opiniâtres à l'égard des critiques de la culture et de l'industrie culturelle*. Car la prise en compte de ces critiques l'aurait forcé à faire ce qu'il n'a jamais voulu faire, à savoir une *critique de ses propres moyens de communication*, une critique dont il redoutait l'effet de paralysie. Il préférait se considérer comme un condamné à la parole, comme un poète (...). La transformation anthropologique qu'il voyait se produire sous ses propres yeux était une réalité et elle l'est toujours. Il voyait l'« horreur » avancer sous la forme d'une dégradation et d'une marchandisation généralisées, mais lui aussi était pris dans cette marchandisation et il ne semblait pas s'en apercevoir. Pasolini a vécu, pendant des longues années, comme un membre de la classe des dominants.⁸⁴

Ce rapport de complicité à la fois conscient et involontaire vis-à-vis de l'industrie culturelle et de sa tendance à intégrer les privilèges traditionnels de l'intellectuel-homme de lettres a partie liée avec les positionnements politiques de Pasolini, sa « fidélité » au PCI et son hostilité à la *Nuova Sinistra* et aux mouvements de contestation :

⁸³ F. Fortini, « Il rifiuto della maturità » (1984), dans Id. *Attraverso Pasolini*, Turin, Einaudi, 1994, p. 188.

⁸⁴ F. Fortini, « Pasolini politico » (1979), dans Id., *Attraverso Pasolini, op. cit.*, p. 198-199-200.

Il fut utile au Parti communiste au moment décisif, lors de sa prise de position contre les mouvements étudiants en 1968. Entre Pasolini et le Parti, les relations n'étaient pas toujours claires. Les sympathies dont il jouissait auprès de certains milieux ecclésiastiques, et même aux sommets de la hiérarchie, facilitèrent sans doute la politique du « dialogue » avec les catholiques, qui était depuis toujours l'un des axes de la politique communiste en Italie.⁸⁵

Mais l'enjeu des critiques fortiniennes dépasse le simple positionnement sur l'échiquier politique. Il concerne essentiellement le *modèle* d'intervention intellectuelle que Pasolini associait, et ne pouvait en pas associer, à son rapport au PCI :

[Dans les dialogues de Pasolini avec les lecteurs de la revue communiste *Vie Nuove*] on assiste à l'épuisement de la dernière des illusions de l'après-Résistance : celle d'un dialogue, justement, entre un « peuple » et un « intellectuel » ayant lieu sous la houlette d'un grand parti démocrate-populaire. Ce qui est gênant, ici, c'est l'absence de références au mouvement intellectuel et politique qui montait en Lombardie et au Piémont, ou encore l'incroyable sous-estimation de ce qui était en train de se passer en Chine et dans le Sud-Est de l'Asie.⁸⁶

La nature destructrice du néo-capitalisme fut relativement claire aux yeux de Pasolini, mais sa volonté de rester dans le cadre de la culture du PCI faisait obstacle à ses analyses :

Cette difficulté lui venait surtout du Parti communiste. Des pans entiers de l'humanisme communiste tendaient à refouler l'idée que la modernisation aurait lésé la qualité même de l'existence (...). Depuis le début des années 1960, le champ culturel qui se réclamait du marxisme était divisé. Cette sécession fut beaucoup plus sérieuse que celle de l'époque de Vittorini (1945-47) et de l'opposition anti-soviétique dans la décennie de la Guerre Froide. Cette fois, le discours critique était mené par des historiens du mouvement ouvrier, des syndicalistes, des économistes (...). Face à cette sécession, Pasolini se plaignait de la froideur de l'abstraction et du moralisme. Au fur et à mesure que le discours devenait

⁸⁵ *Ibid.*, p. 203-204.

⁸⁶ F. Fortini, « Pasolini e le ultime illusioni » (1977), dans *Id.*, *Attraverso Pasolini*, *op. cit.*, p. 150.

économique ou technico-politique, il devenait de moins en moins disponible à l'écouter. Quand il parlait d'ouvriers, il parlait en réalité des maçons de Rome.⁸⁷

Pasolini a *vécu* dramatiquement la destruction de l'ancienne Italie, l'effondrement des espoirs issus de la Résistance, l'essor du néo-capitalisme et la crise sociale et politique des années 1960 et 1970, mais il n'a pas été en mesure de *penser* rationnellement et politiquement cette conjoncture, parce qu'il a toujours refusé de remettre en question les formes de sa propre pratique – et de ses privilèges – d'intellectuel traditionnel, récupérable par l'« organicité » nationale-populaire, mais indisponible à la dissolution de tout statut d'exception de la parole poétique dans un projet collectif adéquat aux rapports sociaux capitalistes-avancés :

Pasolini (...) aura une conscience très claire, en 1965, d'une crise en acte du marxisme, et il en indiquera très précisément les symptômes. Mais, trois ans après, lorsque cette crise éclatera dans le mouvement de 1968, et les étudiants le mettront en cause – lui, Pasolini – il ne pourra que ré-exhumer la lamentation sur le déclin de la culture et se tourner vers le pessimisme radical. Il voit le lien entre opportunisme et dogmatisme dans la politique culturelle du PCI, mais il ne veut faire aucun effort de compréhension vis-à-vis de ce qui avait lieu ailleurs (...). Plutôt que d'intimisme à l'ombre du pouvoir on pourrait parler d'individualisme à l'ombre du PCI.⁸⁸

Finalement, l'engagement à côté du PCI aura fourni à Pasolini un alibi pour garder intacte une image tout à fait traditionnelle, même

⁸⁷ F. Fortini, « Pasolini politico » (1979), dans Id., *Attraverso Pasolini, op. cit.* p. 200. « Pasolini, au moment de sa collaboration avec *Vie Nuove*, ne soupçonnait même pas que toute une strate des jeunes générations était en train de se former avec d'autres perspectives que la sienne. Les œuvres de l'École de Francfort (...), quoique lues par des petits groupes minoritaires, voyaient leurs propres thèses se répandre, confrontées à la transformation sociale et économique. L'histoire politique de l'Italie moderne commençait à être radicalement repensée. Vis-à-vis des groupes qui se forment ces années-là autour de petites revues idéologiques et politiques (*Quaderni Rossi* à Turin, *Quaderni Piacentini* à Plaisance, *Giovane Critica* à Catane, *Nuovo Impegno* à Pise), Pasolini est hostile, repoussé par leurs aspects doctrinaires (...); et il subit en retour le jugement sommaire et méprisant de ceux qui le considèrent désormais comme totalement compromis avec le monde des célébrations et des débats officiels » (*ibid.*, p. 197).

⁸⁸ *Ibid.*, p. 202-203.

si désormais désespérée et autodestructrice, des tâches et des spécificités de la pratique intellectuelle :

La plupart de ses polémiques en forme de poèmes, surtout celles de ses dernières années, sembleraient assigner à un moment symbolique (telle l'allusion au « vers ») la tâche de les immuniser vis-à-vis de toute réfutation. Elles restent insaisissables par toute contestation rationnelle ; face à des tentatives de critique, elles se réfugiaient dans l'extraterritorialité lyrique (...). Pasolini (...) ne changea jamais d'oscillation dominante, de rythme essentiel de son propre être, en étant conduit par là à identifier le Moi (au sens de « sujet ») et la Parole, donc à assumer une attitude lyrique diffuse, incapable à jamais de trouver la résistance, l'irréductibilité d'un objet.⁸⁹

Le culte de l'exception lyrique et du statut privilégié du Poète s'articule chez Pasolini à la thématique – typique de ce décadentisme européen dont à bien des égards de nombreuses institutions poétiques italiennes représentent une répétition sublimée – du « refus de la maturité », d'une extraterritorialité et d'une irresponsabilité plus profondes, existentielles, voire ontologiques :

Cet horizon implique le primat de la libération immédiate de l'individu, le refus de toute médiation, le droit à l'exception et aux privilèges du génie, même déguisés en actes d'humilité, et finalement l'idée d'un destin personnel radicalement séparable des destins d'autrui.⁹⁰

Pasolini cherche à occuper « un temps et un lieu pré-rationnels ignorant tout problème d'authenticité et de véracité »⁹¹ :

Il célèbre l'adolescence. Il est Narcisse, ne désirant, dans l'autre, que soi-même (...). Comme le Maximin de Stefan George, cet adolescent est fidèle à soi-même et éternel (...). Il échappe à la corruption et surtout au remords, marque des esclaves. « Origine », répétition, volonté de posséder sans être possédé : un langage nietzschéen qui s'était répandu en Italie,

⁸⁹ F. Fortini, « Pasolini poeta », dans Id., *Attraverso Pasolini, op. cit.* p. 153-154-155.

⁹⁰ F. Fortini, « Il rifiuto della maturità », dans Id., *Attraverso Pasolini, op. cit.*, p. 187.

⁹¹ *Ibid.*, p. 184.

au début du XX^{ème} siècle, et qui avait, heureusement, disparu depuis.⁹²

Pasolini refuse de sortir de l'enceinte, ou de la forteresse, que la Parole exceptionnelle du Poète construit autour de ses prises de position, réduites par conséquent à des manifestations finalement irresponsables de son Moi lyrique. Il ne veut pas admettre que « la réalité historique et sociale – qui est moins l'empire des signes que le signe des empires – est à l'origine du texte poétique, s'y frayant sa propre voie »⁹³ ; et, cohérent avec ces prémisses, il refuse de *vérifier* ces mêmes positions par leur confrontation à un processus collectif de transformation, en les soumettant à un *pari* vis-à-vis des tendances historiques et des orientations à assumer ici et maintenant. La souveraineté de l'individu exceptionnel soutient l'image traditionnelle de l'intellectuel, en accentuant « les dichotomies entre rationalisme-irrationalisme, raison-vitalité, et en prenant grand soin de cacher les racines de ces dichotomies, à savoir les rapports de production et donc la place que l'individu occupe au sein des rapports sociaux »⁹⁴.

Finalement, « ce qui rend fort douteux le discours éthico-politique de Pasolini, et qui nous empêche de le considérer comme le discours d'un frère, est justement le cercle atroce qui le force à tout commencer par le Moi et à tout ramener au Moi »⁹⁵. La critique de Fortini, souvent très violente et parfois injuste, vise surtout la connivence, dissimulée et douloureusement vécue, entre d'une part la dernière incarnation universellement reconnaissable d'un monde intellectuel privilégié en voie de disparition et, d'autre part, les forces

⁹² *Ibid.*, p. 185. Fortini insiste sur l'opposition, vraisemblablement consciente, de Pasolini aux modèles de problématisation de la fonction intellectuelle incarnés par Matthiessen et Pavese : « Le premier avait écrit en exergue de son ouvrage principal, *American Renaissance*, le mot shakespearien, tiré de *King Lear*, "Ripeness is all", "la maturité est tout". Le second avait repris cette expression (...) dans son dernier essai, publié après sa mort, *L'arte di maturare*, qui évoquait dans le titre l'*ars moriendi* des Anciens. Et Pavese avait encouragé la traduction en italien du grand livre du critique américain, de l'historien de l'"engagement" littéraire au XIX^{ème} siècle » (p. 185-186).

⁹³ *Ibid.*, p. 187.

⁹⁴ F. Fortini, « Pasolini politico » (1979), dans Id., *Attraverso Pasolini, op. cit.*, p. 202.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 205.

qui opèrent contre l'émancipation et l'égalité. Cette critique contribue par conséquent à marquer la *séparation* définitive et radicale entre, d'un côté, les idées de « militantisme » et d'organisation des intellectuels que Fortini et d'autres préconiseront et expérimenteront à partir des années 1960, et de l'autre l'image traditionnelle du rôle et des prérogatives de l'intellectuel « engagé », ce décadent de bonne volonté qui s'ignore :

Je ne suis pas loin de la conviction que n'importe quelle opération de rénovation intellectuelle et politique en Italie ne pourra que commencer par la destruction du modèle représenté par la politique de Pasolini. L'admiration pour le poète et l'artiste Pasolini m'aide à comprendre que le modèle de la participation des intellectuels à la vie politique ne peut aucunement être celui qu'il représentait, et moins encore celui de ceux qui l'ont adopté ensuite⁹⁶.

La constitution de la *Nuova Sinistra*, la révolte dans les universités, l'essor d'une classe ouvrière industrielle hautement conflictuelle : tels sont les points sur lesquels les positions se clivent irrémédiablement et la politique du monde intellectuel italien « de gauche » se trouve confrontée à des divisions nécessaires et sans retour.

Suicide ou dépassement de l'intellectuel ?

Les positions de Fortini à l'égard du dépérissement d'une certaine figure de la pratique intellectuelle ne doivent aucunement être amalgamées avec celles, en apparence plus radicales mais somme toute bien traditionnelles, concernant le « suicide de l'intellectuel », que Fortini refusera toujours de cautionner. Des positions de ce genre, héritant de l'anti-intellectualisme de la Troisième Internationale, et de certains courants de gauche de la Seconde (notamment, en Italie, celle d'Amadeo Bordiga), referont bientôt surface dans la *Nuova Sinistra*. La contradiction d'une culture « engagée » mais qui peine à sortir du cercle de l'auto-représentation d'une élite, et celle, symétrique à la première, d'une *praxis* culturelle

⁹⁶ *Ibid.*

qui se voudrait universelle tout en étant perpétuellement tentée par son rôle sacré et presque sacerdotal, fera du monde intellectuel italien un objet à la fois d'amour et de haine pour les luttes contre l'inégalité ; et, pour les stratégies des pouvoirs politiques (y compris celles du Parti communiste), la cible d'une oscillation indéfinie entre séduction-corrupcion et persécution-marginalisation.

Rien d'étonnant donc dans la montée en puissance, avec l'essor des conflits sociaux et des milieux politiques d'opposition dans l'après-guerre, de la « ligne » du « suicide de l'intellectuel », largement répandue dans les années 1960-1970 (disons, autour de 1968) parmi les militants et les dirigeants des groupes extra-parlementaires, eux-mêmes généralement pourvus d'une formation universitaire ou issus de milieux intellectuels. Cette position refuse toute valeur autonome de la fonction intellectuelle, dont on invoque la résorption immédiate dans l'engagement politique et dans le militantisme. Les privilèges sociaux des intellectuels sont identifiés sans réserves à la fonction intellectuelle : la figure de l'intellectuel « universaliste » ne serait que le masque de l'inégalité et de la légitimation du point de vue des classes dominantes, l'universalisme lui-même n'étant qu'une mystification idéologique des dominants⁹⁷. Ce discours est assez différent de celui tenu par le PCI à l'époque du national-populaire, exaltant la santé morale des classes populaires contre l'individualisme morbide des intellectuels : il se fonde plutôt sur la présupposition implicite d'une auto-transparence de l'agir politique militant, véritable *acte pur* qui se situerait d'emblée au-delà des semblants et des mystifications – ancien rêve de l'intellectuel qui veut atteindre le terrain vierge de l'authenticité par le refus, voire l'autodestruction de ses propres prérogatives réflexives et médiatrices de savoirs et discours.

Une autre position très répandue dans le panorama italien, surtout dans la phase qui précèdera les conflits des années 1960, préconisera le dépassement de la pratique intellectuelle en faveur de la spécialisation, des savoirs techniques incorporés à l'État ou à la

⁹⁷ Dans les formulations les plus extrêmes, marxistes-léninistes ou opérâistes, la culture elle-même est considérée comme nécessairement et intrinsèquement bourgeoise, la tâche du « point de vue ouvrier » consistant pour un opérâiste comme A. Asor Rosa à faire éclater les crises internes de cette culture issue de la décadence de la bourgeoisie.

production, expression directe de la *Rationalisierung* imposée par le capitalisme avancé et dont le mouvement ouvrier devrait acquérir la maîtrise. L'idéaltype de l'intellectuel humaniste, médiateur de principes universalistes et communicateur en langage ordinaire apparaît comme un symptôme de l'archaïsme et de l'arriération de l'Italie : la culture marxiste est sommée de se tourner en direction des connaissances spécialisées (surtout la sociologie anglo-saxonne) qui, seules, peuvent fournir des connaissances positives sur la réalité sociale et naturelle, et orienter convenablement l'action politique. Ce discours, dirigé contre l'élitisme sublime d'une fraction des intellectuels italiens, mais également contre le populisme du PCI des années 1950 et sa tradition « meridionaliste » (la tristement célèbre ligne Vico-De Sanctis-Croce-Gramsci canonisée par le groupe dirigeant togliattien), présentait l'inconvénient d'aboutir à une adhésion totale aux idéaux et aux formes organisationnelles de la culture propres au capitalisme avancé (les représentants principaux de ce courant, comme Roberto Guiducci, rallieront bientôt la technocratie du Centre-gauche). La position marxiste face à la culture reviendrait par conséquent à épouser les pratiques et les buts du capitalisme nord-américain, sans les oripeaux littéraires et spiritualistes de l'Italie arriérée. Une polémique déclenchée par cette position à la fin des années 1950 débouchera sur la formation d'un champ théorique caractérisé par une problématisation différente des questions jusqu'ici esquissées, un champ d'abord transversal entre PCI et *Nuova Sinistra*, mais qui ne tardera guère à s'identifier aux positions de celle-ci.

En 1959, le germaniste Cesare Cases⁹⁸ publiera un pamphlet satyrique, *Marxismo e neopositivismo*, une attaque assez violente contre un groupe d'intellectuels marxistes (Emilio Agazzi et Armanda Guiducci, en particulier) qui proposait, en s'inspirant du philosophe Giulio Preti, de greffer le matérialisme historique sur des approches empiristes et pragmatistes. Selon ce groupe, le marxisme devrait renoncer à toute « vision du monde » totalisante, à toute ambition de saisir une totalité de déterminations dialectiques, pour

⁹⁸ 1920-2005, traducteur et correspondant de Lukács, il traduira aussi dans les années suivantes B. Brecht, W. Benjamin, travaillant également sur l'École de Francfort

devenir une pure méthodologie guidant des analyses particulières à propos de phénomènes spécifiques. Le discours dialectique traditionnel était disqualifié comme métaphysique invérifiable, et sa survie en Italie interprétée comme l'effet du sous-développement de la Péninsule, encore indemne des innovations techniques et scientifiques propres aux pays capitalistes avancés. On proposait donc de congédier Vico, de Sanctis et Croce, mais aussi György Lukács, d'ailleurs très peu aimé par les intellectuels officiels du PCI, et à cette époque tombé en disgrâce à cause de sa participation au gouvernement d'Imre Nagy en 1956. C. Cases répondra en esquissant une vision de la dialectique qui, tout en affichant la plus pure orthodoxie « matérialiste-dialectique »⁹⁹, était en effet, bien que peut-être sans le savoir, proche des auteurs qu'il avait traduit ou qu'il traduirait – Lukacs, Brecht, Benjamin –, qui représentaient le marxisme international de la première moitié du XX^{ème} siècle, héritiers, chacun d'une manière différente, de la culture « classique » de la bourgeoisie allemande et centre-européenne, et qui avaient été les premiers analystes et témoins marxistes de l'essor du capitalisme avancé et de l'« américanisme » entre la Grande Guerre, la défaite de la révolution européenne et la victoire des fascismes. Cette tradition – que Perry Anderson appellera « marxisme occidental » qui est repérable par l'importance qu'elle accorde aux thèmes de la dialectique et de la « conscience » – pouvait être opposée tant aux fascinations technocratiques de la modernité anglo-saxonne qu'au provincialisme arrogant du marxisme officiel « crocio-gramscien ». En 1959, Cases retrouve chez Lukács une idée de dialectique très différente de celle mobilisée par l'« historicisme absolu » des marxistes italiens, qui, en défigurant l'élaboration gramscienne, avaient fait de la référence à la dialectique, d'un côté, une justification perpétuelle du fait accompli et des nécessités tactiques, et, de l'autre, une mythologie postulant la décadence inévitable du capitalisme et son incapacité à se modifier et à dépasser ses crises par

⁹⁹ Cases était à l'époque un membre du PCI ; il entrera bientôt en contact avec les cercles de la *Nuova Sinistra* en train de se constituer, en particulier avec les *Quaderni Rossi*, et donc avec le charisme personnel de Raniero Panzieri, qui marquera profondément la plupart des protagonistes de ce milieu idéologique et politique (tel sera le cas de Fortini, Cases, de Renato Solmi et de la sinologue Edoarda Masi, traductrice de Lu Xun) et avec les *Quaderni Piacentini*.

des processus de restructuration et rationalisation. Pour Cases, s’inspirant de Lukács, la dialectique avait à voir moins avec l’histoire et le progrès qu’avec l’idée de Totalité¹⁰⁰. La tâche de la pensée marxiste consisterait à *totaliser* les phénomènes singuliers et le processus historique dans sa globalité : tout problème est à considérer « comme un moment du développement de la totalité historique-sociale », selon un idéal lukacsien dont Cases cite une formulation paradigmatique fournie par le philosophe hongrois :

La démarche idéale consisterait évidemment à associer l’élaboration complète des horizons théoriques au traitement exhaustif de la totalité du développement historique.¹⁰¹

Dans cet horizon, l’élaboration d’une *Weltanschauung* était considérée comme une tâche cruciale, en tant que manifestation d’un effort de totalisation :

La supériorité de la conception du monde [face au primat de la technique] consiste à inviter chaque individu à repenser de façon cohérente les différents problèmes, à éclaircir d’un point de vue unitaire sa propre position, face à ces mêmes problèmes.¹⁰²

Cet effort visait le dépassement de tout spécialisme technique¹⁰³, et donnait à l’idée de totalité le statut d’une *anticipation* par et dans la pensée d’une humanité libérée. Cela aboutissait à assigner aux intellectuels une fonction ambitieuse mais finalement assez rigoureusement caractérisée : les totalisations dialectiques dont ils étaient chargés constituaient une *préfiguration* de l’émancipation

¹⁰⁰ La dialectique *sans* philosophie de l’histoire – au sens d’une scansion d’étapes nécessaires – est l’un des caractères principaux de la « philosophie spontanée » œuvrant chez nombre d’auteurs et groupes de la *Nuova Sinistra*.

¹⁰¹ C. Cases, « Marxismo e neopositivismo » (1959), dans Id. *Il boom di Roscellino. Satire e polemica*, Turin, Einaudi, 1987, p. 16 et 26. Cases cite G. Lukács, *Der historische Roman*, Berlin, 1956, p. 6; ce livre sera traduit en italien en 1965 : *Il romanzo storico*, Turin, Einaudi. Il en existe une traduction française que je n’ai pas pu consulter.

¹⁰² *Ibid.*, p. 53.

¹⁰³ « Tout lecteur de Lukács sait très bien que pour celui-ci (et pour les classiques du marxisme) la séparation étanche des sciences de l’esprit est un effet de la division capitaliste du travail (...), qui brise leurs liens avec la totalité, et que ces liens ne peuvent être rétablis que grâce au marxisme et à son idée du processus économique-social comme repère définitif de toute manifestation de l’esprit » (C. Cases, « Marxismo e neopositivismo », *op. cit.* p. 55).

réelle par la praxis révolutionnaire. Cases expliquera, en 1977, les raisons de son adhésion aux thèses de Lukács dans les termes suivants :

En lisant Lukács on finit – consciemment ou pas – par croire que les intellectuels, eh bien c'est des gens très importants ! (...) Pour le premier Lukács (...) la totalité aurait déjà été annoncée par la pensée classique allemande, donc les intellectuels étaient – mieux : ils auraient pu devenir – les maîtres de la totalité, ils pouvaient briser l'apparence, la couche réifiée, toucher à la dialectique et à la vérité. Donc, ces intellectuels étaient les précurseurs du prolétariat, qui, lui, selon l'essai célèbre sur *La réification et la conscience du prolétariat*, était la classe qui tendait, en puissance, dans la conscience possible, à saisir la totalité, à l'unité entre sujet et objet, etc. Par là, aux intellectuels était attribuée cette fonction, et la culture, l'esprit, le *Geist*, était une force qui aurait dû devenir la force agissante de la révolution. Chez le Lukács de la maturité, cette tâche des intellectuels est peut-être un peu moins disproportionnée, mais c'est tout à fait clair que les intellectuels jouent toujours un rôle très important¹⁰⁴

Fortini, dont Cases deviendra un ami et un collaborateur, travaillant avec lui lors de la traduction de *Faust* et devenant une autre référence idéologique majeure des *Quaderni Piacentini*, soutiendra des positions analogues. Ayant appris par sa fréquentation des textes d'Adorno, Horkheimer, Benjamin (mais aussi de Ch. Wright Mills, et de Hans-Magnus Enzensberger), que le capitalisme avancé tend à détruire la figure de l'intellectuel traditionnel en le réduisant à un spécialiste de techniques orientées par le profit, ou à un rouage du marché culturel, *tout en conservant ses privilèges de porteur professionnel et exclusif d'une parole « vraie »*, Fortini plaidera pour une négation-destruction, certes, du « rôle sacré ou mandarin des intellectuels », mais

dans une direction diamétralement opposée à celle (...) du capitalisme avancé. C'est-à-dire au travers d'une réaffirmation de l'existence et de l'irremplaçabilité de la

¹⁰⁴ C. Cases, « La perdita della totalità » (1977), dans Id. *Il testimone secondario. Saggi e interventi sulla cultura del Novecento*, Turin, Einaudi, 1985.

fonction intellectuelle par le même geste qui nie le *rôle* des porteurs spécialisés de cette fonction-là.¹⁰⁵

Il faut bien que « le savoir et le savoir-faire des intellectuels [soient] mis au service du savoir et du savoir-faire collectifs, sans réserves »¹⁰⁶. Mais cela suppose de reconnaître que dans ce même savoir, de toute évidence lié à des privilèges et à des inégalités socio-historiques, *il y a cependant de l'universel*, et par conséquent une anticipation de la fin des inégalités et des privilèges :

A l'époque de la bourgeoisie imparfaitement capitaliste, la couche sociale des intellectuels (...) exhibait en son propre sein, avec un degré maximal de lucidité, les contradictions propres à la structure sociale d'où elle avait surgi¹⁰⁷.

Il s'agit encore une fois d'un thème cher à Lukács et à l'École de Francfort : le savoir des intellectuels tels que les concevait la société bourgeoise – les « fonctionnaires de l'humanité », les porteurs d'une raison et d'une vérité s'adressant virtuellement à tous les hommes – contient une préfiguration déformée, mais virtuellement émancipatrice, de ce que le communisme instaurera dans l'ordre des rapports sociaux. La mort de l'intellectuel traditionnel dans le capitalisme avancé – mais qui pourrait avoir lieu, en un sens inverse, dans le processus de révolutionnarisation des rapports sociaux – doit déboucher sur un déplacement de cette fonction universalisatrice que la culture bourgeoise a développée sans pouvoir la libérer de sa solidarité avec l'inégalité et la domination de classe. Cette fonction est en effet essentielle à l'humanité générique en tant que telle : elle consiste à élaborer et instaurer des hiérarchies de significations, des ordres de valeurs, à construire des critères d'orientation et à opérer des choix selon ces critères. Si cette fonction devait disparaître de la vie sociale, il ne resterait que la soumission aux rapports sociaux capitalistes et aux impératifs aveugles du profit, du marché et de la « rationalisation » capitaliste de la vie. C'est pourquoi il devient urgent et nécessaire d'élargir à tous les hommes cette *puissance* de s'orienter par rapport à des points décisifs concernant les destinées individuelles et

¹⁰⁵ F. Fortini, « Intellettuali, ruolo e funzione » (1971), dans Id. *Questioni di frontiera, op. cit.*, p. 71.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 69.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 71.

communes, qui est la puissance de *décider* à propos des destinées propres et de celles d'autrui. Autrement dit, la fonction intellectuelle, en tant qu'elle implique des *décisions* sur des *priorités*, est une fonction d'*autorité* :

Il y a « autorité » (...) lorsque entre deux moments d'une seule personne, entre deux personnes, deux pensées, deux groupes d'hommes, un consensus est réalisé à propos d'un ordre ou d'une hiérarchie de valeurs (...) un ordre de priorité et d'importance.¹⁰⁸

En ce sens, l'autorité a partie liée avec ce qui est possible de préfigurer, ici et maintenant, du communisme lui-même :

L'autorité implique apparemment l'inégalité (...). Mais dans une perspective communiste renouvelée, l'exigence égalitaire nous demande autre chose que l'égalité des *conditions* (...). Elle demande plutôt l'égalité des *conclusions* : la plus terrible, aujourd'hui, la plus effrayante même pour les progressistes, celle qui est ressentie par chacun parmi nous comme (...) massification, régression. L'égalité des conclusions implique un maximum d'homogénéité des destins et des conduites comme conséquence de leur intégration réciproque. Mais tout cela ne pourra que correspondre à une sensibilité incomparablement aiguë à l'égard de l'autorité, c'est-à-dire de ce qui, à l'intérieur de chaque instant, homme, pensée ou travail, *est le plus important* et demande notre *assentiment*.¹⁰⁹

Dans ces lignes écrites en Mai 1968, Fortini exprime un souci partagé par les secteurs les plus lucides du mouvement étudiant italien : le souci d'inscrire dans la durée les expériences du mouvement lui-même, de donner une durée *politique* à cette impulsion révolutionnaire sans précédent, donc de lui imposer les conditions et les contraintes d'une *organisation* et d'une *discipline*.

Fortini insiste sur le lien nécessaire entre cette durée politique et organisationnelle et une durée *d'orientation*, coïncidant avec la capacité de suivre une perspective cohérente, de traiter des points selon des principes d'orientation, même une fois retombée la flambée libératrice initiale de l'insurrection. La durée politique garantie par l'organisation n'est donc que l'incorporation de cette durée plus

¹⁰⁸ F. Fortini, «Dissenso e autorità » (Mai 1968), dans Id. *Questioni di frontiera, op. cit.*, p. 58

¹⁰⁹ *Ibid.*

fondamentale au milieu des urgences et des contingences. Dans cette exigence de durée on reconnaîtra une fois de plus une figure de la contradiction : l'incorporation à des figures *lato sensu* organisationnelles est nécessaire puisque les hommes ne tolèrent pas de vivre dans une exposition permanente au Vrai – il faut diluer celui-ci pour lui permettre de survivre à l'épuisement inévitable de sa frappe événementielle. Mais ce rapport est aussitôt renversé : le désir d'immédiateté, qui vise une jouissance absolue et instantanée de l'événement, est justement ce qui ne peut que *rater* le rapport à la vérité – celle-ci ne vit que dans et par une durée, qui seule peut faire d'elle une source permanente d'orientations et de choix. De ce point de vue, l'*Aufhebung* de la lutte émancipatrice dans des formes de discipline et d'autorité n'est plus un malheur inévitable, mais la condition nécessaire du déploiement de l'émancipation : ce n'est que par cette voie qu'elle peut vivre parmi les hommes et devenir *vivable* par eux, tandis que la coïncidence immédiate entre l'absolu et la vie n'aboutit qu'à la dissolution et à la mort. Le dépassement de la mort et de la finitude par une transmission de la vérité par-delà les espoirs, les désirs, la *présence-au-monde* de ces mêmes hommes qui travaillent pourtant à cette transmission : tel est le cœur de l'idée fortinienne de l'universalité, et du communisme.

La question des intellectuels au crépuscule de la Nuova Sinistra

Dans les années suivantes, la réflexion menée par Fortini à propos des tâches des intellectuels s'articulera au bilan de la *Nuova Sinistra*, de ses limites et de son destin. Dès le début des années 1960, Fortini n'a eu de cesse de critiquer les erreurs – en dernière instance fatales – de la *Nuova Sinistra* : sa tendance à reproduire les formes organisationnelles et idéologiques tiers-internationalistes et à se satisfaire rapidement des surenchères verbales pour compléter les limites de l'action réelle. Il a fustigé la tentation de l'irrationalisme et le culte de l'immédiat, mornes répétitions « de gauche » du décadentisme anarchisant du début du XX^{ème} siècle ; la funèbre idéologie libertine héritée de Mai 68 et la célébration nietzschéenne du Désir ; la résurgence perpétuelle de la *Realpolitik*

désenchantée héritée du cynisme togliattien, l'arrogance modernisatrice qui déversa des fleuves de sarcasme sur le communisme chinois, et la rhétorique culpabilisante sur le « suicide de l'intellectuel » qui ne parvint jamais, par sa négativité abstraite, à innover réellement par rapport au problème de la fonction intellectuelle. Pour Fortini, au cours des années 1970, la *Nuova Sinistra* fut incapable de représenter le lieu de cette transformation de la fonction universaliste des intellectuels sur laquelle il s'était constamment interrogé :

Avons-nous été capables, au cours de dix années de querelles, de nous accorder sur une définition acceptable de la nature et des rôles des soi-disant « intellectuels »? Non. Cela est d'autant plus grave que les dirigeants et une grande partie de la "base" de la *Nuova Sinistra* étaient justement des « intellectuels » fuyant leur propre condition (...) à la recherche de quelque chose qui les garantirait de ne plus en être (...). S'accorder sur une définition acceptable aurait voulu dire ouvrir un espace où les contradictions internes à la *Nuova Sinistra* auraient pu respirer.¹¹⁰

Dans la société capitaliste avancée, il n'est plus de lieu à l'abri de l'intégration à l'État et au Capital, de « zones libres » où les inventions communistes pourraient se déployer pleinement :

Ce que je propose est l'utilisation de n'importe quel instrument disponible, accompagnée d'une déclaration politique, la plus explicite possible, d'appartenance à un « camp » (...). Aujourd'hui la structure capitaliste et les structures politiques ne laissent aucun espace pour une production alternative (...). La perte d'élan du « mouvement » a signifié également la perte du privilège consistant à se donner un code (par ailleurs, la *Nuova Sinistra* a été novatrice à la limite sur le plan du lexique, jamais sur celui de la syntaxe) (...). Toute activité intellectuelle dont nous sommes capables (...) doit savoir, sous peine de tomber dans l'auto-illusion, qu'elle ne peut plus garder aucune distance authentique par rapport à l'enchevêtrement complexe de la « machine culturelle ». Il devient urgent de reconnaître et d'accepter cette réalité (...). Qu'est-ce qu'« accepter » veut dire? Accepter veut dire s'arracher à toute illusion d'un

¹¹⁰ F. Fortini « Più velenoso di quanto pensate » (1972), dans Id., *Questioni di frontiera*, op. cit. p. 27-28.

résultat immédiat ; choisir pour notre propre travail la forme de la métaphore ; suggérer – par la pensée et l’image – cette distance que son utilisation politique et industrielle ne concède pas (...). Il faut risquer constamment l’hypocrisie en introduisant notre propre parole dans n’importe quel contexte (...) en essayant de tirer de la rigueur et de la qualité de notre travail la force de résister (...) aux corruptions qui en altèreraient les significations.¹¹¹

Les anticipations de l’émancipation ne peuvent se construire qu’avec les fragments du « monde faux », par une discipline de la distance et du détournement, capable de déterminer la syntaxe d’un essai ou d’un poème, sans postuler l’existence d’une société, ou d’une contre-société, d’ores et déjà libre des contradictions, des rapports de propriété et de pouvoir, de la fausse conscience nécessaire.

Fortini avait depuis toujours associé à l’organisation des intellectuels la proposition d’une discipline du travail intellectuel, visant la présentation – par une certaine organisation de la langue, des rapports syntaxiques, des outils de l’expression et de la pensée et des manières de les utiliser – d’une *image* déterminée de rapports sociaux libérés. Mais ce thème se voit transformé face à la crise des organisations de la *Nuova Sinistra* :

On n’en a pas fini avec l’idée que l’élaboration et la fondation d’un langage, d’une rhétorique ou d’une métrique (...) n’auraient rien à voir avec la Révolution (...). Tant qu’on continuera à croire en l’illusion (...) réformiste selon laquelle savoir serait déjà pouvoir, penser serait déjà faire, et le mot serait déjà la chose – sans que le savoir, la pensée et le mot soient guidés jusqu’à leur but, mais au contraire en les laissant à l’océan libériste des institutions « culturelles » du marché néo-capitaliste – tant qu’on croira tout cela, on croira qu’il suffirait d’opposer (...) la parole rouge à la parole noire. Pourtant, afin de lutter contre la barbarie à laquelle nous sommes tous confrontés, il faut que (...) la parole rouge représente aussi un autre langage ; que les rapports entre les mots et les phrases, leurs rythmes, les structures des modes d’argumentation et de représentation, s’opposent point à point

¹¹¹ F. Fortini « Saper scrivere » (1975), dans Id., *Questioni di frontiera, op. cit.* p. 120-122.

à ceux qui sont propres aux « autres », et qu'ils soient par contre cohérents entre eux, qu'ils suivent un plan et un choix, sous l'autorité d'une pensée cohérente (...). Il faut lutter contre la dissipation, le verbalisme, la redondance, le bruit de fond produit par la multiplicité (...). Le style simple implique d'abord la décomposition de la multiplicité et sa recombinaison selon un ordre différent. Enseigner dans les écoles et les groupes politiques (...) à épargner les mots, les informations, et les impressions ; à refuser l'immédiateté, l'improvisation, l'abondance. Appelez cela « classicisme », si vous le voulez.¹¹²

Cette idée était destinée à rester énigmatique et inachevée : face à la clôture d'une époque d'espoirs et d'inventions, Fortini semble proposer la fondation d'une langue capable d'*allégoriser* ces rapports humains émancipés et égalitaires que les impasses de la politique semblent avoir rendus pour l'instant impraticables. Il s'agit d'une proposition d'*ars poetica* néo-classique qu'il faudrait réapprecier aujourd'hui, après les deux décennies festives 1980 et 1990 et leur orgie de « communication » de masse, de bavardage spectaculaire, et d'éclectisme culturel creux et irrationnel.

Le problème de la fonction et du destin des intellectuels reviendra sous la plume de Fortini lorsqu'il se confrontera au mouvement de 1977 et à sa répression féroce que l'État, les médias et la gauche historique orchestreront en plongeant un pays déjà ravagé par la crise économique dans un climat de guerre civile. La critique des idéologies et des positions subjectives de l'Autonomie est, comme toujours chez Fortini, violente et sans complaisance, mais non sans reconnaître le bien-fondé de certains refus :

L'aire d'opposition la plus récente, l'aire dite autonome (héritant de toute une décennie « situationniste »), fonde sa position sur le refus de distinguer entre la sphère du social en tant qu'immédiateté et celle du politique en tant que médiation-organisation (...). Elle sait que l'organisation est un piège, où elle a vu tomber successivement toutes les nouvelles formations politiques. Elle refuse de se faire identifier à un programme, un comité, un siège. Elle veut coïncider avec le « mouvement » : comme si la vie était l'informe. Telle est sa dette vis-à-vis des tragiques inepties des avant-gardes

¹¹² F. Fortini, « Contro il rumore » (1969), dans Id., *Questioni di frontiera*, op. cit. p. 89-90

esthétiques. Rêve de l'adolescence illimitée qui se re-propose ; comme en 1968 et avec les mêmes, piètres, maîtres-à-penser : les surréalistes qui refusaient de devenir adultes et ne purent que vieillir. Elle jouit d'une agilité incontestable, certes, qui échappe à toute prise. Mais les limites de l'Autonomie sont vite atteintes. Ou bien il y aura, dans l'ombre, un Neçaev, un directoire occulte, ou bien le gaz autonome occupera tout l'espace, en perdant sa puissance de pression. Il échappera aux normes du parti ou du groupe, mais non à celles, plus générales, de la société-institution. Qui veut être ange, sera bête. Qui refuse d'être part, sera tout : donc rien. Ainsi, l'on devient *Les fous du roi* [en français dans le texte] ; où le roi est *le souverain* [en français dans le texte], le « peuple souverain », et le *fou* [en français dans le texte] garde la mélancolie, et la beauté, de l'âne.¹¹³

Ce texte, très beau, extrêmement lucide et à bien des égards prophétique¹¹⁴, ne concerne pas que les formes tragiques sous lesquelles la *Nuova Sinistra* consommait, et presque célébrait dans un mélange de *cupio dissolvi* et de frénésie euphorique, son épuisement et sa dissolution : il vise à réouvrir la question des intellectuels, face à la « nouvelle » ligne du PCI à leur égard – la ligne de la représentation par le Parti des porteurs sociologiques des

¹¹³ F. Fortini, « Note per una falsa guerra civile » (1977), dans Id. *Disobbedienze I. Gli anni dei movimenti. Scritti sul manifesto 1972-1985*, manifestolibri, Rome, 1997, p. 168.

¹¹⁴ Parmi les remarques les plus pénétrantes : « Trois décennies de régime démocratien, dix ans d'italo-stalinisme, dix ans de togliattisme, dix ans de luttes contre la *Nuova Sinistra*, ne permettent aucune illusion à propos de la démocratie italienne » (p. 170) ; à l'occasion d'une émission télévisée avec la participation d'hommes politiques et de membres des collectifs autonomes : « D'un côté, les hommes du pouvoir, les représentants du pouvoir qui (...) n'ont soufflé un seul mot sur les exactions de la police et de la magistrature ; au nom, j'imagine, de l'autonomie du pouvoir judiciaire. Ils parlent de courage civique à tort et à travers (...) sachant qu'ils peuvent émettre impunément leurs provocations, protégés, non seulement par l'immunité parlementaire, mais surtout par le consensus de millions et millions de philistins, *parmi lesquels comptent les millions de travailleurs que leur politique menée pendant trente ans, qu'ils fussent au gouvernement ou à l'opposition, a changé en petits bourgeois assoiffés d'ordre et désireux d'en finir avec ces jeunes voyous sans respect pour le travail.* De l'autre côté, divisés en trois ou quatre sous-sectes, bavards, confus, litigieux, leurs adversaires disaient la vérité avec les mots de l'erreur » (p. 170-171).

spécialités, des salariés de l'école, de l'industrie d'avant-garde et des centres de recherches. Les raisons de parier sur une *autre* pratique de l'intelligence différente de celles organisées par l'État et le capitalisme sont réaffirmées juste avant la fin catastrophique de toute expérimentation politique organisée :

Le discours du PCI est connu et déjà ancien (...): la compétence et la technicité sont (...) généralement subordonnées à une compétence-technicité spéciale, celle des intellectuels de parti, de ceux qui réunissent la double figure de l'intellectuel (chercheur, technicien spécialiste, etc.) et du cadre (...). La proposition du PCI ne diffère en rien de celle qui pourrait venir de la part de la Démocratie chrétienne ou de n'importe quel autre parti, ou plutôt d'un consensus anonyme qui existe par delà les partis (...). De ce point de vue, on peut imaginer le succès auquel cette proposition est destinée. Mieux : le succès qu'elle a déjà connu. Depuis longtemps. Incontestable est l'existence d'une masse imposante d'opérateurs intellectuels (dont la grande majorité est « invisible » faute de collaborer aux grands journaux ou de faire des apparitions à la télévision) animés par la sacro-sainte exigence de voir les résultats de leur travail, de rendre celui-ci socialement utile et reconnu en tant que tel, et qui, par conséquent, inscrivent de bon gré leur travail dans les visées politiques d'un grand parti tel que le PCI.¹¹⁵

Mais, encore une fois, l'objet et le destinataire des réflexions de Fortini ne sont pas les « intellectuels » en tant que groupe sociologique cimenté par des intérêts communs et particuliers. Le problème est toujours celui de la fonction intellectuelle, et de ses formes possibles par delà la division en classes et les structures propres à la société capitaliste. Par delà la représentation politique des « compétences », il existe

depuis la naissance de la société bourgeoise – mais en effet déjà dans l'Athènes de Socrate – un *autre* genre d'intellectuel, qui n'est pas, ou pas seulement, le porteur d'un savoir, d'une compétence ou d'une technique intellectuelle, mais qui est aussi le porteur d'une attitude critique vis-à-vis des valeurs et des fins sociales, et par conséquent porteur de *valeurs différentes*. Que ces valeurs différentes, comme nous le savons,

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 172.

s'enracinent dans des classes ou strates sociales déterminées, dans des sites spécifiques que ces classes ou strates occupent dans la structure des rapports de production, cela ne suffit pas pour leur conférer plus ou moins de dignité et d'importance. Leur activité s'inscrit, d'un côté, dans telle ou telle autre spécialité ou discipline, et, de l'autre, s'en sépare pour assumer les caractères spécifiques de la persuasion idéologique, éthique, politique. Si le « parti des intellectuels » est une illusion fréquente, tout comme le « gouvernement des techniciens » (mais cela n'a pas toujours été le cas : des véritables partis des intellectuels ont animé la vie politique de l'Angleterre au XVIII^{ème} siècle et de la France pendant la Révolution et la Restauration), il faut pourtant remarquer qu'une minorité d'intellectuels, voire une partie minoritaire de l'activité globale des catégories intellectuelles, a toujours existé qui, moyennant la critique de ce qui existe et la proposition explicite ou implicite de valeurs *autres*, a constamment revêtu, et voulu revêtir, une fonction politique sous la forme de micro-partis ou partis provisoires, voire instantanés, comme groupes de pression et noyaux critiques de l'opinion.¹¹⁶

Cette autre figure de la pratique intellectuelle n'est pas une spécialité, jouant plutôt un rôle virtuellement universaliste qui lui confère une signification implicitement égalitaire :

Ce genre d'activité intellectuelle appartient virtuellement à tous, et c'est en cela que consiste sa contiguïté à l'égard de l'activité politique. Entre, d'un côté, l'activité d'analyse de la réalité sociale et de critique de l'existant propre à l'intellectuel (dans cet autre sens), et, de l'autre, ceux qui ne vivent pas d'un travail spécifiquement ou exclusivement intellectuel, la différence est bien moindre que celle qui sépare ces dernières figures, d'une part, et, de l'autre, le spécialiste d'une activité intellectuelle. Lorsque les politiciens de profession de n'importe quel parti (mais il s'agit surtout des partis de gauche) incitent les travailleurs à la haine ou au sarcasme à l'égard des « intellectuels », ils opèrent une confusion *volontaire* entre, d'un côté, le spécialiste (bénéficiant de la division du travail et par conséquent privilégié) et cette forme d'activité critique, indépendante des organismes politiques et qui implique cependant une intention politique. Si bien qu'une activité

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 172-173.

« intellectuelle » de ce genre correspond à celle qu’incarne le militantisme syndical ou politique.¹¹⁷

Fortini souligne encore une fois la solidarité perverse entre les pratiques inégalitaires et dirigistes des partis communistes et les formes capitalistes de la division du travail et de l’organisation des savoirs :

Les [générations de] cadres qui se succèdent à la tête des partis communistes depuis soixante ou soixante-dix ans refusent d’accepter l’existence d’une activité critique qui ne jouerait pas le jeu politique professionnel (...). Ils convoitent l’alliance avec les intellectuels comme techniciens-spécialistes, comme joueurs de flûte ou comme décoration, mais surtout en tant qu’éléments nécessaires de la machine de l’Etat moderne ; et, sous cette forme, ils les ont gagnés, ou pourraient les avoir gagnés, à leur cause, des entières nouvelles générations de ces figures étant en train d’émerger dans les pays qui s’auto-définissent socialistes. Mais qui sont alors ces intellectuels qui, dans tous ces pays, sans exception, subissent depuis toujours des formes et des degrés variables de rejet et de persécution ? Et qui, chez nous, dans les polémiques quotidiennes, sont assimilés aux adversaires ou indiqués comme cibles à la haine des militants ? Ils sont les agents d’une fonction inéliminable, impossible à identifier à celle de l’expert, du spécialiste, du chercheur, de l’artiste ou de l’écrivain. Ils ressemblent à ces derniers et souvent, presque toujours, ils sont *aussi* des spécialistes de telle ou telle autre science, de telle ou telle autre discipline sociale ou historique, ou encore des chercheurs, des artistes et des écrivains. Mais cela n’est vrai que parce que ces activités spécialisées fournissent des connaissances dont le niveau supérieur d’abstraction rend plus aisé le genre de critique que nous venons de mentionner. [L’économiste, le mathématicien, le journaliste, le sociologue] étudient également des aspects, des tendances et des rapports, qui sont propres à la société au sein de laquelle ils opèrent, et qui n’appartiennent pas à leur compétence spécifique.¹¹⁸

Cette fonction de critique garde une valeur d’émancipation universelle, parce qu’elle renvoie à l’exercice égalitaire des intelligences, à la possibilité que chacun participe enfin à la gestion

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 173.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 174.

de son propre destin. Mais cette valeur ne peut se réaliser qu'*ailleurs*, en ouvrant des espaces où cet exercice de la critique pourrait se déployer en soustrayant des savoirs et des compétences à leur subsumption aux rapports capitalistes ; ces espaces sont toujours précaires, provisoires, et de toute façon non garantis – en raison de l'épuisement de tout projet politique en mesure de soutenir dans la durée des *institutions* où la fonction intellectuelle aurait pu être exercée dans le sens de ses virtualités émancipatrices. Cet épuisement ne concerne pas que la *Nuova Sinistra* italienne : il renvoie plutôt à la crise du mouvement communiste et à la clôture d'une longue séquence historique des politiques d'émancipation. L'incapacité à traiter convenablement les puissances de l'intelligence s'avère rétrospectivement comme l'une des limites majeures, et les plus tragiques, de ces politiques. Mais pour Fortini l'hypothèse de l'émancipation dont le communisme a été longtemps le nom est irréductible, et refait surface dans les tentatives, infiniment fragiles et précaires, d'arracher des noyaux de vérité au « monde faux » de l'organisation capitaliste de la société – tels sont les sites de la fonction critique après l'impasse finale des projets politiques du XX siècle. Ces tentatives assument donc une signification de *préfiguration* – métaphores d'un nouveau *faciès* de l'existence. Le problème qui se pose est celui de « *faire rentrer dans ce genre de participation* [de groupes minoritaires à la fonction universelle de la critique] *le modèle d'existence humaine que proposèrent, souvent polématiquement, certains grands ouvrages de littérature ou de science* »¹¹⁹. Il s'agit à nouveau d'arracher des fragments de « vraie vie » à l'emprise de la « vie fausse », et de ne pas céder sur l'articulation virtuelle entre l'exercice critique de l'intelligence et les luttes contre l'exploitation, l'oppression, contre les forces dont l'intérêt est de garder les individus et les collectifs dans un état perpétuel de minorité :

Il y a une ressemblance extraordinaire entre les « valeurs » que les intellectuels « désorganiques » formulent en dehors des « compétences techniques » et le discours gigantesque, ininterrompu, sur les « valeurs », c'est-à-dire sur les raisons dernières de l'être et de l'agir, qui refait surface de temps en

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 174.

temps, cherchant des réponses dans les livres, dans la confrontation, dans l'amitié, dans l'amour, cherchant opiniâtement une sagesse qui n'est pas le savoir de l'expert, du père jésuite ou du camarade, mais qui est *autre chose* (...). Au fur et à mesure que les structures de la représentation politique visent sa transformation en institution reconnaissable, en corps professionnel, cette fonction [critique] ne cesse pourtant d'excéder ces structures. Parce qu'elle est l'agent de la négation dialectique.¹²⁰

Le « marxisme occidental » et la Nuova Sinistra

Cette idée de négation n'est compréhensible qu'à partir de la notion de *dialectique* que Fortini partageait avec les « hégélo-marxistes » Cesare Cases et Renato Solmi, et dont les inspirateurs furent Lukács, Adorno, et plus généralement les courants « hégélo-marxistes » de langue allemande. Cette problématique théorique permet d'assigner ce courant particulier de la *Nuova Sinistra* à ce que Perry Anderson a appelé *Western Marxism* – le « marxisme occidental ».

Selon l'importante synthèse proposée par Anderson, le marxisme occidental représente une constellation historique et théorique déterminée :

Dans les années qui suivirent la Première Guerre mondiale, lorsque la grande vague des troubles révolutionnaires était retombée en Europe centrale (...) une tradition intellectuelle bien distincte se développa en Europe, qui reçut bien plus tard le nom de marxisme occidental. Né d'une défaite politique – l'écrasement des insurrections prolétariennes en Allemagne, en Autriche, en Hongrie et en Italie, directement vécu par ses premiers grands penseurs (Lukács, Korsch et Gramsci) – ce marxisme était séparé du corpus classique du matérialisme historique par une césure nette. En l'absence d'une pratique révolutionnaire populaire, toute stratégie politique visant à renverser le Capital s'évanouit (...). Le marxisme occidental compensa cette perte en trouvant son centre de gravité dans la philosophie, où une série de penseurs exceptionnels de

¹²⁰ *Ibid.*, p. 175.

deuxième génération – Adorno, Horkheimer, Sartre, Lefebvre, Marcuse – construisirent un remarquable champ de théorie critique (...). Un centre d'intérêt fondamental constituait l'horizon commun à toute ligne de pensée. Le marxisme occidental était avant tout un ensemble de recherches théoriques sur la culture du capitalisme avancé. La primauté de la philosophie dans cette tradition conférait à ces travaux une tonalité particulière : ils restaient résolument, mais non exclusivement, attachés aux questions esthétiques (...). La culture s'identifiait d'abord et avant tout au système des arts.¹²¹

Dans les années 1970, Anderson considérait que la vague de repolitisation des années 1960 et 1970 avait scellé la crise de cette tradition largement territorialisée dans la critique de la culture capitaliste, abordée généralement par le biais des questions esthétiques. En 1998, Anderson considère au contraire les années 1960, en particulier Mai 68, comme « l'apogée » de ce courant, essentiellement à cause du rôle joué par l'Internationale Situationniste dans le soulèvement parisien. Pourtant, l'étude de la *Nuova Sinistra* italienne pourrait révéler un autre destin politique des problématiques marxistes occidentales : à savoir leur traduction en une séquence de pratiques politiques et « idéologiques » (relativement) de masse lors de la longue « séquence rouge » italienne. On peut reconnaître, dans plusieurs débats et positions des groupes et des revues de la *Nuova Sinistra*, les effets des problématiques marxistes occidentales, et notamment l'importance attribuée aux questions « culturelles » – critique de la culture comme moment essentiel de la critique du capitalisme, et ce, à partir du constat que *c'est au niveau de la culture que se joue la dialectique entre autonomie et hétéronomie du sujet*. La problématique de l'émancipation du sujet vis-à-vis des formes d'assujettissement qui façonnent sa conscience immédiate est précisément le noyau théorique du marxisme occidental – d'où l'importance cruciale de la philosophie, et notamment de la philosophie classique allemande, dans cette tradition.

Or, on peut suggérer que le thème de la « longue marche » par-delà la fausse conscience comme moment subjectif

¹²¹ Perry Anderson, *Les origines de la postmodernité* (1998), Paris, Les prairies ordinaires, 2010, p. 97-98.

incontournable du renversement du capitalisme a été l'un des noyaux décisifs de la *Nuova Sinistra* ; d'où l'extrême importance des débats littéraires, esthétiques, poétiques, dans ses revues, et aussi – quoique indirectement – dans les positionnements des groupes, qui, tous, ont dû à un moment ou à l'autre traiter la question du statut à assigner au domaine culturel dans leurs stratégies politiques. Tant chez les *Quaderni Rossi* que chez les mouvements étudiants, les recherches sur la « rationalisation » néo-capitaliste du travail et sur l'essor de l'industrie culturelle, et les analyses consacrées à la fonction de l'Université de masse révèlent l'influence décisive des catégories élaborées par Lukács, Adorno, Marcuse... Ces débats débordaient le simple enjeu de la « politique culturelle » : en effet, les problèmes liés à la juste manière de traiter la sphère de la culture furent souvent, pour la *Nuova Sinistra*, le banc d'essai et le guide pour la *détermination des orientations stratégiques générales*. Les diagnostics critiques sur ce que le capitalisme avancé avait fait de la culture représentèrent à bien des égards une matrice décisive de l'ensemble des analyses des rapports sociaux et de l'élaboration des lignes stratégiques de la pratique politique. Selon cette perspective, l'incorporation de la culture à la nouvelle configuration des rapports capitalistes devient le symptôme et l'analyste privilégié à partir duquel l'ensemble des enjeux d'une stratégie politique globale peut être abordé.

Perry Anderson considère comme l'une des limites principales du marxisme occidental sa tendance à refouler le moment proprement politique. L'analyse des rapports entre capitalisme et culture néglige « la culture comme champ de bataille, comme ferment de discordance entre ses protagonistes. Tel est le plan de la politique, conçue comme espace autonome »¹²². C'est pourquoi Anderson considère Gramsci comme excentrique par rapport au courant dominant du marxisme occidental, à cause de son intérêt pour la transformation politique de l'État et de la « société civile ». Or, nous cherchons justement à montrer que la dialectique de la culture élaborée par Fortini et par d'autres théoriciens de la *Nuova Sinistra* vise à faire de la sphère culturelle un champ de tensions et de conflits. Il n'en reste pas moins que dans plusieurs orientations de

¹²² *Ibid.*, p. 183.

la *Nuova Sinistra* – y compris l’opéraïsme – la problématique de la culture, en tant que problématique de la mise-en-forme des valeurs et des significations qui inspirent l’agir et la vie collectifs, a fonctionné comme une matrice générale de la formulation des problèmes politiques et sociaux. Mais cela n’a été possible que grâce au statut contradictoire de l’idée de culture propre au marxisme occidental. La problématique que ce courant n’a jamais cessé de creuser est représentée par ce que Herbert Marcuse appelle le « caractère affirmatif de la culture » :

La culture affirmative a adopté, avec l’idée de la pure humanité (*Humanität*), la revendication historique du bonheur universel des individus (...). Le niveau le plus élevé qui puisse être atteint par l’homme suppose la réalisation d’une communauté de personnes libres et raisonnables dans laquelle chacun a la même possibilité de développer et d’épanouir ses possibilités (...). L’unité représentée par l’art, la pure humanité de ses personnages est irréelle ; elle est l’image inversée de ce qui se produit dans la réalité sociale. La force critique et révolutionnaire de l’idéal qui maintient en éveil, précisément à cause de son irréalité, les aspirations les meilleures de l’homme au milieu d’une réalité mauvaise, est particulièrement mis en relief dans les périodes où les couches rassasiées trahissent expressément leurs idéaux.¹²³

La fonction affirmative de la culture est un caractère décisif de la civilisation bourgeoise et de son universalisme contradictoire :

Les couches bourgeoises montantes avaient fondé leur exigence d’une nouvelle liberté sociale sur la raison humaine universelle (...). Mais la raison et la liberté n’allaient pas au-delà des intérêts de ces groupes qui s’opposent de plus en plus à l’intérêt du grand nombre. La bourgeoisie a donné une réponse décisive aux questions accusatrices : *la culture affirmative*. Cette culture est fondamentalement idéaliste ; elle oppose à la détresse de l’individu isolé l’humanité (*Menschlichkeit*) universelle (...), à la sujétion extérieure la liberté intérieure, à l’égoïsme brutal la vertu du devoir (...) Mais l’idéalisme bourgeois n’est pas seulement une idéologie : il exprime aussi un état de choses réel. Il n’enferme pas

¹²³ H. Marcuse, « Réflexion sur le caractère “affirmatif” de la culture » (1937), dans Id., *Culture et société*, traduit par G. Billy, D. Bresson et J.-B. Grasset, Paris, Minuit, 1970, p. 116-118.

seulement la justification de la forme d'existence en vigueur, mais aussi la souffrance devant cette forme d'existence ; il n'est pas seulement la satisfaction de ce qui est, mais aussi le souvenir de ce qui pourrait être. Le grand art bourgeois, en faisant de la souffrance et de la tristesse des forces éternelles, n'a cessé de détruire dans le cœur de l'homme une résignation trop facile en face des choses quotidiennes.¹²⁴

Franco Fortini est l'interprète principal de cette problématique dans le contexte italien ; il développera les positions propres au marxisme occidental en référence constante à l'introduction du nom et des idées de G. Lukács dans les débats de la gauche italienne.

Forme esthétique et dialectique de la culture

À l'instar de Cesare Cases et de sa critique du néo-positivisme marxiste, Fortini prendra position à propos de la réception italienne de l'auteur de *Histoire et conscience de classe*, en développant une dialectique analogue à celle du germaniste et en défendant, dans un article de 1959, les positions esthétiques de Lukács contre ses critiques crocio-gramsciens et néopositivistes :

[Le discours lukaczien], justement parce qu'il suppose l'unité objective du réel historique, conduit à définir « grande » l'œuvre qui aurait enveloppé dans son propre microcosme assez d'aspects de la *Totalität* pour devenir (...) autosuffisante (...). L'autosuffisance (relative) de l'œuvre, au sens de Lukács, relève de sa capacité à être la *représentation-interprétation tendanciellement totale des relations historiques-sociales dans la typicité artistique*, impliquant un point de vue qui parcourt chacune des médiations qui mènent des structures économico-

¹²⁴ *Ibid.*, p. 113. On remarquera, en passant, que Marcuse fait glisser constamment son discours du domaine de la culture à celui de l'esthétique. L'art et la littérature fonctionnent justement comme paradigmes et noyaux de l'universalisme des objectivations culturelles. Cette problématique, spécifiquement allemande et italienne, n'est pas immédiatement compréhensible en dehors de ces deux contextes culturels. D'ailleurs, le rôle qu'un certain discours philosophique français assigne à la rigueur mathématique dans la formation éthico-politique des esprits n'est pas non plus immédiatement traduisible dans des idéaux culturels davantage littéraires.

sociales jusqu'aux superstructures idéologiques dont les langages sont porteurs.¹²⁵

La même fonction de totalisation que Cases assignait avec Lukács à la fonction intellectuelle est assignée par Fortini, toujours à travers l'interprétation du philosophe hongrois, à l'œuvre littéraire : l'œuvre est *figure*, métaphore, renvoi *per speculum et in aenigmate* à l'émancipation de l'humanité, mais uniquement à condition d'incorporer et de retraduire dans sa propre forme les tendances et les articulations du processus historique total. Pour Fortini, qui développe assez librement ces thèmes lukacsiens, « l'usage littéraire de la langue, sa formalisation », est « métaphore d'une modalité d'être des hommes »¹²⁶. L'œuvre d'art est métaphore d'une capacité – définie comme « surhumaine » – de dépasser la passivité qui domine l'homme assujéti à la société divisée en classes : « L'utilisation littéraire de la langue est l'homologue de cette utilisation formelle de la vie qui est le but et la fin du communisme »¹²⁷. La capacité d'imposer une fin à la vie relève de la « *capacité de donner une forme à la vie*, de l'organiser à partir d'un but, ce qui constitue la spécificité des œuvres d'art »¹²⁸. La « *formalizzazione* » – « mise en forme » plutôt que « formalisation » – de la vie est le dépérissement de son usage aliéné, c'est-à-dire conservateur, utilitariste, soumis aux impératifs du profit : « Il faut essayer de mettre en forme, dans l'œuvre (...), une structure stylistique qui, dans ses tensions immanentes, pourrait constituer la métaphore d'un "corps" social humain tendant, moyennant une voie révolutionnaire, à acquérir une "forme" »¹²⁹.

On rencontre ainsi, tant dans l'art et la littérature que dans l'agir culturel tel que Cases le théorisait dans son pamphlet, une fonction de *totalisation* ayant une valeur d'*anticipation* : la totalité vers laquelle tendent tant l'agir artistique que la praxis culturelle anticipe une émancipation universelle que l'œuvre d'art et la « vision

¹²⁵ F. Fortini, « Lukács in Italia » (1959), dans Id. *Verifica dei poteri*, Turin, Einaudi, 1965, 1989, p. 196-197.

¹²⁶ F. Fortini, « Aldilà del mandato sociale » (1964-1965), dans Id., *Verifica dei poteri*, *op. cit.*, p. 139.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 145.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 140.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 145.

du monde » réalisent sous une forme métaphorique. On pourra reconnaître dans ces positions la présence efficace d'un paradigme « classique », celui de l'humanisme esthétique, qui, élaboré dans l'Allemagne des Lumières, de l'Idéalisme hégélien, et du Classicisme de Goethe et Schiller dans leur période weimarienne, a exercé des effets très puissants sur la pensée des grands dialecticiens marxistes dont s'inspirent Fortini et Cases. Ce paradigme agit chez ces derniers d'abord en suggérant une idée de culture déterminée à partir de l'activité artistique – produire une vision du monde, c'est-à-dire faire de la culture le lieu où s'élabore une orientation concernant les « destins généraux » de l'humanité, est un acte assimilé à la production d'une *forme* à l'intérieur de laquelle les contradictions, les problèmes et les perspectives orientant leur traitement pourraient déployer l'ensemble virtuel de leurs significations. Il faut comprendre cette « formation » à la fois comme « mise-en-forme » et comme *Bildung*, la pratique totalisatrice qualifiant un sujet qui lui aussi « se forme », c'est-à-dire qui « se met en forme » en s'arrachant à sa particularité immédiate et en s'élevant – par la même action totalisatrice qui produit l'œuvre d'art ou la vision du monde – à la « conscience générique », à une orientation universaliste et émancipatrice¹³⁰. Ce paradigme esthétique est le prisme à partir duquel Fortini et Cases (et Lukács) pensent l'émancipation humaine, les conditions de la vie sous le capitalisme (ou, en général, dans les sociétés divisées en classes) étant stigmatisées comme *amorphes* : l'existence y devient une série inorganique de particularités oscillant entre la toute-puissance abstraite de l'individu isolé et l'hétéronomie réelle de l'atome social assujéti à un Tout invisible, qui se soustrait du coup à toute critique globale. En opposant une tension, une *intentio*, dirigée vers la totalité, à la dispersion des fragments de la vie, l'art et la culture préfigurent le dépassement de ces conditions de vie, et deviennent les métaphores de la possibilité pour les hommes d'être transis et déterminés par des contenus immédiatement adressables à l'humanité en tant qu'universalité générique, par-delà

¹³⁰ Tout cela sera systématiquement développé par Lukács dans son *Esthétique* de la maturité (voir N. Tertulian, *Georges Lukács*, Paris, Le Sycomore, 1980) ; mais, dans les années 1950 et 1960, en Italie comme ailleurs, il fallait dégager ces principes des seuls essais de critique littéraire du philosophe hongrois.

la division en classes, le pouvoir d'État et les inégalités d'accès aux objectivations du savoir et de la culture. C'est pourquoi la lutte pour l'autodétermination d'une activité intellectuelle critique et libre vis-à-vis tant de l'industrie culturelle que du dirigisme des partis et des États s'articule, même si d'abord indirectement et comme par analogie, à la lutte que les masses dominées mènent pour reprendre le contrôle de leur existence :

Nous ne pouvons pas oublier ce que nous disent l'anthropologie et la psychologie sur les mystifications que l'inconscient, les conditions historiques et la structure économique imposent à la conscience de soi ; et que la voie pour sortir, toujours partiellement, de l'auto-mystification, passe justement par le travail, par l'agir dirigé vers une fin, par son caractère relationnel, inter-humain.¹³¹

La lutte contre l'assujettissement du sujet aux formes d'exploitation et de réification de la « conscience » (selon le vocabulaire hégélo-marxien) passe par la capacité de conférer une forme autonome à l'existence, correspondant *per analogiam* à l'activité formatrice des pratiques esthétiques et culturelles. Et, tout comme ces pratiques, la lutte pour donner une forme à la vie enveloppe un *geste* d'appel, une force communicationnelle qui est consubstantielle à la formalité de la forme, et donc à sa valeur d'émancipation :

L'action pour une société de libres et d'égaux (...) coïncide avec l'agir qui vise l'instauration d'une communication plus riche, complexe et haute entre les hommes, par la substitution d'une communication vraie, ou plus vraie, à l'enchevêtrement ridicule de pseudo-communications au milieu desquelles nous vivons aujourd'hui. Ce qui implique *aussi* une lecture plus authentique, une lecture en mesure de soutenir le regard des grandes œuvres, afin de les *réaliser*. Par conséquent, une telle action, ou lutte, est immédiatement la réponse la plus adéquate à l'appel que toute œuvre d'art et de vérité implique, et la seule façon d'entendre cet appel de manière claire et distincte.¹³²

Cette circulation entre les catégories de l'activité esthétique, de la fonction intellectuelle et de la pratique politique est l'une des

¹³¹ F. Fortini, « L'uomo in rivolta » (1952), dans Id., *Dieci Inverni, op. cit.* p. 114.

¹³² F. Fortini, « La biblioteca immaginaria » (1951), dans Id., *Dieci Inverni, op. cit.* p. 98.

clés les plus cruciales pour comprendre « l'esprit » de tout un secteur de la *Nuova Sinistra* et de sa problématisation du statut des intellectuels. La mise-en-forme, qu'elle soit culturelle, artistique ou politique, est la médiation qui opère la convergence des pensées et des actions vers un but commun ; elle est médiatrice d'une communication authentique entre les hommes et, par conséquent, elle incarne, même si uniquement comme réalisation partielle, la possibilité d'une convergence universelle des esprits et des actions dans l'émancipation. Le pathos de la totalité caractérise cette détermination esthétique de « l'hypothèse communiste » – « esthétique » certes, mais nullement « esthétisante » : d'abord parce qu'il s'agit ici d'une problématique de la forme vue comme manifestation d'une vérité, problématique qui pourrait être ramenée à des sources platoniciennes ou hégéliennes, donc à des positions hostiles à l'autonomisation totale de la forme esthétique, et qui peuvent se tourner vers l'iconoclastie, voire vers une attitude franchement anti-artistique, lorsque l'écart se creuse entre la vérité et sa manifestation, et que la seconde menace d'effacer la première ; ensuite, parce que, au moins depuis Schiller, le paradigme esthétique est organisé autour de la thèse suivante : la forme vient *supplémenter* la fragmentation et l'hétéronomie qui, elles, continuent à subsister dans le réel¹³³. La totalité artistique ou culturelle n'est jamais la simple reproduction d'un Tout objectivement déjà-donné ; elle n'est jamais que présomptive, *supposée* aux hommes réels comme une virtualité qu'ils n'actualisent jamais de façon accomplie. L'humanisme de Fortini n'a rien des humanismes emphatiques insistant sur l'essence humaine et sa récupération glorieuse par-delà l'aliénation dans l'histoire unique du genre humain ; le poète italien

¹³³ Ce qui peut fournir des bonnes raisons à l'iconoclastie : « L'art et la littérature sont à la fois des facteurs de subversion et de consolation, qui disent la vérité sur le monde mais qui, en même temps, par la transposition de la vérité dans l'apparence, laissent le monde tel qu'il est et réconcilient [les hommes] avec ce qui a été jugé. La rébellion contre cette fonction consolatrice a éclaté au XX^{ème} siècle, mais on la trouvera déjà chez de grands romanciers du XIX^{ème} siècle comme Manzoni et Tolstoï, et chez un conservateur moderne comme Thomas Mann – cette rébellion a entraîné d'abord la destruction du roman traditionnel en tant que forme simulatrice d'un ordre à la possibilité duquel il est devenu impossible de croire » (C. Cases, « *La Storia e Menzogna e sortilegio* » (1974), dans Id., *Patrie lettere*, Turin, Einaudi, 1987, p. 106).

insiste plutôt sur la dialectique entre la finitude et la tension vers le dépassement de la particularité. La forme et l'activité de totalisation dont elle est le corrélat témoignent par leur simple existence d'un *manque* dans les conditions réelles de la vie ; mais en même temps elles tendent toujours à se présenter comme un ersatz, un supplément, du dépassement réel de ce manque, ce qui menace de rendre impossible la reconnaissance du manque dans la réalité et de le traiter comme tel. Autrement dit, la forme accomplie dans l'art ou la pensée fait toujours allusion à une réalisation qui n'a de sens qu'au-delà de la forme elle-même, c'est-à-dire dans la vie dont la forme montre la condition de précarité par rapport à ce qui se présente au contraire comme déjà-totalisé ; mais cette même forme peut aussi bien se présenter comme totalité achevée, définitive, autosuffisante, qui n'aurait pas besoin de sortir de soi en direction d'autres modes de mise-en-forme de la vie, en justifiant par là l'hétéronomie imposée aux hommes en dehors des grandes objectivations culturelles (d'ailleurs, cette hétéronomie rend justement impossible que tous les hommes puissent accéder à ces objectivations). Cela signifie que l'art et la poésie ne sanctifient pas simplement l'ici et maintenant, mais appellent son dépassement : « L'art et la poésie ne cessent un seul instant de nous proposer leur "imitation" ultime, qui dépasse nos actuelles capacités formatrices, et qui, par conséquent, en indiquant silencieusement une absence, annonce l'exigence d'un saut qualitatif »¹³⁴. Mais ce mouvement d'allusion prophétique recèle une contradiction intrinsèque à la poésie – elle renvoie bien sûr à une absence, à un but à réaliser ; mais elle ne peut pas s'empêcher de faire obstacle en même temps à ce but, en légitimant, moyennant le voile de la beauté et de la plénitude de l'apparence, ce qui existe dans l'*hic et nunc* : c'est-à-dire précisément le monde *faux*.

Lorsque Barthes dit que la littérature (...) *donne du souffle au monde... permet de respirer*, il rend parfaitement clair, sans le vouloir, pourquoi, du point de vue du révolutionnaire, il ne faut point *donner du souffle au monde*. Le « monde » doit suffoquer. Lénine (...) ne pourra pas rester longtemps assis

¹³⁴ *Ibid.*, p. 141.

écouter Beethoven qui, lui, dit *inutilement* aux hommes ce qu'ils peuvent devenir.¹³⁵

Voilà donc la contradiction létale qui habite la poésie et l'art. En se donnant comme complète en elle-même, la forme fait disparaître toute tension en niant la présence de l'absence. La puissance inhérente à la forme de renvoyer à une absence se renverse dans la puissance de suppléer à cette absence. La totalité qui se donne comme accomplie montre le monde faux comme un monde *qui ne manquerait de rien*, tandis que le renvoi métaphorique opéré par cette même totalité montrerait le monde comme ce qui manque précisément de la vérité exhibée par la forme. Par conséquent, la forme authentique, la totalité authentiquement émancipatrice, doit exhiber sa propre incomplétude, son insuffisance et son inachèvement ; elle doit déployer une tension perpétuelle entre totalisation et dé-totalisation.

Fortini et Cases n'auront de cesse de chercher des moments de dé-formalisation de la mise-en-forme (il faut rappeler que ces deux théoriciens de la totalité étaient des maîtres de l'écriture de circonstance, de l'intervention fragmentaire, et en même temps de l'art de ramener les occasions et les fragments à une totalité présomptive qui ne se donne jamais à voir « en personne »). Il s'agit pour eux de ne pas tomber dans une vision anesthésique, compensatrice, de la fonction intellectuelle – et de la forme esthétique en tant que métonymie de cette fonction – afin de saisir les points nodaux où la tendance à l'auto-immanence et à la complétude qui habite nécessairement la forme se renverse en refus de toute conciliation fictive par l'art ou la pensée ou la « culture », voire en appel à la transformation d'une réalité toujours irréductible à la seule sphère culturelle (« la poésie a beaucoup de droits, mais pas tous », disait un poème en vénitien de Giacomo Noventa, le poète catholique qui fut le maître du jeune Fortini). Cases, qui était dans les années 1950 un lukácsien « orthodoxe », épousera dans les années 1970 le point de vue d'Adorno :

[Dans ma jeunesse] j'étais fasciné par la totalité et par le système en tant que reflet philosophique de la totalité. D'ailleurs, ma première expérience spéculative avait été la

¹³⁵ *Ibid.*, p. 142.

lecture de l'*Ethique* de Spinoza. Lukács – première et seconde version – me donna les moyens d'historiciser cette expérience, de voir la totalité dans le passé (les Grecs, le Moyen Age (...), Balzac, etc.) et dans l'avenir, selon le point de vue d'*Histoire et conscience de classe*, et notamment de l'essai sur *La réification et la conscience du prolétariat*. Entre ces deux moments il y avait la décadence, le culte du fragment, etc. (...). Aujourd'hui, j'ai compris que c'était Adorno qui avait raison dans sa critique de l'esprit de système hégélien. Le désir de totalité n'est pas, en lui-même, une mauvaise chose, mais il vient trop tôt, parce que, en effet, la totalité est déjà là, la totalité de la société organisée par le capitalisme, et toute tentative hégélianisante d'organiser le monde par un système finit par le livrer à l'emprise de ce qui existe. Donc, la raison est du côté de ceux qui donnent des coups de marteau à ce qui existe – aphorismes ou autre chose – ouvrant des brèches au travers desquelles une alternative pourra se manifester. Ce n'est que lorsque la mauvaise totalité sera brisée que l'alternative pourra acquérir les caractères d'un Universel, mais alors il s'agira d'un Universel qui ne soumettra plus le particulier. Politiquement, cela signifie que l'effort d'émancipation passera par les individus, et qu'il ne sera pas monopolisé par un Parti qui, selon le schème d'*Histoire et conscience de classe*, incarnerait la capacité du prolétariat à dépasser l'aliénation et à saisir le réel comme une totalité.¹³⁶

Cases adoptera souvent une stratégie intellectuelle « micrologique », où l'attention au détail et la pratique du fragment coexistent paradoxalement avec la tendance à « arrondir » le

¹³⁶ C. Cases, « La perdita della totalità » (1977), dans Id. *Il testimone secondario. Saggi e interventi sulla cultura del Novecento*, Turin, Einaudi, 1985, p. 39-40. Selon Cases, le marxisme des années 1960, celui de la *Nuova Sinistra*, avait négligé la thématique du Parti à cause de la conviction que « la forme-parti était devenue obsolète et que la révolution aurait dû procéder par organisation spontanée (et cela bien avant la Révolution culturelle chinoise ; que l'on songe à la récupération par Panzieri de la problématique des conseils ouvriers et les théories du *New Left* américain, sur lesquelles Solmi avait écrit un texte en 1963). La récupération du moment du Parti est imputable à l'affaïssement et à l'intégration des mouvements, phénomènes aggravés par la crise actuelle, mais tout cela n'efface nullement ces acquis théoriques, ni ne pourra réellement absorber cette poussée qui persiste à se manifester et à faire bouger la société civile, quoique de façon souvent désordonnée et incohérente » (*Ibid.*, p. 45).

discours, à le faire rentrer dans la logique elliptique d'une totalité accomplie :

Cela ne veut pas dire que je ne suis pas conscient de la problématique de la forme accomplie (...). Thomas Mann lui-même opérait de cette façon-là, il utilisait une forme traditionnelle, mais une forme traditionnelle consciente de sa propre historicité, de son propre être-dépassée, consciente d'être quelque chose qui sert à faire tenir ensemble, formellement et ironiquement, ce qui a déjà volé en éclats.¹³⁷

L'insistance sur le micrologique conduira Cases à considérer les virtualités émancipatrices de la culture surtout du point de vue de ce qui est « gratuit », divergeant, non fonctionnalisé aux impératifs du profit et de la gestion rationnelle. Dans un essai de commémoration consacré à Ugo Gimmelli, une étrange figure ascétique et irrégulière d'érudit, Cases écrira :

Son mode de vie, partagé entre la renonciation et l'exercice gratuit de la culture (...) représentait une réponse singulière à une crise universelle. À une époque où la culture tendait à devenir de plus en plus fonctionnelle, pure production de livres à vendre, pure séduction des lecteurs, ou distribution de postes universitaires et prix littéraires, pour Ugo elle était toujours, et délibérément, expérience, émotion, curiosité, jouissance : une jouissance qui n'avait pas sa fin en elle-même, mais qui était l'objet de cette transmission orale qui, du mythe platonicien de Theuth jusqu'au texte de Benjamin sur le narrateur, est considérée comme le vrai fondement de la culture, désormais étouffé dans un monde dominé par les « sciences de la communication » – sciences d'une humanité, comme disait souvent Adorno, à laquelle il ne reste plus rien à communiquer.¹³⁸

Cette vision – utopique et critico-négative – du lien entre culture et émancipation implique pourtant l'abandon de toute dimension proprement *politique*, et, à plus forte raison, de toute problématique *organisationnelle* au sens de l'organisation des efforts collectifs pour soustraire à l'industrie culturelle et aux techniques

¹³⁷ *Ibid.*, p. 33-34

¹³⁸ C. Cases, « Ricordo di Ugo Gimmelli » (1978), dans Id., *Il testimone secondario*, *op. cit.*, p. 67.

gouvernementales des fragments de cette universalité que la fonction intellectuelle recèle toujours.

De son côté, dans les dernières années de sa vie et à la veille d'un passage historique qui a rendu l'Italie encore plus méconnaissable, Franco Fortini réouvrira les interrogations qui avaient accompagné tout son trajet dans un petit livre publié en 1990, *Extrema Ratio*. Ses questions sont toujours les mêmes : elles concernent l'intégration de la culture au capitalisme et la création, ici et maintenant, de *formes* impliquant un moment émancipateur, et qui seraient capables de renvoyer à une émancipation à venir. Ces formes, dont les opérateurs sont devenus inclassables et inassignables, et qui ne jouissent plus d'aucun statut institutionnel défini, sont les derniers avatars de la valeur universelle de la fonction intellectuelle – son existence posthume, ou peut-être sa survie après et par-delà l'effondrement de la « culture » en tant que territorialisation d'une civilisation bourgeoise qui était, au moins en Italie et jusqu'aux années 70, encore imparfaitement subsumée au capitalisme :

La subsumption de l'expérience sensible à une expérience mécaniquement pré-établie progresse constamment (...). Les procès que la technologie induit sont devenus de plus en plus « naturels » et ne sont plus vécus comme antagoniques vis-à-vis des âges précédents. La stupeur face au « progrès » régresse (...). Telle est la situation que, depuis une décennie, on appelle « post-moderne ».¹³⁹

L'opposition entre développement et sous-développement s'avère n'être qu'une forme de complémentarité : « La transformation technologique opère en conservant, voire en produisant, des modes de production et de consommation arriérés, dans une gestion commune de progrès, conservation, arriération »¹⁴⁰.

Post-modernité et crise de la « culture »

¹³⁹ F. Fortini, *Extrema ratio. Note per un buon uso delle rovine*, Milan, Bompiani, 1990, p. 83-84. La référence ici est plutôt aux théories de Fredric Jameson qu'à celles de J.-Fr. Lyotard.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 84.

Les derniers textes de Fortini essaient de reformuler la problématique de la fonction intellectuelle à partir du constat d'une disparition des formes traditionnelles, « bourgeoises », de la sphère culturelle. Le point de départ est la nouvelle situation du capitalisme mondial commencée à la fin des années 1970. Des auteurs tels que Perry Anderson et Terry Eagleton rappellent que la configuration idéologico-culturelle dite « post-moderne » est liée à l'écrasement ou au dépérissement de toutes les expériences politiques – décolonisation, révoltes étudiantes et ouvrières, Révolution Culturelle – qui, dans l'après-guerre, semblaient promettre une rénovation de la perspective communiste permettant la réactivation et la diffusion des problématiques marxistes-occidentales au sujet de la question intellectuelle :

Pendant les années 1980, une droite victorieuse passa à l'offensive. Dans le monde anglo-saxon, les régimes de Reagan et de Thatcher, après avoir écrasé les mouvements ouvriers, firent reculer la réglementation et la redistribution. Se propageant de la Grande-Bretagne au Continent, la privatisation du secteur public, la réduction des dépenses sociales et la forte hausse du chômage créèrent une nouvelle forme de développement néo-libéral, que la gauche finit par adopter au même titre que la droite. À la fin de la décennie, l'Internationale socialiste abandonna en grande partie la mission que s'était donnée après guerre la social-démocratie européenne – mettre en place un État-providence fondé sur le plein emploi et les prestations universelles (...). Dans le Tiers Monde, les États nés des mouvements de libération nationale étaient pris au piège dans de nouvelles formes de subordination internationale, impuissants à se dégager des contraintes des marchés financiers mondiaux (...). Bien qu'il en soit également l'expression, le triomphe universel du Capital représente bien plus que la simple défaite de toutes les forces qui s'étaient déployées contre lui. Plus profondément, sa signification réside dans la disparition de toute alternative politique. Comme le fait remarquer F. Jameson, la modernité prend fin quand elle perd tous ses antonymes (...). Une fois que [la possibilité d'ordres sociaux différents] disparaît survient quelque chose comme le postmodernisme.¹⁴¹

¹⁴¹ P. Anderson, *Les origines de la postmodernité*, op. cit., p. 128-129.

La disparition de toute alternative visible à l'ordre capitaliste frappe également la fonction dialectique-critique de la sphère culturelle, dont la matrice est le domaine des pratiques esthétiques. Le postmodernisme est une « logique culturelle », pour reprendre la terminologie de F. Jameson, qui efface toute distance des objets culturels vis-à-vis, non seulement de leur exploitation marchande, mais surtout de leur utilisation aux fins de l'auto-représentation du capital comme horizon implicite coïncidant en dernière instance avec la forme même tant du monde social que de son expérience subjective¹⁴². Par là, la contradiction immanente au statut que la culture sous sa forme « esthétique » revêtait dans la civilisation bourgeoise tend à être neutralisée. D'autant plus que la conscience malheureuse de l'universalisme incomplet de la bourgeoisie a perdu la plupart de ses assises sociologiques : la décennie 1980-1990 assista non seulement à des « transformations décisives dans la relation qu'entretiennent les hautes technologies et l'imaginaire populaire »¹⁴³, mais aussi à l'essor de « tous les éléments dégradés du postmoderne (...) réunis dans la recette de la reprise reaganienne : affichage décomplexé de la part des nouveaux riches, politique

¹⁴² Selon Jameson, le concept de « postmodernisme » correspond à « a periodizing concept whose function is to correlate the emergence of new formal features in culture with the emergence of a new type of social life and a new economic order – what is often euphemistically called modernization, post-industrial or consumer society, the society of the media or the spectacle, or multinational capitalism » (F. Jameson, « postmodernism and consumer society » (1988), in Id., *The cultural turn. Selected writings 1983-1998*, Londres-New York, Verso, 1998, 2009, p. 3). Parmi les caractères principaux de la logique postmoderne, particulièrement importants sont « the erosion of the older distinction between high culture and so-called mass or popular culture » (*ibid.*, p. 2) et une expérience de l'histoire et de la vie sociale dominée par les modèles culturels du *pastiche* et de la schizophrénie, qui correspondent aux symptômes collectifs d'une société « qui est devenue incapable de traiter son propre temps historique » (*ibid.*, p. 10) et dont les sujets sont devenus incapables de saisir « the great, global, multinational and decentered communicational network in which we find ourselves caught » (*ibid.*, p. 16). Une pratique culturelle gouvernée par cette logique de la fragmentation irrationnelle et de la passivité vis-à-vis d'une expérience spatio-temporelle éclatée et inconsistante tend à effacer cet appel silencieux à « vivre dans la cohérence » que Fortini voyait dans la forme de l'œuvre esthétique et dans la fonction intellectuelle en tant que telle.

¹⁴³ P. Anderson, *Les origines de la postmodernité*, *op. cit.*, p. 126.

fondée sur le téléprompteur »¹⁴⁴. Les assises matérielles de l'opposition prolétarienne à l'ordre social furent détruites par une série de mesures politico-économiques radicales :

Violentes attaques contre la force de travail dans les régions centrales, délocalisation des usines vers des zones périphériques à main-d'œuvre bon marché, réorientation de l'investissement vers les services et les communications, augmentation des dépenses militaires, et accroissement vertigineux du poids de la spéculation financière au détriment de la production innovante.¹⁴⁵

La culture bourgeoise traditionnelle fut également liquidée : [À la fin de la Seconde Guerre mondiale] il était encore possible de parler de la bourgeoisie en tant que classe, dans le sens où Max Weber pouvait remarquer avec fierté qu'il en faisait partie. C'est-à-dire un groupe social doté d'un sentiment d'identité collective, de codes moraux caractéristiques et d'un *habitus* culturel (...). En l'espace d'une vingtaine d'années, la bourgeoisie – entendue au sens strict, comme classe dotée d'une conscience d'elle-même et d'une morale spécifique – a elle aussi presque entièrement disparu (...). Et, là où se tenait ce stable amphithéâtre, est apparu un aquarium de formes évanescentes et flottantes – promoteurs et gérants, consultants et experts, administrateurs et spéculateurs du capital contemporain : fonctions d'un univers monétaire qui ne connaît ni fixités sociales ni identités stables. Non que la mobilité sociale se soit (...) accrue dans les sociétés du monde de l'après-guerre (...). Mais les marqueurs culturels et psychologiques se sont progressivement effacés chez les détenteurs du pouvoir et de la richesse (...). Dans la sphère publique, démocratisation des conduites et désinhibition des mœurs sont allées de pairs (...). Dans les années 1990 (...) on a assisté à un encanaillement généralisé des classes possédantes : des princesses-starlettes aux présidents corrompus, des chambres à louer dans les résidences officielles aux pots-de-vin pour publicités-choc, de la disneyfication des protocoles à la tarantinisation des pratiques (...). C'est ce genre de scène qui

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 129.

¹⁴⁵ *Ibid.*

forme, en grande partie, l'arrière-plan social du post-moderne.¹⁴⁶

À partir des années 1980, l'Italie fut un laboratoire où ces aspects de la contre-révolution « postmoderne » – écrasement des classes laborieuses, affichage systématique et programmé des valeurs dominantes des nouveaux riches, et désengagement des arts – connurent une très grande virulence (comme Guy Debord l'avait compris dans ses *Commentaires*). La classe ouvrière sombra dans l'oubli, sa culture politique fut anéantie et sa composition finit par être fragmentée en une myriade de trajets de plus en plus déclassés et précarisés incapables de donner vie à une identité collective. La culture « haute » et la bourgeoisie furent étouffées par l'arrogance et la vulgarité des nouvelles classes possédantes ; le marketing et le management des grandes entreprises, de plus en plus déconnectés de l'industrie et de la production matérielle (et du monde sale et méchant du salariat), devinrent les modèles culturels dominants d'une société qui apprit rapidement à considérer le travail et le besoin matériel comme des stigmates sociaux. De ce point de vue, en Italie deux processus sociaux généralisés trouvèrent une forme exemplaire, dont les résultats sont en train de devenir aujourd'hui ingouvernables : l'invisibilisation politique du travail salarié, notamment ouvrier, désormais exclu de l'action politique et renfermé dans le « ventre » obscène d'une société qui se représente comme une circulation infinie de richesses abstraites ; et l'incapacité à assigner un statut social précis à la fonction intellectuelle dans des sociétés se voulant gouvernées par l'auto-régulation des marchés, donc par des critères totalisants de rentabilité à court terme, et qui refusent comme spectre totalitaire tout investissement global des rapports sociaux par des projets rationnels. Ces deux taches aveugles de nos sociétés représentent deux points qu'aucune reprise de l'hypothèse communiste ne saurait négliger de traiter.

La culture après la culture

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 119-120-121.

Les problématiques « classiques » de la *Nuova Sinistra* portant sur les structures des sociétés du capitalisme avancé – l'industrie culturelle, la société administrée, la manipulation capitaliste des consciences – ne sont pas devenues fausses dans cette situation « postmoderne », qui est toujours la nôtre. Mais de nombreux points de repère qui composaient leur outillage théorique et idéologique sont brouillés ou deviennent méconnaissables dans l'univers des discours idéologiques et politiques contemporains :

Une fois abolie toute distinction entre littérature artistique et littérature de consommation, le triomphe de l'esthétisation coïncide avec la fin du processus qui l'avait déclenchée il y a deux siècles (Hölderlin, Shelley). Une seule grande dissolution frappe tant l'héritage humaniste censé être légué, grâce à la société socialiste, à l'avenir, que la protestation et le sarcasme des avant-gardes, se répétant identiquement depuis plus d'un siècle et devenus extrêmement ennuyeux.¹⁴⁷

La voie « dialectique », consistant à réactiver au cœur des processus d'émancipation un sens des distinctions et des perspectives, hérité certes de l'universalisme bourgeois mais dont aucun universalisme réel ne peut faire l'économie, s'est soldée par un échec ; l'agressive négation moderniste chère tant aux réformistes qu'aux opéraïstes a été intégrée au système, et le surréalisme tardif de l'Autonomie et des contre-cultures est devenu un « surréalisme de masse », rouage inoffensif de l'industrie culturelle et du marketing. La culture « traditionnelle », les formes de l'art et de la littérature, ont perdu toute valeur de renvoi utopique :

Quant aux formes (artistiques, littéraires, *et similia*), il faudrait les considérer comme entièrement subordonnées aux modes de production de ce *Late Capitalism* (...) Je crois pouvoir saluer la fin de la grandiose illusion post-romantique qui assignait aux formes de l'art et du discours littéraire des fonctions d'ersatz de la religion, de l'éthique et de la politique.¹⁴⁸

Avec la fin de cette « esthétisation diffuse », le paradigme schillerien, et lukacsien, de la culture comme *Bildung*, et de la mise-en-forme comme renvoi utopique à l'humanité émancipée, perd toute efficacité immédiate, voire toute visibilité parmi les options

¹⁴⁷ F. Fortini, *Extrema ratio. Note per un buon uso delle rovine*, op. cit., p. 84-85.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 84.

idéologiques de l'actualité. L'art et la littérature, loin de pouvoir incarner métaphoriquement l'humanité émancipée, voire le communisme lui-même, redeviennent des pratiques sociales parmi d'autres ; et la culture, soumise à la logique du Capital, semble avoir perdu toute trace de la contradiction immanente qui lui conférait un pouvoir critique au sein, et vis-à-vis, de la société bourgeoise.

Ce qui reste intact, pour Fortini, c'est l'exigence de « nouveaux rapports de conflit social et mental »¹⁴⁹, une exigence qui s'oppose, sous des formes inchoatives et imprévisibles, à l'insignifiance universelle du capitalisme post-moderne, où, sous la « confusion des formes et des cultures », foisonnent des inégalités qui apparaissent à nouveau comme naturelles¹⁵⁰. Des foyers d'opposition et d'activisme politique et social existent, mais leurs formes sont opaques, et leurs orientations souvent indéchiffrables :

Ceux qui affirment « Plus de partis, plus de groupes, plus de communautés de base... Adieu la démocratie organisée », ou bien se trompent ou bien appellent de leurs vœux le pire (...). Il faut se méfier de toute proposition de « démocratie inorganisée ». Cette dernière ne peut avoir réellement lieu que là où les structures autoritaires, silencieuses, fondées sur le consensus inavoué et sur le pouvoir peu apparaissant du marché peuvent la contenir (...). Aujourd'hui, les réalités positives au sein de la société naissent aux mêmes endroits que les négatives, et leur nature est ambiguë. Le réseau toujours plus riche d'associations informelles et temporaires (que nous montrent les USA) et parfois presque invisibles (que nous ont montré l'URSS et les Pays de l'Est européen) sont à la fois ce qu'il y a de mieux autour de nous et le signe d'un manque [*scil.* d'orientation], voire d'une acceptation de l'idéologie globale (le marché capitaliste, etc.). Ils ne sont pas seulement des centres de pression et d'opinion, mais configurent des noyaux d'éducation possible : « intellectualité politique diffuse ».¹⁵¹

Pour Fortini, l'idée que le développement technologique aurait réabsorbé ou effacé les conflits et les tensions sociales est un pur et simple mensonge idéologique – en réalité, la défaite de la *Nuova*

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 86.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 91.

Sinistra et la crise mondiale du communisme ont transformé, sans les annihiler, les problèmes posés par la fonction intellectuelle :

Il faudrait être plus attentif à la masse imposante de connaissances (de « culture ») produite ou utilisée par des événements et des comportements collectifs que nous traitons habituellement comme hétéronomes et « mineurs » (...). L'intellectuel-masse dont nous parlons il y a vingt ans est, sociologiquement, une réalité consolidée depuis plus d'une décennie, et, paradoxalement, le vieux problème gramscien des intellectuels et de l'organisation de la culture se pose à nouveau par delà toute hypothèse de parti (...). Mais le pouvoir qui contrôle l'information, la connaissance et leur transmission est aujourd'hui beaucoup plus fort qu'il ne l'était il y a trente ans, tandis que la capacité de cohésion des intellectuels-masse est incomparablement plus faible. C'est pourquoi on a tendance aujourd'hui à considérer comme des phénomènes profonds de la société des phénomènes qui ne concernent que la strate des intellectuels « désorganiques » les plus directement soumis à la pression des pouvoirs politiques et économiques opérant dans les structures de l'information et du savoir (édition, audiovisuels, université et recherche, *opinion-makers*) (...). Cette tendance se manifeste au moment où il s'agit de « traverser » l'opportunisme, la peur et le cynisme, c'est-à-dire les institutions psychologiques dont la tâche est de relier cette strate aux destinées du Capital.¹⁵²

Mais, par delà les *free raiders* du tertiaire, les publicitaires, les *opinion makers*, les administrateurs d'universités et de centres de recherches, par delà les experts et les signatures prestigieuses du journalisme, il est d'autres strates d'intellectualité, virtuellement en conflit avec la première. Ces strates

continuent à confier leur représentation politique aux institutions libéral-démocratiques officielles, et néanmoins elles existent, elles « sont » ; et, sous des formes qui restent opaques à elles-mêmes, elles élaborent et « disent » l'enchevêtrement de conscience et inconscience, de servitude et liberté, d'aveuglement et clairvoyance que ces institutions-là ne peuvent ni contenir ni exprimer.¹⁵³

¹⁵² *Ibid.*, p. 92-93.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 93.

Ce n'est que dans ces strates que des traces pourront être retrouvées de cette puissance formatrice par laquelle les hommes s'arrachent à la passivité et à l'hétéronomie en s'associant et en œuvrant à une fin commune. Mais la difficulté tient à ce que les lieux d'une possibilité émancipatrice ne sont plus territorialisés, ne sont plus assignables à des institutions politiques et culturelles définies et autonomes. Ils résident dans le monde des rapports capitalistes, ce monde ravagé qui est désormais notre lot commun, et qui ne connaît plus d'extériorité immédiate. C'est pourquoi les *sites* où l'émancipation s'élabore représentent un mélange impur de vérité et non-vérité :

La séparation [d'une communauté « exemplaire »] est la réponse à un appel, ou à une élection. Répondre veut dire décider d'avoir entendu l'appel, donc d'être *vocatus*, élu. Mais (...) la séparation ne peut jamais être absolue. Nous sommes liés aux autres hommes par le langage que nous utilisons et qui nous utilise (...). Nous portons le monde avec nous sous la forme du langage.¹⁵⁴

Toute collectivité militante, tout groupe d'intervention et d'activisme local, ne peut être qu'un fragment de vérité arraché provisoirement à l'insignifiance et à l'hétéronomie. Il s'agit donc d'expérimenter une sorte d'ascèse mondaine, qui pourrait « *vivre simultanément dans la vérité et dans la non-vérité, être et ne pas être dans le même instant, participer et se dérober à la fois* »¹⁵⁵.

Ce n'est qu'à ces conditions que la faculté humaine de donner une forme à l'existence, de s'incorporer à une vérité pourra être réactivée et proposée à nouveau aux générations à venir – cette faculté que les sociétés divisées en classes ont confiée aux institutions séparées de la culture et du savoir, ou à la sphère du sacré et à ses administrateurs, en la rendant solidaire du privilège et de l'inégalité.

Nous avons essayé de montrer que la question de la fonction de l'intellectuel dans le champ social et politique et, par là, du rapport entre culture et politique, loin de se réduire à de la « politique culturelle » ou à la prise en charge des intérêts d'un groupe social

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 94.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 94-95

déterminé, fut traitée par Franco Fortini directement au niveau le plus élevé et difficile : celui qui consiste à reconnaître dans cette question celle de *l'organisation collective des puissances émancipatrices immanentes à la pensée*. Dans tous ces débats, et déjà à l'époque de Pavese et de Vittorini, il s'agissait toujours de déterminer les formes subjectives de l'émancipation en tant qu'elles habitent, et hantent, les formes de la culture et du savoir comme virtualité de la négation dialectique. La question de l'organisation des puissances émancipatrices de l'intelligence fut au cœur de la séquence rouge italienne : elle a occupé les réflexions les plus lucides et radicales d'une saison politique hors pair.

De toutes ces réflexions, qui ont été celles de Franco Fortini mais aussi celles de tout un « monde » culturel et d'une phase historique, il nous reste la conscience de leur précarité, d'avoir été menées à la fin d'une séquence – celle du communisme du XX^{ème} siècle et de son rapport dialectique à la culture moderne et « bourgeoise » – dont l'épuisement définitif aurait rendu presque indéchiffrable leur sens. Notre présent n'assigne plus aucune valeur rédemptrice, ni à la limite aucune autonomie, à la sphère de la culture, et toujours plus difficile est devenue l'inscription du savoir, de l'art et de la littérature, non seulement dans un projet politique organisé – aujourd'hui inexistant – mais tout simplement dans une orientation cohérente. La politique, y compris celle qui se voudrait inspirée par les principes de l'émancipation, peine à réinventer une incorporation originale des fonctions intellectuelles ; et les institutions traditionnelles de la culture et du savoir – notamment l'Université – ne peuvent plus fournir aucun modèle valable pour un usage rationnel des intelligences. Des solutions à cet ensemble d'interrogations restent à inventer : elles seront l'objet d'un processus à venir, dont la réussite, et l'essor, ne connaissent plus de garantie. Néanmoins, ou justement à cause de tout cela, la recherche de sites où des incorporations locales à des vérités pourraient avoir lieu reste une tâche urgente : la conscience de cette tâche est peut-être ce qui, dans les débats et les propositions que nous avons essayé de reconstruire, mériterait d'être médité et transmis ; et, avec cela, la conviction – qui est aussi un legs crucial de la séquence rouge italienne – qu'un lien profond existe entre l'action directe, locale et expérimentale, et l'inscription paradigmatique dans la durée ; entre

« l'affirmation simultanée, contradictoire mais sans médiations faciles, de la valeur infinie du présent (...) et de notre dépendance infinie vis-à-vis de l'avenir »¹⁵⁶ .

¹⁵⁶ F. Fortini, « Le vie degli ex-comunisti » (1951), dans Id., *Dieci Inverni*, *op. cit.* p. 204.

Le battaglie e le idee.

Politicità del lavoro intellettuale in Fortini e Foucault.

DIEGO MELEGARI

*Questi tre termini furono il marxismo: libertà, produzione, politica.
Oggi “le loro membra giacciono divise e l’arena ne beve il sangue”
Secondo un’immagine di Hölderlin, citata, se ben ricordo, da Marx.
Bisogna ricominciare a pensare. A tutto*

(Franco Fortini, *Note per una falsa guerra civile*, 1977)

Nella «catena dei perché»¹ che il poeta, saggista e critico letterario Franco Fortini (uno dei rappresentanti di quella che lo storico Attilio Mangano ha definito «l'altra linea» del marxismo italiano, in rottura rispetto al partito di massa togliattiano e allo storicismo comunista) chiedeva di riaprire, dopo i “dieci inverni” che separavano la destalinizzazione dalla Resistenza antifascista², un anello decisivo era costituito dalla riproblematizzazione del rapporto tra lavoro intellettuale e azione politica rivoluzionaria³. La risposta fornita da Fortini ad un questionario proposto dal Centro di documentazione e di studi sull’informazione (struttura originata da

¹ Cfr. F. Fortini, «Invito alla critica», in *Mondo Operaio*, 18 giugno 1955.

² Cfr. F. Fortini, *Dieci inverni*, Milano, Feltrinelli, 1957 (seconda edizione Bari, De Donato, 1973).

³ Cfr. D. Balicco, *Non parlo a tutti. Franco Fortini intellettuale politico*, Roma, Manifestolibri, 2006; F. Rappazzo, *Eredità e conflitto. Fortini, Gadda, Pagliarani, Vittorini, Zanzotto*, Macerata, Quodlibet, 2007.

un comitato di lotta formatosi all'interno della televisione pubblica italiana) può costituire un buon punto di partenza per confrontarsi con questo tema. In quell'occasione, infatti, Fortini sintetizza la propria posizione nell'invito a correggere l'affermazione di Adorno per cui «non si ha vita vera nella falsa» con Lenin: «Non si dà vita vera se *non* nella falsa, risultati artistici, tecnici scientifici *autentici* si danno anche nei termini della mistificazione che accompagna l'insieme della pratica artistica, tecnica, scientifica neocapitalistica»⁴. In questa prospettiva lo stesso andamento degli scritti dedicati da Fortini al rapporto tra intellettualità e politica appare come continuo lavoro su un campo al quale si ammette di appartenere e di cui si sa di condividere le illusioni e i cedimenti, al fine di creare «lo spazio necessario alla dialettica delle sue contraddizioni». L'orizzonte ultimo di questo spazio è, per Fortini, un'idea di rivoluzione intesa come «generalizzata pedagogia di tutti su tutti»⁵ (espressione ricorrente in Fortini soprattutto nel confronto con la Rivoluzione culturale cinese, ma che giunge fino alle ultime interviste degli anni '90) e la produzione culturale, se orientata, può alludere ad esso, nella misura in cui non solo si fa segno di una mancanza, di uno scacco, di un vuoto⁶, ma produce anche occasioni di *separazione interna* per una società in cui i «versanti, quello amico e quello nemico convivono; e confliggono senza distinguersi del tutto né identificarsi del tutto (...) ogni cittadinanza è una doppia cittadinanza e ogni lealtà vive solo a prezzo di un tradimento possibile»⁷. In questa sede vedremo come questa tensione attraversi tutta la riflessione fortiniana sulla politicità della «funzione intellettuale» e

⁴ F. Fortini in *Contro l'industria culturale*, Bologna, Guaraldi, 1971, p. 113. Fortini aveva inserito un brano di Adorno, tratto da *Kultur-Industrie* (testo di due conferenze nel dicembre '62 per l'Università Radiofonica e Televisiva Internazionale), nella raccolta *Profezie e realtà del nostro secolo*, Bari, Laterza, 1965.

⁵ F. Fortini, «Il mestiere di poeta» (1965), in Id., *Un dialogo ininterrotto. Interviste 1952-1994*, Torino, Bollati-Boringhieri, 2003, p. 80.

⁶ Per un'analisi dei riferimenti al tema del «vuoto», dell'«assenza», dell'«inadempienza» nelle poesie e nei saggi di Fortini, cfr. L. Lenzini, «Interpretare i vuoti», in Aa.V.v., *Dieci inverni senza Fortini*, Macerata, Quodlibet, 2006, p. 365-379.

⁷ F. Fortini, «Più velenoso di quanto pensiate», in Id., *Questioni di frontiera*, Torino, Einaudi, 1977, p. 25.

sulle possibilità di organizzarla al di là sia dello specialismo che della sua negazione immediatistica. Infine, cercheremo di sperimentare in che misura un *détour* attraverso una figura apparentemente così distante come quella dell'intellettuale specifico foucaultiano possa permetterci di formulare una nuova attualità per le “insistenze” di Fortini⁸.

Gli intellettuali politici, tra “organizzazione” e “rumore”

Prima di affrontare questi snodi può non essere inutile proporre una breve e non esaustiva rassegna di alcuni passaggi chiave della riflessione di Fortini sul rapporto tra intellettualità e politica, tenendo conto soprattutto del suo radicamento nello svaporarsi dell'immagine gramsciana dell'“intellettuale organico” nella traduzione che ne faceva il Partito comunista del secondo dopoguerra, quando il ruolo del partito appariva quello di una totalizzazione alla quale sarebbero dovuti convergere i singoli percorsi di ricerca degli intellettuali, non negati e, anzi, esaltati *in quanto tali*. La priorità del momento politico così inteso si traduceva, insomma, per usare un'espressione dello stesso Fortini, nella prevalenza dei “politico-intellettuali” sugli “intellettuali-politici”. È in questo quadro che si inserisce, ad esempio, la lettura fornita da Fortini della famosa polemica tra Vittorini e Togliatti e del significato assunto dalla vicenda della rivista “Il Politecnico”. In quel contesto l'autore insiste sul fatto che non si trattava di «rivendicare un'autonomia teorica ma proprio l'autonomia pratica», cioè non un mutamento di “politica culturale”, ma una nuova teoria politica, una nuova filosofia⁹. La proposta di Fortini era, allora, quella di una “organizzazione degli intellettuali” che, pur muovendo dalla formulazione gramsciana dell'intellettuale collettivo, ne tracciasse una linea di conseguenze diversa da quella incarnata nel Partito comunista. Si trattava, scriveva Fortini, di domandarsi se «di fronte ai problemi di produzione e trasmissione delle attività culturali» gli

⁸ F. Fortini, *Insistenze*, Milano, Garzanti, 1985.

⁹ F. Fortini, «Che cos'è stato il “Politecnico”» (1953), in Id., *Dieci inverni, op. cit.*, p. 51.

intellettuale debbano continuare ad illudersi di non essere coinvolti e degradati o se, invece, «accanto alle organizzazioni politiche comuni a tutti i cittadini, non debbano promuoversi strumenti di azione professionali, morali, tecnici, di incontro», analoghi a ciò che un tempo erano le *universitates*¹⁰. Questa prospettiva, che prevedeva una sorta di sospensione dell'appartenenza in nome di un «esile filo di autenticità», «rifiutandosi all'anticomunismo e anzi rimanendo nel partito se vi sono o, se sono fuori, rimanendone fuori» (bisogna dire che, intorno al '67, una formula analoga sarà fatta propria da Louis Althusser¹¹), riproponeva il problema della “prefigurazione” come compito di tutti i socialisti:

Nella persuasione che forma e contenuto sono una cosa, gli studiosi marxisti debbono prefigurare nei propri quelli che saranno gli strumenti di lavoro della società socialista: riviste, case editrici, centri studi, biblioteche, ma anche piani delle ricerche individuali e di gruppo, del controllo critico dei risultati, delle urgenze e delle precedenze (ossia della “richiesta”), con relativi problemi del loro linguaggio, della loro traducibilità eccetera. Tale strutturazione (...) deve essere opera dagli intellettuali-politici stessi ed anzi loro *specifica manifestazione politica in quanto produttori di cultura specialistica* [corsivo nostro]¹²

Altro momento fondamentale del percorso di Fortini su questo tema può essere individuato in un testo che egli fece circolare tra varie realtà (in primo luogo il nucleo fondatore della rivista *Quaderni piacentini*, da qui il titolo *Lettera agli amici di Piacenza* con cui venne pubblicato), da lui riconosciute come laboratori di un diverso rapporto tra intellettuali e politica¹³. In quell'occasione la diagnosi di Fortini si scaglia in primo luogo contro il neopositivismo e il

¹⁰ F. Fortini, «Organizzazione degli intellettuali» (1950), in Id., *Un giorno o l'altro*, Macerata, Quodlibet, 2006, p. 76.

¹¹ F. Fortini, «Comunismo e Occidente» (1953), in Id., *Dieci inverni, op. cit.*, p. 218-219. Sulla posizione di Althusser, cfr. F. Matheron, «Présentation», in L. Althusser, *Écrits philosophiques et politiques*, vol. II, Paris, Stock-Imec, 1995, p. 24.

¹² F. Fortini, «Politicità e autonomia della cultura» (1956), in Id., *Dieci inverni, op. cit.*, p. 223.

¹³ Sui *Quaderni piacentini* come «moltiplicatore» di quanto stava crescendo nella società italiana prima del '68, cfr. F. Fortini, «I primi anni di “Quaderni piacentini”» (1970), in Id., *Da un giorno all'altro, op. cit.*, p. 410.

sociologismo di una cultura progressista che aveva già permesso la ricongiunzione di parte del “marxismo critico” alle posizioni del centro-sinistra o del Pci. In realtà, scrive Fortini, «l’ideologia della specializzazione-competenza» serve a mascherare l’«impossibilità di vere decisioni», mentre il privilegio economico e l’illusione di autonomia apparivano la contropartita della «partecipazione all’imbestiamento collettivo». In quel contesto per Fortini compito dell’intellettuale è quello di «riprendere coscienza (...) della portata sociale e politica del proprio lavoro e della propria esistenza e delle direzioni ed alleanze che essa comporta»¹⁴. Come ha notato Sergio Bologna, la *Lettera* si configura, così, come un programma di lavoro analogo al tentativo dei *Quaderni Rossi* di Raniero Panzieri di produrre, attraverso l’analisi sociologica e l’inchiesta, nuova soggettività¹⁵. Va detto che, in Fortini, questa produzione di soggettività attraverso l’analisi particolareggiata delle mansioni intellettuali e delle loro connessioni con la riproduzione sistemica resta in ogni caso sospesa ad una scelta radicale, binaria, di tipo etico-politico, ma distinta dalla tradizionale alternativa tra riforme e rivoluzione: o «una prospettiva di omogeneizzazione progressiva del corpo sociale (...) nel senso della società di benessere, eterodiretta e pseudo democratica, scientifica e buro-tecnocratica» o «una prospettiva di massimo intervento attivo sui destini e sulle scelte». Fortini distingue due articolazioni di questa scelta di fondo. In primo luogo, quella a livello delle «mansioni» fra «inserzione specialistica nell’ordinamento produttivo e partecipazione soltanto per forza di necessità», il che equivale ad aprire, non appena possibile, rivendicazioni di potere e di proprietà, di superamento delle specializzazioni, di relazioni interdisciplinari e di controllo sui linguaggi. In secondo luogo, si tratta di una scelta a livello dei «comportamenti», «fra eudemonia, saggezza, astinenza epicurea o stoica, comunque di tipo aristocratico elettivo, carismatico – e impegno per trasformare in pedagogia la “proposta di vita” che si sia eletta»¹⁶. Infine, come mostra uno scritto dello stesso periodo,

¹⁴ F. Fortini, «Lettera agli amici di Piacenza» (1961), in *L’ospite ingrato. Testi e note per versi ironici*, Bari, De Donato, 1966, p. 90.

¹⁵ Cfr. S. Bologna, «Industria e cultura», in AA. VV., *Uomini usciti di pianto in ragione. Saggi su Franco Fortini*, Roma, Manifestolibri, 1996, p. 20.

¹⁶ *Ibid.*

l'intero rapporto tra classe lavoratrice e intellettuali era stato, per Fortini, confermato e, contemporaneamente, trasformato dall'integrarsi della classe, sociologicamente intesa, nella «scienza-cultura» capitalistica, mentre in quanto «classe politica» essa resta l'elemento di Negazione reale. Ciò significa che, di fronte al carattere tautologico di un'industria che «produce e vende se stessa», non l'intellettuale come rappresentante dell'universale né come cassa di risonanza di culture subalterne, ma «solo l'intellettuale realmente padrone del sapere-scienza può affrontare la negazione»¹⁷.

Successivamente, analizzando il linguaggio delle riviste della Nuova sinistra, Fortini insisteva, allora, sulla problematicità di una situazione in cui gli strumenti della critica ideologica-politica non erano diversi da quelli dell'industria culturale¹⁸ e alla quale si era tentato di reagire attraverso la moltiplicazione di pubblicazioni e di prese di parola senza organizzazione del materiale comunicativo, dunque con un controllo esclusivamente “politico” in un senso «vecchio e negativo», ovvero con quel «linguaggio del compromesso, della allusione e dell'intimidazione che è proprio dei “documenti” e delle “mozioni”, polpette gergali, immangiabili e inevitabili»¹⁹. Il problema diventava, allora, quello della capacità di produrre “opere”, ovvero punti di tenuta e di traducibilità, di “organizzazione” e di “destinazione”, nel processo stesso di trasformazione del proprio lavoro. Gli intellettuali erano chiamati, insomma, ad «entrare nel merito» e (contro tutte le apologie del “gesto”, della “trasgressione”, della “rivolta” indipendente da condizioni ed effetti, che oggi vivono una nuova esistenza culturale, spesso del tutto separata dai fenomeni reali che esaltano) ad affrontare il rischio rappresentato dal fatto che opere, discorsi e valori sono segnati dalla contraddizione di classe e dalle ideologie che vogliono combattere. Essi, infatti, non possono, che essere «profezia e caricatura dell'ideologia avvenire che sorgerà dalla distruzione della presente e dominante», ma possono già coagulare in

¹⁷ F. Fortini, «Industria della coscienza e preindustria. Cinque tesi» (1961), in *L'ospite ingrato*, op. cit., p. 78.

¹⁸ F. Fortini, «Riviste della Nuova sinistra» (1968), in Id., *Un giorno o l'altro*, op. cit., p. 382.

¹⁹ F. Fortini, «Intellettuali e Nuova sinistra» (1972), in Id., *Questioni di frontiera*, op. cit., p. 133.

sé scelte di condotta e sperimentazioni sui saperi tali da retroagire produttivamente sulla loro presa di partito.

Le minoranze intellettuali che si richiamano, in un modo o in un altro modo, a una prospettiva di trasformazione radicale (e internazionale) della società non possono più illudersi (e lo sanno) di avere compiuto il proprio dovere con l'agitazione-propaganda verso se stesse o verso gli altri. Debbono entrare nel merito. Debbono cioè assumere il rischio che ha sempre accompagnato le minoranze che agiscono sul piano delle sovrastrutture: la produzione e la formulazione di "opere" di oggetti ideologici e la proposta – implicita ed esplicita – di "valori-modelli" (...). Il giornalista, lo scrittore, il collaboratore di una casa editrice o della televisione, l'insegnante, il ricercatore, quando abbiano resa esplicita la propria condizione di prestatori d'opera al servizio della mistificazione e dell'oppressione capitalista, debbono sapere che la lotta per i contenuti del proprio lavoro, vale a dire per la qualità profonda di esso (una lotta che di fatto è inseparabile da quella per la organizzazione del sapere e per la sua destinazione), non solo non è inutile ma è la condizione per conferire un serio significato politico alle buone intenzioni degli intellettuali e per connetterlo quindi al generale movimento di massa.²⁰

A fronte di questo compito, spiega Fortini, la stessa sociologia della cultura è rimasta, quando non strumento di dominio, mera sociologia dei consumatori di oggetti culturali e non di produttori. Secondo Fortini la stessa ribellione, nelle pieghe del movimento del '68, di lavoratori intellettuali subalterni ha solo di sfuggita messo in discussione contenuti e strumenti del lavoro intellettuale. Si è, certo, resa evidente la divisione che attraversa il lavoro intellettuale, pubblico e privato, in merito alle reali capacità di controllo e di decisione, così come si è iniziato a porre il problema delle funzioni mistificanti della divisione tra specialità umanistiche e sapere tecnico-scientifico. Questo percorso avrebbe dovuto, però, secondo Fortini, condurre l'intellettuale critico alla «certezza che non gli è più permesso ritagliarsi un'altra immaginaria separatezza grazie al gergo intellettuale e politico delle riviste e dei libri di sinistra». Al contrario, «idee, metodi, proposte, forme, linguaggi debbono aprirsi la strada ai più anche attraverso gli strumenti della comunicazione

²⁰ *Ibid.*, p. 137.

capitalistico-borghese»²¹. L'ipotesi di Fortini è, allora, quella «di un uso integrale degli strumenti di informazione e di comunicazione della società presente, dalla televisione al ciclostile, dalla cattedra universitaria alla poesia».

Questa strada – continua Fortini – è molto più ardua che non travestirsi da attivista politico e distribuire manifestini alla porta di una fabbrica; è più difficile che scrivere un libro o produrre un film d'avanguardia; è meno consolante che costituire un gruppo di rifiuto della società dei consumi o impiegare, per sostenere una posizione culturalmente più “avanzata”, il medesimo gergo elitario della corrente pubblicistica sociologico-politica, sempre più portavoce dell'ordine costituito.²²

Nella «serie ininterrotta di contraddizioni» aperte da questa scelta solo la fedeltà nell'assunzione del *rischio massimo* può decidere il segno assunto dall'investimento soggettivo del proprio specialismo. È quanto reso esplicito in un testo del '75, quando Fortini indica nei cinque anni precedenti il '68 e nei due seguenti la ricerca di «un rapporto fra azione intellettuale e azione politica che rovesciava quello della tradizione comunista italiana», criticandone al contempo «la variante allora eretica, ossia di un'autorganizzazione della cultura di “sinistra”»²³. Chiusa quella fase la proposta di Fortini diventa, allora, quella di un lavoro sul linguaggio della comunicazione: un tentativo di sottrarre il sapere e il pensare all'«oceano liberistico delle istituzioni “culturali” del mercato neocapitalistico» e di accompagnarlo ad un nuovo uso della parola, lottando «contro la dissipazione, la verbalizzazione, la ridondanza, il rumore di fondo prodotto dalla molteplicità»²⁴. Si tratta, insomma, di rinunciare a qualsiasi garanzia nel rapporto tra il linguaggio critico e i suoi possibili destinatari e, a maggior ragione, alla garanzia fornita dalla prossimità negli assunti ideologici e negli stilemi “di sinistra”, contando «più sull'apparente spontaneità della distribuzione e del mercato che sulle possibilità di alterarlo con le proprie forze e con

²¹ *Ibid.*, p. 135.

²² *Ibid.*, p. 138.

²³ F. Fortini, «Dove scrivere», in F. Fortini, *Questioni di frontiera, op. cit.*, p. 116 (si tratta della ripresa di «Per il comunismo dei prodotti intellettuali», in *Aut-Aut*, n. 145-146, 1975, p. 88-90, e n. 147, 1975, p. 66-72).

²⁴ *Ibid.*, p. 119.

quelle dei partiti», e di approntare, quindi, un discorso sul “buon uso del nemico”²⁵. «Quello che propongo – scrive Fortini distinguendosi dalle posizioni di Hans-Magnus Enzensberger sull’uso alternativo degli strumenti di massa – è l’uso di qualsiasi strumento disponibile accompagnato dalla massima possibile esplicita dichiarazione politica di “campo”». Proprio perché «le medesime aziende culturali sono organizzazioni del consenso come del dissenso» e «tutta l’attività intellettuale di cui siamo capaci, tutte le forme che essa può assumere debbono sapere di non potere detenere, oggi, nessuna *distanza* autentica dal complesso intreccio della “macchina culturale”»²⁶, occorre elaborare le forme di un uso obliquo degli strumenti che questa mette in campo.

Vuol dire strapparsi a qualsiasi illusione di risultato diretto; scegliere per il proprio lavoro la forma della metafora, suggerire – nel pensiero e nella immagine – la distanza che l’uso industriale e politico della cultura non concedono. È qualcosa che da cento anni è praticato dalla cultura che viene chiamata di destra e solo di rado, in modo esopico, da quella di “sinistra”. Bisogna rischiare continuamente l’ipocrisia introducendo la propria parola in qualsiasi contesto, evitando solo di scandalizzare chi non avesse ancora capito e cercando di trarre dal rigore e dalla qualità del proprio lavoro l’energia per resistere, in qualsiasi luogo, alle concessioni e corruzioni che ne altererebbero i significati.²⁷

Tuttavia, non si tratta di teorizzare una qualche forma di aristocraticismo tragico, che si limiterebbe a testimoniare l’irriducibilità del pensiero e della scelta individuali, quanto di individuare cosa incrina irrimediabilmente le ipotesi di “organizzazione degli intellettuali” e, nello stesso tempo, quale esigenza permanga dopo la loro crisi.

Come se il Partito esistesse

²⁵ *Ibid.*, p. 117-118.

²⁶ *Ibid.*, p. 121.

²⁷ *Ibid.*, p. 121-122.

Occorre innanzitutto ricordare come le analisi di Fortini si inseriscano in una crepa apertasi nel discorso gramsciano sull'intellettuale organico. In questa prospettiva l'organicità dell'intellettuale era riferita ad un blocco storico-sociale e, all'interno delle forze rivoluzionarie era non solo dichiarata, ma anche riconfigurata nel processo educativo che avrebbe dovuto innervare la vita del "Principe moderno", cioè del partito in quanto "intellettuale collettivo", da un lato fornendo un'arma al blocco sociale di riferimento, dall'altro innescando una tensione produttiva tra "senso comune" delle masse e filosofia critica come *praxis*. Ora, al Fortini degli anni Settanta, l'intellettualità di sinistra appariva plasmata da un'organizzazione senza rapporto organico, in cui gli «intellettuali sono bensì organici ma purtroppo meno a una classe che a un partito o a un insieme di partiti, enti serissimi e di grande momento e tali che un loro semplice moto di ciglia basta a screditare, se non ammutolire, gli oppositori inframurali»²⁸. Inoltre, come esplicitò in un'intervista del '90 in cui era chiamato a rendere conto del suo passato apprezzamento per la Cina rivoluzionaria («unico paese al mondo in cui non ci si vergogna di chiamarsi uomini»), maoismo e Rivoluzione culturale erano intervenuti a rafforzare la diagnosi del blocco subito dalla prospettiva di organicità tra intellettuali, partito e classe.

Con la rivoluzione culturale ho imparato, e per sempre, alcune cose del rapporto tra intellettuali e partito: ho capito cioè la fine dell'intellettuale funzionario e dell'intellettuale organico. Al suo posto mi interessa la figura di chi, senza avere alcun mandato, alla fine di una riunione alza il dito e pone alcune domande.²⁹

Tuttavia, questa non è che un'espressione di una continua meditazione non solo sulla possibile ridefinizione di politicità della pratica intellettuale, ma anche sulla possibilità di scorgere in essa un

²⁸ F. Fortini, «Dove scrivere», *op. cit.*, p. 122.

²⁹ F. Fortini, «Scelte di campo» (1980), in Id., *Un dialogo ininterrotto*, *op. cit.*, p. 275. Cfr. F. Fortini, *Asia maggiore. Viaggio nella Cina*, Torino, Einaudi, 1956; Id., «Ancora in Cina» (1973) e «Lettera da Shangai» (1977), in Id., *Questioni di frontiera*, *op. cit.*, p. 190-236. Per un confronto tra l'"intellettuale organico" gramsciano e l'"intellettuale completo" di Mao, cfr. M. A. Macciocchi, *Per Gramsci*, il Mulino, Bologna 1974, p. 259-366.

“laboratorio” organizzativo, di portata più generale, sui margini della funzione partito e sulla sua reinvenzione. Già nei primi anni Sessanta, nel famoso saggio *Mandato sociale e fine dell’antifascismo*, Fortini evidenzia il mancato incontro tra intellettuali e partito, celato «per trent’anni (...) dai termini impostici dalla lotta antifascista», tanto in Russia quanto in Europa. Da un lato, scrittori e artisti chiedevano al partito, prima che una mediazione ai destinatari, un «“mandato sociale” istituzionale, una “situazione”, uno statuto», che l’organismo politico non poteva dare, perché avrebbe significato la rinuncia alle sue competenze e «la confessione di volere anticipare nel Partito quel che è il fine del Partito stesso». D’altra parte l’organismo politico chiedeva a scrittori e artisti di adempiere ad una funzione di rilevamento e di scoperta, più che di propaganda, a vantaggio di un “sapere” che restava patrimonio dell’organizzazione politica. A questo mandato l’espressione artistica e letteraria aveva risposto attraverso innovazione formale e ambiguità nei contenuti, con il risultato di un conflitto permanente, che manifestava e, allo stesso tempo, irrigidiva una più profonda dialettica tra “unicità” del nesso sapere-potere e “particolarità” del ruolo intellettuale, oltre che tra diverse prefigurazioni della società futura.

Il conflitto reale che quello visibile non di rado maschera può riassumersi così: il Partito è l’ente che con la propria presenza allude al superamento delle “specialità”, il Principe e il Filosofo collettivi *in potenza*, l’organo del Sapere; ora nella misura in cui conservano – col potere sul verbo – il potere spirituale di “sciogliere e di legare”, gli intellettuali e, per essi, gli scrittori e gli artisti come quelli che sono irriducibili ad una “specialità”, negano di fatto e al presente quella unicità di potere cui il Partito si richiama e mimano una casta sacerdotale (tanto nella viltà quanto nel martirio, secondo i casi). Il Partito pretende di esercitare *subito* quella funzione che assolverà solo quando si dissolverà in quanto Partito nella società senza classi e nella circolazione omeostatica delle sue parti; lo scrittore si introduce intanto in quella *vacatio* e si fa profeta disarmato, tribuno di “valori” non sincronici al presente politico. Il Partito non può ammettere dualità di poteri perché sarebbe o una retrocessione all’agnosticismo liberale o il positivo inizio del proprio deperimento: chiede dunque ossequio e lo ottiene. Ma

la coscienza gli sfugge. La sua grandezza è nel rifiuto della distinzione fra storia sacra e storia profana: “*homo homini deus*”. Quella del poeta nella sua riaffermazione, almeno “affinché passi questo tempo”: “*homo homini deus*”.³⁰

Ora, quello che emerge in filigrana è un conflitto tra due forme di superamento dei saperi specialistici, valorizzati settorialmente in proporzione alla loro inclusività in un “Sapere” unitario delle condizioni storiche e del quadro tattico (sapere coincidente, quindi, con la decisione stessa del Partito), oppure assunti a testimonianza di valore e di incompletezza. La conclusione alla quale perviene Fortini in questa fase, una volta descritta la crisi della saturazione partitica del rapporto tra politica e intellettualità (e della sua forma storica nella “lotta antifascista”), è quella di indicare la possibilità di «scrivere *come se* esistesse davanti a noi quella arma della classe che il secolo ha chiamato Partito». Fortini, quindi, non dissolve la funzione-partito nella politicità della critica, ma indica in essa il luogo di una *vacatio* e di una disponibilità a leggere il presente. E aggiunge:

Scrivere in sua presenza, vogliamo dire, non per suo mandato, assolti dalla illusione di vedervi accolta la funzione poetica. Diciamo *come se esistesse*, sottintendendo che oggi per l'intellettuale o “l'uomo di cultura” (che poi nel Partito non avrebbero più posto come tali), il tema non è davvero quello di rifare o riformare il partito né tanto meno di prefigurarvi la società comunista ma di *ricoscerlo* ove si venga facendo, *se* torni a farsi in questa o in qualunque altra parte del mondo, senza commettere errori nell'interpretare l'ordine delle stelle e l'ora della partenza.³¹

Ora, a dieci anni di distanza da questi scritti il tono sembra mutato o, meglio, appare segnato dalla consapevolezza di un nuovo livello di riproduzione del conflitto tra politica e intellettualità. Dopo il '68, infatti, non si è potuto fare a meno di riproporre il “partito” come collettore delle «più varie attività intellettuali», imitando «talvolta con commovente e rumorosa ingenuità» una o l'altra delle

³⁰ F. Fortini, «Mandato degli scrittori e fine dell'antifascismo» (1964-1965), in Id., *Verifica dei poteri*, Torino, Einaudi, 1989, p. 107-108. Per una critica del privilegio epistemologico attribuito al partito nella tradizione leninista, cfr. E. Laclau, C. Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*, London, Verso, 1985, p. 56 e sg.

³¹ F. Fortini, «Mandato degli scrittori e fine dell'antifascismo», *op. cit.*, p. 146.

fasi già sperimentate nel rapporto tra intellettuali e organizzazioni comuniste³². L'errore, ammette con radicalità Fortini, è «quello di avere voluto mantenere un rapporto di principio (e quindi, almeno indirettamente, organizzativo), con le formazioni politiche o meglio con un'area ideologica qualificata sentimentalmente come di "sinistra" o di "nuova sinistra"». Questa formulazione, però, non intende negare né la necessità dell'organizzazione politica, né, a maggior ragione, quella di una "politicità" della pratica intellettuale, constatando, invece, come il rapporto tra queste due polarità non possa essere risolvibile su un terreno esso stesso organizzativo. La saturazione organizzativa del rapporto tra "organizzazione politica" e "politicità intellettuale" ha impedito, tra l'altro, di giungere ad un'accettabile ridefinizione dei ruoli e delle funzioni intellettuali, anche se «dirigenti e buona parte della "base" della Nuova Sinistra erano appunto "intellettuali" in fuga dalla propria condizione e proprio in quanto tali vanno tuttora in cerca di qualcosa che li assicuri di non esserlo o di non esserlo più»³³. Per converso, trovare uno spazio di pensabilità per questa contraddizione significa riconsiderare radicalmente l'intera questione del rapporto tra l'attività politico-culturale e i corpi della sua sperimentazione. Spiega Fortini:

Dieci anni fa avrei ancora risposto di non credere alla possibilità, in Italia, di un lavoro ideologico e politico-culturale organizzato e verificato collettivamente, se non nei limiti e nei termini del partito politico (...). Credo invece oggi, che esista uno spazio grande e disponibile per individui e gruppi non di partito che vogliano insieme verificare i punti centrali della cultura che ci circonda (...). Credo alla verifica morale e intellettuale entro piccoli gruppi legati da una condizione di sfruttamento, di oppressione e di lotta per uscirne, ma anche dalla solidarietà e dallo sforzo per l'aiuto reciproco. Questo, naturalmente, non può minimamente *sostituire* il partito politico o, comunque, l'organizzazione politica; ma questa non può sostituirsi né surrogare lo spazio intellettuale e morale dei rapporti prepolitici e metapolitici. Se gli ultimi trent'anni mi hanno persuaso di qualcosa, esso è il rifiuto di ogni monismo,

³² F. Fortini, «Dove scrivere», *op. cit.*, p. 117.

³³ F. Fortini, «Le ultime parole» (1972), in Id., *Questioni di frontiera*, *op. cit.*, p. 28.

di ogni sintesi precipitosa; e naturalmente di ogni giustificazionismo in nome della storia.³⁴

Da un lato, quindi, lo scarto tra l'articolazione dello spazio intellettuale e morale rispetto a quello dell'organizzazione politica sembra travalicare il conflitto tra intellettuali e partito e iscrivere un germe di ineliminabile e produttiva eterogeneità nel presente, si vorrebbe dire, per usare l'espressione di Fortini, in un presente *ancora politico*, ma non più saturato dal partito in quanto unico "organo di sapere". Dall'altro è anche possibile notare come questa acquisizione resti strettamente legata alla dialettica tra organizzazione politica, masse, e funzione intellettuale e, in particolare, alla possibilità di definire il carattere rivoluzionario dell'organizzazione in base al rapporto con ciò che essa strutturalmente *non è*, né vuole o può essere, movimenti di massa o dimensioni dell'esistenza singolare³⁵. Ciò significa, però, che bisogna anche tenere conto del carattere dislocato della qualificazione dei gruppi come "pre-" e "meta-" politici. Da un lato, infatti, si tratta di corpi che si muovono nella scia della crisi dell'universale costituito dal partito, d'avanguardia o di massa, e non possono essere considerati anticipazioni di altre forme organizzative che a partire da questa crisi. Dall'altro, la dimensione metapolitica sperimentata dall'attività intellettuale organizzata attraverso i gruppi potrà svilupparsi solo attraverso il riferimento ad una *fiction* di "partito", al "come se" della sua esistenza.

Tra i vari aspetti del movimento qui tracciato (organizzazione politica, politicità dell'azione intellettuale, necessità di pensare il rapporto tra questi due poli in termini non saturati dall'organizzazione) a rimanere aperta è, quindi, proprio la domanda relativa alla possibilità di organizzare la lotta sul piano del lavoro intellettuale in quanto tale. Che, agli occhi di Fortini, questo problema sia stato, se non il motivo ispiratore, certamente il primo terreno di esemplificazione e di sperimentazione di un'articolazione più generale tra particolarità e universalità, lo testimonia già la

³⁴ F. Fortini, «Dell'oscurità» (1973), in Id., *Un dialogo ininterrotto, op. cit.*, p. 145.

³⁵ È su questo punto, spiega tra l'altro Fortini, che si gioca «la differenza fondamentale tra la concezione "leninista" e quella "maoista" del Partito»; F. Fortini, «Barbarie, dispotismo» (1973), in Id., *Un dialogo ininterrotto, op. cit.*, p. 456.

Lettera agli amici di Piacenza. In quel testo Fortini parla di “gruppi”, tracciando la prospettiva «di nuove comunità che siano ad un tempo il campo di una vita eticamente ricca e i centri di una azione pratica, quindi di verifica della prima»³⁶. Né «gruppi di pressione (e quindi collaboratori sostanziali dell’ordine esistente)», né «gruppi propriamente politici (nel senso “funzionale” cioè liberale del termine, cui hanno in pratica aderito, almeno in Italia, anche i partiti marxisti)», questi gruppi potrebbero sorgere, dice l’autore, su una qualsiasi base (professionale, sindacale, amicale, generazionale), caratterizzandosi *esclusivamente per l’«assunzione a coscienza responsabile e conseguente di una comune “vision du monde”*». Già a questo livello di discorso incontriamo, per così dire, il rovescio e la verità del pericolo di separatezza e particolarismo paventato dal punto di vista dell’“unicità” del Partito³⁷. In particolare, per quanto riguarda le possibili forme organizzative di una presa di posizione degli intellettuali rispetto alle condizioni della loro pratica, si tratta di ripensare, magari facendola agire su un «settore limitato», «quella coscienza di intervento nella organizzazione culturale che fra il 1945 e il 1950 maturò (e cominciò ad esprimersi nel quinquennio seguente) come rivendicazione nei confronti delle mediazioni partitico-politiche», coscienza poi dispersa nella «mediazione aziendale-industriale» o in quella «liberal-parlamentare-democratica». Attraverso l’intervento specifico sulle condizioni del lavoro intellettuale (come la critica alla antidemocraticità dei piani culturali o la critica all’editoria) il problema dell’organizzazione degli intellettuali assume, dunque, i toni di una scommessa più ampia, relativa alla natura dei “gruppi” e al loro rapporto alla lotta politica. Secondo Fortini, infatti, si tratta di costruire «non rifugi extramondani ma nuclei di classe dirigente; incontro di momento autoritativo (competenza, specializzazione, autorità di pensiero-scienza) e di momento democratico-libertario (esistenziale o unificatore)»³⁸. Si tratta, insomma, di scommettere su un processo di universalizzazione che venga ridefinito proprio dalla sua prossimità a dialettiche di potere consumate in luoghi specifici della produzione

³⁶ F. Fortini, «Lettera agli amici di Piacenza», *op. cit.*, p. 92.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid.*

culturale e che colpisca in primo luogo la falsa coscienza necessaria degli intellettuali impegnati nei confronti delle proprie condizioni di intervento. Su questa dialettica complessa, che, come si è detto, corrisponde da altro lato alla crisi dell'organizzazione partitica come luogo in cui l'anticipazione utopica passa attraverso decisioni e saperi in atto, vale la pena di riportare per intero il passaggio fortiniano.

Il problema o interrogativo è oggi il seguente: a quello che continuiamo a chiamare proletariato (comprensivo del Terziario) come oggetto dello sfruttamento e della alienazione economico-ideologica, in tanto è stata attribuita una funzione rivoluzionaria in quanto, con la propria rivendicazione, ne poneva una assoluta per la società, anzi per la storia. Ora, il proletariato in tanto assume coscienza di sé in quanto pone, appunto, rivendicazioni non più sezionali e corporative e genera da sé, per quei fini, il Partito. Riteniamo noi, non in astratto ma qui e ora, che il Partito continui ad incarnare quella esigenza universale? O non è da supporre che la fase “corporativa” – nel caso nostro sezionale, sindacale – stia per tornare ad essere la possibile matrice dell'universale-Partito? Vale a dire, traducendo questo ordine di problemi in quello della “categoria” o “ceto” cui apparteniamo (di intellettuali socialmente disarmati cioè proletarizzati) una nostra possibile azione deve svilupparsi *solo* come azione, seppure indirettamente, politica e dunque avere per oggetto la società nel suo complesso o non *anche* deve porsi delle rivendicazioni immediate di potere nei confronti della società civile cioè degli “universi” aziendali? Riteniamo o no che il compito, ad esempio, dello studioso di scienze umane, dell'artista e dello scrittore, dello storico, del filosofo, dell'urbanista, del sociologo ecc. si esaurisca *adiacendo* la propria specialità agli organismi politici dello stato nazionale (o nuclei di opinione) o non debba anche costituire nuclei di potere (di opinione quindi, ma anche di autorità, rifiuti, condizioni, “contrattazioni”) nei confronti degli “imprenditori” (centri studi, editoria, stampa periodica, radio TV, cinema, istituzioni pianificatrici e simili)? E i nuclei cui sopra si è accennato sono o no strumenti efficaci a questo fine? Noi riteniamo che essi possano essere il superamento (almeno temporaneo) tanto del mero *engagement*

politico quanto della formula ambigua e collaborazionista del “gruppo di pressione”.³⁹

Ora, questo emergere del “sindacale” e del “corporativo”, lungi dall’essere una mera ripetizione sul piano del lavoro intellettuale, di una presunta fase “embrionale” nella politicizzazione del movimento operaio, ci sembra segnare, per Fortini, la premessa politica materialista di quelle forme “prepolitiche” o “metapolitiche” che egli teorizzerà successivamente. Non si tratta, insomma di un ripiegamento sulle particolarità e gli specialismi, quanto di sostenere l’ipotesi di una diversa *matrice dell’universalità*, distinta sia dall’unicità della funzione partito, sia dalla pretesa degli intellettuali di fare valere una “cultura” chiamata ad esprimersi e schierarsi su ogni aspetto del reale, fuorché sulle proprie condizioni di esercizio, collaborando così, di fatto, in quanto “opinione”, alla vuota varietà prevista dal potere di Stato. Nessuna attività “culturale”, precisa invece Fortini, può realizzarsi al di fuori di una prospettiva generale, *Weltanschauung* o *Lebenseinstellung*, e coerentemente egli non manca di precisare i termini generali, etici e veritativi, della sua proposta, in una tendenziale «unità dei destini privati e sociali, quindi reversibilità di storicità e esistenza». Su tutto questo resta fondamentale, filosoficamente ancora prima che politicamente, la discriminante del rifiuto dell’ipotesi riformista, la cui accettazione comporterebbe, scrive Fortini, soddisfazioni su tutti i fronti. Su tutto, precisa, «meno la verità». Da qui la «proposta assolutamente romantica» di Fortini, una «proposta di “dovere essere”»: «L’unione di una scelta ideologico-pratica che si voglia vera, cioè storicamente legittima, e di una scelta morale intransigente e durevole», in linea con tutta una storia «di individui e di minoranze che decidono di non servire all’inevitabile e al necessario», storia di coloro (giacobini, socialisti, leninisti e «anche alcuni superstiti cristiani») «che da soli hanno deciso di non essere soli»⁴⁰. Non è possibile, in questa sede, rendere conto della complessa riflessione di Fortini su quella che, in una nota inviata a *Quaderni Rossi* nel ‘62, egli definiva la «disgustosa ma necessaria fenomenologia del “gruppo”», con le sue necessità di «crescita, ricambio, continuità, in definitiva,

³⁹ *Ibid.*, p. 95-96.

⁴⁰ *Ibid.*

autodisciplina (...), censimento permanente delle capacità tecnico-professionali di ciascuno, delle sue attività (ricerche, studi, pubblicazioni)». Basti notare come, undici anni dopo, posto di fronte al disperdersi di quell'esperienza e al significato assunto nel Sessantotto dalla rete di collegamenti e di comunicazioni spontanee ad essa debitrice, Fortini si dica ancora «persuaso che straordinaria è la forza di un gruppo coeso che volontariamente si controlli e si eserciti a non lasciare che nessuno – nei limiti delle possibilità – si perda». Su questo piano si sono consumati gli «esiti tragicomici» delle comuni e i «gruppi di assoluto e magari disperato impegno politico», ma è mancata «l'organizzazione di comunità di ricerca applicata all'attività politica» e «la lenta, difficile abitudine ad un tipo di controllo sociale diverso e opposto a quello esercitato dalla società ambiente»⁴¹. Comprendiamo, così, in quale senso il carattere pre- o meta- politico del “gruppo” o del “nucleo”, pur tenendosi a distanza dalla funzione partito, possa essere ugualmente definito solo dal suo rapporto essenziale alla politica, ovvero alla *politica organizzata*. Il terreno aperto dalla sperimentazione di queste forme è, certo, quello “intellettuale” e “morale”, ma solo nella misura in cui tali ambiti sono fatti vettori di “solidarietà”, “pedagogia” e “abitudini”, indistinguibili dalle condizioni di tenuta della lotta e, allo stesso tempo, cariche di una spinta anticipatrice, vissuta come capacità di assumere su di sé lo scarto rispetto alla «società ambiente» (quindi né infinita dilazione utopica né obbedienza al solo presente del Partito).

A partire da *Dieci inverni* fino agli ultimi interventi, Fortini arriva a nominare diverse “figure” di una politicità dell'attività intellettuale, in eccesso rispetto sia al regime tollerato delle “opinioni”, sia al totale affidamento dei destini della coscienza critica al politico: da quella dell'«emigrante interno»⁴² fino a quella, sulla quale insisteremo, degli «intellettuali “disorganici”». Non a caso, in un intervento del '90, la questione dell'esistenza di un “intellettualità politica diffusa”, all'altezza della compiuta costituzione dell'intellettuale-massa come figura sociologica, ma anche

⁴¹ F. Fortini, «Poscritto» (1973) a «A quelli dei “Quaderni rossi”» (1962), in Id. *Un giorno o l'altro, op. cit.*, p. 320

⁴² F. Fortini, «Mandato degli scrittori e fine dell'antifascismo», *op. cit.*, p. 126.

dell'accresciuta forza del potere economico e politico sulle forme dell'informazione e del sapere, è messa in stretta connessione con il paradossale riproporsi del «vecchio problema gramsciano» dell'organizzazione della cultura «al di là di ogni ipotesi di partito»⁴³. È a questo livello che si rende visibile la verità sociologica delle ipotesi, maturate intorno al '68, sulla formazione di un "intellettuale-massa" e, insieme, il loro scacco politico, poiché lo stesso processo ha eroso proprio la possibilità di attribuire all'intellettuale la funzione di prefigurare «un'organizzazione diversa tra gli uomini»⁴⁴. Da un lato, quindi, non si può aggirare la verità dell'ipotesi gramsciana sugli intellettuali, nella misura in cui essa rivendica il carattere intellettuale della stessa militanza di partito⁴⁵. Dall'altro, se la forma-partito non appare il «contenitore adeguato a servire da strumento per la maturazione della coscienza», ciò avviene perché è mutato radicalmente il rapporto tra classe operaia e intellettuali, in seguito anche all'accresciuta importanza quantitativa e qualitativa degli addetti alla comunicazione, all'elaborazione e trasformazione di informazioni. Ciò si è espresso in un processo di frantumazione e di conseguente massificazione, ma anche in un processo contrario: «L'accesso di masse sempre più ampie alla disponibilità di forme culturali mistificate (e quanto mistificate!)» ha visto la ricostruzione di «strati di consapevolezza e di autocoscienza, che certamente sono di falsa coscienza ma è pur sempre una coscienza, che paradossalmente va in senso contrario a quel disfaccimento»⁴⁶. È interessante notare come, proprio per questo intreccio di disgregazione e ricomposizione, la tendenza al superamento della specializzazione in direzione di una funzione intellettuale comune non si esprima più esclusivamente come sovradeterminazione etico-

⁴³ F. Fortini, *Extrema ratio. Note per un buon uso delle rovine*, Milano, Garzanti, 1990, p. 93.

⁴⁴ F. Fortini, «Finis historiae» (1990) in Id., *Un dialogo ininterrotto, op. cit.*, p. 582.

⁴⁵ «La funzione intellettuale del militante di partito si riassume nella celebre battuta di un operaio, riferita da Gramsci: "questa notte non ho potuto dormire perché pensavo chissà che cosa farà il Giappone". Non ricordo in quale circostanza l'operaio torinese si ponesse il problema di che cosa potesse fare il Giappone, ma il porsi il problema è un fatto culturale, equivale cioè ad imparare i differenziali o a partecipare di una sinfonia di Mahler, ha la medesima funzione» (*Ibid.*, p. 582).

⁴⁶ *Ibid.*, p. 588.

politica, ma soprattutto come insofferenza e battaglia sul *terreno stesso del sapere*⁴⁷. Occorre, insomma, conoscere la composizione tecnica e sociale degli “*intellettuai disorganici*” e non assolutizzare fenomeni che riguardano la componente che, nell’editoria, nell’industria degli audiovisivi e nella docenza, più sottoposta alla pressione del potere, ha però un maggiore potere contrattuale. Esistono, infatti, «altri strati...orientati o orientabili ben diversamente». «Essi – continua Fortini – delegano tuttora e di fatto la loro rappresentanza politica alla istituzionalizzazione liberaldemocratica ufficiale ma “sono”; e in forme opache a loro medesimi, elaborano e “dicono” il viluppo di coscienza e incoscienza, di servitù e libertà, di cecità e di visione che quella istituzionalità non può né contenere né esprimere»⁴⁸. Questa stratificazione, certo, detta i limiti di ogni ricomposizione politica degli intellettuali e, di fatto, non sembra nemmeno contenerla come esigenza implicita, dall’altro, però, mette in gioco una più generale dialettica di “falsità” e “verità”, condizione per una riflessione sul rapporto tra organizzazione e coscienza che permane oltre il fallimento della soluzione leninista. Il che significa rinnovare la domanda su quale «altro» possa, oggi, rappresentare «l’oggettualità contestatrice della persuasione e delle certezze soggettive», oltre «l’enorme cumulo di falsa coscienza prodotto dalle ideologie reazionarie o conservatrici (o, all’occorrenza, “progressiste” o “rivoluzionarie”) e dal controllo dei media e dai processi (come vengono chiamati) di “paura” e di “cinismo”»⁴⁹.

Specificità di una “funzione di tutti”

⁴⁷ «Ripeto, non credo che ci sia una funzione degli intellettuali per “un’organizzazione diversa tra gli uomini”. Questo è possibile soltanto nella misura in cui gli specialisti, senza rinunciare alla propria specializzazione, si rendano conto che la specializzazione non è soltanto un privilegio negativo dal punto di vista morale (e, qui, torno a dire delle cose molto protobolsceviche) ma è una limitazione dello stesso sapere» (*Ibid.*, p. 583).

⁴⁸ F. Fortini, *Extrema ratio*, *op. cit.*, p. 93.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 90.

É interessante notare come la nozione di “intellettuali disorganici” venga proposta sul finire di un articolo del ’77, in forte polemica con un movimento che faceva dell’“autonomia” la cifra della sua ipotesi di soggettivazione individuale e collettiva e, al contempo, con un partito comunista teso alla cooperazione tra l’intellettuale “quadro di partito” e l’intellettuale “tecnico”, riuniti in uno slancio di gestione delle competenze, di produttività e di responsabilità istituzionale. Sul piano della “società”, dice l’autore, la proposta di integrazione del Pci, che in questo non differiva da quella avanzata dalla Democrazia Cristiana, avrà certamente successo, nella misura in cui «non può essere contestata l’esistenza di una massa imponente di operatori intellettuali (...) che hanno il sacrosanto desiderio di vedere fruttare il proprio lavoro, di renderlo socialmente utile e riconosciuto». Tuttavia, aggiunge Fortini, «da duecento anni e più, dall’origine della società borghese – ma che dico, dall’Atene socratica – c’è un *altro* tipo di intellettuale», non identificato dalla sua competenza, ma dall’«attitudine critica nei confronti dei valori e delle mete sociali, quindi il latore di *valori diversi*». Così, se «il partito degli intellettuali è una ricorrente illusione», occorre ribadire che è sempre esistita una minoranza di intellettuali che attraverso la critica o la proposta di altri valori ha «avuto e voluto avere una funzione politica, esistere in quanto micro-partiti o partiti temporanei o istantanei, gruppi di pressione, noduli dell’opinione». Ciò comporta che la discussione intellettuale si possa strutturare in rapporto alla politica secondo una pluralità di livelli: come critica dell’esistente con un’intenzione politica, come nucleo di formazione di futuri quadri politici (in un movimento che ha attraversato tutta la storia del movimento comunista e socialista), come “funzione generica”, pensare “di tutti”. Scrive Fortini:

Ebbene, questo tipo di attività intellettuale è potenzialmente di tutti e proprio in questo consiste la sua contiguità con l’attività politica. Fra l’attività di analisi della realtà sociale e morale dell’esistente che è propria dell’intellettuale (inteso in questo secondo senso) e colui che non svolge alcuna attività lavorativa esclusivamente intellettuale, la differenza è molto minore di quella che passa tra quest’ultimo e lo specialista di un’attività intellettuale. Quando i politici professionali, di qualsiasi partito (ma soprattutto di partiti di sinistra) indicano al sarcasmo o all’odio dei lavoratori la figura dell’“intellettuale” fanno

intenzionalmente confusione fra lo specialista (beneficiario della divisione del lavoro e, in questo senso, privilegiato) e la forma di attività critica che si vuole indipendente dagli organismi politici e che, tuttavia, nello stesso tempo, implica un'intenzione politica. Tanto è vero che è un'attività "intellettuale" di questo tipo quella che si specifica spesso nella militanza sindacale o di partito; è da un'attività intellettuale, almeno all'origine, di questo tipo che si originano i nuclei ideologici di future formazioni politiche. La storia tragica dei rapporti fra i partiti comunisti e socialisti e gli intellettuali, intesi nel senso di "critici dell'esistente", nasce dal fatto che la storia del socialismo e del comunismo è storia di quadri emersi in antitesi anche intellettuale ("scientifica", ma anche etica) con la società borghese-capitalistica⁵⁰

È interessante notare come, per Fortini, questa universalità "generica" della funzione critico-intellettuale, proprio nel momento in cui segnala la radice profonda della sua prossimità alla politica, si ponga in un'oggettiva tensione rispetto all'altra definizione di "universalità" politica, quella incarnata nell'unicità della decisione del partito. Da circa settant'anni, infatti, i quadri dei partiti comunisti non sono riusciti ad ammettere un'attività critica non subordinata alle regole del gioco politico, proprio o degli avversari, mentre si sono preoccupati di attrarre a sé «intellettuali nel senso tecnico-specialistico», come «pifferai o corpi decorativi» o elementi necessari al meccanismo dello Stato moderno. Ciò che nella politica dei comunisti occidentali come nei paesi socialisti, viene così assimilato agli avversari e indicato all'odio dei militanti è, appunto, l'intellettuale come agente di una funzione insopprimibile, che è impossibile assimilare all'esperto, allo specialista, allo studioso, all'artista o allo scrittore, in quanto tali, e che, se è anche esperto di una disciplina determinata, lo è perché lo specialismo può fornire un grado di astrazione a partire dal quale è più facile sviluppare l'analisi e la critica. Ma, dice Fortini, si potrebbe obiettare, perché questa funzione critica e, in ultima istanza, politica non viene espressa da questi gruppi intellettuali nelle sedi deputate, dove anche tutti gli altri esercitano la propria attività politica? La risposta di Fortini è che

⁵⁰ F. Fortini, «Note per una falsa guerra civile» (1977), ora in Id., *Disobbedienze*, vol. I, *Gli anni dei movimenti*, Roma, Manifestolibri, 1997, p. 173.

questi intellettuali già partecipano a “luoghi politici” «in quanto padri o madri, abitanti del quartiere o lavoratori di un collettivo e, se iscritti, come militanti di partito». Tuttavia, si chiede, «come far rientrare in queste forme di attività la partecipazione, che so, al Tribunale Russell o ad Amnesty International, o la raccolta delle adesioni contro o a favore di questa o quella realtà politica e sociale; *come fare rientrare in questo genere di partecipazione il modello di esistenza umana spesso polemicamente proposto, ad esempio, in alcune grandi opere di letteratura o di scienza?*». Ciò che si produce nella formalizzazione letteraria o teorica sembra, piuttosto, potere vivere solo in parallelo con l'attraversamento e la politicizzazione di luoghi imprevisi, oppure in un uso dell'opinione irriducibile al conteggio democratico, come le «obiezioni alla “linea” che spesso il militante di base, la casalinga della sezione, il lavoratore senza studi tentano di formulare, salvo tornare a sedersi soddisfatti della replica o imbarazzati delle proprie difficoltà di espressione». Continua Fortini:

C'è una somiglianza straordinaria tra i “valori” che gli intellettuali “disorganici” formulano al di fuori delle “competenze tecniche” e l'enorme, l'ininterrotto discorso sui “valori”, ossia sulle ultime ragioni dell'essere e dell'agire che scorre tra le masse, emerge di tanto in tanto, cerca risposte nel libro, nella conversazione, nell'amicizia, nell'amore, ostinato a volere una sapienza che non è il sapere dell'esperto, del padre gesuita, del compagno, ma che è *altro*. Questo *altro* di età in età assume caratteri, certo, di classe; è certo residuo o anticipo. Più le strutture della rappresentanza politica cercano di trasformarlo in istituzione riconoscibile, più quella funzione ne esorbita. Perché essa è l'agente della negazione dialettica⁵¹

Ancora una volta si tratta di un'apertura etica sul terreno del sapere, qui indicata significativamente con il nome di “sapienza”, e, come per altri versi avviene nella formalizzazione poetica dell'esistenza o nel discorso «non rigoroso» del saggio critico⁵², ancora una volta la disfunzionalità temporale è la forma del suo

⁵¹ *Ibid.*, p. 175.

⁵² Cfr. F. Fortini, «Prefazione alla seconda edizione» (1969), in *Id.*, *Verifica dei poteri*, *op. cit.*, p. 305; F. Fortini, *Ventiquattro voci per un dizionario di lettere*, Milano, il Saggiatore, 1968, p. 27.

essere storia di classe. Tuttavia, questo rapporto tra, da una parte, l'innesto di specialismo e ansia di totalizzazione che percorre la parola intellettuale e, dall'altra, la molteplicità generica, anonima (finché non si darà nome nel processo rivoluzionario), delle masse permette anche l'emergere di «una funzione universalmente umana»⁵³, «funzione intellettuale che è di tutti»⁵⁴, pensare in collettivo (né “psicologia delle folle”, né “sapere dei subalterni”) che si singolarizza in momenti subito riassorbiti di presa di parola, tutti alludenti ad una stessa mancanza. Se, nella *Lettera agli amici di Piacenza*, si ipotizzava che gli «intellettuai piccolo-borghesi occidentali (...) proletarizzati di fatto perché interamente strumentalizzati negli universi aziendali (di stato o privati)», potessero incarnare la «classica rivendicazione proletaria alla esistenza umana»⁵⁵, ora si tratta, piuttosto, di cogliere un “pensare” impersonale che si può anche qualificare come genericamente “umano” nella misura in cui il suo significato non è pregiudicato da altro che dall'esistenza o meno di pratiche emancipatorie⁵⁶. In un passo che merita di essere riportato per intero Fortini scrive:

Esistono, infatti, e come, e ricordiamolo ad alta voce, coloro che ripetono la propria autorità e legittimità, il proprio diritto all'esercizio della critica e all'uso dell'intelligenza, da un mandato inverificabile, scritto su carta spesso sgualcita con caratteri mezzo scancellati dal tempo e firmato da sconosciuti: un vero e proprio mandato “assembleare”, di quella massa i cui voti non si contano ma si pesano, e dalla quale costoro vengono e a cui tornano. Essi non possono documentare il proprio diritto alla parola; se cercano nel portafogli una tessera, quella o è scaduta o manca del visto di qualche personaggio autorevole. Possono anche essere o essere stati o disposti a divenire seri funzionari, utili tecnici, dotti professori, eloquenti sacerdoti,

⁵³ F. Fortini, «Intellettuai tra virgolette» (1977), in Id., *Un giorno o l'altro, op. cit.*, p. 527.

⁵⁴ F. Fortini, «Gli ultimi Cainiti» (1975), in Id., *Questioni di frontiera, op. cit.*, p. 124.

⁵⁵ F. Fortini, «Lettera agli amici di Piacenza», *op. cit.*, p. 94.

⁵⁶ Vale forse la pena di sottolineare rapidamente come questa posizione non sia troppo distante da uno degli enunciati fondamentali dell'antropologia di Sylvain Lazarus: *les gens pensent*; cfr. S. Lazarus, *Anthropologie du nom*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 72.

equilibrati mandarini; ma non in quanto tali chiedono, se la chiedono, la parola. La loro legittimità, in conclusione, consiste proprio nel fatto di essere continuamente sul punto di scomparire, di porre le loro domande e di tornare dove erano venuti. Altri come costoro emergono continuamente dalla massa dei loro simili ma non si dichiarano come portavoce di quelle masse. Sono solo specialisti di qualche specialità che hanno aggiunto al proprio sapere l'esigenza della totalizzazione o si dica del superamento della propria specialità. Possono quindi essere menti scientifiche severissime, studiosi avvezzi al rigore, autori esercitati alla parola e a tenerla non è la loro capacità di servizio sociale, né la bellezza del loro carattere, né l'esempio del loro lavoro, al contrario è la forza con cui essi denunciano una mancanza e una fame, è il desiderio e il bisogno di qualcosa che essi, e gli altri con essi, non hanno; e questo fa infuriare gli esperti che sognano un mondo di esperti e i democratici che sognano assemblee di votanti da contare, ringraziare e mandare a letto.⁵⁷

Sarebbe errato interpretare questa tensione verso quello «spazio del futuro» che è tutt'uno con l'individuazione dei «vuoti nel presente», degli «scantinati della storia e delle nostre inadempienze»⁵⁸, come una mera riproposizione del tema dell'alienazione. Certo, anche su questa questione Fortini resta in linea con un marxismo umanistico mai sconfessato, giungendo a difendere la “persona umana” da quella che gli appariva un'indebita identificazione di liberazione e dissolvimento nel magma dei linguaggi⁵⁹. Ma la “funzione intellettuale” alla quale fa riferimento Fortini non è per questo un'essenza da ristabilire quanto un margine di “genericità”, un’“attitudine” alla presa di parola e alla critica che si è, per così dire, sprigionata storicamente nella fine del mandato sociale degli intellettuali e nell'incontro, in prospettiva, con la

⁵⁷ F. Fortini, «Dove scrivere», *op. cit.*, p. 124.

⁵⁸ F. Fortini, «Intervento a New York» (1973), in Id., *Saggi italiani*, Milano, Garzanti, 1987, p. 395. Sarebbe interessante, a questo proposito, paragonare l'immagine della “scomparsa di una parte di noi stessi”, attraverso cui Fortini, in diverse occasioni, intreccia passato, presente e futuro nella forma dell’“invecchiamento”, dell'esistenza “postuma” (su questo aspetto cfr. L. Lenzi, *op. cit.*, p. 370-372) con l’“ontologia dell'attualità” foucaultiana, ove il presente è preso in una *déprise* critica da ciò che siamo, pensiamo e facciamo.

⁵⁹ F. Fortini, «Un'opportuna premessa», *op. cit.*, p. 24-25.

politica nelle masse. Servono entrambe queste condizioni perché quanti «possono anche essere o essere stati o disposti a divenire seri funzionari, utili tecnici, dotti professori, eloquenti sacerdoti, equilibrati mandarini» chiedano la parola non in nome di questo loro ruolo, ma per un «mandato assembleare» che ne fa emergere le voci per lo spazio di un intervento e al quale ritornano, quasi scomparendo.

D'altra parte, questa dialettica non coincide con un *engagement* inteso come negazione della specificità del lavoro intellettuale in una comune verità rivoluzionaria, senza, al contempo, prendere corpo proprio nella capacità di ridefinire questa specificità oltre il suo ruolo sistemico e di avviare percorsi organizzativi a partire da essa. Fortini individua, innanzitutto, due formulazioni della tematica relativa alla scomparsa degli intellettuali: una sociologica, la quale si limita a descrivere il processo di erosione e di perdita di fisionomia, della figura intellettuale nella società capitalistica avanzata, e una politica, la quale predica il suicidio dell'intellettuale o il suo servizio alla classe rivoluzionaria. A questa oscillazione tra la registrazione di un mero stato di fatto e l'acquiescenza ad esso, anche se connotata in senso rivoluzionario, Fortini oppone lo studio di quello che definisce «il lato pratico» dei comportamenti intellettuali, prestando attenzione, tra l'altro, a distinguerlo dal concetto althusseriano di pratica teorica⁶⁰. Un'indagine di questo tipo farebbe emergere come se, nonostante l'asservimento generalizzato, una parte del corpo sociale intellettuale (certi ordini di docenti, di letterati e di artisti) sembra costantemente tentare di sfuggire alla riduzione della propria attività a mera specializzazione e a tecnicità, ciò non avvenga per pura falsa coscienza, ma per una *divisione dei comportamenti* che è richiesta dallo sviluppo ineguale della società stessa. Ora, l'espansione dell'industria culturale ha, di fatto, sostituito lo “specialista” all'intellettuale, disgregando, così, le condizioni della sua esistenza in quanto ceto separato, al punto di rendere quasi inutilizzabile il termine. Ciò ha portato all'esaurimento della funzione di generalizzazione o di universalizzazione che è stata propria della specializzazione intellettuale nell'«età della borghesia

⁶⁰ F. Fortini, «Intellettuali, ruolo e funzione» (1971), in Id., *Questioni di frontiera*, op. cit., p. 70.

imperfettamente capitalistica», ma anche alla fine della sua capacità di esibire le contraddizioni della struttura sociale e di costituirsi «*anche* come opposizione, secondo la regola per cui il medesimo processo intellettuale e cognitivo che porta a fondare l'ideologia dominante, riflette e sviluppa in sé a gradi diversi di lucidità e di conseguenza, anche l'ideologia evidente o latente e potenziale delle classi dominate»⁶¹. Resta, dunque, l'importanza di ribadire, sul piano dell'analisi, il carattere strutturale della riduzione all'industria delle coscienze e della manipolazione di massa, negando il ruolo sacerdotale preteso dall'intellettuale. Tuttavia, dice Fortini, sul piano politico «appare chiaro che la sua negazione deve avvenire per una via diametralmente opposta a quella che è perseguita, di fatto, dagli interessi del tardo capitalismo», ovvero «riaffermando l'esistenza e l'insostituibilità della funzione intellettuale nell'atto stesso in cui si nega il ruolo dei portatori specializzati di quella funzione, ossia degli intellettuali»⁶². In queste formulazioni si può misurare il debito e la distanza nei confronti dell'analisi sartriana sull'infelicità della coscienza intellettuale come potenziale passaggio dal «tecnico del sapere pratico» al «tecnico dell'universale», in grado di scoprire, nell'ambiguità della sua stessa figura, che l'«universale è da fare»⁶³ e di incorporare, disvelandole, le contraddizioni dell'intera società⁶⁴. Senza deleghe, né statuto riconosciuto, ma in virtù del suo stesso carattere “mostruoso”⁶⁵, l'intellettuale sartriano può, infatti, reinventare il proprio ruolo nel «vivere *per tutti* la contraddizione e superarla *per tutti* attraverso il radicalismo»⁶⁶: la contraddizione non è solo il suo essere, ma diventa la sua vera funzione⁶⁷. È, dunque, solo «in quanto coscienza dilaniata che lo specialista dell'universale servirà il movimento di “universalizzazione” popolare»⁶⁸, unendo alla costante autocritica l'associazione senza riserve al movimento

⁶¹ *Ibid.*, p. 71.

⁶² *Ibid.*

⁶³ J.-P. Sartre, «In difesa degli intellettuali» (1965), in Id., *L'universale singolare*, Milano, Il Saggiatore, 1980, p. 40.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 54.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 43.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 60.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 59.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 56.

reale delle classi sfruttate, consapevole che in una compiuta universalità sociale «l'intellettuale sparirà e gli uomini potranno acquisire il sapere pratico nella libertà che esso richiede e senza contraddizioni»⁶⁹. Dopo il '68, però, il compito dell'intellettuale sembra coincidere, per Sartre, sempre di più con l'attualizzazione della soppressione di sé in quanto intellettuale, in favore dell'«universale richiesto dalle masse, nella realtà, nel momento, nell'immediato»⁷⁰. La coscienza infelice dell'intellettuale appare, quindi, come uno «slittamento» da “tecnico” a “compagno” e il contributo che egli può dare al movimento rivoluzionario non è tanto quello di mantenere aperta la propria contraddizione, ma di «risolvere il proprio problema», cioè di «negare il momento intellettuale per tentare di trovare un nuovo statuto popolare»⁷¹. Tocchiamo qui un punto centrale. Non solo il rifiuto della formula sul suicidio dell'intellettuale, in parte accettata da Sartre, si concretizza per Fortini nella possibilità di opporre al “ruolo” la “funzione intellettuale”, ma la specificità di quest'ultima non si risolve in soppressione del momento della specializzazione. Al contrario, scrive Fortini,

la specializzazione nei processi intellettuali di astrazione, di analisi e di sintesi (che connota l'intellettuale ma non coincide con la divisione del lavoro intellettuale!) rimane necessaria anche nella misura in cui serve a sviluppare analoghi livelli di funzioni intellettuali in tutti gli uomini e, per cominciare, in quelli che l'associazione fra caste intellettuali e potere economico-politico ha storicamente condannati a vivere di sottoprodotti ideologici⁷².

⁶⁹ *Ibid.*, p. 50

⁷⁰ J.-P. Sartre, «L'amico del popolo» (1970), in Id. *L'universale singolare*, op. cit.

p. 83

⁷¹ J.-P. Sartre «Nota del '72 a “In difesa degli intellettuali”», in Id. *L'universale singolare*, op. cit., p. 27.

⁷² F. Fortini, «Intellettuali, ruolo e funzione» (1971), op. cit., p. 72. Se di un processo di “negazione” dell'intellettuale si deve parlare, questo può essere inteso esclusivamente, come Fortini evidenzia in una nota sulle posizioni di Alberto Asor Rosa e Romano Lupérini, come una capacità di percezione oltre la determinazione sociologica e in direzione di un'«esperienza anteriore o successiva», una «cultura “arretrata” (anticipatrice) che coincide con quella di strati sociali scomparsi o non ancora manifesti». Si tratta, insomma, di un'«ironia costitutiva», dal momento che eredità e innovazione «esorbitano continuamente dalle cerchie intellettuali, senza

Esiste, dunque, un lato emancipatorio nella stessa specializzazione, proprio perché la funzione intellettuale è investita, proprio attraverso la sua tensione rispetto al ruolo, in processi e livelli differenziati. Giocare la funzione contro il ruolo significa certamente, per il singolo intellettuale, avere «coscienza di recare in sé una contraddizione che non può essere risolta con gli strumenti del pensiero perché si risolve e si trasforma solo nel moto storico ossia con *la sua sconfitta*, non solo biologica, *ma anche con la vittoria di quello che in lui non era solo personale*». Tuttavia, questo rimando dello storico all'impersonale non distrugge la specificità del lavoro intellettuale stesso, ma la riformula come prossimità con gli "altri" e, in particolare, con «chi è stato minorato e leso dalla divisione del lavoro (...) e dallo sfruttamento della sua intera esistenza».

«L'intellettualità di tutti» di cui parla Fortini, dunque, non può essere fatta coincidere immediatamente con «la coscienza di tutti» che, come vedremo sarà bersaglio di Foucault, anche in polemica con l'*engagement* sartriano. Essa, piuttosto, si offre solo come molteplicità impersonale, in singolarità emergenti e ritornanti ad essa, e come oscillazione tra specialismo e universalità, metafore di quello che critica e intelligenza potrebbero divenire in una politica per ora indecidibile. Certo, Fortini conclude che quanto più l'antagonismo di questi "intellettuali" disorganici e anonimi si radicalizza e si estende, tanto più «un numero crescente di altri si fa antagonista cosciente del potere costituito» e ciò avviene esattamente quanto più i primi «interpretano gli altri tra i quali scompaiono», ma nella sua prospettiva tra "interpretazione", "scomparsa" e "riemersione" non vi è alcun tipo di esteriorità, nel momento in cui manca radicalmente il diaframma prima rappresentato dall'"intellettuale collettivo", dall'organizzazione come catalizzatore dell'organicità di classe.

Ora, è a partire da questa prospettiva che Fortini si schiera esplicitamente contro la liquidazione del nesso "intellettualità"="cultura"="verità", non meno che contro la tranquillizzante affermazione della sua linearità. Al di fuori di questo nesso, per il poeta italiano, non c'è, infatti, che silenzio, oppure

tuttavia poterle sostituire» (F. Fortini, «Negarsi come intellettuale», in Id., *Un giorno o l'altro*, op. cit., p. 531).

verità esclusivamente e programmaticamente “letteraria”⁷³. Non si restaura, allora, pur nella forma di una mancanza o di una sospensione, una totalità, una verità per tutti, che sarebbe in qualche modo il referente della funzione intellettuale generica? Non è questo ancora il “tutto” che occorre ripensare, secondo la citazione posta *in exergo*, dopo il dissolversi del marxismo? L’idea, in senso generico “francofortese”, di una diversa totalità come incrinatura irriducibile della totalizzazione dominante percorre certamente la produzione politica e teorica di Fortini, così come la ricerca di una conoscenza e di un pensiero che ecceda gli specialismi e che non retroceda di fronte all’assunzione e allo scacco di “valori” universali e moralmente dirimenti. Ma prestiamo attenzione, ad esempio, a come l’impianto veritativo, umanistico e valoriale di Fortini venga declinato nel commentare una frase di Giuseppe Sertoli per cui «se si vuole l’effettualità, bisogna smettere di occuparsi di cultura». Scrive Fortini:

La sua frase va tuttavia letta anche così: “Se si vuole una certa effettualità, bisogna smettere di occuparsi di una certa cultura”. O anche, se si vuole una trasformazione una parte essenziale di tale trasformazione è una scelta “culturale” (...). “A chi”, chiede Sertoli, possono interessare, per essere chiari, scritti come questo? Dobbiamo rispondere “A noi” e solo a noi, ceto intellettuale tradizionale, qualora non si ammetta una circolazione di “utopie” e di “valori” all’interno della società o anche solo di una classe, tale che il sapere e il discorso su Kleist o Simmel o Sertoli o Pasqualotto (i primi due nomi sono esempi citati da Sertoli) si sviluppino e strutturino secondo percorsi e strutture capaci di organizzare e di conoscere ben altro al di fuori della propria specialità. Anche il modo migliore, che so, di amministrare un’azione, di amare un’altra persona, di educare un ragazzo. Sì che, solo se non si denegano “utopie” e “valori” può avere senso occuparsi di Kleist e di Adorno (...) e, in definitiva, di tutto/i.⁷⁴

Ecco che il “tutto/tutti” a cui mira la messa in visibilità della “funzione intellettuale” di cui parla Fortini, nel momento stesso in cui si dà come mancanza ed esigenza, non può essere colmato da un’aspirazione umanistica o progressista né dal “movimento reale”

⁷³ F. Fortini, «Gli ultimi Cainiti», *op. cit.* p. 98-99.

⁷⁴ *Ibid.*

della rivoluzione, ma neppure si ferma al frammento, al momento negativo da lasciare sospeso, pena l'inevitabile ricaduta nel dominio. È, infatti, nella circolazione di "utopie" e di "valori", nella ricerca di *strutture che sostengano percorsi organizzati di conoscenza non specialistica* (la vera antitesi della sua evocazione in nome di una visione ideologica globale), nella ricaduta di questa tensione in ambiti differenziati, singolari e non prevedibili che il "tutto" a cui occorre pensare permette, per Fortini, di rilanciare il pensiero. Il "tutti" della funzione intellettuale entra, insomma, nella costruzione dell'universale, ma proprio nella misura in cui nulla, nemmeno l'eventuale coscienza rivoluzionaria di chi, con il suo intervento, la rimette continuamente in circolazione, può determinare gli ambiti in cui ricadrà come conoscenza e pratica specifiche, né i percorsi, individuali e collettivi, che potranno mantenerla aperta. È per questo che la rivoluzione stessa non sembra potere essere denotata altrimenti che attraverso le potenzialità e le ambivalenze di una "pedagogia generalizzata". «Il segno che una vera rivoluzione è in corso è quando tutti si mettono a insegnare a tutti e a imparare da tutti».⁷⁵

Foucault: generalità dell'intellettuale specifico

Tralascieremo, in questa sede, le prese di posizione assunte da Fortini nei confronti di Foucault, dall'inserimento in *Profezie e realtà del nostro secolo* di pagine tratte dalla Prefazione a *Storia della follia* (valorizzate per l'aver riconosciuto come nella nostra epoca «insensatezza, demenza e follia siano venute assumendo nel nostro mondo, come mai prima, valore e dignità di negazione»⁷⁶) fino alla descrizione del filosofo francese come referente degli «aspiranti alle funzioni create dalla nuova tecnocrazia»⁷⁷, «esempio di terrorismo e Kung-fu filosofico», di un «funerale della dialettica»⁷⁸ in cui una «metafisica vergognosa di sé» per cui «ogni potere è il Potere, ogni male è il Male», si trovava pericolosamente

⁷⁵ F. Fortini, «Finis historiae», *op. cit.*, p. 583.

⁷⁶ F. Fortini, *Profezie e realtà del nostro secolo*, *op. cit.*, p. 566-567.

⁷⁷ F. Fortini, «Introduzione» a F. Jameson, *Marxismo e forma*, Napoli, Liguori, p. XII-XIII.

⁷⁸ F. Fortini, «Kung-Fou(cault)», articolo pubblicato su *il Manifesto*, 3 aprile 1977, in Id., *Disobbedienze*, *op. cit.*, p. 146.

prossima alla “positività” dell’ideologia dominante⁷⁹. Tra i tanti fattori che influenzano la drasticità di queste valutazioni occorre considerare come esse si inserissero nel quadro di una critica ad una certa ideologia dell’immediatezza e della differenza non dialettica che aveva percorso il movimento del ’77 e che, agli occhi dell’autore, costituiva il rovescio complementare alla ormai esplicita candidatura del Partito comunista a gestore modernizzatore della crisi capitalistica dei tardi anni Settanta. Non c’è da stupirsi, dunque, se, schierandosi contro Asor Rosa e la politica del Pci in favore di «tecnici, specialisti e competenti», Fortini usasse parole che possono suonare profondamente distanti anche dalla ricezione politica più diffusa delle analisi foucaultiane, nella misura in cui rivendicano una «razionalità» che «cominci *anche* dal rapporto dialettico fra conoscenza e dominio, *non* dalla loro identificazione» e che faccia conto, al di là degli specialisti, dell’«intellettualità di tutti»⁸⁰. È giunto il momento, allora, di porsi apertamente una domanda. Giocata esplicitamente contro i «realisti del potere» e contro l’incorporazione pluralistica di “tecnici” e “specialisti” nell’«ininterrotto e fecondo festival dell’Unità e della fratellanza», la genericità della “funzione intellettuale” per come è pensata da Fortini non colpisce anche l’opposizione più netta alla soluzione comunista delle competenze specifiche nella “politica culturale” di partito, di cui il rimando foucaultiano tra “intellettuale specifico” e “singolarità” delle lotte potrebbe costituire l’esempio teoricamente più raffinato?

Non solo per rispondere a questa domanda, ma soprattutto per capire in che misura essa possa esserci utile per ricollocare l’eredità di Fortini nel presente, consideriamo alcuni tratti delle ipotesi foucaultiane sull’“intellettuale specifico”, limitandoci alla nota intervista rilasciata dal filosofo a Alessandro Fontana e Pasquale Pasquino nel giugno 1976 e pubblicata in Italia nel 1977 nella raccolta *Microfisica del potere*. Com’è noto in questo testo viene tracciata una genealogia della trasformazione che avrebbe investito la

⁷⁹ F. Fortini, «Ingegneria dell’amore per il borghese perfetto», in *Corriere della Sera*, sabato 23 aprile 1977.

⁸⁰ F. Fortini, «Rileggendo Asor Rosa: il potere e la critica», articolo pubblicato su *il Manifesto*, 26 ottobre 1978, in Id., *Disobbedienze*, op. cit., p. 197.

funzione critica dell'intellettuale. Non più «coscienza di tutti», «figura chiara e individuale di un universale di cui il proletariato sarebbe la figura scura e collettiva», l'intellettuale avrebbe iniziato ad agire politicamente in settori determinati, nelle situazioni in cui si trova per condizioni di lavoro o di vita (Foucault cita l'alloggio, l'ospedale, il manicomio, il laboratorio, l'università, i rapporti familiari o sessuali). In questo contesto, spiega Foucault, gli intellettuali hanno conquistato una consapevolezza più concreta delle lotte, incontrando problematiche differenti da quelle delle masse proletarie, ma, al contempo, avvicinandosi ad esse, dal momento che la materialità stessa delle lotte li ha opposti a nemici comuni. Ora, il tratto forse più interessante di questo famoso intervento, che si aggiunge ad altri in cui l'autore aveva già affrontato il rapporto tra specificità intellettuale e lotta politica, è la diffrazione storica di cui questo stesso rapporto sembra alimentarsi. In questo come in altri casi, infatti, la genealogia foucaultiana sembra ereditare un tratto già fondamentale nelle opere archeologiche: l'individuazione della specificità della contemporaneità rispetto al sapere moderno guadagna la propria visibilità a partire da uno scarto, da uno squilibrio, che avrebbe percorso il compiersi della stessa modernità. Seguiamo l'andamento di questa oscillazione temporale:

Mi sembra che questa figura dell'intellettuale specifico si è sviluppata a partire dalla Seconda Guerra Mondiale. È forse il fisico atomico – diciamo con una parola, o piuttosto con un nome: Oppenheimer – che ha fatto il raccordo fra intellettuale universale ed intellettuale specifico. È perché aveva un rapporto diretto e localizzato coll'istituzione e col sapere scientifici che il fisico atomico interveniva; ma poiché la minaccia atomica riguardava tutto il genere umano e il destino del mondo, il suo discorso poteva essere contemporaneamente il discorso dell'universale (...). Si può supporre che l'intellettuale universale così come ha funzionato nel XIX secolo e all'inizio del XX è nei fatti derivato da una figura storica ben precisa: l'uomo di giustizia, l'uomo di legge, colui che al potere, al dispotismo, agli abusi, all'arroganza della ricchezza oppone l'universalità della giustizia e l'equità di una legge ideale (...). L'intellettuale "universale" deriva dal giurista-notabile e trova la sua più piena espressione nello scrittore, portatore di significati e di valori in cui tutti possono

riconoscersi. L'intellettuale "specifico" deriva da tutt'altra figura, non più il giurista-notabile, ma lo "scienziato-esperto". Dicevo poco fa che è con gli scienziati atomici che quest'ultimo si è messo ad occupare il proscenio. In realtà si preparava dietro le quinte già da molto tempo, era anche presente almeno su un angolo della scena pressappoco dalla fine del XIX secolo. È probabilmente con Darwin o piuttosto con gli evolucionisti post-darwiniani che comincia ad apparire nettamente. Le relazioni tempestose fra l'evoluzionismo e i socialisti, gli effetti molto ambigui dell'evoluzionismo (per esempio sulla sociologia, la criminologia, la psichiatria, l'eugenismo) segnalano il momento importante in cui è in nome di una verità scientifica "locale" – per quanto importante essa sia – che si opera l'intervento dello scienziato nelle lotte politiche che gli sono contemporanee.⁸¹

Questo processo, dunque, si sarebbe prima sviluppato soprattutto sul terreno della biologia e della fisica e avrebbe acquisito centralità con «l'estensione delle strutture tecnico-scientifiche nell'ordine dell'economia e della strategia», portando ad un'accelerazione nella formazione della nuova intellettualità a partire dagli anni Sessanta. Non a caso nel corso tenuto al Collège de France nello stesso anno, Foucault indica in questo arco di tempo un momento di «immensa e proliferante criticabilità delle cose, delle istituzioni, delle pratiche e dei discorsi» e l'insurrezione di «saperi assoggettati»⁸². Il '68, come Foucault indicherà successivamente, al di là del linguaggio marxista adottato da gran parte del movimento, aveva poi contribuito a dislocare, anche fisicamente, l'intellettuale, spingendolo a nuove domande a partire dalla collaborazione con "non-intellettuali", tentando di «ascoltare i loro problemi, e di lavorare con loro per formularli»⁸³. Infine, la figura limite del nuovo ruolo attribuito all'intellettuale non poteva più essere quella dello "scrittore geniale", ma quella dello "scienziato assoluto", punto estremo dell'inflessione biopolitica del sapere, come ciò che «detiene, con qualche altro, sia al servizio dello Stato o contro di lui, dei poteri che possono favorire o uccidere definitivamente la vita.

⁸¹ M. Foucault, *Microfisica del potere.*, Torino, Einaudi, 1977, p. 22-23.

⁸² M. Foucault, *Bisogna difendere la società*, Milano, Feltrinelli, 1998, p. 15.

⁸³ M. Foucault, «Entretien avec Michel Foucault (conversazione con D. Tombadori)», in Id., *Dits et écrits*, vol. IV, Paris, Gallimard, 1994, p. 86.

Non più cantore dell'eternità, ma stratega della vita e della morte»⁸⁴. Ora, l'elemento interessante in questo quadro genealogico è che l'affermazione dell'"intellettuale specifico" non viene presentata come una pienezza, come un dato positivo che avrebbe semplicemente dissolto la precedente concezione "universale" dell'intellettuale e che, oggi, occuperebbe saldamente il suo posto. La teorizzazione foucaultiana dell'"intellettuale specifico" avviene, piuttosto, proprio attraverso la presa d'atto di elementi di crisi che già dal suo costituirsi iniziano ad attraversarlo, imponendole una ridefinizione. Foucault, infatti, insiste proprio su «ostacoli» e su «pericoli» *prettamente politici* incontrati dagli intellettuali specifici: pericolo di tenersi fermi a rivendicazioni settoriali, rischio di essere manipolati dalle forze politiche e sindacali che guidano queste lotte, rischio di non riuscire a sviluppare queste lotte in mancanza di strategie globali e di aiuti esterni, rischio di essere seguiti da gruppi estremamente limitati. L'esempio fatto da Foucault è, significativamente, quello della lotta contro il sistema penale e poliziesco, progressivamente allontanatasi da tutto ciò che poteva aumentarne l'impatto sociale e penetrata da «un'ideologia ingenua e arcaica», da un «ritorno ai temi anarchici della fine del XIX secolo», sintomo di un profondo «difetto di integrazione nelle strategie attuali»⁸⁵. A fronte di questi pericoli non si tratta, però, di abbandonare la figura dell'intellettuale specifico, in nome di una qualche nostalgia per l'intellettuale "specialista dell'universale". Anzi, è proprio in quanto, da un lato, emerge nelle pieghe della modernità e, dall'altro, è già aperta ad una possibile riproblematizzazione che la figura dell'intellettuale specifico può costituirsi come soglia di differenziazione del presente, ovvero come ganglio di resistenze politiche. Foucault controbatte puntualmente alle accuse che si potrebbero muovere a questa ipotesi da un punto di vista tradizionale: 1) è doppiamente falso che un sapere locale non riguardi le masse, esse, al contrario, ne hanno spesso coscienza e vi sono sempre implicate; 2) è vero che un sapere specializzato serve allo Stato e al capitale, ma questo dimostra soltanto la sua importanza strategica; 3) non è vero che un sapere di questo tipo

⁸⁴ M. Foucault, *Microfisica del potere*, op. cit., p. 24.

⁸⁵ *Ibid.*

veicoli necessariamente un'ideologia scienziata e, in ogni caso, questo elemento è secondario rispetto al problema degli effetti del "discorso vero" in cui è coinvolto. È su quest'ultimo terreno, infatti, che si giocano i margini della politicità possibile per l'intellettuale specifico. Il noto punto di partenza foucaultiano è che la «verità non è né fuori dal potere né senza potere», ma è prodotta attraverso diverse condizioni ed esercita diversi effetti di potere. Ogni società, spiega Foucault, ha il suo «regime di verità», la sua «politica generale della verità», attraverso la quale si specificano gli enunciati veri o falsi, le tecniche e le procedure di verità, lo statuto di coloro che hanno diritto di parola su di essa. «L'economia politica della verità» nella nostra società è caratterizzata da cinque elementi: a) la verità fa perno sulla forma del discorso scientifico; b) esiste un costante bisogno di verità da parte della produzione economica e del potere politico; c) la verità è oggetto di diffusione e consumo molto vasti, che passano attraverso gli apparati educativi e di informazione; d) la verità è prodotta sotto il controllo di alcuni grandi apparati politici o economici; e) essa è, infine, la posta in gioco della discussione politica e del conflitto sociale, nella forma della lotta ideologica. Ora, la posizione specifica dell'intellettuale è legata sempre al quadro generale del regime di verità in cui opera, in virtù di quella che potremmo definire la surdeterminazione di tre *differenti specificità*:

quella della sua posizione di classe (piccolo-borghese al servizio del capitalismo, intellettuale "organico" del proletariato); quella delle sue condizioni di vita e di lavoro, legate alla sua posizione di intellettuale (il suo campo di ricerche, il suo posto in un laboratorio, le esigenze economiche e politiche al quale si sottomette o contro le quali si rivolta, all'università, all'ospedale, ecc); infine quella della politica di verità nelle nostre società.⁸⁶

La "situazione" che, nel quadro tracciato da Fortini, sarebbe stata chiesta dagli intellettuali al Partito nell'epoca del loro "mandato sociale", appare ora attingibile solo nella congiuntura singolare di queste tre situazionalità e nella distanza che esse, oggi, segnano rispetto alla possibilità di parlare "al posto" di altri soggetti. In ogni caso è interessante notare come, per Foucault, sia proprio l'ultima

⁸⁶ *Ibid.*, p. 26.

specificità, quella connessa all'economia del vero e alla lotta intorno alla verità, ad aprire ad un significato generale e ad effetti non solo settoriali (mentre non è difficile comprendere come in un preteso "ritorno" all'intellettuale universale sarebbe stata soprattutto la prima a dettarne il significato politico). Scrive Foucault:

Egli funziona o combatte al livello generale di questo regime della verità così essenziale alle strutture e al funzionamento della nostra società. C'è una lotta "per la verità" o almeno "intorno alla verità" – essendo inteso ancora una volta che per verità non voglio dire "l'insieme delle cose vere che sono da scoprire o da fare accettare", ma "l'insieme delle regole secondo le quali si separa il vero dal falso e si assegnano al vero degli effetti specifici di potere"; essendo inteso anche che non si tratta di una lotta "in favore" della verità, ma intorno allo statuto della verità e del ruolo economico-politico che essa gioca. Bisogna pensare il problema politico degli intellettuali non nei termini "scienza/ideologia", ma in quelli "verità/potere". È a partire da qui che la questione della professionalizzazione dell'intellettuale, della divisione fra lavoro manuale ed intellettuale può essere di nuovo presa in considerazione.⁸⁷

In qualche modo, come le ipotesi fortiniane sulla "funzione intellettuale" tendevano a fare interagire e a trasformare la politicità dell'intellettuale organico e l'"universalità da fare" dell'*engagement* sartriano, così la possibilità stessa di un piano "generale" e persino della ripresa di alcune problematiche tradizionalmente "umanistiche" (come quella relativa alla divisione di lavoro manuale e intellettuale) viene ridefinita da Foucault nella lotta in rapporto al regime di verità e ai suoi effetti di potere. Non si tratta, ovviamente, di stabilire un'omologia fra due approcci tanto diversi, quanto di comprendere se, attraverso la problematizzazione del ruolo dell'intellettuale, del suo rapporto alla verità e alla lotta, si possa aprire qualche spiraglio per una trasformazione delle antitesi tra "umanesimo" e "antiumanesimo", "strategia" e "dialettica", "singolarità" e "totalizzazione", che, nonostante precisazioni sempre possibili, il pensiero critico contemporaneo pare di fatto assumere in forme consumatesi negli anni Sessanta e Settanta. Lascio da parte, in questa

⁸⁷ *Ibid.*, p. 26-27.

sede, la complessa questione della verità in Foucault, di come si possa intendere l'impianto nietzschiano del suo discorso e di quali tensioni si sviluppino in esso a partire da nozioni come quella di "verità-evento" o di "dire vero". È in ogni caso significativo che la stessa nozione di "regime di verità", campo trasformabile in cui diversi "giochi di verità" si producono nella rete delle lotte e degli effetti di potere, venga fatta intervenire proprio nel momento in cui si tratta non di celebrare, ma di ridefinire, senza indietreggiare, la novità rappresentata dall'intellettuale specifico. In questo senso la politicità attribuita da Foucault all'intellettuale specifico merita di essere distinta dalle due modalità di intendere il rapporto tra intellettuali e lotta politica rispetto alle quali, durante gli anni Settanta, il discorso di Fortini voleva segnare una distanza: quella del Pci (in definitiva «quella classica dell'età staliniana») degli intellettuali come «esperti al servizio delle masse» e, nei fatti, subordinati al Comitato Centrale e quella che li vedeva come "lavoratori", essi stessi proletarizzati, e che, agli occhi del poeta, condivideva con la prima la stessa «sottovalutazione degli specifici processi produttivi intellettuali»⁸⁸. Si può affermare, infatti, che, lontani sia dalla separazione della dimensione intellettuale da quella politica, sia dalla prospettiva di una politicizzazione degli intellettuali come esito di un'estensione, in definitiva "tecnica", del dominio capitalistico, le ipotesi a tratti antitetiche di Fortini e di Foucault appaiono comunque tese a rendere pensabile una politicità interna, ma non autosufficiente, dell'attività intellettuale, assumendo "universalità" e "specializzazione" non come suoi punti di partenza o di arrivo, ma come effetti di un'indeterminatezza ad essa specifica.

Per Foucault il terreno di questa indeterminatezza è costituito dalla stessa "lotta intorno alla verità", simultanea agli altri livelli di specializzazione in cui si colloca l'intellettuale. Certo, nella prospettiva foucaultiana, com'è ampiamente noto, i soggetti, sempre attraversati da snodi specifici di sapere, potere e resistenza, non solo non attendono dall'intellettuale una spiegazione o una contestualizzazione della loro situazione⁸⁹, ma non viene nemmeno

⁸⁸ F. Fortini, «Gli ultimi Cainiti» (1975), in Id., *Questioni di frontiera*, op. cit., p. 96.

⁸⁹ Cfr. la conversazione con G. Deleuze, «Les intellectuels et le pouvoir» (1972), in M. Foucault, *Dits et écrits*, vol. II, op. cit., p. 308.

posto il problema se la consapevolezza della lotta che innerva il “regime di verità” sia condizione per la pratica sugli altri livelli dell’azione intellettuale, né, a maggior ragione, per una diversa organizzazione del sapere. Piuttosto «il ruolo dell’intellettuale è quello di legarsi alle persone che sono toccate dall’argomento che interessa loro»⁹⁰. D’altra parte, in un’intervista di soli due anni prima, il sapere intellettuale viene presentato come «parziale» rispetto a quello incarnato dall’esperienza della classe operaia. Si tratta, però, di una “parzialità” che trovava il proprio versante politicamente produttivo nella specificità della posizione dell’intellettuale rispetto all’apparato di informazione e di diffusione culturale. L’intellettuale, infatti, «può farsi capire, può scrivere nei giornali, dare la propria opinione» e, del resto, «ha il sapere che gli dà la lettura di un certo numero di libri», ma lungi dal sovradeterminare con un significato più universale la particolarità della coscienza operaia, restando così davvero “parziale” rispetto ad essa, egli si può fare operatore della sua diffusione, aiutando «altri operai o persone che non lo sono a prendere coscienza di ciò che accade»⁹¹. D’altra parte gli intellettuali, i tecnici, i medici, i giuristi, i giornalisti e altre figure attraverso le quali si esercita l’oppressione sociale («con il loro aiuto o la loro complicità, ma senza tenere ormai conto dei loro interessi, né soprattutto della loro ideologia») avevano già cominciato ad avvertire come intollerabile questa funzione, incontrando, così, «le lotte condotte da tempo dal proletariato»⁹². Non siamo lontani da una descrizione del rovescio di quel “rischio dell’ipocrisia” che Fortini chiede all’intellettuale come suo imprescindibile compito politico. Ma ciò che più conta è che, come si vede, anche le prime due “specificità” che caratterizzano la figura dell’intellettuale, quella del posizionamento di classe e quella del suo ruolo in gangli di potere e sapere, sono prese in un’oscillazione con un “universale” ridefinito come messa in circolo e moltiplicatore delle parzialità delle lotte contro l’oppressione sociale, oppure come

⁹⁰ M. Foucault, «Hospícios. Sexualidade. Prisois» (1975), in Id., *Dits et écrits*, vol. II., *op. cit.*, p. 776.

⁹¹ M. Foucault, «L’intellectuel sert à rassembler les idées mais son savoir est partiel par rapport au savoir ouvrier» (1973), in Id., *Dits et écrits*, vol. II, *op. cit.*, p. 421.

⁹² M. Foucault, «Préface à : Enquête dans vingt prisons» (1971), in Id., *Dits et écrits*, vol. II, *op. cit.*, p. 194.

costituzione di soggettività attraverso ciò che Foucault chiama “inchieste-intolleranza”. È su queste basi che Foucault, al termine della sua vita, può dire che la «ragione d’essere degli intellettuali» consiste comunque nel «lavoro di trasformazione del proprio pensiero e di quello degli altri». La posizione dell’intellettuale, infatti, se non è connessa ad un accesso privilegiato a qualche orizzonte più comprensivo, mantiene la possibilità, nei domini specifici del proprio lavoro,

di reinterrogare le evidenze e i postulati, di scuotere le abitudini, i modi di fare e di pensare, di dissipare le familiarità accettate, di riprendere la misura di regole e istituzioni e, a partire da questa ri-problematizzazione (in cui gioca il suo mestiere specifico di intellettuale) di partecipare alla formazione di una volontà politica (in cui deve giocare il proprio ruolo di cittadino)⁹³.

Da un lato, per produrre una «rottura di evidenza» occorre fare affiorare la non-necessità di alcune esperienze (per esempio la riduzione della follia a malattia mentale, l’imprigionamento dei delinquenti, la percezione clinica della malattia)⁹⁴ e di mostrare, quindi, il reticolo di contingenze alla base della loro “razionalità”⁹⁵. Dall’altro, si tratta di «staccare il potere della verità dalle forme di egemonia (sociali, economiche, culturali) all’interno delle quali per il momento funziona»⁹⁶, il che significa anche fare valere la storicità dei presunti universali antropologici non come semplice variabilità a seconda del tempo e degli interessi, ma come interrogazione sulle condizioni, in base alle regole del vero e del falso, di definizione della soggettività⁹⁷.

Diverse possibili partizioni tra “universalità” e “razionalità”, “verità” ed “evidenza”, permetterebbero, dunque, di ripensare la “generalità” di quella costante opera di ri-problematizzazione che Foucault rivendica, ad esempio, nello scritto su Kant e

⁹³ M. Foucault, «Le souci de la vérité» (1984), in *Dits et écrits*, vol. IV, *op. cit.*, p. 677.

⁹⁴ M. Foucault, «Table ronde du 20 mai 1978», in *Id.*, *Dits et écrits*, vol. IV, *op. cit.* p. 23.

⁹⁵ M. Foucault, «Structuralisme et poststructuralisme» (1983), in *Dits et écrits.*, vol. IV, *op. cit.*, p. 449.

⁹⁶ M. Foucault, *Microfisica del potere*, *op. cit.*, p. 28.

⁹⁷ M. Foucault, «Foucault», in *Id.*, *Dits et écrits*, vol. IV, *op. cit.*, p. 634.

l'illuminismo⁹⁸. Si potrebbe dire che il tipo di “universale” aperto dal discorso di Foucault è tale che, mettendo in costellazione la specificità della posizione sociale dell'intellettuale e la specificità del campo in cui egli opera con quella di *un intero regime di verità*, si offre come sforzo di una critica delle evidenze consolidate che non predetermini l'identità, i codici e le pratiche di una politica ad essa corrispondente. Si tratta, del resto, di una prospettiva critica che ha dei propri concetti-limite. Non solo lo «scetticismo sistematico» di Foucault rispetto all'universale e al necessario non esclude che in diversi scritti foucaultiani vengano evocati un “universale” e dei “diritti assoluti” da difendere⁹⁹, ma, come scrive Foucault richiamandosi esplicitamente a Merleau-Ponty, «c'è tutta un'etica dell'evidenza insonne che non esclude, tutt'altro, un'economia rigorosa del Vero e del Falso; ma essa non vi si riassume»¹⁰⁰. È in virtù di questi scarti che l'“evenemenzializzazione” della verità foucaultiana può avere un'esistenza politica diversa dalla mera relativizzazione e che la “terza specificità” di cui parla Foucault appare, certo, storicamente determinata, ma “specificata” in un senso del tutto peculiare. Essa segnala, infatti, in primo luogo l'articolazione in cui una qualsiasi attività intellettuale, restando sul proprio terreno, contemporaneamente «funziona o lotta al livello generale» del regime di verità, rendendosi, in virtù di questo suo carattere dislocato, disponibile a nuovi destinatari, ad altre lotte ad altre politiche.

Attrezzi, lime, navi ed esplosivi

Anche per Fortini l'imprevedibilità dei destinatari, che diverranno davvero tali solo con un atto di appropriazione, è indice dell'“universale” che permane riattivabile nell'attività intellettuale, oltre i limiti della sua posizione, culturale e di classe e il costante e

⁹⁸ M. Foucault, «Qu'est-ce que les Lumières?» (1984), in Id., *Dits et écrits*, vol. IV, *op. cit.*, p. 577.

⁹⁹ Su questi aspetti, cfr. V. Sorrentino, *Il pensiero politico di Foucault*, Roma, Meltemi, 2008, p. 232-242

¹⁰⁰ M. Foucault, «Pour une morale de l'inconfort» (1979), in Id. *Dits et écrits.*, vol III, p. 787.

necessario costeggiamento dell'ipocrisia. Si tratta certamente di guardare al di fuori della propria specialità, ma ciò può essere fatto nella misura in cui si nega al proprio discorso la possibilità che una qualche garanzia sia fornita da un nesso strutturale tra appartenenza, codice politico “di sinistra”, e messaggio “universale”, compreso quello della volontà di negazione radicale del sistema e di se stessi in quanto intellettuali. Infatti, non è rinunciando alla specificità del proprio discorso, ma immettendolo in una circolazione di utopie, di valori, di lotte che sa non dipendere da lui, che l'intellettuale può corrispondere alla “funzione intellettuale di tutti”, non pregiudicando in alcun modo l'identità dei “tutti” coinvolti nella lotta. È, allora, proprio su questo piano che si misura la distanza, ma, forse, anche la possibile complementarità all'interno di una rinnovata tematizzazione della politicità del pensare, tra la prospettiva strategica e genealogica di Foucault, da un lato, e l'“umanesimo” e la “dialettica” fortiniani, dall'altro. Se si guarda, ad esempio, alla lunga intervista rilasciata da Foucault a Roger-Pol Droit nel 1975, si noterà come tutta la descrizione che il filosofo francese propone del proprio lavoro sia guidata dalla volontà di un «pensiero strumentale» e, nello stesso tempo, utile al conflitto: «Come è strumentale un'armata, o semplicemente un'arma. O ancora un sacco di polvere da sparo o un cocktail Molotov»¹⁰¹. Questo carattere “strumentale” dovrebbe trasformare lo scritto in qualcosa che circola e che si offre a quanti, per motivi diversi, ritengono utile utilizzarlo¹⁰². In quel contesto Foucault dice di voler arrivare ad una forma di diffusione del sapere storico utile ai bisogni, ai piaceri e alle lotte delle persone e tale da renderlo simile alla musica, al teatro, alla pittura.

Tutti i miei libri – continua il filosofo francese – che siano *Storia della follia* o altri sono, se volete, delle piccole cassette per gli attrezzi. Se le persone vogliono aprirle, servirsi di questa frase, di questa idea, di questa analisi come di un cacciavite o di una chiave inglese per corto-circuitare, squalificare rompere, i sistemi di potere, compresi

¹⁰¹ M. Foucault, R.-P. Droit, *Michel Foucault. Entretien*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 136.

¹⁰² *Ibid.*, p. 110.

eventualmente gli stessi da cui sono emersi i miei libri, tanto meglio!¹⁰³

L'immagine usata continuamente da Foucault nel corso dell'intervista a R.-P. Droit è quella dell'«artificiere», che non ha di mira tanto la distruzione, ma che usa l'esplosivo «perché si possa passare, perché si possa avanzare, perché si possano fare cadere i muri»¹⁰⁴. La «materialità» alla quale Foucault sente legato il proprio discorso è, dunque, quella di «spazi chiusi» e la strumentalità che egli auspica per le proprie parole consiste nell'«attraversare dei muri, fare saltare delle serrature, aprire delle finestre». La ricerca di una forma di discorso storico che renda i testi strumenti di trasformazione e di lotta per fini ed esigenze imprevedute si affiancherà sempre più, del resto, all'idea di concepire il testo, la pratica teorica e la scrittura che lo intessono, come terreni di trasformazione del soggetto. Nell'intervista rilasciata a Duccio Tombadori nell'80, per fare solo un esempio, Foucault parlerà dei suoi libri come di «esperienze», costruite non per comunicare qualcosa di conosciuto, ma per sperimentare «cosa si possa pensare» di qualcosa e, in questa urgenza, per trasformare «ciò che si è effettivamente pensato fino a quel momento»¹⁰⁵. Per converso, se si guarda a cosa scrive Fortini negli anni Settanta, si comprende come l'orizzonte complessivo della Rivoluzione (che in quanto tale appare ad una prima lettura semplicemente contrapposto all'indirizzo microfisico foucaultiano) si sfaccetti in costellazioni di punti di trasformazione della pratica intellettuale e del suo rapporto con la politica. La prospettiva rivoluzionaria contiene, certo, un'intrinseca tensione alla totalizzazione, ma, come si è reso manifesto, per Fortini, nell'esperienza cinese, essa consiste soprattutto nella «proposta di un rischio che si gioca di giorno in giorno, di singolo in singolo, sulle "proprie forze" di ogni singolo e, proprio per questo, coincide con la libertà e col rischio etico»¹⁰⁶. L'"umanesimo" di Fortini, lo sforzo di «essere nell'autenticità», non coincide, insomma, con la ricerca di un'assoluta trasparenza e padronanza della contingenza,

¹⁰³ *Ibid.*, p. 173.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 92.

¹⁰⁵ Foucault, «Conversazione con Michel Foucault» (1980), in Id., *Dits et écrits*, vol. IV, *op. cit.*, p. 42.

¹⁰⁶ F. Fortini, «Ancora in Cina», *op. cit.*, p. 221.

dell'ambiguità e del rischio, ma con la volontà di vivere queste contraddizioni «*da una sola parte* e non più, come qui da noi, da due parti ad un tempo»¹⁰⁷. È questa prospettiva a giustificare la risignificazione critica del proprio lavoro intellettuale, la pratica di trasformazione delle sue condizioni specifiche, delle sue forme e dei suoi luoghi.

Oggi [gli intellettuali] devono agire come hanno tradizionalmente agito i lavoratori: che solo in determinate e specifiche condizioni hanno ricorso al luddismo. Come la classe operaia testimonia del proprio diritto e della propria volontà alla gestione sociale della produzione non solo spezzando le macchine ma soprattutto decidendo di fermarle o di rimetterle in moto a proprio criterio, così l'intellettuale che si rifiuta come mandarino non afferma la propria appartenenza alla classe lavoratrice cessando dalla propria attività, se non quando tutti la cessano perché si prendono le armi; ma la afferma invece continuamente sottoponendo a critica e a trasformazione le forme e gli spazi (istituzioni e linguaggi) che la società capitalistica offre al suo operare¹⁰⁸.

Ciò significa che, come spiega Fortini poco prima, «non è più possibile – né utile – fornire alla Rivoluzione il proprio cadavere intellettuale». Gli intellettuali debbono piuttosto, come si è già detto, «entrare nel merito» e produrre «opere». La necessità di usare tutti gli strumenti dell'industria culturale, infatti, lungi dal coltivare l'«illusione di mutare con quelli il mondo», nasce dalla presa d'atto che «in ogni punto (si tratti di formulazioni teoriche o di espressioni di creatività, di tecniche della pedagogia o di programmazione di lavoro editoriale e pubblicistico) è possibile rilevare la contraddizione, produrre schieramenti contrapposti, distruggere l'idea ingannevole che ci possa essere un prima e un dopo fra la rivoluzione economico-politica e quella culturale». L'educazione di tutti ad opera di tutti, che è la più precisa definizione fortiniana di «rivoluzione», si dà concretamente solo in processi singolari di divisione dei contesti e, quindi, di trasformazione del «funzionamento dell'ufficio come dell'officina e della banca, del modo di scrivere una lettera come del modo di insegnare una lingua

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 217.

¹⁰⁸ F. Fortini, «Intellettuali e nuova sinistra», *op. cit.*, p. 141.

straniera, della redazione di una rivista come della tecnica di argomentazione di un manuale scolastico». Ecco che, allora, la dialettica della funzione intellettuale, per come la intende Fortini, scava la forma stessa della “critica”, della presa di posizione intellettuale come “negazione dell’esistente”, per recuperare l’idea di una *produzione di positività*, cioè di nuove specificità. La capacità di negazione e di universalizzazione dell’attività intellettuale non può essere, infatti, un presupposto e, del resto, ha nella scelta di campo rivoluzionaria solo una condizione parziale, non una garanzia. L’“universalismo” e l’“umanesimo” fortiniani sono, del resto, inscindibili anche dalla consapevolezza dell’attuale indecidibilità rispetto a cosa potrebbe davvero sfuggire al riassorbimento e alla dispersione e giungere a parlare ad altri, o a se stessi, nel contesto di una rivoluzione effettiva. Scrive Fortini:

L’attività dell’intellettuale che è stata quella, storica, di “specialista della negazione”, può essere anche quella di produrre delle “positività” che producano in sé la propria negazione. Durante la seconda guerra mondiale gli americani produssero in cemento delle navi da trasporto, le *Liberty*, ed era già stato preventivato quante di esse sarebbero state affondate dagli *U-Boote* tedeschi prima di giungere in Europa. Le chiamavano “navi buone da affondare”. Gli uomini-tecnici della parola e della comunicazione, gli intellettuali e i docenti, gli scrittori e gli artisti debbono fabbricare con tutta la loro sapienza delle perfette *Liberty*, delle navi da affondare, poche delle quali riusciranno a varcare l’oceano di una trasformazione rivoluzionaria.¹⁰⁹

Non è, forse, possibile intravedere dei punti di contatto, certo sulla base di premesse teoriche differenti (in primo luogo rispetto allo statuto della “negazione”), tra la precarietà di queste positività “buone da affondare” e la forza delle *fictions* foucaultiane e del loro lavoro «nella verità»¹¹⁰? Nell’abbozzo di prefazione ad *Un giorno o l’altro*, testo stratificato in cui Fortini aveva progettato di raccogliere i suoi interventi dal ’45 agli anni Ottanta, l’autore rivendica l’attualità di un «programma valido per altri, per altri che sempre

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ Foucault, «Les rapports de pouvoir passent à l’intérieur des corps» (1977), in Id., *Dits et écrits*, vol. III, *op. cit.*, p. 236.

esistono e che devono solo conoscersi e unirsi». Un «programma di superbia e di modestia insieme», rispetto al quale non sarà difficile individuare le consonanze e gli scarti con il pensiero “esplosivo” e “strumentale” al quale diceva di mirare Foucault:

in quello che scrivo o che altri scriverà, ci potrà essere, come la lima fine d'acciaio nascosta nella pagnotta dell'ergastolano, una parte metallica. Che potrà appropriarsene solo chi l'avrà chiesta e per questo meritata. Contrabbandata sotto specie che tutti, anche i nemici, possano comunicare: ma solo a lui e a quelli come lui destinata.¹¹¹

È questo stesso atteggiamento, etico e culturale, che si trova riassunto in un autoritratto riportato nel retro di copertina di *Verifica dei poteri*. L'autore, vi si spiega, «alla “battaglia delle idee” dice di non credere più e di credere invece alle battaglie e alle idee». Le “battaglie” e le “idee”: Foucault avrebbe forse detto “resistenze” e “problematizzazioni”, “fictions”. Come sia possibile intendere il riecheggiarsi di questi due poli, l'effetto di indeterminazione dell'uno nell'altro, senza saturarne la distanza, è questione oggi fondamentale, che travalica ampiamente l'esercitarsi in un confronto tra due autori. Non si tratta, infatti, solo di tornare a parlare della politicità *del* pensare come abbiamo cercato di fare in questa sede, ma anche di sostenere su di sé il pensiero di *una* politica. Dopo lo smembramento della sintesi partitica tra “sapere” e “decisione” è ipotizzabile leggere la riflessione fortiniana sui “gruppi” e quella foucaultiana sui processi di “soggettivazione” anche come due differenti incursioni in questo territorio lasciato vuoto. Non dovremmo temere di guardare ad esse e alla loro distanza come anonimi destinatari.

¹¹¹ F. Fortini, «Astuti come colombe» (1962), in Id., *Verifica dei poteri*, op. cit., p. 52.

Les batailles et les idées.

Politicité du travail intellectuel chez Fortini et Foucault.

DIEGO MELEGARI

Cet article vise à donner un aperçu des réflexions que le poète et critique marxiste Franco Fortini a consacrées à la question du statut politique du travail intellectuel, à partir des années 50 et de l'époque de la déstalinisation jusqu'aux années 1980. En particulier, deux textes seront considérés comme cruciaux : la *Lettera agli amici di Piacenza* (1961), adressée au groupe fondateur de la revue *Quaderni piacentini* et, plus généralement, à l'archipel du marxisme critique ; *Per il comunismo dei prodotti intellettuali*, publié par la revue *Aut Aut* au milieu des années 1970.

Au cours de cette période, on assiste à une transformation significative des critiques formulées par Fortini contre la prédominance des « politiques intellectuels » sur les « intellectuels politiques » – cette forme de cristallisation du pouvoir des appareils politiques qu'il avait dénoncée, depuis les années 1950, notamment dans la traduction que le Parti communiste italien avait imposée à l'hypothèse gramscienne de l'organicité des intellectuels à la lutte hégémonique entre les blocs historiques. En effet, si dans un premier temps, dans le discours de Fortini, les intellectuels étaient appelés à participer à la lutte pour l'émancipation, tout en trouvant leur « manifestation spécifiquement politique en tant que producteurs de culture spécialisée »¹, dans les années 1960, l'« organisation des

¹ F. Fortini, « Politicità e autonomia della cultura » (1956), in Id., *Dieci inverni*, Milan, Feltrinelli, 1973 (prima edizione 1957), p. 223

intellectuels » était désormais explicitement pensée surtout comme capacité renouvelée de poser, d'après une décision éthique et pédagogique, des problèmes concrets de propriété des produits et des moyens de l'activité intellectuelle, de gestion du travail, et même de salaire. En ce qui concerne le travail intellectuel et sa politicalité, s'ouvrait ainsi une recherche plus générale sur la possibilité de déterminer une autre « matrice de l'universel » face à celle représentée par la forme-parti, fondée sur une résignification de l'action « syndicale », « de secteur », « corporative », traditionnellement vue comme une phase embryonnaire d'un processus politique effectif. Se comprendre soi-même comme « intellectuel politique » signifiait, pour Fortini, dépasser tant le simple engagement politique, soutenu par une coïncidence supposée entre les contradictions spécifiques de l'intellectuel et l'horizon d'une « universalité à faire » (Sartre), que la particularité du « groupe de pression », pour s'approcher, en revanche, de la constitution de « noyaux de pouvoir » vis-à-vis des différents « entrepreneurs » de l'industrie culturelle². En effet, selon Fortini, « seul l'intellectuel qui est réellement maître du savoir-science peut se confronter à la négation »³ ; donc, une lutte incessante portant sur les modalités concrètes de gestion et de valorisation de sa propre activité doit s'accompagner, dans l'activité intellectuelle, d'une « vision du monde commune », d'une position éthique et politique partagée.

Dans les années 1970, cet entrelacs entre proximité par rapport aux problèmes spécifiques de l'activité intellectuelle et refus du privilège et de la fausse conscience liés aux spécialités disciplinaires se transforme en théorisation et construction d'une pratique du langage capable de s'opposer à « la dissipation, au verbalisme, à la redondance, au bruit de fond produit par la multiplicité » et par l'« océan libériste des institutions culturelles », mais aussi à la tendance à s'opposer aux dites institutions par l'adoption de stylèmes gauchistes censés représenter une dernière, inutile, garantie de pureté

² F. Fortini, « Lettera agli amici di Piacenza » (1961), in Id., *L'ospite ingrato. Testi e note per versi ironici*, Bari, De Donato, 1966, p. 90, p. 95-96.

³ F. Fortini, « Industria della coscienza e preindustria. Cinque tesi » (1961), in Id., *L'ospite ingrato Testi e note per versi ironici, op. cit.*, p. 78

morale⁴. En revanche, écrit Fortini dans un texte de 1972, les intellectuels sont appelés à « assumer le risque qui a toujours accompagné les minorités qui opèrent au niveau des superstructures : la production et la formulation d'"œuvres", d'objets idéologiques, et la proposition – implicite ou explicite – de "valeurs-modèles"»⁵. En effet, une fois dénoncée leur propre « condition d'ouvriers au service de la mystification et de l'oppression capitalistes », le journaliste, le chercheur, le professeur, le collaborateur d'une télévision ou d'une maison d'édition, doivent savoir que la lutte pour la qualité de leur travail est la condition véritable pour attribuer un sens politique quelconque à leurs propres visées révolutionnaires⁶. Etant donné qu'il n'y a pas de forme culturelle qui pourrait revendiquer, aujourd'hui, une distance effective par rapport à une « machine culturelle » qui est le lieu de la production tant du consentement que de la dissension, la seule fidélité possible devient celle de « l'utilisation de n'importe quel instrument disponible, accompagnée d'une déclaration politique, la plus explicite possible, d'appartenance à un "camp" », c'est-à-dire un « bon usage de l'ennemi » et, en même temps, la conscience du risque permanent de l'« hypocrisie »⁷. Entre ces deux pôles il est possible de situer l'expérience de 68, qui avait effectivement reconnu la possibilité d'un « rapport entre action intellectuelle et action politique qui renversait celui de la tradition politique italienne », sans, pourtant, se livrer aux slogans sur l'« auto-organisation de la culture de gauche »⁸. Cependant, cette ouverture avait débouché sur la formule du « suicide » de l'intellectuel, donc sur une vision immédiatiste de sa « négation » (il s'agit d'une position que Sartre aussi avait exprimée, au moins partiellement, en poussant à la limite sa description de la conscience « malheureuse » et « monstrueuse » de l'intellectuel en tant que « spécialiste de l'universel ») ; ce qui

⁴ F. Fortini, « Dove scrivere », in F. Fortini, *Questioni di frontiera*, Turin, Einaudi, 1977, p. 119.

⁵ F. Fortini, « Intellettuali e Nuova sinistra » (1972), in Id., *Questioni di frontiera*, op. cit., p. 137.

⁶ *Ibid.*

⁷ F. Fortini, « Dove scrivere », in *Questioni di frontiera*, op. cit., p. 121-122

⁸ *Ibid.*, p. 116.

impliqua, pour la *Nuova Sinistra*, une confiance absolue vis-à-vis du contrôle politique des langages et le retour, souvent bien caricatural, de la solution par l'organisation de problèmes liés au caractère politique de l'activité intellectuelle⁹. Malgré ces obstacles, c'est avec 68 qu'il avait été possible de saisir l'existence d'une « intellectualité de masse », qui avait déjà sapé la possibilité pour l'intellectuel d'exhiber et concilier en lui-même les contradictions de la société tout entière et de préfigurer une organisation différente des rapports entre les hommes. Cette configuration historique imposait l'option d'une négation du rôle de l'intellectuel au profit d'une « direction diamétralement opposée à celle (...) du capitalisme avancé. C'est-à-dire au travers d'une réaffirmation de l'existence et de l'irremplaçabilité de la *fonction* intellectuelle par le même geste qui nie le *rôle* des porteurs spécialisés de cette fonction-là »¹⁰.

L'échec qu'avaient subi les formes de politisation de cette intellectualité diffuse et de son rapport essentiel à l'industrie culturelle, dont le mouvement de 68 avait au moins permis l'analyse critique, induit l'émergence de la figure de l'« intellectuel désorganique », ce nœud où se croisent deux lignes fondamentales de l'élaboration de Fortini et des héritages théoriques qu'il recueille et transforme : d'un côté le rapport à Gramsci, et de l'autre le rapport à Sartre. En premier lieu, nous visons à montrer que, chez Fortini, dans et par la crise de l'idée gramscienne d'« intellectuel organique », le problème d'une politicité possible du travail intellectuel était le terrain décisif pour pouvoir penser politiquement après l'épuisement de la forme-parti léniniste. Dans ce contexte la réflexion de Fortini concerne surtout la constitution de « groupes » de lutte, de recherche et de solidarité, c'est-à-dire de « communautés qui seraient en même temps le site d'une vie plus riche d'un point de vue éthique et les centres d'une action pratique, donc de la vérification de ladite vie »¹¹. Le groupe, en tant que lieu de « croissance, rechange, continuité, auto-discipline, recensement permanent des capacités technico-

⁹ F. Fortini, « Intellettuali e Nuova sinistra » (1972), in Id., *Questioni di frontiera*, op. cit., p. 133.

¹⁰ F. Fortini, « Intellettuali, ruolo e funzione » (1971), in Id., *Questioni di frontiera*, op. cit., p. 71.

¹¹ F. Fortini, « Lettera agli amici di Piacenza », in *L'ospite ingrato*, op. cit., p. 92.

professionnelles de chacun »¹², avait été un autre nœud problématique traversé par l'action et la pensée de la *Nuova Sinistra* après 68. Cette vision du groupe fut aussitôt réabsorbée dans la forme des « communes » ou dans l'imitation désespérée et microscopique de la forme-parti traditionnelle. Alors, ce qui était raté, c'était justement « l'organisation de communautés de recherche dont le mode de fonctionnement aurait dû être transposé dans l'activité politique »¹³. Malgré cette douteuse concrétisation historique, la notion de « groupe » (dont on ne peut ignorer les résonances sartriennes) permet, selon Fortini, de donner une consistance, contre toute interprétation moniste du processus d'émancipation, au « champ intellectuel et moral des rapports prépolitiques et métapolitiques ». On pourrait soutenir que, à partir de sa dialectique entre « déclaration de camp » et lutte pour la qualité du travail, avec tous les aspects « syndicaux » et « corporatifs » qu'une telle lutte peut impliquer, la politicalité de l'activité intellectuelle s'avère être le premier terrain d'expérimentation du rapport entre politique organisée et formes (notion jumelle de celle d'« organisation ») dans lesquelles certaines dimensions pré- ou méta- politiques deviennent pensables dans une dimension collective¹⁴. Pour Fortini, le rapport entre « politique » et dimensions « autres », pré- ou méta- politiques, est croisé par celui entre « politique » et « organisation », en montrant comme ledit rapport ne saurait être saturé par l'unité de « savoir » et « décision » dont le Parti serait la synthèse supposée. Le problème politique de l'organisation ne cesse pas, pour autant, d'interroger la pensée politique du présent, puisque l'enjeu fondamental est exactement celui de maintenir ouverte l'action d'un pôle sur l'autre. Par conséquent, il est nécessaire « d'écrire comme s'il existait devant nous cette arme de la classe que le siècle a appelé Parti »¹⁵ ; et, en même temps, il faut encore une fois se demander, au niveau de la

¹² F. Fortini, « Poscritto » (1973) a « A quelli dei "Quaderni rossi" » (1962), in Id. *Un giorno o l'altro*, Macerata, Quodlibet, 2006, p. 320.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Parmi ces dimensions, Fortini mentionne « la manière de gérer une action, d'aimer une autre personne, de l'éduquer ». Cf. F. Fortini, « Gli ultimi Caïniti » (1975), in Id., *Questioni di frontiera*, op. cit., p. 99.

¹⁵ F. Fortini, « Mandato degli scrittori e fine dell'antifascismo », in Id., *Verifica dei poteri*, op. cit., p. 146.

nouvelle situation de fragmentation et de massification, et de développement de la conscience dans la forme de la fausse conscience, quelle altérité, différente de celle que représenterait un « parti », pourrait interrompre le cercle de l'auto-conscience et son oscillation entre la peur et le cynisme¹⁶.

Après avoir rapidement confronté les positions de Fortini avec celles de Sartre à propos de l'intellectuel comme « universel singulier » – donc comme figure appelée à incarner les contradictions sociales et à contribuer de cette manière au mouvement général pour l'émancipation humaine, jusqu'à se dissoudre dans la figure du « camarade » –, nous insisterons sur la dialectique entre « rôle » et « fonction » de l'intellectuel. En effet, si d'un côté la « fonction » est opposée au « rôle » et à toute spécialisation (qui doit être vue non seulement comme « un privilège négatif du point de vue moral », mais comme une limitation du « savoir en tant que tel »¹⁷), sa tension critique et totalisatrice doit toujours être rejouée à partir des articulations, des degrés d'élaboration et des problèmes qu'une activité spécialisée propose :

La spécialisation dans les processus intellectuels d'abstraction, d'analyse et de synthèse, qui connote l'intellectuel mais qui ne coïncide pas avec la division du travail intellectuel, reste nécessaire dans la mesure où elle aide à développer des niveaux identiques de fonctions intellectuelles chez tous les hommes et, pour commencer, chez ceux que l'association entre castes intellectuelles et pouvoirs économique-politiques a condamné historiquement à vivre de sous-produits idéologiques¹⁸.

On pourrait dire que la lutte pour détacher la fonction intellectuelle du rôle des intellectuels a comme composante fondamentale la lutte pour soustraire au rôle le privilège de constituer la forme concrète de la spécificité du travail intellectuel. En dehors de cette saturation la négation du « rôle » se montrera dans le

¹⁶ F. Fortini, *Extrema ratio. Note per un buon uso delle rovine*, Milan, Garzanti, 1990, p. 90

¹⁷ F. Fortini, « Finis historiae » (1990) in Id., *Un dialogo ininterrotto, Interviste 1952-1994*, Turin, Bollati-Boringhieri, 2003, p. 583

¹⁸ F. Fortini, « Intellettuai, ruolo e funzione » (1971), in Id., *Questioni di frontiera, op. cit.*, p. 72.

langage, en tant que champ de tensions entre « hypocrisie » et « bon usage de l'ennemi », et comme tentative constante de *dire le vrai dans le faux*, au moins jusqu'au moment où le problème sera proposé à nouveau, mais dans la forme d'une « pédagogie généralisée de tout le monde par rapport à tout le monde », ce qui correspond, selon Fortini, à l'idée de la Révolution.

Le problème de la « fonction intellectuelle », cependant, présente aussi un autre aspect, par lequel elle se montre comme « fonction générique de l'humanité »¹⁹, « fonction intellectuelle de tous »²⁰. Le lien entre l'activité intellectuelle, saisie comme tension et tendance vers l'universalité et comme potentiel critique, et un certain « humanisme » est constant chez Fortini depuis la *Lettera agli amici di Piacenza*, où il voyait les intellectuels comme les héritiers de la « classique revendication prolétarienne d'une existence humaine »²¹. Cependant, cette revendication assume une détermination politique nouvelle et radicale lorsqu'on y trouve l'analogie entre les formes de pensée et d'intervention suscitées par les « intellectuels désorganiques » et celles d'une politique qui reconnaît dans le signifiant « masses » le nom générique de la subjectivation. Dans cet horizon, le problème du renvoi entre l'émergence de problématiques métapolitiques et l'expérimentation de formes et lieux possibles du rapport connaissance/politique gagne une profondeur historique accomplie et atteint son propre enjeu subjectif. D'un côté, en effet,

il y a une ressemblance extraordinaire entre les "valeurs" que les intellectuels "désorganiques" formulent en dehors des "compétences techniques" et le discours gigantesque, ininterrompu, sur les "valeurs", c'est-à-dire sur les raisons dernières de l'être et de l'agir, qui refait surface de temps en temps, cherchant des réponses dans les livres, dans la confrontation, dans l'amitié, dans l'amour, cherchant opiniâtrement une sagesse qui n'est pas le savoir de l'expert, du père jésuite ou du camarade, mais qui est *autre chose*²².

¹⁹ F. Fortini, « Intellettuali tra virgolette » (1977), in Id., *Un giorno o l'altro, op. cit.*, p. 527.

²⁰ F. Fortini, « Gli ultimi Caïniti », *op. cit.*, p. 124.

²¹ F. Fortini, « Lettera agli amici di Piacenza », *op. cit.*, p. 94.

²² F. Fortini, « Note per una falsa guerra civile » (1977), ora in Id., *Disobbedienze*, vol. I, *Gli anni dei movimenti*, Rome, Manifestolibri, 1997, p. 175.

D'un autre côté, le mandat anonyme de ces spécialistes qui ont ajouté au savoir l'exigence du franchissement de toute spécialité et qui ont comme seule légitimité celle d'« être constamment au bord de l'évanouissement, exposés au risque de poser leurs questions uniquement pour rentrer là d'où ils étaient venus », échappe au régime discursif de la compétence spécialisée, mais aussi à celui de l'opinion démocratique. Il demande, donc, une autre pensée de la politique, située au delà de ces deux faux régimes de vérité.

Après avoir clarifié en quel sens la fortinienne « intellectualité de tous », visant la possibilité de redéfinir la matrice même de l'universalité politique, ne saurait être vue comme un simple retour à l'intellectuel « universel », « conscience de tous » dont Foucault diagnostiquait la fin, nous proposons une lecture à rebrousse-poil de la figure de l'« intellectuel spécifique » analysée par le philosophe français. En analysant la généalogie du passage entre les deux modèles intellectuels et les dangers politiques auxquels l'intellectuel spécifique est exposé, nous nous proposons de mettre en évidence le jeu réciproque entre les « trois spécificités » qui démarqueraient aujourd'hui le champ de l'activité intellectuelle : celle de la position de classe de l'intellectuel, celle des conditions de vie et de travail liées à son activité spécifique et celle de la « politique de la vérité dans nos sociétés » (référence est faite, évidemment, à l'entretien avec Foucault de Alessandro Fontana et Pasquale Pasquino en 1976). Ce dernier niveau – au moment même où est dépassée l'idée de vérité comme « ensemble de choses vraies » pour la redéfinir comme « ensemble des règles » par lesquelles se produit la distinction entre « vrai » et « faux », comme l'amorce de leurs effets de pouvoir et la lutte autour de la vérité²³ – permet de penser les autres spécificités comme structurellement déplacées et d'établir une certaine « généralité », que Foucault envisage comme l'un de traits fondamentaux de l'attitude critique, comme « ontologie » du présent et comme problématisation ininterrompue de ses « évidences »²⁴. Par conséquent, même sans assimiler abusivement des positions aussi

²³ M. Foucault, *Microfisica del potere*, Turin, Einaudi, 1977, p. 26-25.

²⁴ Cf. M. Foucault, « Qu'est-ce que les Lumières ? » (1984), in Id., *Dits et écrits*, Paris, Gallimard, 1994, vol. IV, p. 577 ; M. Foucault, « Le souci de la vérité » (1984), in *Dits et écrits*, vol. IV, *op. cit.*, p. 677.

différentes et, parfois, opposées, que celles de Fortini et de Foucault, on peut essayer de comprendre si, en les faisant interagir, il ne serait pas possible de repérer dans l'approche foucauldienne et, en particulier, dans le rapport entre « spécificité » et « généralité » qu'il esquisse, des traces faisant allusion à une réorganisation de la matrice de l'universel politique.

On peut en effet reconnaître certaines consonances entre la pensée stratégique de Foucault et celle, fièrement humaniste et dialectique, de Fortini. A l'aide de nos deux auteurs, nous pouvons relever l'impossibilité d'identifier, sur la base de garanties d'ordre culturel ou idéologique, les « destinataires » de l'élaboration théorique et, donc, son caractère contingent, précaire, disponible pour des sujets et des luttes impossible à prédéterminer. Il ne s'agit pas du tout de proposer une conciliation entre des perspectives philosophiques et politiques hétérogènes, ou de leur trouver une racine commune dans la double crise de l'« intellectuel organique » et de l'« engagement ». Il s'agit, par contre, de comprendre si, face aux problèmes que de telles perspectives ont posé, dans et par leur distance réciproque, il suffit aujourd'hui de répéter l'une ou l'autre ou s'il ne faut pas plutôt se demander si la condition pour pratiquer différemment sa propre spécificité, éthique et intellectuelle, ne resterait encore aujourd'hui l'organisation de séquences et de formes visant le moment où chacun commencera « à enseigner à tous et à apprendre de tous »²⁵.

²⁵ F. Fortini, « Finis historiae », (1990), in Id., *Un dialogo ininterrotto*, op. cit., p. 583.

Autonomisation de la catégorie de *Lumpenproletariat* et pratique de la violence.

Les enjeux de la transition de *Lotta continua* aux *Nuclei armati proletari*.

FABRIZIO CARLINO

Les Nap sont le fruit d'une longue contestation, *d'un processus, dirais-je, naturel* dans les conditions de vie des prisons italiennes (...). Le nappiste est un sujet marginal (...) et la détention accentuera cette condition de diversité. Mais, en revanche, *la prison lui donnera le sentiment*, après le premier choc dramatique de l'enfermement, *de l'appartenance à un groupe*.¹

La production théorico-pratique des formations extra-parlementaires italiennes, issues des expériences de 1967-1969, a été l'objet d'une stratification interprétative au cours de laquelle le déni, la criminalisation et la neutralisation politique ont changé la signification et les enjeux initiaux. Ce processus de mystification, qui ne fut pas seulement herméneutique ou historiographique, a été encore plus massif à l'égard des groupes qui ont choisi de pratiquer la forme militarisée de la violence ; et parmi les nombreuses formations de la lutte armée, les Nap (*Nuclei armati proletari*) ont peut-être subi le refoulement le plus profond. Il faut en effet

¹ Le juge G. Di Gennaro, séquestré par les Nap, après sa libération ; cité dans A. Silj, *Mai più senza fucile : alle origini dei Nap e delle Br*, Florence, Vallecchi, 1977, p. 122 ; c'est moi qui souligne.

constater l'absence presque totale d'études visant à en reconstruire l'histoire dans toutes ses implications², ce qui serait pourtant tout à fait crucial à bien des égards.

Loin de vouloir combler une lacune si massive, cet article se borne plutôt à parcourir la genèse de cette expérience, à travers une critique des catégories politiques et théoriques saisies dans leur efficacité « sous conjoncture ». En suivant l'articulation complexe et contradictoire des différentes tendances qui représentèrent les conditions de la combinaison de ces caractères spécifiques qui ont amené à la naissance des Nap, j'ai essayé d'analyser le développement de certaines notions décisives, dans leurs transferts et déplacements entre grilles conceptuelles différentes, ce qui modifia radicalement leur efficace par leurs différents usages. La critique de l'efficacité de notions hétérogènes telles que l'espace, la violence, la marginalité, bien que menée dans les limites du champ déterminé par leur efficacité matérielle et irréductible dans la genèse des Nap,

² Les études consacrées aux Nap sont très rares et, avec quelques exceptions, assez décevantes. Il faut considérer comme point de repère fondamental une étude contemporaine des événements, celle d'A. Silj, *Mai più senza fucile: alle origini dei Nap e delle Br*, que je viens de citer – le seul texte qui s'efforce réellement de saisir la complexité des origines de la lutte armée en Italie, avec la reconstruction et l'analyse menées par Soccorso rosso, *Brigate Rosse. Che cosa hanno fatto, che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto*, Milan, Feltrinelli, 1976. Plus récent, V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi. Nap: ribellione, rivolta e lotta armata*, Naples, L'Ancora del mediterraneo, 2010, est un livre au style journalistique, qui se borne à recueillir quelques données déjà connues, tout en citant des témoignages très intéressants. Il en va de même pour l'essai de R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari. Carceri, protesta, lotta armata*, Naples, La città del sole, 2008. Pour ce qui concerne les documents à partir desquels j'ai conduit mon étude, il faut citer les textes suivants : Soccorso rosso, *I Nap. Storia politica dei nuclei armati proletari e requisitoria del tribunale di Napoli*, Milan, Collettivo editoriale libri rossi, 1976, recueillant tant les actes des procès que les textes des Nap ; *Criminalizzazione e lotta armata*, Milan, Collettivo editoriale libri rossi, 1976, qui contient des interventions des avocats du « Soccorso rosso » ; enfin, *Nuclei armati proletari*, Controinformazione, cahier n. 1, 1976, contenant quelques interventions aux ambitions théoriques. Mais la visée de mon étude consiste surtout dans la tentative de dégager les lignes théoriques fonctionnant à l'état pratique dans les documents de la « Commission prisons », recueillis dans les livres suivants : *Lotta continua, Liberare tutti i dannati della terra*, Ed. Lotta continua, 1972 ; I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, Turin, Einaudi, 1973 ; *Lotta continua, Ci siamo presi la libertà di lottare*, Ed. Lotta continua, 1973.

soulève néanmoins l'exigence de poser quelques questions plus générales. La façon dont les acteurs de notre histoire ont articulé, dans leur pratique, certaines notions tout en les modifiant, en les superposant et parfois en les substituant aux catégories marxistes, nous amènera nécessairement à nous confronter aux concepts de la tradition marxiste, pour en enregistrer les mutations et tracer quelques lignes de démarcation. La problématique qui nous occupe se développe autour des rapports entre sous-prolétariat et prolétariat industriel, entre pensée et pratique, entre classe ouvrière et couches marginales. L'enjeu est évidemment la possibilité même d'une subjectivation révolutionnaire en dehors du prolétariat industriel. Le point d'articulation central de la genèse de la ligne des Nap est situé au carrefour entre une pratique de la violence militarisée issue des mouvements et la violence enracinée dans les luttes des prisons. J'ai essayé de saisir les effets théorico-pratiques des nouvelles conceptualisations que les détenus ont tentées de certaines catégories, et notamment des catégories qui ont partie liée avec la notion de sous-prolétariat ou *Lumpenproletariat* – les effets, donc, que la réactivation et la traduction de ces catégories ont eu sur les luttes des classes dans les prisons.

Cette analyse nous amènera, finalement, à suivre cette ligne jusqu'à ses dérives, en mettant en question le concept de classe dans son rapport avec d'autres notions, telle la « multitude ». Ce n'est pas par hasard que Antonio Negri a reconnu dans les détenus révoltés des années 1970 et 1980 une des figures centrales d'un nouvel acteur social qui marquerait le passage entre la modernité et la post-modernité, à savoir le passage de l'âge où le socialisme n'était que rêvé, à l'âge où le communisme commence à être vécu³ – le ridicule de cet énoncé est évident⁴.

³ Je fais allusion à sa Préface à *Gli invisibili (Les invisibles)* de Nanni Balestrini, une sorte de roman de formation d'une génération de détenus en révolte. Dans sa Préface « Toni » Negri soutient que le langage des détenus, reproduit par Balestrini, est le langage de la multitude (cf. A. Negri, Prefazione in N. Balestrini, *Gli invisibili*, DeriveApprodi, 2005). Il est aisé de reconnaître dans ce passage la prédominance de l'abstraction creuse sur la détermination de la complexité.

⁴ C'est une réponse au cri de Negri : « Et à ceux qui sourient de cette affirmation, nous dirons : Baisse la tête, pauvre con ! » (*Ibid.*, p. 7).

Expansion et négation de la violence endogène

Et à la question de savoir si nous étions violents, je réponds : oui. Je n'invoque pas le temps et le lieu, le premier sang versé et les injustices. Je réponds : oui ; c'est à eux, à ces jeunes, de chercher pour nous les pièces justificatives, s'ils le désirent⁵.

La genèse des Nap est liée tant à l'expérience de la « Commission prisons » de *Lotta continua*, qu'à la tendance de la « lutte armée » au début des années 1970. Issus de la convergence entre des militants de *Sinistra proletaria* de Naples⁶ et de *Lotta continua*, les Nap ont été sans doute influencés par les actions des Brigades rouges⁷, en tant que groupe armé dominant, et c'est aux « Brigades rouges-Parti Guerrilla » que les « nappistes » ayant survécu à la répression se sont liés par la suite. Il est impossible, du coup, d'aborder notre sujet, sans se poser le problème de l'utilisation de la question de la violence dans le discours sur la lutte armée. Il ne s'agit pas de donner un jugement politique à propos des effets de la « militarisation » de la lutte sur les développements de la « séquence rouge » italienne et de son échec⁸, ni *a fortiori* d'émettre un jugement moral sur les responsabilités de la montée aux extrêmes du conflit politique. Il s'agit plutôt de montrer que la question de la lutte armée, telle qu'elle s'est posée à partir des premières actions des Brigades rouges, est tout à fait étrangère à la pratique d'une certaine violence politique ; et que le discours sur la légitimité ou l'illégitimité du recours à la violence, sur ses présupposés théoriques et ses enjeux moraux, n'appartient pas à la pratique de la lutte des

⁵ E. De Luca, Préface à P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat. Insurrection et contre-insurrection dans l'Italie de l'après-68 : la démocratie pénale, l'Etat d'urgence*, Paris, Editions Dagorno, 2000, p. 11 ; trad. fr. (modifiée) de *Il nemico inconfessabile. Sovversione sociale, lotta armata e stato di emergenza in Italia dagli anni Settanta a oggi*, Rome, Odradek, 1999, p. IV.

⁶ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 122.

⁷ Cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro. 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale*, Milan, Feltrinelli, 1988 ; 2e éd., 1997, p. 418.

⁸ Pour une reconstruction critique de l'expérience de la « Nouvelle gauche » en Italie, cf. A. Cavazzini, *Le Printemps des intelligences*, EuroPhilosophie 2010, Bibliothèque de Philosophie Sociale et Politique <http://www.europhilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article18>

groupes dits « violents ». Le discours sur la violence ne fait partie de l'histoire des formations révolutionnaires italiennes des années 1970 qu'en un sens très précis : la question de la violence, en tant que *question abstraite séparée de la dynamique des luttes*, a été posée par les forces qui s'opposaient, plus ou moins explicitement, à la radicalisation inédite du processus politique. Ce point a une grande importance, puisque c'est à propos de la négation du caractère endogène de la violence qu'a eu lieu le refoulement de l'histoire de l'expérience subversive italienne dans la deuxième moitié du siècle.

La distinction entre le « bon côté », non-violent, du mouvement, et le « mauvais côté », violent, a alimenté, dès le début de la phase de la lutte armée, une série de théorisations en contradiction flagrante avec la réalité historique. D'un côté, les théories complotistes, de gauche comme de droite, affirment l'existence de forces occultes qui auraient dirigé les groupes armés. De l'autre côté, on assiste à une criminalisation systématique des violents, visant à leur refuser toute connotation politique, et à l'« angélisation » symétrique des non-violents. Comme le remarque Oreste Scalzone, la distinction entre « violents » et « créatifs », introduite par Antonio Negri⁹ et qui a dominé les lectures des années 1990, a provoqué pas mal de contresens, dont

le premier fut l'*angélisation* de la « spontanéité » quand en réalité tous les graphiques¹⁰ montrent que la violence a agi comme catalyseur d'une dynamique concurrentielle entre les différents groupes (...). Le second malentendu alimente l'équivoque d'un mouvement victime des partisans de la lutte armée qui lui auraient été extérieurs, qui l'auraient soumis à de terribles pressions et l'auraient contraint à les suivre dans leur « aventurisme » militaire¹¹.

Cette reconstruction fait partie d'une réécriture idéologique de l'histoire, qui trouve ses racines dans les positions du PCI face à la

⁹ Dans un article paru dans *Le Monde*, 29 novembre 1997.

¹⁰ Il s'agit de graphiques analysant la composition sociale et l'origine politique des militants des groupes armés en Italie, ainsi que leur expansion et enracinement dans le tissu social. Ces données, citées par Scalzone et Persichetti, sont tirées en particulier du volume *Progetto memoria. La mappa perduta*, Rome, Ed. Sensibili alle foglie, 1994.

¹¹ P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 93 ; éd. it. op. cit. p. 47.

« séquence rouge » italienne dans son ensemble, et qui s'articule avec des intérêts différents liés à des facteurs géopolitiques mais aussi aux vicissitudes judiciaires des acteurs des révoltes frappés par une répression très dure. À partir du procès du 7 avril 1979¹², on assiste au phénomène massif qu'on peut appeler, avec Scalzone, « exportation de la responsabilité »¹³ ; un article de Negri, paru en mars 1981¹⁴, établissait une démarcation très nette qui divisait les détenus politiques, entre d'une part les formations armées, appelées désormais « terroristes », et tous les autres groupes¹⁵, considérés comme autant de victimes innocentes du soi-disant « stalinisme » des Brigades rouges. Il ne s'agit pas de nier les contradictions profondes qui traversaient le continent très hétérogène de la gauche extra-parlementaire, et il est certain que la pratique de la violence était elle-même très différenciée – la violence des Brigades rouges, nous allons le voir, étant tout à fait distincte de la violence de *Potere operaio*, ou de celle de *Lotta continua*, par exemple, qui correspondait à son tour à une conception de l'action assez éloignée de celle des Nap. Sans anticiper sur ce que je vais montrer ensuite, on peut néanmoins assumer, pour l'instant, que « les groupes pouvaient diverger sur tel ou tel problème et se retrouver d'accord sur un autre. Il n'y avait pas de frontière nettement définie qui aurait

¹² Il s'agit du célèbre procès – dont le maître d'œuvre fut le procureur de la République de Padoue Pietro Calogero – contre les militants de *Autonomia operaia* (entre autres, Antonio Negri et Oreste Scalzone).

¹³ Il s'agit d'une forme d'auto-blanchiment, consistant dans la pratique de « l'autocritique des autres » à travers une « reconstruction judiciaire » des trajets des luttes, « présentés comme étant à une "distance astrale" de toute logique de lutte armée », P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, *op. cit.*, p. 145 ; éd. it. *op. cit.*, p. 83.

¹⁴ A. Negri, *Terrorismus ? Nein, danke*, dans « Il Manifesto », 23 mars 1981 ; tr. fr. dans A. Negri, *Italie rouge et noire*, Paris, Hachette, 1985, p. 111-117.

¹⁵ Difficile de nier qu'on ait affaire ici à une tentative d'auto-défense. « Dans la tentative de se libérer de l'étiquette de terroriste, par le procédé classique du *transfert* (...) [Negri] la reprenait à son compte pour l'appliquer tout simplement à d'autres et pour se représenter comme l'expression de la tendance politique la mieux placée pour "combattre le phénomène" » (P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, *op. cit.*, p. 146 ; éd. it. *op. cit.*, p. 84). L'opération de Negri consisterait alors dans une réécriture de l'histoire à partir d'un faux témoignage porté de l'intérieur même du mouvement, ce qui légitimait la *criminalisation des autres* (voir *ibid.*, p. 146-147).

pu diviser clairement le mouvement »¹⁶, mais ce qui est certain est qu'« il n'existe pas de groupe extraparlamentaire gauchiste (...) qui n'ait pas pratiqué des formes d'action violente organisée », et surtout il n'y avait pas de dichotomie sur le principe de la lutte armée entre les formations clandestines et les groupes légaux, notamment *Potere operaio* et *Lotta continua* (...). Les divergences existaient plutôt en matière de théorie de l'organisation¹⁷.

D'ailleurs, c'est Negri lui-même qui écrit, en 1974, que « *seule la lutte armée aujourd'hui parle de communisme* »¹⁸. Evidemment, avant le processus de réécriture de l'histoire par le biais de l'effacement de la mémoire, le problème n'était pas celui de la violence en tant que telle, mais plutôt celui de ses formes et de ses présupposés. À l'objection qu'il ne suffit pas de dire que la violence était un élément endogène de la subversion, puisque la violence ne signifie pas immédiatement lutte armée, on peut donc opposer non seulement ce petit document tiré des archives de Negri, mais aussi la reconstruction historique d'une situation générale pré-insurrectionnelle, dans laquelle, « contrairement à ce qui fut raconté ultérieurement, les BR étaient très courtisées »¹⁹ : Renato Curcio a fait état d'une proposition de fusion, en 1971, de la part de la direction de *Lotta continua*²⁰. Il faut en outre rappeler que le premier assassinat dont fut responsable la gauche extra-parlementaire en Italie fut celui du commissaire Luigi Calabresi, en 1972, donc bien

¹⁶ P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 100 ; éd. it. cit., p. 48.

¹⁷ *Ibid.*, p. 99 ; éd. it., op. cit., p. 48-49.

¹⁸ A. Negri, « Partito operaio contro il lavoro », dans S. Bologna, P. Carpignano, A. Negri, *Crisi e organizzazione operaia*, Milan, Feltrinelli, 1974, p. 136. Ce qui correspond à des raisons théoriques précises : « Seulement la lutte armée transforme l'usage capitaliste de la suppression de la valeur en lutte ouvrière pour la suppression réelle du commandement du capital et du travail » (*Ibid.*)

¹⁹ P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 202 ; éd. it. op. cit., p. 154. C'est toujours Negri qui, après 1973, se confronte aux *Brigades rouges*, avec lesquelles il réalise ensuite la revue *Controinformazione* (cf. S. Zavoli, *La notte della Repubblica*, Mondadori, Milano, 1992, p. 262-263).

²⁰ « Venez avec nous et faites ce que vous savez faire le mieux : organisez notre service d'ordre. Ils [Pietro استفاني et Camuffo] nous proposaient [aux BR], en pratique, de devenir leur bras armé » (R. Curcio, *A visage découvert*, Paris, Lieu commun, 1993, p. 99-100).

avant que les Brigades rouges n’accomplissent leur premier meurtre prémédité, en 1976, contre le juge Francesco Coco. Et à l’occasion du meurtre de Calabresi, l’organe de presse de *Lotta continua* publie un article sans ambiguïtés : l’attentat est défini comme « une action dans laquelle tous les exploités reconnaissent leur propre volonté de justice »²¹. En s’opposant à l’innocentisme de la plupart des anciens militants de *Lotta continua*²², Scalzone et Persichetti affirment que l’attentat Calabresi

empêche la séparation de l’histoire des années 1970 en deux moments distincts et il rappelle, telle une montagne inamovible, que les groupes qui s’étaient déclarés combattants dès le début n’étaient pas les seuls à organiser des actions illégales et armées²³.

Enfin, le passage de certains militants de *Lotta continua* à la clandestinité, aux Nap – et par là, ultérieurement, aux Brigades rouges²⁴ – devient moins mystérieux. Remontons alors aux origines des *Brigades rouges*, afin de voir jusqu’à quel point l’expérience de la lutte armée a été enracinée dans la pratique révolutionnaire de la

²¹ *Lotta continua*, 18 maggio 1972. D’ailleurs, ce commentaire de l’attentat a été précédé par une campagne très violente contre le commissaire, accusé d’être le responsable de l’assassinat du militant anarchiste Giuseppe Pinelli au lendemain de l’attentat de la Piazza Fontana du 12 décembre 1969. Une campagne revendiquée par l’un des leaders de *Lotta continua*, Adriano Sofri, à l’occasion de l’assemblée générale du groupe en juillet 1970 : « On nous a accusé d’avoir trop insisté [sur Calabresi] ; notre limite réelle a été, au contraire, d’avoir été incapables de construire de la mobilisation sur cet épisode si exemplaire, d’en faire partout le centre même de notre activité de masse » (« Situazione politica generale e nostri compiti », in *Comunismo*, n. 1, automne 1970, p. 41 ; cité in L. Bobbio, *Lotta continua. Storia di un’organizzazione rivoluzionaria*, Rome, Savelli, 1979 ; réédité avec le titre *Storia di Lotta continua*, Milan, Feltrinelli, 1988, p. 62). On ajoutera à tout cela la lecture des jugements par *Lotta continua* sur les premières actions des *Brigade rouges*, dont on traitera dans les pages suivantes.

²² Une exception est représentée par l’intervention d’Erri De Luca, qui publiera un article dont le contenu est résumé par son titre : « Tutti noi potevamo uccidere Calabresi » (*Chacun parmi nous aurait pu tuer Calabresi*), *Corriere della sera*, 14 mai 1996.

²³ P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l’Etat*, op. cit., p. 191 ; éd. it. cit., p. 137.

²⁴ En effet, on constate que 12,2% de militants provenant de *Lotta continua* sont inculpés d’association subversive (cf. D. Della Porta, *Il Terrorismo di sinistra*, Bologne, Il Mulino, 1990, p. 155).

« décennie 68 ». Si d'un côté on montrera une genèse déterminée par une conjoncture dans laquelle la « tendance armée » était diffuse et massive, d'autre part, on essaiera de saisir les spécificités de la pratique des Nap par rapport, notamment, à *Lotta continua* et aux *Brigades rouges*.

Les premières actions des Brigades rouges remontent à 1970, dans les usines de Milan. Elles sont tellement enracinées dans les luttes ouvrières, que leurs attentats incendiaires ne suscitent pas un grand intérêt, se confondant avec d'autres actions spontanées ou organisées par d'autres groupes²⁵. Face à la situation de ces usines, *Lotta continua* exalte cette pratique violente : sur l'illégalité de masse contre les briseurs de grève, par exemple, le groupe écrit que il ne s'agit pas seulement de défendre l'unité de la grève : les ouvriers apprennent à exercer le pouvoir et ça leur fait plaisir²⁶.

Le premier attentat qui aura un certain retentissement date de janvier 1971. Les réactions à cet attentat incendiaire, contre l'usine Pirelli, sont exemplaires. D'un côté, la presse proche de la bourgeoisie conservatrice définit les *Brigades rouges* comme une « fantomatique organisation extra-parlementaire »²⁷. Commence ici l'opération de déni de la réalité du phénomène, un déni qui prendra des formes différentes au cours des années, jusqu'à la « rétrologie » et au « complotisme »²⁸, mais qui aura toujours pour but celui d'isoler. La gauche institutionnelle minimise, mais en suivant un schéma qui deviendra une référence stéréotypée de ses analyses. Voici ce qu'on lit, au lendemain de l'attentat, dans un petit article du quotidien officiel du PCI :

²⁵ Cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 383. Il serait d'ailleurs trop facile de dire que cet enracinement caractérisait exclusivement les premières actions. Il suffit pour l'instant de rappeler qu'en 1978 le PCI est contraint de fermer sa section d'usine de l'Alfa-Romeo de Milan, puisqu'elle était trop influencée par les Brigades rouges (cf. P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 87-88 ; éd. it. op. cit., p. 53).

²⁶ Cité in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 384.

²⁷ *Corriere della Sera*, cité in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 399.

²⁸ La « *dietrologia* », à la lettre, c'est l'étude des choses derrière les choses ; par conséquent elle est strictement liée au « *complotismo* », c'est-à-dire aux théories du complot.

Celui qui a fait l'attentat, tout en se cachant derrière ces tracts anonymes à la phraséologie révolutionnaire²⁹, agit à la solde de ceux qui, comme Pirelli lui-même, sont intéressés à faire apparaître aux yeux de l'opinion publique la juste bataille des travailleurs pour le renouvellement du contrat comme une série d'actes de banditisme³⁰.

Le PCI arrive à dire, dans un communiqué s'adressant aux ouvriers, qu'il faut se débarrasser des provocateurs « de la manière la plus adéquate et qui correspond à la nature des actes accomplis »³¹. Excepté cet appel à la violence, l'affirmation la plus révélatrice de l'attitude du PCI³² apparaît dans une déclaration des syndicats, définissant les actions des Brigades rouges comme des « fanfaronnades provocatrices au style purement fasciste »³³.

En effet, sont introduites, dans cette dernière phrase, les trois catégories qui joueront un rôle fondamental dans le processus de déni de la réalité massive des formations armées : 1) Le terme de « fanfaronnade » renvoie à la tendance, très répandue, à marginaliser le phénomène en minimisant sa valeur politique. Cette minimalisation est proche d'une double réduction, également répandue, des présumés « terroristes » à des cas psychiatriques³⁴, et de leurs actions à des simples « délires »³⁵. 2) Pour ce qui concerne la

²⁹ On fait référence au tract retrouvé sur le lieu de l'attentat, où les Brigade Rouges évoquaient, en utilisant un style télégraphique, un ouvrier licencié, les luttes à l'usine Pirelli et l'occupation de logements (cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 399).

³⁰ *L'Unità*, cité in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 399.

³¹ N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 399-400.

³² Même Valerio Lucarelli, qui dans sa reconstruction de l'histoire des Nap est toujours prudent et modéré, ne montre aucun doute sur l'attitude du PCI : « Au fil des années, le PCI glissera d'un déni de l'évidence, il parlera tant de "provocateurs fascistes" que de "brigades soi-disant rouges", jusqu'au ralliement irréversible à l'État et à la pratique directe de la délation et de la répression », (V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi*, op. cit., p. 46).

³³ N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 400.

³⁴ En suivant cette lecture, Diego Novelli, membre du PCI et maire de Turin, écrit que les brigadistes faisaient partie d'un « milieu plutôt louche, composé de personnes malades du point de vue clinique – psychologiquement – et s'adonnant à la consommation de substances stupéfiantes » (D. Novelli, *L'Unità*, 16 décembre 1973).

³⁵ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 195.

théorie de la « provocation », il s'agit du germe d'un véritable délire d'interprétation, qui aboutira à la théorie du complot que j'évoquais précédemment. On trouve de nombreux partisans de la thèse complotiste non seulement dans la gauche institutionnelle, mais aussi dans certains milieux radicaux et extra-parlementaires³⁶. Même quelques journaux proches du mouvement ne cesseront jamais d'accuser les brigadistes d'être des « agents provocateurs »³⁷, et le quotidien *Il Manifesto*, représentant une gauche dissidente, a toujours utilisé, pour les définir, des expressions telles que « soi-disant » ou « prétendus »³⁸. Dans le cas des Nap aussi, la presse du PCI est à la recherche de « ceux qui se cachent derrière l'obscur sigle (...), de ceux qui trament ces provocations criminelles »³⁹, en soutenant que « les véritables chefs [des Nap] demeurent inconnus »⁴⁰. Parfois, on peut remarquer des mélanges curieux entre psychologisme et complotisme : derrière les Nap il y aurait « des animateurs occultes qui, par le biais d'un savoir diabolique, manipulent la faiblesse psychologique de jeunes fragiles et sans expérience »⁴¹. Mais, en général, au contraire des interprétations « psychiatriques », les théories du complot poussent aux extrêmes la valeur politique de la lutte armée, tout en en déplaçant l'origine et le sens : la montée du niveau de la violence serait organisée par des forces occultes et

³⁶ Les thèses très connues issues du milieu de l'*Internationale Situationniste*, notamment G. Sanguinetti (dans *Del terrorismo e dello Stato. La teoria e la pratica del terrorismo per la prima volta divulgate*, Milan, 1979 ; tr. fr. par J.-F. Martos, *Du terrorisme et de l'État, la théorie et la pratique du terrorisme divulguées pour la première fois*, Paris, Le fin mot de l'histoire, 1980) et G. Debord (dans sa *Préface à la quatrième édition italienne de « La Société du spectacle »*, Paris, Gallimard, 1979) soutiennent une hétérodirection des « terroristes » par les services secrets internationaux.

³⁷ C'est une accusation que le BCD (*Bollettino di controinformazione democratica*) adressera toujours aux *Brigades rouges*, comme le rappellent N. Bastestrini et P. Moroni in *L'orda d'oro, op. cit.*, p. 383.

³⁸ Cf. N. Bastestrini, P. Moroni in *L'orda d'oro, op. cit.*, p. 383.

³⁹ « Legati alla criminalità comune i terroristi del covo di Napoli », *L'Unità*, 14 mars 1975, cité in R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari, op. cit.*, p. 104.

⁴⁰ « Si cerca di individuare i mandanti dei terroristi teorici del crimine », *L'Unità*, 18 mars 1975, cité in R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari, op. cit.*, p. 104.

⁴¹ « Le tappe del terrorismo a Napoli », *Il Mattino*, 13 mars 1975, cité in R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari, op. cit.*, p. 104.

dirigées par les services secrets, afin de déstabiliser l'État démocratique, ou bien de consolider les coalitions politiques dominantes, afin d'empêcher l'ascension du PCI au pouvoir, ou encore pour créer les conditions d'un virage autoritaire⁴². Les militants de la lutte armée seraient alors, pour ces secteurs de la gauche, des agents provocateurs, conscients ou inconscients, au service de forces dangereuses pour la démocratie. 3) L'accusation de fascisme est peut être la plus subtile, d'une part parce qu'elle vise l'un des points fondamentaux du mouvement, à savoir l'antifascisme, en agissant donc de l'intérieur de l'imaginaire d'une génération de révoltés dont l'un des référentiels était la Résistance comme « révolution trahie »⁴³ ; d'autre part parce que, par le biais de cette catégorie, on amorce un processus de déni de la véritable nature politique de la pratique de la lutte armée⁴⁴. D'après cette interprétation, les affrontements violents n'étant jamais spontanés et la lutte armée étant toujours instrumentalisée par des intérêts réactionnaires, les actes de violence, quelle qu'en soit l'origine manifeste, sont toujours des actes fascistes. Giorgio Amendola,

⁴² Ces hypothèses présentent beaucoup de variantes internes, parfois spéculaires. Certains auteurs essaient de reconstruire, derrière les actions des brigadistes, un dessein de la CIA (voir S. Flamigni, *La tela del ragno. Il delitto Moro*, Rome, Edizioni Associate, 1988 ; S. Flamigni, *Convergenze parallele*, Rome, Kaos edizioni, 1988 ; A. Cipriani, G. Cipriani, *Sovranità limitata. Storia dell'eversione atlantica in Italia*, Rome, Edizioni Associate, 1993). D'autres, au contraire, attribuent au KGB le complot, impliquant aussi Kadhafi et Assad (voir C. Sterling, *La trama del terrore. La guerra segreta del terrorismo internazionale*, Milan, Rizzoli, 1981). D'autres soutiennent que les brigadistes agissaient consciemment contre le PCI ; et encore, d'après G. Galli, la lutte armée a fait l'objet d'une tolérance et d'une connivence qui avaient pour but de renforcer le bloc au pouvoir (cf. G. Galli, *Storia del partito armato*, Milan, Rizzoli, 1986). Pour une bibliographie critique à ce sujet, cf. P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, *op. cit.*, p. 22, 296-299 ; éd. it. *op. cit.*, p. 7, 204-209).

⁴³ Sur la continuité entre la lutte armée et la tradition de la Résistance antifasciste, cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, *op. cit.*, p. 400 et suiv.

⁴⁴ Il faut faire état également d'une utilisation différente de l'évocation du « fascisme », une utilisation qui n'est pas liée à une tentative de neutralisation. En se référant peut-être à Renato Curcio, lecteur de Clausewitz, *Potere operaio* écrit en novembre 1972 : « Le caractère spécifique de l'organisation militaire doit être référé uniquement à la lutte de masse. Penser la militarisation du mouvement de masse dans les termes de Clausewitz est une opération fasciste » (*Potere operaio*, novembre 1972 ; cité dans A. Silj, *Mai più senza fucile*, *op. cit.*, p. 166).

dirigeant de la droite du PCI, à la question de savoir s'il s'agissait, pour les actions des brigadistes, de violence politique ou plutôt de criminalité fasciste, en résumant tout ce que nous venons de dire, répondait : « La violence politique organisée n'est pas un fait spontané, elle est dirigée par des instances qui restent cachées (...). Les actions criminelles des soi-disant Brigades rouges (...), tout acte de violence, peu importe la couleur sous laquelle elle cherche à se cacher, est toujours un acte qui ne profite qu'au fascisme »⁴⁵. Cette position consiste à faire de la violence – qui existe toujours sous une forme politique spécifique, historiquement déterminée et intimement liée à la lutte de classes – une abstraction générale et indéterminée ; la catégorie de « violence », en tant que « naturellement » fasciste, voire tout simplement criminelle, perd tout pouvoir d'explication, et devient un opérateur de neutralisation du lien entre les conjonctures, les rapports de classes, et les pratiques politiques. La violence fasciste est identifiée à la violence en général et, par conséquent, la violence est déclarée toujours nécessairement réactionnaire, donc impossible à évaluer à l'aune de son statut contingent à l'intérieur d'une situation concrète. Après avoir évoqué des liaisons entre les Nap et les milieux néo-fascistes de Naples, l'*Unità* écrit : « Les buts et les méthodes sont identiques à ceux des fascistes et leurs entreprises révèlent l'isolement le plus total par rapport à toute formation politique »⁴⁶. Et en effet, Amendola poussera la logique de cette analyse jusqu'au déni de l'existence d'un lien entre la violence et la nature des rapports sociaux : « Il faut rejeter ces théories qui justifient les violences politiques (...) en tant que manifestations spontanées de conditions objectives (chômage, frustration, marginalité...) »⁴⁷. Le souci principal du PCI, qui est désormais devenu le défenseur le plus fidèle de l'ordre étatique, est que l'extrémisme gauchiste puisse se retourner contre lui, tant comme contestation interne au mouvement ouvrier, critiquant l'hégémonie

⁴⁵ G. Amendola, *Il Corriere della Sera*, 4 mai 1976, cité dans A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 157.

⁴⁶ « Esplosione di Napoli : le azioni dei Nap si inseriscono nella strategia della tensione », *L'Unità*, 15 mars 1975, cité dans R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, op. cit., p. 104.

⁴⁷ G. Amendola, *Il Corriere della Sera*, 4 mai 1976 ; cité dans A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 157.

du parti et des syndicats, que comme soupçon de la connivence du parti vis-à-vis de la violence politique. Et ce n'était pas un souci immotivé, parce que les forces politiques de centre et de centre-droite soutenaient, en général, précisément l'existence d'une continuité entre le PCI et l'extrême-gauche. Lisons, à ce propos, la déclaration d'un représentant du courant de droite de la Démocratie chrétienne, qui d'emblée pourrait paraître assez étonnante :

Je ne comprends pas pourquoi il faudrait considérer comme un héros le basque qui tue de sang-froid une garde civique, et au contraire comme un criminel le brigadiste rouge qui tire (...). Je n'ai jamais accepté les positions de ceux qui qualifient de « soi-disant » les Brigades rouges. Je crois qu'on ne peut nier que les brigadistes rouges (...) sont devenus en Italie une véritable force politique (...) disposant désormais d'une idéologie qui n'est pas plus grossière que d'autres (...). Ceux qui en ont eu l'occasion ont reconnu en eux les marques, dont on ne peut pas douter, du militantisme politique et non celles de la provocation ou de la délinquance commune⁴⁸.

Bien que pour des raisons d'instrumentalisation réactionnaire, notamment afin d'isoler le PCI pour empêcher le développement de la politique réformiste de la gauche parlementaire, le centre-droite est à ce moment-là sans doute plus proche de la réalité que la plupart de la gauche institutionnelle et dissidente.

Revenons aux réactions de *Lotta continua* face aux premières actions des Brigades rouges. Le jugement sur l'attentat incendiaire contre Pirelli, même s'il propose une critique de l'exemplarité du geste violent, ne met pas en cause l'usage de la violence en tant que tel :

Si les masses ont déjà compris que le recours à la violence est inévitable, les actions exemplaires ne sont pas nécessaires (...). L'organisation militaire des masses ne se construit pas sur la base des actions militaires de quelques groupes (...). Elle se construit à partir de la réalisation d'organismes politiques de masse stables et autonomes⁴⁹.

⁴⁸ M. De Carolis, *Il Corriere della Sera*, 4 février 1976 ; cité in A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 157.

⁴⁹ Communiqué de *Lotta continua*, cité in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 400.

Même s'il s'agit d'un jugement qui est encore tout interne à une position envisageant comme nécessaire la pratique militarisée de la violence, cette critique de l'action exemplaire touche à un point de différenciation décisif entre la ligne des Brigades rouges et celle de *Lotta continua*, qu'on verra explicité dans toute sa clarté dans la conception nappiste de la lutte armée. D'autre part, au cours de l'année suivante, *Lotta continua* va se réorganiser, dans la direction de son « tournant militariste », scellé par le congrès de Rimini en juillet 1972. Dans les documents préparatoires, A. Sofri écrit :

Il faut se préparer, et préparer tout le mouvement, à un affrontement généralisé, avec un programme politique ayant comme ennemi direct l'État et comme instrument l'exercice de la violence révolutionnaire, de masse et d'avant-garde⁵⁰.

En effet, à l'occasion de la première séquestration politique de l'histoire italienne, mise en œuvre par les Brigades rouges le 3 mars de la même année⁵¹, *Lotta continua* montre une attitude bien plus proche des brigadistes : « Nous croyons que cette action s'insère d'une manière cohérente dans la volonté généralisée des masses de conduire la lutte de classes aussi au niveau de la violence et de l'illégalité »⁵², et encore, sur un ton triomphaliste : « La séquestration des dirigeants de Sit-Siemens et de Renault⁵³ : la justice révolutionnaire commence à faire peur – Vive la justice révolutionnaire »⁵⁴. *Potere operaio* aussi donne de l'épisode une lecture positive :

Un *commando* ouvrier a effectué, pour la première fois dans l'histoire de la classe ouvrière italienne, une séquestration. Nous remarquons que la réception de cet acte, au niveau de la classe ouvrière, a été positive. Le bond en avant qualitatif démontré par cette action dans la gestion de la lutte a été positif

⁵⁰ Cité in L. Bobbio, *Storia di Lotta continua, op. cit.*, p. 100 ; cf. O. Vettori (a cura di), *La sinistra extra-parlamentare in Italia*, Rome, Newton Compton, 1973, p. 257-80.

⁵¹ Il s'agit de la séquestration d'un dirigeant de la Sit-Siemens de Milan, Idalgo Macchiarini.

⁵² Communiqué de *Lotta continua*, cit. in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro, op. cit.*, p. 414.

⁵³ Quelques jours après, en France, la Nouvelle résistance populaire séquestrera un dirigeant de Renault, Robert Nogrette.

⁵⁴ Cité in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro, op. cit.*, p. 415.

(...). Il semblerait que pour la classe ouvrière milanaise, aujourd'hui à l'avant-garde du mouvement global, l'articulation entre masse et action d'avant-garde apparaisse désormais comme un résultat acquis⁵⁵.

C'est évidemment un moment de grand consensus autour des Brigades rouges, qui vont également s'enraciner, en 1973, dans le tissu ouvrier de Turin. C'est aussi le moment où, suite aux luttes à l'usine Fiat Mirafiori, la gauche révolutionnaire va se reconfigurer, en accentuant ses différenciations internes, en particulier celle entre le projet de l'autonomie et la tendance brigadiste à se constituer en parti armé⁵⁶. Mais, jusqu'à cette date, on peut bien affirmer que les Brigades rouges sont « un exemple parfaitement réussi de la théorie mouvementiste qui veut que les militants soient "clairs pour le mouvement et obscurs pour le pouvoir" »⁵⁷.

La violence en tant que théorie

La question de la violence, qui sera l'un des points décisifs à propos desquels se déroulera le débat interne à la gauche révolutionnaire, jusqu'aux dérives les plus inquiétantes du terrorisme, se pose dans des circonstances déterminées et avec des motivations précises. D'une part, elle représente la façon la plus immédiate de représenter dans toute sa force l'affirmation de l'antagonisme entre les classes et la tension vers la rupture révolutionnaire ; d'autre part elle constitue la démarcation *la plus simple et explicite vis-à-vis de la pratique de la médiation menée par les réformistes*⁵⁸.

Les aventures du réformisme sont essentielles pour la compréhension de la dialectique entre les forces institutionnelles et la formation des groupes de lutte armée. On a évoqué la politique du PCI, engagé dans la réalisation du « compromis historique », ce qui laissait beaucoup d'espace libre « à sa gauche » et montrait

⁵⁵ Communiqué de Potere operaio, in N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 414-415.

⁵⁶ Cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 416.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 382.

⁵⁸ L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 24 ; c'est moi qui souligne.

concrètement l'impossibilité du changement de l'intérieur des institutions. L'expérience de la lutte armée en Italie commence dans le cadre de deux situations différentes dans lesquelles l'expérience du réformisme avait été déterminante⁵⁹.

Les Brigades Rouges naissent de la fusion entre deux groupes qui proviennent de deux villes très différentes, Trente et Reggio en Emilie, deux villes qui ont néanmoins en commun une expérience réformiste⁶⁰ décevante qui fut vécue comme une confirmation de la faillite nécessaire de toute politique qui essaierait de renouveler la société sans révolutionner les institutions. C'est à Trente que s'expérimentent de nouvelles formes de contestation qui feront partie de la pratique des forces antagonistes autour de 1968. En 1962 le courant de gauche de la Démocratie Chrétienne, le parti dominant du centre conservateur en Italie, fonde à Trente une université très moderne, la première dotée d'une faculté de sociologie, dans un contexte où la situation générale de l'université italienne est désastreuse : le système et le règlement remontent aux années du fascisme, et les rapports entre étudiants et enseignants ont un caractère moyenâgeux. Dans ce cadre catastrophique, l'université de Trente, qui avait été conçue comme un lieu de formation d'une nouvelle classe dirigeante, ouvre aussi de nouvelles perspectives de changement qui sont en excès par rapports aux intentions originaires. Au début, en 1965, les étudiants organisent des protestations simplement corporatives, mais entre 1967 et 1968 les revendications deviennent de plus en plus politiques. La réaction des institutions est initialement mitigée : celles-ci cherchent une médiation avec les étudiants, par exemple en appelant des professeurs proches des idées de la contestation. Entre étudiants et institutions se développe la dialectique suivante, apparemment assez étrange : d'un côté, au fur et à mesure que les institutions se montrent ouvertes aux revendications des étudiants, ceux-ci se rendent compte que ce n'est pas dans les institutions qu'on peut changer la société. De l'autre côté, au fur et à

⁵⁹ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 33.

⁶⁰ En effet, même si Trente est une forteresse démocrate-chrétienne, tandis que Reggio est administrée par le PCI, on peut saisir entre ces deux villes des analogies, à commencer par la politique singulièrement ouverte et dialectique que la DC et le PCI y ont mené.

mesure que les étudiants radicalisent la lutte, les institutions se rendent compte que satisfaire les revendications des étudiants amène nécessairement à un processus d'auto-négation des institutions. À Trente le mouvement a saisi, dans la pratique des luttes, l'impossibilité d'un parcours réformiste dans les institutions ; il devient clair, à travers l'expérience même de la contestation, qu'il faut *détruire* les institutions. Le mouvement comprend que, en posant comme but stratégique la réforme du système universitaire, ne seront obtenues que ces réformes qui seront les plus compatibles avec les rapports de classe existants, et qui en dernière instance contribuent à sa rationalisation et à son renforcement⁶¹. En même temps, les institutions ont compris qu'il faut arrêter le mouvement afin d'éviter que les institutions s'auto-suppriment. C'est à ce moment là que la répression devient encore plus dure et que commence le reflux du mouvement. C'est dans ce milieu étudiant de Trente, très particulier mais également exemplaire, que s'est formé politiquement Renato Curcio. En 1969, lorsque la vague de la contestation étudiante commence à s'épuiser, Curcio quitte Trento et part pour Milan, où la situation est bien plus avancée en ce qui concerne le niveau de l'alliance entre étudiants et luttes ouvrières. L'année suivante, il sera l'un des fondateurs des Brigades rouges.

Une autre réalité socio-politique liée à l'origine des Brigades rouges est celui de la ville de Reggio en Emilie. Là aussi se sont politiquement formés les premiers militants du groupe armé, dont l'un des plus connus est Alberto Franceschini. Tout comme Trente, mais dans un sens différent, Reggio est un symbole de l'échec de la politique réformiste. Le PCI y était partout, et gérait toute sorte d'activités : les activités culturelles, sportives et récréatives étaient sous le contrôle du Parti. Depuis une trentaine d'années, toute forme

⁶¹ Dans un article paru en novembre 1967 dans la revue *Lavoro politico*, on peut saisir clairement cette prise de conscience et son rôle dans la radicalisation des luttes : « La demande de réformes a épuisé sa capacité de mobilisation du mouvement des étudiants (...). On ressent, en profondeur, la nécessité de passer à d'autres formes de contestation (...). Il devient désormais évident que se donner pour but stratégique une simple réforme de l'école, ça signifie obtenir ces réformes, et seulement elles, qui sont compatibles avec le système » (« Nuovi obiettivi politici », in *Lavoro politico*, novembre 1967 ; cité in A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 40).

d'association passait par le PCI, tout en restant inspirée par une ligne plutôt ouverte aux instances sociales et radicales. De manière cohérente avec cette politique relativement novatrice, le parti, face à la contestation étudiante, choisit de laisser un certain espace d'expression aux instances des nouvelles générations ; les jeunes contestataires pouvaient ainsi s'exprimer librement, même dans les réunions du parti. Ils étaient écoutés, les dirigeants et les administrateurs essayaient de trouver une médiation entre leurs revendications et la ligne du parti. Mais, comme toute politique réformatrice, cette ouverture devait rencontrer ses limites ; face à ces limites, les jeunes militants les plus déterminés, furent obligés *de facto* d'abandonner le parti. Plusieurs partirent à Milan, pour rejoindre le groupe de Curcio⁶².

Ceux de Trente et de Reggio sont deux cas particuliers montrant l'échec de l'attitude réformatrice en tant que lieu d'origine d'une tendance favorable à la lutte armée. Mais l'échec de la politique réformatrice était une question nationale. À partir de 1962, le projet est amorcé de réaliser finalement des « réformes de structure », dont le pays avait sans doute un très grand besoin, en donnant vie à l'expérience du premier gouvernement de centre-gauche. À la fin des années 1960, il est désormais clair que l'alliance entre la Démocratie Chrétienne et le Parti Socialiste a fait faillite. La déception vis-à-vis du centre-gauche a sans doute joué un rôle important dans la situation politique de la fin des années 1960 : l'impossibilité de réformer l'Etat a poussé le mouvement vers des choix plus radicaux, en diffusant aussi dans les masses la conviction qu'on ne pouvait pas espérer changer les institutions existantes sans les briser.

Celle du centre-gauche ne fut pas la seule déception. En effet, à la fin de la Seconde guerre mondiale, plusieurs résistants communistes avaient espéré que la révolution aurait fait suite à la libération. Une fois la guerre terminée, certains anciens résistants avaient refusé de rendre leurs armes et dans les années 1960, selon les rumeurs qui circulaient, ces armes étaient toujours conservées,

⁶² Sur l'histoire du groupe de la FGCI (Fédérations des jeunesses communistes italiennes) autour de Franceschini, voir A. Silj, *Mai più senza fucile, op. cit.*, p. 14-30.

dans l'espoir de pouvoir les utiliser dans une insurrection à venir⁶³. Beaucoup de militants communistes attendaient toujours la révolution qui aurait dû faire suite à la guerre : pour ces militants, la résistance avait été une révolution trahie. Dans ce contexte, déjà marqué par une forte tension politique et sociale, prit naissance la « stratégie de la tension »⁶⁴, dont le rôle fut peut-être relativement limité. En effet, quoiqu'elle ait contribué à répandre une atmosphère menaçante et à justifier l'intensification de la répression, il reste difficile de la considérer comme la cause principale de la naissance de la tendance militariste dans le mouvement. Mis à part les Gap (*Gruppi armati proletari*), tous les autres groupes armés menaient une pratique de la violence tout à fait offensive et non pas réactive ; comme le dit O. Scalzone, « la propagande armée et d'autres tendances armées se développèrent indépendamment de la "stratégie de la tension" et des attentats de l'extrême droite »⁶⁵. Mais on ne peut pas nier que cette tension ait joué un rôle considérable marquant le climat général de ces années.

Pour résumer, à propos du contexte qui amènera certains groupes révolutionnaires à choisir de façon presque naturelle la lutte armée, on peut dire que la contestation de 1968 avait formé une génération de militants qui se trouva très rapidement dans une situation totalement changée. En 1969, les attentats fascistes et les « tueries d'Etat » alimentent la crainte d'un coup d'Etat réactionnaire, et si en France triomphe désormais le gaullisme, en

⁶³ Le journal le plus proche des Brigades Rouges, après l'expérience éphémère de *Sinistra proletaria*, s'appelait *Nuova Resistenza*, faisant évidemment allusion à la continuité avec la Résistance des années quarante. Sur ce rapport ainsi que sur l'influence du mythe des anciens résistants, voir N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 400-401.

⁶⁴ Le 12 décembre 1969, l'explosion d'une bombe à Milan marquera le début d'une série de massacres de matrice néofasciste, organisés par certains appareils de l'Etat dont le but est de déstabiliser le pays, afin de droitiser l'opinion publique. Les actions des néofascistes ne consistent pas seulement à produire des massacres en collaboration avec l'Etat. Pendant les années 1970 les militants de gauche subissent continuellement des actes violents de matrice néofasciste : chaque jour les fascistes déclenchent des attaques, des agressions, d'une violence physique gratuite et souvent mortelle.

⁶⁵ P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 194 ; éd. it. op. cit., p. 143.

Italie la tendance dominante est la généralisation de l'affrontement. La contre-offensive des institutions se révèle très dure : en Italie entre octobre 1969 et janvier 1970 sont portées, contre les militants de la gauche extra-parlementaire, treize mille plaintes⁶⁶. En outre, quoique l'activisme ouvrier puisse apparaître toujours plus fort, il est aussi exposé au risque d'être coopté dans la lutte institutionnelle et réformiste ; au reflux du mouvement des étudiants, fera suite le reflux du mouvement ouvrier. Il est impossible ici d'analyser les causes du reflux, lié non seulement à la répression, mais aussi à des contradictions internes au mouvement. Ce qui est certain, c'est qu'au début des années 1970 les manières possibles de poursuivre une lutte réellement antagoniste étaient drastiquement limitées. Beaucoup de militants rentrèrent effectivement au PCI ; d'autres ne réussirent pas à réagir à la fin du mouvement et choisirent l'autodestruction individuelle⁶⁷ ; d'autres encore perdirent simplement tout intérêt pour la politique. Enfin, une partie alimenta la formation des groupes de la gauche extra-parlementaire ; face aux nombreuses contradictions internes et à la répression qui frappait ces groupes, une minorité choisira la clandestinité, qui a été souvent vécue comme un choix, sinon obligé, du moins tout à fait naturel, en tant que moment nécessaire pour dépasser la crise de la mobilisation⁶⁸. Du point de vue de l'analyse théorique, la nécessité de relancer l'affrontement correspond à la conviction que la crise du capitalisme n'est pas conjoncturelle, mais structurelle⁶⁹ ; par conséquent, les conditions objectives de l'action efficace sont déjà données, et il faut en créer les conditions subjectives.

⁶⁶ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 82. Et si on considère les condamnations, jusqu'en 1997, 4087 adhérents à des associations subversives et des groupes armés de la gauche ont été condamnés pour des actions liées à des tentatives de subversion de l'ordre constitutionnel (cf. *Progetto memoria. La mappa perduta*, Rome, Sensibili alle foglie, 1994 ; cité in P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 77 et suiv. ; éd. it. op. cit., p. 52).

⁶⁷ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 177, où référence est faite en particulier à la dérive vers l'« oubli-suicide de la drogue ».

⁶⁸ Cf. *Ibid.*, p. 177. Balestrini et Moroni situent le début de ces réactions de désagrégation en 1972, suite à la mort de Giangiacomo Feltrinelli (cf. N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 408).

⁶⁹ Cf. P. Baldelli, *Prefazione* à A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. XII ; voir également p. 188.

C'est dans cette lecture du présent qu'on peut inscrire l'action des Brigades rouges, en tant qu'action se voulant exemplaire, selon une conception pédagogique de l'intervention armée visant la formation de la subjectivité révolutionnaire. Il s'agit d'une conception qui, si elle s'oppose d'un côté au léninisme, en dépassant la distinction entre le militaire et le politique, propose de l'autre encore le même modèle d'extériorité de l'avant-garde, dans la mesure où la lutte armée coïncide avec la théorie elle-même⁷⁰. Tout en refusant cette identité entre théorie et lutte armée, la violence des Nap a pour but la subjectivation révolutionnaire, mais dans un sens tout à fait différent. En effet, pour les nappistes la nécessité de relancer l'affrontement a plutôt été liée à la pratique directe de leur militantisme. D'un côté, ils sont entrés en clandestinité d'une manière tout à fait naturelle, presque automatique, tant par leur familiarité avec l'extra-légalité, que pour échapper à la répression croissante. De l'autre côté, la dialectique contradictoire et ambiguë caractérisant leur groupe d'origine, *Lotta continua*, contribue également à déterminer leur choix. C'est autour de cette dialectique que nous allons développer notre analyse.

Lotta continua et ses ambiguïtés

La révolution ne peut plus être vue comme le débouché nécessaire de la catastrophe économique du capitalisme, mais comme l'intensification de l'affrontement politique entre capital et prolétariat ; c'est-à-dire le passage de la perspective de l'insurrection à celle de la *lutte armée de longue durée*, aussi dans les pays du capitalisme tardif.⁷¹

Evidemment, il n'est pas question ici de chercher à dire une vérité définitive sur le trajet fort compliqué de *Lotta continua*. Il s'agit simplement d'essayer de saisir quelques idées à l'égard de certaines ambiguïtés qui ont été souvent refoulées, de contradictions

⁷⁰ Cette remarque ne s'oppose pas, mais plutôt s'intègre à la définition donnée par Scalzone de l'« antiléninisme organisationnel des BR » (P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 100 ; éd. it. op. cit., p. 49).

⁷¹ A. Sofri, in *La discussione di settembre*, photocopié par *Il Potere operaio toscano*, 8 septembre 1968, cité in L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 32 (j. s.).

qui furent déterminantes pour la genèse des Nap. Luigi Bobbio nous donne une image de *Lotta continua* qui deviendra « classique », celle du groupe qui représenta le produit le plus pur des instances de la contestation, ayant reçu sa physionomie directement du mouvement de 1968. Cette image est pourtant en contradiction avec certaines positions spécifiques. Lisons par exemple ce que Bobbio écrit à propos de la violence :

« Affrontement ouvert, rupture, violence révolutionnaire : il s'agit de concepts élémentaires, tout à fait insuffisants pour esquisser une stratégie ; mais ils fonctionnent en tant que lignes de partage, points de départ pour un processus de recherche (...). Le slogan « non à la guerre, oui à la guérilla », caractérisant les manifestations de cette période, n'est pas là pour désigner une improbable proposition *guerillera* pour notre pays, mais relève plutôt de l'affirmation tranchante de la démarcation qui sépare – d'une manière d'emblée très nette (...) – la subjectivité révolutionnaire naissante de l'univers du gradualisme, des conflits institutionnalisés, du réformisme⁷². »

Et par conséquent : « La reprise du thème révolutionnaire n'est pas déterminée par un retour mécanique à la tradition léniniste où à celle de la Troisième Internationale »⁷³, mais plutôt, continue-t-il, par l'influence des thèses marcusiennes. Tout en confirmant, à juste titre, la liaison entre violence et réformisme que nous venons d'analyser, ce passage tente de réduire la violence pratiquée par *Lotta continua* uniquement à un geste de démarcation, donc à l'ordre du symbolique⁷⁴, ce qui risque de produire des effets de neutralisation. Mais Bobbio nous propose surtout une image compacte du groupe comme étant tout à fait éloigné de la tradition marxiste. C'est cette accentuation de l'hétérodoxie de *Lotta continua* que nous allons nuancer, par le biais d'une problématisation de cette image, en la confrontant à l'attitude contradictoire par rapport à la « Commission prisons » – ce qui amènera, à partir de 1973, certains militants à donner vie à l'expérience des Nap.

⁷² *Ibid.*, p. 23.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Si on ne peut nier une certaine efficacité de la violence en tant que marque de différenciation, il faut éviter de la réduire uniquement à sa fonction symbolique.

Si on voulait déterminer un fil conducteur de l'expérience de *Lotta Continua*, au-delà de ses nombreux virages, il faudrait le chercher dans sa réceptivité vis-à-vis des suggestions provenant des luttes. Ce qui a toujours distingué *Lotta Continua* c'est la tendance à considérer les mouvements réels comme la principale – et peut-être la seule – source de légitimation de sa propre existence. Elle naît comme organisation des étudiants et des ouvriers déqualifiés des grandes usines, mais elle devient l'organisation de tous ceux qui sont logés dans des taudis, des soldats, des détenus, et des chômeurs⁷⁵.

Bobbio identifie alors le caractère essentiel de *Lotta Continua* à sa matrice mouvementiste, s'exprimant dans la volonté d'agir dans les luttes, en suivant le flux des mouvements, dans une position de refus du dogmatisme et du théoricisme de certains groupes marxistes-léninistes, un refus consistant finalement dans le primat absolu de la pratique. Cette matrice mouvementiste amène *Lotta continua* à « s'engager pour donner une expression politique aux couches de la société qui n'ont pas de représentation, c'est-à-dire aux véritables protagonistes de la lutte »⁷⁶, et ce caractère serait ce qui la distingue nettement des autres organisations qui surgissent dans cette même période.

Pour les organisations de la *Nuova Sinistra* (...) en effet le sujet le plus important est le mouvement ouvrier qui est déjà politisé, tandis que *Lotta continua* se représente au contraire comme un opérateur majeur de politisation. Elle ne vise pas à soustraire la base à l'emprise des révisionnistes et des réformistes, au contraire elle cherche à saisir la rébellion ouvrière et sociale là où elle surgit, sans médiations politiques prématurées ou superpositions idéologiques⁷⁷.

C'est pourquoi *Lotta continua* réussit à « organiser dans ses rangs (...) une consistante base prolétarienne, qui a une forte charge de rébellion mais une expérience politique insuffisante »⁷⁸.

Mais c'est en suivant cette ligne mouvementiste, qui apparaît, d'après cette description, marquée par un esprit romantique et

⁷⁵ L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 3.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 3-4.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 4.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 4.

presque naïf, que *Lotta continua* lance une campagne politique qui croise les actions des naissantes Brigades rouges. *Sinistra proletaria*, revue exprimant les positions des Brigades rouges entre 1970 et 1971, s'engage dans une propagande de réappropriation des espaces métropolitains, sous le mot d'ordre « Reprenons la ville ! » :

Ceux qui sont de notre côté *ne demandent pas, ils prennent !*
Ils prennent le logement, ils prennent les transports publics, ils prennent les livres (...). En un mot, *ils prennent ce qui est à eux, ils prennent la ville* parce qu'ils ont appris et compris que tout ce qui existe, toute chose, précisément tout, ce sont eux qui l'ont fait⁷⁹.

Il s'agit du même slogan lancé, à la même époque, par *Lotta continua* :

Nous avons un programme. Tout d'abord, l'unification de tout le prolétariat, la *lutte armée* contre l'Etat bourgeois (...). *Reprenons la ville* est un mot d'ordre général (...), c'est le moyen réel de donner aujourd'hui son débouché et son sens politique à deux années de luttes⁸⁰.

Ce n'est pas qu'un moment de convergence verbale⁸¹. Dans les documents de *Lotta continua*, à ce moment-là, on constate le lien très clair entre la lutte pour la vie quotidienne, la lutte pour la ville, et la lutte armée, qui est à l'ordre du jour dans leur programme, comme on vient de le voir ; ce qui est encore confirmé par l'objectif de l'occupation des quartiers, qui devront devenir des « *arrières politiques et organisationnels à partir desquels se développera la lutte armée* »⁸². En outre, il faut remarquer que ce mot d'ordre amène *Lotta continua* et *Sinistra proletaria* à s'opposer à *Potere operaio*. En écrivant que la « conception livresque et économiste selon

⁷⁹ *Sinistra proletaria*, cité in A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 88 (j. s.).

⁸⁰ « Prendiamoci la città », *Lotta continua*, n. 20, 12 septembre 1970 ; cité in A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 88 (j. s.).

⁸¹ A. Silj, en effet, soutient qu'il s'agit d'un « moment de convergence très bref (et probablement uniquement verbal) », *Ibid.*, p. 88.

⁸² « Prendiamoci la città », documento per II congresso nazionale di *Lotta continua*, polycopié, juillet 1971 (cf. L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 84), cité in I. Sommier, *Un nouvel ordre de la vie par le désordre : histoire inachevée des luttes urbaines en Italie*, http://www.upicardie.fr/labo/curapp/revues/root/40/isabelle_sommier.pdf_4a09324216fac/isabelle_sommier.pdf

laquelle la lutte de classe ou la politique sont des choses séparées de la vie, alors que les masses donnent autant d'importance, voire plus, à leur vie sociale qu'à leur travail »⁸³, *Lotta continua* s'adresse évidemment à *Potere operaio*. Mais c'est *Potere operaio* qui relancera le mot d'ordre « Reprenons la ville », tout en le traduisant dans sa propre ligne, en lui imposant un changement de sens par le biais d'autres mots-clés, tel que « appropriation » et « assaut à la richesse ». Face à ces mots d'ordres ainsi transformés, la critique de *Lotta continua* est assez claire : ils ne font guère de sens, parce que « ce qu'on produit dans cette société n'est pas de la richesse sociale, mais des marchandises, c'est-à-dire de la richesse pour les patrons et de la misère pour les prolétaires », et pour les prolétaires, « richesse, ça signifie satisfaction de leurs propres besoins, ce qui implique une transformation radicale de la façon de vivre, d'être dans le monde, de travailler »⁸⁴. Nous ne pourrions pas montrer ici que la position de *Potere operaio*, visant l'appropriation immédiate de la richesse, telle qu'elle nous est donnée dans cette société, est la conséquence nécessaire d'une option théorique, parfois implicite, caractérisant le trajet de l'*operaïsme* et du *post-operaïsme*.

Ce qui est essentiel pour notre propos, c'est qu'à ce moment-là, *Lotta continua* et les *Brigades rouges*, tout en se divisant sur plusieurs questions, se trouvent du même côté contre la ligne de *Potere operaio*, une ligne qui joue néanmoins les mêmes mots d'ordre sur le même terrain ; ce qui nous offre une nouvelle occasion pour montrer la nécessité de nuancer certaines démarcations tranchantes, qui voient s'opposer d'un côté le léninisme de *Potere operaio*, de l'autre côté le mouvementisme de *Lotta continua*, et, d'un tout autre côté, les terroristes fous, déracinés et « fascistes ». En outre, il ne fait aucun doute désormais que dans les choix qui seront faits par rapport à la lutte des détenus et, par conséquent, des Nap, il n'était nullement question, pour *Lotta continua*, de refuser la violence armée. Et en effet, au moins entre 1970 et 1971, la violence armée est inséparable du programme de la réappropriation des espaces et de l'enracinement dans le territoire. Non seulement du fait

⁸³ « Prendiamoci la città », in *Lotta continua*, n. 20, 12 septembre 1970 ; cité in A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 88.

⁸⁴ L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 82.

de la « parfaite syntonie »⁸⁵ avec *Sinistra proletaria*, mais aussi à cause des conséquences pratiques qu'entraîne cette ligne. La campagne visant à s'appropriier la ville, les espaces métropolitains, à travers la lutte pour le logement et les transports publics gratuits, a déterminé un puissant développement de l'activité dans les quartiers et un certain rapprochement des masses, mais a comporté également un usage massif de la violence, par exemple dans le cas des occupations d'immeubles, ce qui a entraîné une tendance croissante à la clandestinité et à la centralisation, et le renforcement du service d'ordre. Ce sont les présupposés du « tournant militariste » en 1972, qu'il faut lire, d'après Bobbio, comme un fruit de la conception militariste de l'engagement politique héritée du mouvement de 1968, selon laquelle la politique était la science du pouvoir, la violence représentant l'essence de la domination bourgeoise⁸⁶. Quoi qu'il en soit, *Lotta continua* semble s'éloigner de la violence en tant que théorie, tout en continuant à affirmer la valeur de l'action exemplaire⁸⁷ ; une pratique de la violence va se lier de plus en plus aux actions pour les espaces urbains, contribuant à l'enracinement dans le territoire, ce qui nous rapproche des lieux d'origine des Nap.

En tant qu'« opérateur de politisation », et dans le cadre d'une volonté de généralisation des luttes en dehors des usines, *Lotta continua* s'avère capable d'animer plusieurs initiatives sociales, par lesquelles elle va s'enraciner dans les territoires peu industrialisés et peu politisés du Sud. Sa conception du primat de la pratique, liée à sa formation dans les mouvements issus de 1968, lui permet d'aller chercher les sujets potentiellement révolutionnaires parmi les marginaux, les chômeurs, dans la réalité extra-légale. *Lotta continua* a pu ainsi mettre à l'épreuve l'idée d'un antagonisme naturel des populations de ces territoires considérés comme extérieurs à l'ordre étatique, et découvrir la difficulté de politiser des espaces marqués par l'extranéité à la société juridiquement reconnue contre laquelle il aurait fallu se révolter. En effet, le territoire suburbain, les enclaves

⁸⁵ C'est une expression d'A. Silj (*Mai più senza fucile*, *op. cit.*, p. 162), mais qui est nuancée par le doute qu'il ne s'agisse que d'une convergence purement verbale.

⁸⁶ Voir L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, *op. cit.*, p. 100-108 ; cf. également R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, *op. cit.*, p. 42-43.

⁸⁷ Voir L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, *op. cit.*, p. 93.

de marginalité du sud de l'Italie, lieu d'origine de la plupart de ceux qui deviendront les Nap, constituent un espace, comme l'a dit Erri De Luca, où une autre loi est en vigueur, la loi d'un ordre qui ne reconnaît pas l'ordre de l'Etat, d'un lieu où l'Etat peut uniquement faire irruption, comme dans un territoire étranger. Suite à la révolte de Reggio Calabria, en 1971, Adriano Sofri s'établit à Naples, ville qu'il considère comme un lieu stratégique. En effet, bien qu'instrumentalisée par les groupes fascistes, cette révolte est interprétée par *Lotta continua* comme porteuse d'un nouveau sujet politique, un sujet qui apparemment refuse la politique mais qui en réalité « ressent le besoin d'une politique qui s'intéresse aux besoins des masses, à leur façon de vivre et de penser, à partir de la *rupture la plus radicale contre cette politique qui s'identifie aux partis* »⁸⁸.

De même que la violence, l'intérêt pour la rébellion spontanée est évidemment lié, encore une fois, à la nécessité de tracer une ligne de démarcation entre réformisme et antagonisme. Entre 1971 et 1972, *Lotta continua* organise à Naples des initiatives d'entraide telles que les cantines sociales pour les enfants des quartiers prolétariens et soutient des revendications très concrètes à travers la diffusion d'un journal local⁸⁹, dans la perspective de lancer un défi à l'Etat, dont étaient montrées la corruption et l'impuissance vis-à-vis des besoins élémentaires des couches populaires. La cible la plus immédiate était surtout la politique du PCI, incapable de mener une activité sociale efficace. La pratique de *Lotta continua* était alors aussi la manifestation visible de l'échec du réformisme⁹⁰. Mais l'enjeu décisif était sans doute ailleurs, le but stratégique de l'organisation étant d'unifier les luttes ouvrières du Nord et l'insoumission du Sud par le biais de la politisation du sous-prolétariat. Le projet d'une subjectivation politique externe à la classe ouvrière s'inscrivait évidemment dans une stratégie globale visant à élargir la mobilisation et à accélérer le processus

⁸⁸ R. Ferrigno, *Nuclei Armati Proletari*, op. cit., p. 53-54.

⁸⁹ Il s'agit d'un journal de contre-information de Naples, *Mo' che il tempo si avvicina*, dont le rédacteur en chef fut A. Sofri lui-même.

⁹⁰ Cf. N. Lay, *Napoli, il terremoto quotidiano : miseria, disoccupazione e lotte sociali negli anni '70*, Naples, Loffredo, 1982 ; cité in R. Ferrigno, *Nuclei Armati Proletari*, op. cit., p. 57.

révolutionnaire, ce qui était cohérent avec une pratique de lutte conçue comme praxis immédiate de libération. Toutes ces ambiguïtés sont liées, au fond, à des articulations contradictoires entre conditions objectives et subjectives, et entre le prolétariat et le *Lumpenproletariat*, sur lesquelles *Lotta continua* n'a jamais cessé d'osciller.

La prison en tant qu'occasion

La production n'est pas séparable de l'acte de production ; même chose pour tous les artistes exécutants, orateurs, acteurs, enseignants, médecins, prêtres, etc. Là aussi, il n'y a mode de production capitaliste que dans une mesure réduite et il ne peut avoir lieu, par la nature de cette activité, que dans quelques sphères. (...) [suivent des exemples : l'acteur est simplement un artiste vis-à-vis du public, mais il est un travailleur productif vis-à-vis de son entrepreneur]. Tous ces phénomènes de la production capitaliste dans ce domaine sont si insignifiants comparés à l'ensemble de la production, qu'on peut les laisser totalement de côté⁹¹.

L'enracinement dans les enclaves de l'espace urbain glisse vers un autre espace qui s'avérera décisif pour suivre le développement de ces tendances contradictoires. Après une brève période de détention, Adriano Sofri « sort de prison, en 1971, et se rend à Naples, avec une liste de détenus politisés avec lesquels il fallait établir des contacts. Parmi ces détenus, comptaient deux futurs membres des Nap, Fiorentino Conti et Sergio Romeo »⁹².

Afin de comprendre la genèse des Nap, il ne faut pas oublier la plurivocité du concept d'espace. D'un certain point de vue, la question de l'espace est une simple « façon de parler », parce que ce qui est véritablement en question est la modalité, voire la possibilité, de la subjectivation politique, dans un sens révolutionnaire, des

⁹¹ K. Marx, *Théories sur la plus-value*, t. I, publié sous la responsabilité de G. Badia, Paris, Editions Sociales, 1974, p. 480.

⁹² C. Moreno, témoignage recueilli dans A. Cazzullo, *I ragazzi che volevano fare la rivoluzione, 1968-1978 : storia di lotta continua*, Milan, Mondadori, 1998 ; cité in R. Ferrigno, *Nuclei Armati Proletari*, *op. cit.*, p. 54.

couches sociales qui n'appartiennent pas à la classe directement productrice de plus-value. Mais, en tant que forme dans laquelle s'énonce cette question plus fondamentale, la problématique de l'espace est une « apparence réelle », au niveau de laquelle il a été possible de formuler les enjeux théoriques et pratiques du processus de la lutte.

Dans cette hypothèse de la subjectivation révolutionnaire externe à la classe ouvrière, ce qui a été déterminant depuis le début fut un espace évidemment très particulier, à savoir la prison. La situation du système pénitentiaire était catastrophique, les conditions de détention apparaissant comme inhumaines et insoutenables, même aux yeux des secteurs modérés de l'opinion publique. C'est donc, encore une fois, à partir de la pratique et de la situation contingente que *Lotta continua* trace sa ligne d'action. Ce sont les mêmes militants du mouvement des prisons qui nous rappellent que des révoltes isolées avaient déjà eu lieu pendant les années 1960, mais ces révoltes se font de plus en plus organisées et politisées à partir de 1969⁹³, et par conséquent les revendications s'éloignent progressivement du réformisme initial au fur et à mesure que la répression s'aggrave⁹⁴. Suite à la vague de répression qui frappa surtout les groupes de la nouvelle gauche extra-parlementaire, en 1969 nombre de militants révolutionnaires font l'expérience de la prison. Ce qui comportera deux conséquences : d'un côté, beaucoup de militants ont connu les prisons et ont vécu directement les conditions des détenus, pouvant donc transmettre leur expérience après leur sortie ; de l'autre côté, les prisons elles-mêmes changent de composition, se remplissant de détenus politiques. Cet espace rendra donc possible une rencontre décisive : la rencontre entre détenus dits de droit commun et détenus dits politiques.

Le groupe qui s'est donné pour tâche de s'inscrire dans cette rencontre, et qui a du coup rendu productif politiquement l'espace de

⁹³ Sur le caractère spontané des révoltes avant 1969, cf. Collectif de S. Vittore, in *Lotta continua, Liberare tutti i dannati della terra, op. cit.*, p. 145-149, 176-177. Cf. également I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, Turin, Einaudi, 1973, p. 211-221.

⁹⁴ Cf. « Detenuti in lotta. Dalla lotta per la sopravvivenza alla lotta per la liberazione », in *Lotta continua, Liberare tutti i dannati della terra, op. cit.*, p. 24 et suiv.

ladite rencontre, fut *Lotta continua*. Suivant sa tendance mouvementiste, *Lotta continua* pouvait tout naturellement soutenir la lutte spontanée des détenus. Le premier mot d'ordre lancé pour activer la rencontre entre militants détenus et détenus de droit commun était le suivant : « Tout détenu est politique »⁹⁵, ce qui veut dire abolir subjectivement la différence entre délinquants et révolutionnaires, en se réappropriant la valeur politique de toute action extra-légale. Plus spécifiquement, ce mot d'ordre répond à deux exigences. Premièrement, d'un point de vue tactique, il s'agit d'une réponse au formalisme juridique, formalisme qui a été l'arme répressive la plus efficace au niveau de la persécution judiciaire des militants gauchistes. Comme on vient de le voir, à partir des années 1970 et encore aujourd'hui, les appareils répressifs ont mené une campagne incessante de criminalisation de l'extra-parlementarisme. Le but de cette campagne était de réduire les militants révolutionnaires à de simples délinquants, presque toujours dirigés par des forces occultes réactionnaires. Face à cette neutralisation de la valeur politique des révoltes, les réduisant à une question d'ordre public⁹⁶, *Lotta continua* réaffirme le caractère politique de toute action extra-légale. Deuxièmement, lancer le mot d'ordre « Tout détenu est politique » revient à déplacer, dès le début, le cœur de l'analyse à l'extérieur des prisons. En effet, les racines du statut politique des détenus se trouvent évidemment à l'extérieur, dans le tissu social d'où ils proviennent. Il s'agit d'un déplacement qui est formulé au tout début de l'action de *Lotta continua*, et qui vise à substituer, à la situation spécifiquement carcérale, la réalité extérieure comme présumé politique et condition de possibilité de

⁹⁵ Après une introduction du comité de rédaction de *Lotta continua* soulignant le caractère politique de toute action illégale, c'est l'affirmation suivante qui ouvre le recueil intitulé *Liberare tutti i dannati della terra* : « Nous ne sommes pas, contrairement à ce qu'on croit d'habitude, des délinquants de droit commun » (F. Conti, *A tous les délinquants détenus*, Pérouse, septembre 1971, in *Lotta continua, Liberare tutti i dannati della terra, op. cit.*, p. 19). Sur l'importance de la suppression de la distinction entre délits politiques et délits de droit commun, voir également une lettre de la prison de Turin, automne 1969, in I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione, op. cit.*, p. 20.

⁹⁶ La fonction du pouvoir judiciaire, dans la répression des groupes de la Nouvelle Gauche en Italie, a été bien analysée par Scalzone et Persichetti, in P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat, op. cit.* ; éd. it. *op. cit.*, *passim*.

la lutte de classe dans les prisons. Ce déplacement est fondamental pour la compréhension des différentes lignes contradictoires qu'on va analyser.

Si d'un côté la prison est le lieu d'une socialisation forcée, un espace qui contraint tout le monde à vivre dans les mêmes conditions, donc un espace idéal en tant qu'*occasion* de politisation à partir d'une certaine égalité⁹⁷, d'un autre côté la véritable égalité de conditions se trouve néanmoins au-delà de la prison, dans la société, dans les classes. Telle est la visée du mot d'ordre « Tout détenu est politique » : il vise un dépassement du lieu-prison – qui, lui, n'est que l'occasion d'une politisation sur la base d'une égalité forcée – pour déboucher sur la reconnaissance de l'appartenance à une classe. Le détenu est un extra-légal, et selon ce mot d'ordre il faut opérer pour rattacher la figure de l'extra-légal à sa propre classe. Ce glissement est symbolisé aussi par le nom du groupe qui anime la « Commission prisons ». Soutenue par *Lotta continua* entre 1970 et 1973, la « Commission prisons » est le groupe chargé de coordonner les luttes ; elle est organisée en noyaux internes aux prisons et noyaux externes. La cellule centrale s'appelle « (Liberare tutti) I dannati della terra », *Libérer tous les damnés de la terre*⁹⁸. La prison, en tant qu'espace soumettant tous les détenus aux mêmes conditions, favorise la politisation ; mais il faut que cette politisation soit articulée à l'extérieur⁹⁹. Autrement dit, il faut « les libérer tous » pour que tout le monde puisse ensuite lutter dans son milieu social

⁹⁷ « Le choc de l'entrée dans la prison, du procès, de la condamnation, frappe tous de la même manière », et tout cela représente une « amère opportunité de comprendre la réalité de cette société et de cet Etat » (I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, *op. cit.*, p. 222).

⁹⁸ Pour les Nap, le mot d'ordre « Les libérer tous » sera aussi dirigé contre les positions maoïstes italiennes de *Servire il popolo* sur la justice prolétarienne. « Les libérer tous » s'opposerait à cette conception de la criminalité, selon laquelle « suite à la prise du pouvoir politique par le "prolétariat", le "prolétariat marginal et détenu" sera jugé de nouveau (par qui ?) suivant les nouvelles lois de la révolution » (Soccorso rosso, *I Nap. Storia politica dei nuclei armati proletari e requisitoria del tribunale di Napoli*, Milan, Collettivo editoriale libri rossi, 1976, p. 164).

⁹⁹ *Les libérer tous* « signifie intervenir dans les prisons (...) pour créer des noyaux de discussion internes aux prisons et, en même temps, intervenir sur le prolétariat à l'extérieur » (Lotta continua, *Liberare tutti*, *op. cit.*, p. 14) ; cf. également R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, *op. cit.*, p. 58.

d'origine, aux côtés, voire sous la direction, de la classe ouvrière¹⁰⁰. Le texte éponyme, référence fondamentale pour la formation des noyaux internes aux prisons de cette cellule, a été édité par *Lotta continua* et recueille un certain nombre de lettres de détenus « en cours de politisation », de quelques détenus déjà politisés, et enfin des analyses rédigées par les militants de *Lotta continua*. Ce texte contient des contradictions tellement profondes, qu'il est difficile d'y reconnaître une ligne politique précise. Par contre, il rend assez claire l'existence de certains aspects qui amèneront *Lotta continua* à abandonner la « Commission prisons », et, par conséquent, à la formation des Nap. Cette opposition de tendances est évidente si on fait une comparaison entre certaines lettres de détenus en cours de politisation et les analyses menées par *Lotta continua*. En général, les analyses des détenus de droit commun se bornent à la question des conditions de vie dans les prisons et font de la lutte des extra-légaux le centre de toute lutte révolutionnaire. Ils poussent aux extrêmes les pratiques de lutte et ils ont pour but immédiat leur propre libération, même par le biais de l'automutilation et de l'évasion¹⁰¹. Dans la plupart des cas, ils ne problématisent pas leur rapport à la classe, et ils vivent leur engagement comme la seule forme de survie. Par contre, *Lotta continua* intervient de façon critique sur ces formes de rébellion¹⁰² et s'efforce de problématiser l'extra-légalité par une référence à Marx. En effet, bien que son titre – *Libérer tous les damnés de la terre* – évoque évidemment Fanon, le recueil s'ouvre avec une citation de Marx¹⁰³, tirée des *Théories sur la plus-value* :

¹⁰⁰ Le but de l'action dans les prisons, est-il dit dans l'Introduction de *Lotta continua*, est que le « délinquant » trouve enfin « sa place sur la voie de la révolution aux côtés du prolétariat » (*Lotta continua, Liberare tutti, op. cit.*, p. 16). Parfois, le texte finit par réduire le rôle des détenus à un instrument dans les mains du prolétariat : « Nous croyons que des prisons nous viendra une importante contribution à la révolution : mais ce sera la classe ouvrière qui assumera la tâche de l'utiliser et de la diriger contre les ennemis communs » (*Ibid.*, p. 17).

¹⁰¹ Voir *Lotta continua, Liberare tutti, op. cit.*, p. 136-140, où l'automutilation est mentionnée parmi les « formes négatives de résistance et protestation » (*ibid.*, p. 136). Sur l'évasion, voir I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione, op. cit.*, p. 107-111 ; cf. également *Lotta continua, Liberare tutti, op. cit.*, p. 141-143.

¹⁰² Voir la section sur les révoltes spontanées in I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione, op. cit.*, p. 194-221.

¹⁰³ *Lotta continua, Liberare tutti, op. cit.*, p. 7-8.

Un philosophe produit des idées, un poète des poèmes, un pasteur des sermons, un professeur des traités, etc. Un criminel produit des crimes. Si on considère de plus près le rapport de cette dernière branche de production avec l'ensemble de la société, on reviendra de bien des préjugés. Le criminel ne produit pas seulement des crimes, il produit aussi le droit criminel et, par suite, également le professeur qui fait des cours sur le droit criminel et, en outre, l'inévitable traité dans lequel ce même professeur jette sur le marché général ses conférences comme « marchandises ». Cela entraîne une augmentation de la richesse nationale. Sans compter la jouissance privée que le manuscrit du traité procure à son auteur (...). Le criminel produit en outre toute la police et toute la justice criminelle, les sbires, juges, bourreaux, jurés, etc. ; et chacune de ces différentes branches professionnelles, qui constituent autant de catégories de la division sociale du travail, développe différentes facultés de l'esprit humain, créant de nouveaux besoins et de nouvelles manières de les satisfaire. La torture, à elle seule, a suscité les inventions mécaniques les plus ingénieuses et elle a occupé une masse d'artisans honorables à la production de ses instrumenta. Le criminel produit une impression, en partie morale, en partie tragique, c'est selon, et fournit ainsi un « service » aux sentiments moraux et esthétiques du public qu'il met en mouvement. Il ne se borne pas à produire des traités sur le droit criminel, des codes pénaux et, partant, les auteurs de ces codes, il produit aussi de l'art, de la littérature, des romans et même des tragédies (...). Le criminel rompt la monotonie et la sécurité quotidiennes de la vie bourgeoise. Il la préserve par là de la stagnation et suscite cette tension et cette agitation inquiète sans lesquelles l'aiguillon de la concurrence lui-même s'émousserait. Il fournit ainsi un aiguillon pour les forces productives.¹⁰⁴

Il s'agit d'un passage délicat : il peut engendrer quelques équivoques sur la « productivité de l'extra-légal », ce qui est évidemment l'enjeu de cette Introduction. En effet, en profitant de la plurivocité du concept de production – évidemment on ne produit pas un livre dans le même sens où l'on produit une impression, et surtout la production d'un crime n'est pas immédiatement production de plus-value – les auteurs risquent de confondre les formes spécifiques

¹⁰⁴ K. Marx, *Théories sur la plus-value*, op. cit., t. 1, p. 453-454.

et déterminées de la production dans la production en général. Le texte marxien continuait après cette remarque, mais l'Introduction coupe la citation, omettant (de façon évidemment très symptomatique) le passage suivant :

Le crime élimine du marché du travail une partie de la population en surnombre et, ce faisant, il diminue la concurrence entre les travailleurs et empêche, jusqu'à un certain point, le salaire du travail de tomber au-dessous du minimum, tandis que la lutte contre le crime absorbe une autre partie de cette même population. Ainsi le criminel intervient comme l'une de ces « compensations » naturelles qui établissent un niveau correct et ouvrent toute une perspective de branches professionnelles « utiles »¹⁰⁵.

Les auteurs suppriment donc un passage qui amènerait à identifier le criminel à une partie de « l'armée industrielle de réserve », et se contentent de dire que la criminalité rentre dans le processus général de la production. Pour l'instant, ce qu'il faut remarquer est que *Lotta continua*, par cette citation, veut dire : *notre référence principale doit être Marx*. Et en effet, dans les écrits rédigés par les militants contenus dans ce texte, un souci est toujours présent : ramener toute réflexion et toute action pratique à une ligne tendancielle plus classique par rapport à la pratique des détenus. Cette position, qui caractérise toute l'action théorique et pratique des dirigeants de la « Commission prisons » telle qu'elle ressort des documents, tend à concevoir la prison comme un espace neutre à politiser, où le seul potentiel révolutionnaire est la socialisation forcée, voire les conditions inhumaines de détention. Par contre, à cette position, une autre tendance s'oppose, qui définit la ligne des détenus en cours de politisation, c'est-à-dire les détenus dits de droit commun qui avaient rencontré les militants et qui étaient en train de se former une conscience politique spécifique dans les révoltes.

L'extra-légal contre la moralité ouvrière

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 454.

Etre né esclave dans une classe asservie de la société (...) nous conditionne à considérer l'emprisonnement comme inéluctable¹⁰⁶.

A partir des lettres et des analyses de ces détenus de droit commun politisés ou en cours de politisation, il devient clair que la prison est envisagée comme un *espace autonome*, en lui-même déjà révolutionnaire. Le détenu pense ses propres conditions de détention comme des conditions de classe, dans leur spécificité, voire dans leur singularité presque absolue. La prison est son espace naturel, et son appartenance première est à la masse des détenus. Il se vit donc, existentiellement et politiquement, en premier lieu comme un prisonnier. Et quand il réfléchit sur sa double condition, en tant que détenu mais aussi en tant qu'extra-légal, il réfère sa condition d'extra-légal à la condition essentielle de prisonnier. Ces détenus écrivent souvent que l'espace naturel du criminel est la prison, et que la condition nécessaire du criminel est la détention. Tandis que les militants de *Lotta continua* essayent de déplacer le centre de la subjectivation des prisons à la société, en renvoyant la condition des détenus à leur origine de classe, c'est-à-dire à ce qu'on appelle provisoirement le sous-prolétariat, les détenus font de la détention une condition autosuffisante. Même du point de vue idéologique – ce qui est essentiel pour comprendre le sens de sa formation politique – le détenu se configure comme sujet naturellement révolutionnaire, grâce à sa position apparemment extérieure aux lois de l'Etat bourgeois. D'après la conscience du détenu, son propre refus originaire du travail¹⁰⁷, le situe, en tant que délinquant, dans une position objective et subjective qui serait naturellement antagoniste vis-à-vis du capital.

¹⁰⁶ G. Jackson, *Les frères de Soledad. Lettres de prisons de Georges Jackson*, Paris, Gallimard, 1977, p. 7, cité in S. Livrozet, *De la prisons à la révolte*, Paris, Mercure de France, 1973, p. 15.

¹⁰⁷ Le thème du refus du travail a été central pour le mouvement ouvrier italien de l'époque, tant comme « schéma interprétatif du processus tout entier où s'entrelacent les luttes ouvrières et le développement du capitalisme, l'insubordination et la restructuration technologique », que comme « conscience diffuse, attitude sociale anti-productive, défense de sa propre liberté et de sa propre santé » (N. Balestrini, P. Moroni, *L'orda d'oro, op. cit.*, p. 426). Les détenus de la « Commission prisons » sont naturellement plus proches de la deuxième acception de la formule, où le refus du travail renvoie surtout au plan des instincts immédiats.

Autrement dit, son opposition à la bourgeoisie serait plus radicale que l'opposition ouvrière, précisément parce que le délinquant vit aux marges, il demeure dans les interstices de la société, ce qui fait de lui le nouveau véritable sujet révolutionnaire. La classe ouvrière au contraire serait interne au système, tant d'un point de vue objectif, en tant que classe productrice, que d'un point de vue subjectif, étant composée d'individus qui partagent les valeurs de la bourgeoisie, à savoir le respect de la loi et du travail. Ainsi le choix de refuser le travail légal en s'associant à la criminalité, devient une option de révolte et de refus, qui se pense comme refus *objectif* du capitalisme :

Notre guerre nous apprend qu'il y a des gens qui refusent le rôle d'exploité, et ils le refusent d'un point de vue pratique, en s'excluant eux-mêmes de cette façon bourgeoise de vivre propre au prolétariat : celle qui consiste à produire de la plus-value et à augmenter l'accumulation du capital¹⁰⁸.

Dans cette recherche d'une idéologie spécifique, les prisonniers sont alors fiers de refuser l'exploitation et de se dérober au travail et à la discipline ; ils revendiquent leur qualification de « voleurs », car, écrivent-ils, la propriété est elle-même un vol¹⁰⁹. Ils en viennent à se représenter comme *le* véritable sujet révolutionnaire, précisément en vertu de leur extranéité à la société et à la productivité ouvrière. Au fur et à mesure qu'ils se politisent, les détenus marquent alors leur distance vis-à-vis de la classe ouvrière, du point de vue idéologique et moral, non seulement en donnant à leur propre marginalité le sens d'un refus de la société et de la production, mais aussi en opposant à la moralité des travailleurs, la moralité des couches marginales. Nous, les voleurs, « nous avons bien une morale à la base de notre comportement, toute une série de

¹⁰⁸ Et encore : « Criminel est celui qui, dégoûté par les injustices, las d'être exploité, fatigué par les horaires insoutenables de travail, dit au patron : ça suffit, voleur, rends-moi ce que tu m'as volé auparavant » (M. Zitichella, Porto Azzurro, in *Liberare tutti*, op. cit., p. 54).

¹⁰⁹ Mais ils oublient le passage suivant – et on verra ensuite l'importance de cet oubli – qui dit que l'essence de la propriété privée est précisément le travail aliéné, comme Marx l'affirme dans les *Manuscrits de 1844*.

principes, et nous refusons de travailler comme des esclaves »¹¹⁰. À partir d'une lecture de leur condition objective, les détenus opposent leur propre statut révolutionnaire de délinquants à la moralité ouvrière, une moralité qu'ils interprètent comme homogène à la morale bourgeoise. Autrement dit, l'idéologie ouvrière serait fondée sur la morale dominante :

Aux yeux de l'esthétisme raffiné de la bourgeoisie et de la respectabilité moraliste et calviniste de l'aristocratie ouvrière, notre monde, le monde des détenus, est étranger, inacceptable et monstrueux¹¹¹.

En revanche, il y a « un anti-ouvriérisme du voleur, qui méprise le travailleur, qu'il considère comme un esclave résigné et stupide »¹¹². Ces affirmations sont évidemment le témoignage du difficile parcours de formation d'une identité distincte par rapport au prolétariat de la tradition marxiste. Finalement, les détenus confirment leur antagonisme radical, en s'appropriant la célèbre affirmation de Marx à propos du prolétariat, qui est révolutionnaire dans la mesure où il n'a rien à perdre sinon ses propres chaînes¹¹³ : aujourd'hui, d'après les détenus, la classe qui n'a rien du tout serait plutôt le sous-prolétariat. Toutefois, malgré leur référence à Marx, les détenus en viennent aussi dans leurs réflexions à renverser la dialectique en vertu de laquelle, l'antagonisme étant tout à fait interne au processus du capital, la révolution ne peut venir de l'extérieur, mais des seules contradictions engendrées par le capital lui-même. Contre quoi la dialectique que l'on peut reconstruire à partir de certaines lettres de prisonniers fait partie d'une tout autre tradition, où l'antagonisme a lieu entre deux forces hétérogènes, extérieures l'une à l'autre et dont le rapport est celui de la simple domination de l'une sur l'autre.

À la lecture de ces lettres, en effet, on peut en effet reconnaître, à côté de la première tendance, une autre, différente mais complémentaire, qui présuppose l'autonomie et le caractère

¹¹⁰ Un groupe de détenus de Venise, 31 octobre 1971, in *Liberare tutti*, *op. cit.*, p. 38.

¹¹¹ I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, *op. cit.*, p. 284.

¹¹² *Ibid.*, p. 281.

¹¹³ Cf. F. Conti, « A tutti i delinquenti che popolano le carceri », Perugia, septembre 1971, in *Liberare tutti*, *op. cit.*, p. 22.

interstitiel de la prison. La prison, en effet, est souvent comparée à une usine capitaliste, mais dépourvue des droits que la société reconnaît aux travailleurs. La prison serait un espace interstitiel où, face à une structure capitaliste primitive, les détenus subissent un système d'exploitation féodal, sans garanties et sans justice. Une exploitation capitaliste sous un système féodal : telle serait la spécificité absolue de la condition des détenus par rapport aux ouvriers. C'est dans cette direction que vont les discours des détenus sur la spécificité absolue de la condition de la prison, du système-prison comme absolument séparé de la société, du droit et de l'Etat. Mais en même temps, à partir des documents, ressort contrairement une troisième tendance, affirmant plutôt la centralité de la prison, des détenus et des délinquants dans la superstructure et l'infrastructure. Dans certaines lettres, c'est pour s'opposer aux discours de la fermeture, de la clôture et de la marginalité, que les détenus utilisent comme mot d'ordre « La prison est comme une usine, la prison fonctionne comme une usine »¹¹⁴. La prison, affirment les auteurs, fait partie du fonctionnement du système au même titre que l'usine, et le détenu participe, au même titre que l'ouvrier, de la production et de l'exploitation. Ils soulignent la productivité de la prison, en contredisant ainsi l'autre tendance envisageant la prison comme un mode de production différent et résiduel, au fond féodal. Et ils soulignent que la criminalité ne s'organise pas aux marges, elle se répand plutôt au centre, tant au centre de la ville qu'au centre des pouvoirs, économiques et politiques. Mais dans cette dernière tendance aussi, il est possible de reconnaître finalement toujours la même position : une pratique qui vise l'affirmation de l'autonomie et la spécificité du détenu. Même s'il s'inscrit au centre de la production, ou bien au centre du pouvoir, l'extra-légal s'inscrit principalement en tant que détenu, irréductible à toute autre couche sociale.

Revenons maintenant à la « Commission prisons ». *Lotta continua* publie ces lettres dont je viens d'explicitier des lignes idéologiques qui restent parfois implicites, mais qui sont néanmoins évidentes dans le discours des détenus. Mais en même temps, *Lotta continua*, probablement inquiétée par l'hétérodoxie de ces tendances,

¹¹⁴ Cf. *Lotta continua*, *Liberare tutti*, op. cit., p. 77-85.

s'efforce de renvoyer les détenus à la ligne juste. Pour les dirigeants de l'organisation, le point stratégique central est précisément le dépassement « au niveau subjectif (...) de la division (...) entre les chômeurs forcés de vivre d'expédients et les ouvriers »¹¹⁵ et, par conséquent, de l'opposition entre moralité prolétarienne et moralité sous-prolétarienne¹¹⁶ : « Les patrons ont toujours utilisé ces situations pour nous diviser davantage (...), en opposant le prolétariat aux "délinquants" »¹¹⁷. Mais l'alliance semble parfois être uniquement opportuniste, et le groupe arrive à dire que « s'il y a une chose qui unit vraiment les ouvriers et les délinquants, c'est précisément la haine pour la police »¹¹⁸. Sur la violence aussi, LC fait souvent preuve de prudence, en rappelant, face aux révoltes spontanées, qu'« il ne faut pas jouer avec le feu »¹¹⁹. En expliquant aux militants externes son propre travail à l'intérieur des prisons, Fiorentino Conti soutient la priorité de la formation théorique sur l'action : « La première chose c'est d'expliquer (...). Il ne faut pas forcément agir »¹²⁰. Ce qui provoquera quelques réactions ouvertement critiques parmi les détenus : « Vous, les militants de *Lotta continua*, il vous faut prendre les armes, si vous voulez faire les choses sérieusement »¹²¹. La violence, déjà pour ces détenus, n'est pas la théorie, ni un instrument, ou un simple moyen de libération ; elle se configure plutôt comme une véritable condition existentielle. *Lotta continua* émet des jugements très tranchants sur la criminalité organisée, sur la Mafia et la Camorra, à propos de la structure fasciste de ces organisations¹²². Il s'agit d'une prise de position nullement anodine, étant donné que la plupart des détenus avaient des liens étroits avec ces organisations ; – cette situation aussi sera

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 14.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 248.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 249.

¹¹⁹ Lotta Continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 37.

¹²⁰ F. Conti, « Spiegare spiegare spiegare », Pérouse, 20 novembre 1971, in *Liberare tutti*, op. cit., p. 195-196.

¹²¹ Un groupe de détenus, Venise 31 octobre 1970, in Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 38.

¹²² Voir Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 131-135 ; cf. également I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 199-203.

très importante pour la naissance des Nap, on en verra la raison par la suite. En effet, dès le début, la position des militants de *Lotta continua* est tout à fait différente. Ils refusent, au fond, de reconnaître au détenu, au criminel et au marginal une puissance révolutionnaire immédiate, et surtout ils sont évidemment convaincus que ces figures ne peuvent pas devenir en tant que telles des sujets politiques indépendants.

Les militants insistent souvent sur le statut de travailleur productif qui serait propre tant au criminel qu'au détenu, dans la mesure où la prison fonctionnerait comme une usine – et en effet ils s'intéressent beaucoup aux activités productives dans les prisons, au travail des détenus¹²³, à toute forme de spéculation économique sur les services gratuits¹²⁴, afin de démontrer que le délinquant, tant comme détenu que comme marginal, est toujours subsumé au processus de production. Bien sûr, il n'est pas directement producteur de plus-value, mais néanmoins il rentre dans le processus général, et par conséquent, semblent dire les militants de *Lotta continua*, il faut éviter toute illusion sur une soi-disant extériorité de la prison et de la criminalité par rapport à la loi du capital, ce qui ferait du détenu et du marginal le sujet révolutionnaire privilégié. Ils parlent, explicitement, d'un mouvement des détenus et des marginaux, sous la direction de la classe ouvrière¹²⁵, et ils rappellent souvent aux détenus la centralité du prolétariat industriel qui doit toujours être à la tête de tout processus révolutionnaire.

C'est pour contrer la tendance à l'autocélébration de la délinquance et de la détention en tant que telles, qu'à partir de 1971 est lancé un nouveau mot d'ordre : *Transformons les prisons en écoles de révolution* : « Le but est de transformer les prisons : elles ne seront plus des écoles de délinquance, mais des écoles de communisme¹²⁶. » Et si au premier recueil de documents de la « Commission prisons », paru en 1972, avait été donné un titre

¹²³ Sur l'exploitation du travail dans les prisons, voir Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 77-85 ; cf. également I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 126-134.

¹²⁴ Voir I. Invernizzi, *Il carcere come scuola di rivoluzione*, op. cit., p. 111-118.

¹²⁵ Voir Lotta continua, *Liberare tutti*, op. cit., p. 16-17.

¹²⁶ Il s'agit d'« une intention pédagogique », comme le dit R. Ferrigno dans *Nuclei armati proletari*, op. cit., p. 60.

inspiré par le mot d'ordre « *Liberare tutti i dannati della terra* », l'année suivante Irene Invernizzi publie, chez Einaudi, un volume dont le titre témoigne bien de ce changement de mots d'ordre : « *Il carcere come scuola di rivoluzione* », la prison en tant qu'école de révolution. En effet, au fur et à mesure que les détenus clarifient leur position spécifique, se posant objectivement en rupture avec la tradition marxiste, *Lotta continua* durcit l'orthodoxie de sa ligne. La campagne des « écoles de révolution » vise, évidemment, à réaffirmer que la prison n'est qu'une *occasion* de former des sujets révolutionnaires. Et si les détenus sont potentiellement porteurs d'une forme d'antagonisme, ce n'est pas grâce à leur condition de détenus, mais plutôt grâce à leur appartenance de classe, notamment la classe du sous-prolétariat. En somme, la prison n'est que l'espace contingent où le sous-prolétariat peut devenir un sujet révolutionnaire. D'après la ligne de *Lotta continua*, le détenu libéré, ayant pris conscience d'appartenir au sous-prolétariat, doit rallier celui qui est encore le véritable sujet révolutionnaire, c'est-à-dire le prolétariat en tant que classe ouvrière ; par contre, d'après la ligne des détenus, la prison est un lieu potentiellement révolutionnaire grâce à la valeur radicalement antagoniste de sa structure, selon une dialectique empruntée au texte marxien, mais renversée et transférée sur le sous-prolétariat extra-légal en tant que masse détenue qui dévient ici le véritable sujet révolutionnaire *aux côtés*, et non pas sous l'hégémonie, des autres sujets.

Finalement, la question de l'espace est formulée au niveau de l'apparence. Mais il s'agit d'une apparence réelle, c'est-à-dire d'une effectivité en laquelle consiste la structure elle-même, en tant qu'immanente à ses effets. Bien que la lutte puisse se dérouler à ce niveau, c'est-à-dire concrètement au niveau de l'espace, la tâche de la théorie est précisément d'en définir l'articulation tout en suivant cette structuration profonde qui détermine ses propres effets. Donc, il faut étudier, par-delà la catégorie d'espace, l'articulation contradictoire d'autres catégories, que la « Commission prisons » a activées par rapport à la théorie marxienne.

Le « prolétariat en haillons » et les textes

Le *Lumpenproletariat*, cette lie d'individus dévoyés de toutes les classes, qui établit son quartier général dans les grandes villes est, de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est absolument vénale et importune. Quand les ouvriers français écrivaient sur les maisons, à chaque révolution, l'inscription : "Mort aux voleurs !" et qu'ils en fusillaient même plus d'un, ce n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien parce qu'ils savaient très justement qu'il fallait avant tout se débarrasser de cette bande. Tout chef ouvrier qui emploie ces vagabonds comme gardes du corps, ou qui s'appuie sur eux, prouve déjà par là qu'il n'est qu'un traître au mouvement¹²⁷.

Evidemment, des éclaircissements sur la notion de sous-prolétariat s'imposent. Dans les textes d'analyse théorique de la « Commission prisons », est avancée une critique assez timide de ce que Marx a dit du *Lumpenproletariat* – souvent traduit, en Italie, par *sottoproletariato*, sous-prolétariat. La Commission soutient que certaines remarques de Marx et Engels à ce sujet ont été à l'origine des préjugés qui ont mené à l'exclusion des couches marginales des processus révolutionnaires¹²⁸. Lisons la façon dont Marx décrit, dans *Luttes de classes en France*, la composition et la fonction du lumpenprolétariat :

A cette fin [d'opposer une partie du prolétariat à l'autre], le Gouvernement provisoire forma vingt-quatre bataillons de *gardes mobiles*, de mille hommes chacun, composés de jeunes gens de quinze à vingt ans. Ceux-ci appartenaient pour la plupart au *lumpenproletariat*, qui dans toutes les grandes villes constitue une masse nettement distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier précis, vagabond, *gens sans feu et sans aveu*, différents selon le degré de culture de la nation à laquelle ils appartiennent, ne reniant jamais leur caractère de *lazzarones*. Vu le jeune âge auquel le Gouvernement provisoire les recrutait, ils étaient plus malléables, capables des plus hauts faits d'héroïsme et des

¹²⁷ F. Engels, *La guerre des paysans en Allemagne*, tr. fr. E. Bottigelli, Paris, Editions Sociales, 1974, p. 29.

¹²⁸ Cf. également *Controinformazione*, Cahier 1, p. 15 : « Il ne serait pas exagéré d'affirmer que, pour la plupart des formes d'incompréhension de la marginalité prolétarienne, il faut en attribuer la responsabilité aux jugements souvent myopes de Marx et Engels sur le sous-prolétariat ».

sacrifices les plus exaltés, comme du banditisme le plus vil et de la vénalité la plus sordide. Le Gouvernement provisoire les payait un franc cinquante par jour, ce qui revient à dire qu'il les achetait. Il leur donnait un uniforme particulier, autrement dit il les distinguait extérieurement de la blouse. Pour les commander, on leur affecta en partie des officiers de l'armée permanente ; en parti, ils élisaient eux-mêmes de jeunes fils de bourgeois dont les rodomontades sur la mort pour la patrie et le dévouement à la République les séduisaient. C'est ainsi que se dressait face au prolétariat de Paris une armée tirée de son propre milieu, forte de vingt-quatre mille hommes, jeunes, robustes et hardis. Le prolétariat salua de ses *vivats* la garde mobile au cours de ses marches à travers Paris. Il reconnaissait en elle son élite combattante des barricades. Il la considérait comme la garde *prolétarienne* par opposition à la garde nationale bourgeoise. Son erreur était pardonna¹²⁹.

On est frappé bien sûr par la violence de certaines affirmations. Mais il faut dès maintenant éviter tout jugement moral inspiré par la bonne conscience progressiste, puisque le discours de Marx est tout à fait interne à l'analyse de la composition des classes, dont il va essayer de problématiser l'articulation. En effet, dans le *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* il donne une description plus complexe de ce *Lumpenproletariat* :

La société du 10-Décembre (...) date de 1849. Sous prétexte de fonder une société de bienfaisance, le lumpenproletariat de Paris avait été organisé en sections secrètes, dont chacune était dirigée par des agents bonapartistes, l'ensemble ayant à sa tête un général bonapartiste. À côté de *roués* détraqués, aux moyens de subsistance douteux et d'origine douteuse, à côté de rejets dépravés et bassement aventureux de la bourgeoisie, il y avait des vagabonds, des soldats libérés, des forçats sortis du bagne, des galériens en rupture de ban, des escrocs, des charlatans, des *lazzaroni*, des voleurs à tire, des escamoteurs, des joueurs, des *maquereaux*, des souteneurs, des tenanciers de bordels, des portefaix, des plumitifs, des joueurs d'orgue, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, des mendiants, en un mot, toute cette masse amorphe, décomposée, flottante, que les Français nomment *la bohème* ; c'est avec cet élément quasi

¹²⁹ K. Marx, *Les Luites de classes en France*, Paris, Gallimard, 2002, p. 30-31.

consanguin que Bonaparte constitua le fonds de la Société du 10-Décembre (...). Ce Bonaparte, qui s'institue le *chef du lumpenprolétariat*, qui retrouve là seulement et en masse les intérêts qu'il poursuit personnellement, qui reconnaît dans ce rebut, ce déchet, cette écume de toutes les classes, la seule classe sur laquelle il puisse s'appuyer inconditionnellement, voilà le vrai Bonaparte, le Bonaparte *sans phrase*¹³⁰.

Tout d'abord, il faut remarquer que, dans ces passages, Marx et Engels sont en train de critiquer l'abstraction vide de la *foule*, cette « masse » de misérables vue comme séparée de sa fonction dans le processus de production, et surtout ils sont en train de mener une lutte contre l'utilisation réactionnaire de cette notion. L'enjeu politique n'est pas d'opposer une foule indistincte au « pouvoir », mais plutôt de présenter l'antagonisme tendanciel entre bourgeoisie et prolétariat dans sa spécificité. En effet, le processus de simplification de la société en deux classes n'est que tendanciel, comme le montre bien le célèbre passage du *Manifeste* :

Notre époque, l'époque de la bourgeoisie, a (...) pour signe distinctif qu'elle a simplifié les antagonismes de classes. La société entière *se scinde de plus en plus* en deux grands camps hostiles, en deux grandes classes qui se font directement face : la bourgeoisie et le prolétariat¹³¹.

D'ailleurs, on trouve encore d'autres classes, aux côtés des deux classes principales, et chacune de ces classes est contradictoire en elle-même :

De toutes les classes qui, aujourd'hui, font face à la bourgeoisie, seul le prolétariat est une classe réellement révolutionnaire. Les autres classes périssent et sombrent avec la grande industrie, le prolétariat en est le produit le plus spécifique. Les classes moyennes, le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan, le paysan, tous combattent la bourgeoisie pour sauver de la ruine leur existence de classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices. Plus encore, elles sont réactionnaires, car elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, elles le sont en considération de leur

¹³⁰ K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, op. cit., p. 242-243.

¹³¹ K. Marx, F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, tr. fr. E. Bottigelli, Paris, Flammarion, 1998, p. 74 (j. s.).

passage imminent au prolétariat, elles ne défendent pas leurs intérêts actuels, mais leurs intérêts futurs, elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat¹³².

Il y a alors une contradiction aussi entre l'unité de la classe et les différents intérêts individuels des membres des classes. Il s'agit toujours d'un processus complexe, évidemment tendanciel et à chaque instant contradictoire.

Avec la notion de sous-prolétariat, Marx et Engels visent surtout à indiquer une couche *résiduelle*, fruit de la dissolution de la « vieille société ». Voilà un passage omis par la revue *Controinformazione*, qui aurait démontré que l'objet dont parlaient Marx et Engels n'est pas le même que celui visé par les groupes des années 1970 et ne peut pas s'identifier à la « marginalité prolétarienne » dont il était question dans ces années-là :

Quant au prolétariat en haillons, ce pourrissement passif des couches les plus basses de la *vieille* société, une révolution prolétarienne pourra le précipiter ça et là dans le mouvement, mais toutes ses conditions font qu'il sera plus disposé à se laisser acheter pour des machinations réactionnaires¹³³.

Donc, il ne s'agit pas, évidemment, des extra-légaux modernes. Dans le *Dix-huit Brumaire*, en outre, la notion devient plus complexe – par exemple, dans la description de la composition de cette masse, on retrouve les plumitifs et les écrivassiers. C'est encore plus évident, ici, qu'il s'agit de la critique d'une abstraction : la notion de sous-prolétariat en tant que masse indistincte ne dit rien de la réelle articulation de ses composantes. Ce qui intéresse Marx est de montrer l'origine de la lutte des classes, la scission originare binaire et tendancielle en deux classes antagonistes, à l'intérieur desquelles d'autres tendances contradictoires s'opposent.

A partir de ces points de repères, on peut constater que les deux tendances opérant dans le mouvement des détenus sont au fond tout à fait spéculaires, quoique contradictoires. Ni les détenus, ni les dirigeants de la « Commission prisons » ne s'aperçoivent que le sous-prolétariat dont parlent Marx et Engels va effectivement disparaître en tant que classe résiduelle. En même temps, il va se reconfigurer. Les figures qui appartenaient à l'ancien sous-prolétariat

¹³² *Ibid.*, p. 86-87.

¹³³ *Ibid.*, p. 87 (j. s.).

appartiennent aujourd'hui à d'autres catégories marxistes, à l'armée de réserve, au chômage structurel, qui se trouvent dans un rapport de continuité avec le prolétariat grâce à la fluidité de la précarité diffuse. Aujourd'hui, la « travailleuse du sexe » n'appartient plus à une couche résiduelle ; elle tendra plutôt à entrer dans le processus de production en tant que travailleuse salariée¹³⁴. Ce qui était sous-prolétariat, aujourd'hui est une composante structurelle du prolétariat, moyennant le processus de paupérisation croissante que Marx décrit dans le troisième livre du *Capital*. Il s'agit d'une pauvreté active, tout interne au processus d'accumulation du *Capital*, bien différente de la pauvreté passive des couches résiduelles. Si on veut suivre le mouvement du capital décrit par Marx, on doit reconnaître que, entre les figures du sous-prolétariat et le prolétariat, s'opère progressivement un rapprochement objectif. Par contre, les détenus qui affirment que le nouveau prolétariat est le sous-prolétariat détenu, le prolétariat étant désormais une aristocratie ouvrière, réduisent les nouveaux sujets prolétariens au concept de sous-prolétariat qui désignait justement une couche résiduelle de l'ancien mode de production (pré-capitaliste).

Suite à cette réduction du prolétariat au sous-prolétariat, ce qui reste est justement une masse indistincte, sans rapports au processus d'accumulation, c'est-à-dire la « foule » que Marx a critiqué dans le *18 brumaire*. La position des dirigeants de la « Commission prisons », par le biais d'un mouvement inverse, aboutit à la même réduction : en effet, même s'ils refusent l'autonomie du sous-prolétariat, même s'ils maintiennent la centralité du prolétariat comme hégémonie de la classe ouvrière, ils se confrontent néanmoins aux détenus comme à une masse neutre qui reste à politiser, séparée du prolétariat proprement dit. Donc, dans un cas comme dans l'autre, il est impossible de sortir de cette image du

¹³⁴ Sur cette non-coïncidence des deux acceptions de *Lumpenproletariat*, et pour une analyse plus approfondie de la notion de *Lumpenproletariat* dans les textes marxistes, cf. G. A. Di Marco, « Problematizzazione della categoria di plebe », in *Porta di Massa-Laboratorio autogestito di filosofia, epistemologia e scienze politico-sociali*, Naples, 2008
<http://www.portadimassa.net/site/?q=23/09/2008/giuseppe-antonio-di-marco-problematizzazione-della-categoria-di-plebe>.

sous-prolétariat en tant que sujet distinct du prolétariat¹³⁵, et de dépasser le plan des intérêts opposés à l'intérieur de la classe révolutionnaire, la concurrence engendrée par la division du travail entre prolétaires et entre le chômeur et le travailleur.

Quoiqu'il en soit de cette convergence dont l'origine est l'incompréhension commune du statut du sous-prolétariat, les contradictions entre les deux positions, entre les détenus politisés et les dirigeants de la « Commission prisons » deviennent très rapidement insoutenables. Alors que pour *Lotta continua* la condition de détenu était une condition provisoire, contingente, correspondant à une contradiction secondaire, liée simplement à un moment de l'action des appareils répressifs, pour les détenus au contraire dans la prison se manifestait leur contradiction principale à eux, la prison étant leur espace naturel. Les militants de *Lotta continua* engagés dans la lutte des noyaux internes ne distinguent pas entre les trois conditions des individus auxquels ils se confrontent, chacun étant, dans la plupart des cas, dans la prison, à la fois détenu, extra-légal voire délinquant, et prolétaire ou sous-prolétaire. Si *Lotta continua* n'opère pas cette distinction, c'est pour une raison précise, à savoir que la prison n'est pas considérée comme un espace politiquement autonome, et par conséquent elle ne peut produire aucune figure révolutionnaire. De ce point de vue, il n'existe pas une condition politiquement spécifique du détenu, ni du délinquant, ni du sous-prolétaire, et en effet les militants ne cessent de rappeler que le seul sujet révolutionnaire est la classe ouvrière. Par conséquent, il semble bien que, pour *Lotta continua*, le choix de s'engager dans les prisons soit lié à la recherche d'un sujet qui devrait s'allier au prolétariat, et à la volonté de constituer des sujets qui fonctionnent comme des détonateurs de la révolution. La prison est un espace d'agrégation potentiel, une occasion de politisation. Les instances des détenus étaient, on l'a vu, très différentes.

Mais cette simplification ne doit pas nous faire oublier que sur ces points *Lotta continua* a toujours conservé une certaine ambiguïté. Pour la dissoudre, il lui aurait fallu déterminer d'une manière plus

¹³⁵ On trouve, dans les documents, des affirmations visant à dépasser la distinction entre prolétariat et sous-prolétariat ; pourtant, on l'a démontré, dans la pratique la direction dominante est la tendance à conserver cette distinction.

nette sa propre conception de l'espace-prison, le déterminer une fois pour toutes comme un simple terrain occasionnel de lutte, une occasion d'agrégation et formation, ou bien comme le terrain privilégié de la pratique politique ; il aurait fallu aussi se décider d'une façon plus claire sur la question de la violence : surgit-elle comme nécessité pratique dans les luttes, représente-t-elle la forme pratique de constitution du sous-prolétariat, ou bien n'est-elle qu'un instrument tactique à utiliser au gré des changements de niveau des luttes ; il aurait fallu se décider également sur la conception du sous-prolétariat : s'agit-il d'une couche improductive, de l'armée de réserve, d'un allié potentiel du prolétariat, ou bien s'agit-il d'un sujet révolutionnaire autonome ? Sur toutes ces questions, bien davantage que *Lotta continua*, ce seront les Nap qui trancheront.

La rupture : entre élections et clandestinité, l'accomplissement d'une tendance

Ceux qui ont assisté à la genèse des Nuclei armati proletari, n'auraient-ils pas dû s'engager personnellement, même si cela aurait voulu dire exposer au risque l'organisation tout entière ?¹³⁶

La rupture entre les noyaux internes et le comité de *Lotta continua* avait déjà eu lieu au début de cette expérience, mais d'autres circonstances viendront rendre visible cette rupture. L'opposition éclate entre 1973 et 1974, déclenchée par plusieurs facteurs d'ordre international et structurel, s'articulant à une crise bien plus générale que l'histoire locale que nous sommes en train d'analyser. Mais, du point de vue de notre conjoncture, on peut faire état de quelques facteurs qui ont déterminé la rupture interne à la Commission et la formation des Nap.

Tout en partant de certaines revendications immédiates, *Lotta continua* avait créé des formes collectives de lutte politique, fruits de la construction d'un formidable réseau de militants, organisé en

¹³⁶ O. Scalzone, in V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi*, op. cit., p. 25.

noyaux internes et externes aux prisons¹³⁷. Les noyaux externes s'occupaient de l'aide aux familles des détenus, même du point de vue économique, du soutien matériel et organisationnel aux luttes. Ils réussirent à organiser un certain nombre de révoltes dans les prisons, mais surtout, ils réussirent à politiser plusieurs détenus de droit commun, qui donneront vie aux Nap. Comme témoignage du niveau de consensus obtenu, et du lien complexe entre la politisation dans les prisons et la violence militarisée, on rappellera que Renato Curcio, tout en ayant une conception bien différente de l'avant-garde révolutionnaire, en 1972, écrit en appui à la lutte des détenus :

Les détenus sont les Noirs de la société de classe. Exclus du travail et de la consommation, ils refusent le travail et ils veulent tout consommer. La lie de la société est l'avant-garde de la révolution¹³⁸.

Entre 1972 et 1973, en effet, la « Commission prisons » atteint son apogée, et c'est aussi le moment où un nombre considérable de détenus politisés sort de prison. En lisant les lettres, on s'aperçoit qu'ils attendaient avec impatience de porter leur potentiel politique à l'extérieur, où ils croyaient de s'inscrire dans une situation pré-révolutionnaire. Malgré ses positions pratiques assez prudentes, *Lotta continua* avait en effet exaltée la puissance du mouvement et exagéré sa propre position dans les rapports de force, alors que le choix de se constituer en parti légal avait été déjà fait. Et ce n'est pas à une contradiction qu'on a affaire, car, si l'on en croit Luigi Bobbio, le choix de se constituer en parti ne correspondait pas à un recul réformiste, mais au contraire était la conséquence d'un optimisme excessif vis-à-vis du niveau de l'affrontement : le procès d'institutionnalisation, amorcé en 1972, serait le produit d'une forme d'extrémisme qui a toujours caractérisé le groupe, entraînant une confiance aveugle dans la « capacité (...) [des masses] à donner l'assaut au ciel de la politique »¹³⁹. Quoi qu'il en soit, *de facto* les

¹³⁷ Sur la puissance de ce réseau, cf. R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, *op. cit.*, p. 60-67.

¹³⁸ R. Curcio, *Nuova Resistenza*, 1971 ; cité in R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, *op. cit.*, p. 66, et in A. Silj, *Mai più senza fucile*, *op. cit.*, p. 120-121.

¹³⁹ L. Bobbio, *Storia di Lotta continua*, *op. cit.*, p. 9. En effet, à partir de 1972, *Lotta Continua* ouvre une nouvelle phase de sa ligne politique, en travaillant à se constituer comme parti. Luigi Bobbio soutient que ce choix ne correspond pas à une

ex-détenus étaient convaincus que, une fois sortis, ils auraient trouvé, dans les sièges de *Lotta continua*, les armes pour faire la révolution¹⁴⁰. Ils trouvent au contraire un groupe qui se prépare aux élections¹⁴¹, et qui est de plus en plus indisponible à les suivre sur le terrain de l'illégalité. Mais, que l'abandon de la « Commission prisons » eut aussi d'autres raisons, enracinées dans les contradictions que nous avons analysées, ressort du témoignage d'Erri De Luca :

Lotta continua soutenait les mouvements révolutionnaires dans le monde entier : Amérique Latine, Vietnam, Angola¹⁴² (...), mais n'aurait jamais pu incorporer les camarades des Nap. Ils ne disposaient ni d'une tradition, ni d'une expérience, communiste. Et (...) leur condition d'anciens détenus les rendait plus exposés aux infiltrations de la police¹⁴³.

Le choix de fonder le « Parti de *Lotta Continua* » fut vécu comme une véritable trahison pour tous les militants qui s'étaient engagés dans les luttes des prisons, si bien qu'à l'intérieur même de *Lotta continua* se manifesta « un sentiment de culpabilité »¹⁴⁴. Face à cette déception, pour certains détenus, ce fut tout à fait naturel de choisir la clandestinité et la lutte armée comme la seule possibilité pour eux de continuer une lutte radicale. À cet égard, il est intéressant de remarquer que ces deux choix politiques sont encore une fois spéculaires bien qu'opposés. Les deux choix, celui du noyau

capitulation et à un reflux réformiste, mais plutôt, au contraire, à la nécessité de poursuivre une « lutte offensive » et à la conviction que le prolétariat, face à la crise mondiale, aurait eu d'ores et déjà besoin de l'organisation d'un parti pour la prise du pouvoir (cf. *Ibid.*, p. 8-9, 125-131).

¹⁴⁰ Cf. A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 125.

¹⁴¹ *Lotta continua* se présente aux élections en octobre 1976 ; la déroute électorale accéléra sa crise définitive.

¹⁴² Cette contradiction apparente entre le soutien à la violence dans le Tiers monde et la distance gardée vis-à-vis des nappistes n'a rien à voir avec le cliché d'une « gauche caviar », qui serait « prompte à s'enthousiasmer pour les fusils de Che Guevara, mais soudain obsédée par le besoin de démontrer son innocence quand les balles commencent à siffler sous ses fenêtres » (P. Persichetti, O. Scalzone, *La révolution et l'Etat*, op. cit., p. 116 ; éd. it., op. cit., p. 65). E. De Luca explique que la ligne de démarcation ne portait pas sur la violence, mais sur la distance de ligne et de tradition politique entre les Nap et la direction de *Lotta continua*.

¹⁴³ E. De Luca, in V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi*, op. cit., p. 24.

¹⁴⁴ E. De Luca, *Ibid.*, p. 25.

qui formera les Nap et celui de *Lotta continua*, sont tous les deux la conséquence de la conviction que le niveau de l'affrontement était favorable aux révolutionnaires. Ce qui démontre, encore une fois, que la rupture eut lieu sur la base de l'opposition qu'on a déjà rencontrée : pour les dirigeants de *Lotta continua*, la prison n'était qu'une école de révolution ; pour les détenus, la prison était le lieu de leur condition existentielle, laquelle était vue comme indépassable, sauf à travers la violence. C'est pourquoi Alessandro Silj, en attribuant une signification déterminante au « décalage entre les déclarations verbales et la disponibilité réelle »¹⁴⁵ à poursuivre l'engagement, propose peut-être une interprétation simpliste, risquant de laisser de côté les contradictions profondes qui ont traversé la « Commission prisons » dès le début. À partir d'une contradiction effective entre les mots d'ordre insurrectionnels et les choix « institutionnalistes », ce qui pouvait être nuancé dans la théorie devenait insoutenable dans la pratique¹⁴⁶. À la fin de 1973, *Lotta continua* publie son dernier recueil de soutien militant aux luttes de la « Commission prisons ». On trouve là des accents plus modérés et quelques propositions autocritiques portant sur les comportements contradictoires du groupe :

Nous, quand nous avons lutté dans les prisons, ne disposons pas de la clarté politique d'aujourd'hui : il faut admettre que nous avons vécu des moments politiques contradictoires¹⁴⁷.

Mais surtout on retrouve la tendance, que nous avons analysée, à reconduire la question des détenus au schéma industriel :

Nous avons compris que les luttes dans les prisons (...) déploient (...) dans la lutte pour réformer le code pénal et les règlements, contre l'exploitation salariale dans les ateliers et dans les usines internes des prisons (...), les contenus unitaires dans lesquels peut se reconnaître le prolétariat tout entier¹⁴⁸.

La question de la réforme est également importante. La plupart des interventions dans les prisons étaient marquées par un caractère essentiellement revendicatif. Bien que menées dans une perspective

¹⁴⁵ A. Silj, *Mai più senza fucile*, op. cit., p. 125.

¹⁴⁶ Cf. A. Silj, *Ibid.*, p. 126.

¹⁴⁷ F. Conti, « Cosa intendiamo fare », in *Lotta continua*, *Ci siamo presi la libertà di lottare*, 1973, p. 12.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 13.

révolutionnaire, elles demandaient d'abord la modification du système pénitentiaire qui remontait à l'époque fasciste. C'est pourquoi, après la réforme du code, à partir de 1973, le mouvement subit un reflux. Et pourtant il existait toujours le réseau construit pendant les années de la « Commission prisons ». En outre, à Naples, suite à la crise économique, le mouvement des chômeurs devint toujours plus fort, ce qui rendait naturelle l'entrée de la « société illégale » dans le processus révolutionnaire¹⁴⁹ ; l'alliance entre les secteurs les plus radicaux de *Lotta continua* et les chômeurs de Naples marque un moment important dans la genèse des Nap.

Dans cette situation très particulière, où se rencontrent le noyau historique de la « Commission prisons », les « orphelins »¹⁵⁰ de *Lotta continua*, et certains militants du groupe napolitain *Sinistra proletaria*, et où s'intensifient les actions des Brigades rouges, ce qui a joué sans doute un rôle considérable¹⁵¹, l'expérience des Nap vit le jour. Les Nap portent aux extrêmes conséquences la ligne que nous avons vu s'opposer à celle des dirigeants de la « Commission prisons ». Dans leur premier communiqué, en octobre 1974, ils affirment :

Nous n'avons pas le choix : ou bien la révolte, et la lutte, ou bien la mort lente dans les camps, les ghettos, dans les asiles, à laquelle nous destine la société bourgeoise, par sa propre violence¹⁵².

Giovanni Gentile Schiavone, l'un des idéologues des Nap, exprime de manière saisissante la dimension « existentielle » qui caractérise cette formation :

¹⁴⁹ C'est ce que soutient le nappiste Pellecchia ; cf. R. Ferrigno, *Nuclei armati proletari*, *op. cit.*, p. 72.

¹⁵⁰ C'est V. Lucarelli qui a proposé cette métaphore pour décrire l'abandon de la Commission par *Lotta continua* (voir V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi*, *op. cit.*, p. 25).

¹⁵¹ Sur l'influence des actions des Brigades rouges, qui en effet entre avril et mai 1974, avec la séquestration du magistrat Mario Sossi, franchissent un seuil dans l'intensité de leur activité, voir A. Silj, *Mai più senza fucile*, *op. cit.*, p. 128-129.

¹⁵² Tract du « Nucleo esterno movimento dei detenuti », où est annoncée la création des Nap, in *Soccorso rosso, I Nap. Storia politica dei nuclei armati proletari e requisitoria del tribunale di Napoli*, Milan, Collettivo editoriale libri rossi, 1976, p. 175.

Il y a un Etat qui nous enferme dans les prisons. Et qui nous enferme par une force directe, qui est l'expression de son arbitraire. On a assez plaisanté. Ou bien on se soumet à ça, ou bien on s'y oppose. Et si on s'y oppose, on va jusqu'au bout. C'est une question qu'on ne peut poser différemment¹⁵³.

Evidemment, il s'adresse, de façon polémique, aux militants de *Lotta continua*. La même inéluctabilité, traversée par le même ressentiment, est présente aussi dans une déclaration presque poétique citée dans un cahier de *Controinformazione* :

L'extra-légal ne peut pas se trouver en porte-à-faux vis-à-vis de sa propre aliénation : ou bien il est révolutionnaire, subjectivement, romantiquement, jusqu'au bout, ou bien il est un rien¹⁵⁴.

On retrouve ici toute l'idéologie des détenus. D'ailleurs, ils n'auraient pu adhérer à *Lotta continua* de toute manière, car ils auraient perdu leur spécificité dans le cadre d'un projet révolutionnaire guidé par la classe ouvrière. Ils voulaient plutôt poursuivre la ligne des noyaux internes, en s'efforçant de se constituer en classe, une classe indépendante. Ils pratiquaient cette ligne, en proposant en outre ce que l'on pourrait appeler à titre de provocation une « autonomie des détenus extra-légaux », en opposition complémentaire à l'autonomie ouvrière. Dans leur pratique, ils renversent le rapport léninien entre théorie et mouvement ; par conséquent ils ne produisent aucun document d'analyse à l'exception d'un certain nombre de tracts, déclarations, revendications ; tout discours doit être action directe et immédiate, sans réflexion. Mais l'on peut quand même reconstruire quelques références théoriques à partir de leurs actions et des rares publications proches des Nap, notamment *Controinformazione*.

Evidemment, de ces références, les Nap ont gommé les passages de Marx sur le *Lumpenprolétariat*, ses analyses étant soupçonnées de moralisme. En revanche, on fait référence à Lénine et à Mao. Lénine, en particulier, serait allé au-delà de Marx car, dans son texte *La guerre des partisans* (1906), il critique ceux qui considèrent réactionnaires les actions spontanées. La lutte des

¹⁵³ G. G. Schiavone, in V. Lucarelli, *Vorrei che il futuro fosse oggi, op. cit.*, p. 25.

¹⁵⁴ « I Nap : ipotesi politiche e intervento dentro e fuori il carcere », *Controinformazione*, Quaderno n. 1, p. 48.

partisans, dit Lénine, est une « forme inévitable de lutte à une époque où le mouvement des masses aboutit effectivement à l'insurrection »¹⁵⁵. Les actions des partisans sont « un phénomène provoqué par des causes profondes, l'ordre économique et politique » que « nous sommes incapables d'arrêter »¹⁵⁶.

Ce qu'il faut remarquer est que Lénine relie le sous-prolétariat non plus aux couches résiduelles, mais à la structure économique.

C'est un fait que cette forme de lutte ne s'est largement développée et répandue qu'en 1906, c'est-à-dire après l'insurrection de décembre. L'aggravation de la crise politique jusqu'à la lutte armée, et, en particulier, l'aggravation de la misère, de la famine et du chômage, dans les villes comme dans les campagnes, comptent parmi les causes importantes qui ont amené l'emploi de cette forme de lutte. Cette méthode de lutte sociale a été adoptée de préférence, et même *exclusivement*, par les éléments déclassés de la population, lumpen-prolétariat et groupes anarchistes¹⁵⁷.

Et dans le paragraphe suivant :

On ne saurait mettre en doute l'extension de la lutte « de partisans » précisément depuis décembre et son rapport avec l'aggravation de la crise non seulement économique, mais politique. L'ancien terrorisme russe était affaire d'intellectuels conspirateurs ; aujourd'hui, la lutte de partisans est menée, en règle générale, par des militants ouvriers ou simplement par des ouvriers en chômage¹⁵⁸.

Ce qui est essentiel dans ce passage est le rapport du *Lumpenprolétariat* au travail, ce qui aurait pu être développé dans la direction de l'unité radicale des couches marginales dans le prolétariat en tant qu'« ouvriers au chômage ». Mais les Nap ne suivent pas cette intuition de Lénine ; ils partagent en revanche le présupposé de ce discours, c'est-à-dire la distinction que Lénine ne cesse de tracer entre le prolétariat industriel et les autres couches sociales qu'il faut diriger à partir de la ligne du parti.

¹⁵⁵ V. Lénine, *La guerre des partisans*, in *Œuvres*, tome 11 (juin 1906-janvier 1907), Paris, Editions Sociales, 1966, p. 221.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 222.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 218.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 220.

En ce qui concerne la conception de la violence, les Nap se réfèrent surtout à Frantz Fanon : pour les Nap, l'identité et le potentiel révolutionnaire sont enracinés dans la violence de la criminalité et des prisons ; par conséquent, le même potentiel identitaire et révolutionnaire doit forcément se développer dans l'action violente, une action violente qui n'est pas une pratique politique parmi d'autres, mais représente le processus même de subjectivation. La prison, lit-on dans le cahier de *Controinformazione*, est le lieu naturel des extra-légaux¹⁵⁹, la destination que la société leur assigne et leur site de constitution subjective. Dans cette conception, bien qu'une distinction entre extra-légaux et détenus soit avancée, c'est toujours dans la prison qu'il faut lutter, et non pas dans le contexte social qui produit les extra-légaux en tant que prolétaires. Dans la prison, en effet, ils ont fait l'expérience de ce qui semble représenter le ressort de leur subjectivation : la violence. C'est sur la violence, au fond, que les Nap ont essayé de constituer leur propre conscience, et ce n'est pas par hasard que la référence aux *Damnés de la terre* apparaît dès le début. Et en effet, la violence en tant qu'opérateur de subjectivité révolutionnaire se rapproche davantage de Fanon que d'une ligne sorélienne. Le primat absolu de la pratique, le renversement de la position léninienne à propos de la théorie, amèneront les Nap à produire une série d'actions aveugles, sans discussion préalable de la ligne à suivre, à la faveur d'une structure à noyaux indépendants, ce qui rendait encore plus difficile l'élaboration politique et stratégique. De ce point de vue, leur référence est surtout la théorie de la guérilla de Debray et Marighela. À la fin aussi de leur parcours, c'est encore la prison le lieu décisif : c'est dans les cellules de L'Asinara que certains nappistes rencontrent les brigadistes du « Parti Guérilla », la section mouvementiste des Brigades rouges, ce qui était, d'autre part, leur seul débouché possible. Le document qu'ils produisent ensemble

¹⁵⁹ « Ce n'est que dans la prison et par la prison que peut se former la conscience politique du prolétariat extra-légal : et dans la prison doit demeurer ancrée l'organisation qui en représente l'expression révolutionnaire », *Controinformazione*, cahier n. 1, cit. p. 48.

est une analyse de la fonction de la prison, publiée sous le titre de *La prison impérialiste*¹⁶⁰.

En 1974 l'économiste Paolo Sylos Labini publie un « essai sur les classes sociales »¹⁶¹, où il propose une nouvelle division conceptuelle binaire : il divise la société en deux groupes, par-delà la division classique en bourgeoisie et prolétariat. Ce texte est à l'origine de la division entre Garantis et Non-Garantis, faisant glisser la question des classes vers une distinction en termes de salaires et de droits. Mais surtout, cette dichotomie assignait la classe ouvrière au groupe des garantis, en confirmant son statut présumé d'aristocratie ouvrière. D'autre part, les Non-Garantis apparaissaient comme une masse hétérogène dépourvue de toute connotation en termes de classe. Au moment où les rédacteurs de *Controinformazione* reprisent cette distinction entre garantis et non-garantis¹⁶², cherchant à l'articuler, voire à la substituer, à l'antagonisme entre les classes, en 1976, la tendance exprimée par les détenus s'affirmera dans toutes ses implications. Finalement, il est intéressant de remarquer que la même revue a critiqué violemment la distinction qu'Alberto Asor Rosa, ancien opéraïste devenu idéologue du PCI, faisait à la même époque entre les « deux sociétés »¹⁶³, une société étant dominée par une classe ouvrière porteuse de valeurs progressives et rationnelles, et l'autre étant composée d'une foule de marginaux et de déracinés. Bien qu'ils aient critiqué cette position, les nappistes ont reproduit le même schéma en le renversant : ils ont opposé eux aussi la masse des extra-légaux non-garantis en tant que véritable sujet révolutionnaire au prolétariat industriel, vu comme aristocratie ouvrière. La voie était donc ouverte à ce qu'on pourrait appeler une autonomie des non-garantis.

¹⁶⁰ *Il carcere imperialista. Teoria e pratica dei proletari prigionieri nei documenti dei comitati di lotta, Controinformazione*, Vérone, Bertani, 1979.

¹⁶¹ S. Labini, *Saggio sulle classi sociali*, Rome, Bari, Laterza, 1974.

¹⁶² Cf. *Controinformazione*, Quaderno 1, *op. cit.*, p. 12, 36-46.

¹⁶³ Cf. *Ibid.*, p. 6-7.